

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

**Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide,
de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination
raciale, de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes et de la convention contre la torture ou autres
peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants**

(République démocratique du Congo c. Rwanda)

ANNEXE n° 1

**Notes verbales de la République démocratique du Congo adressées à la République du
Rwanda**

26 juin 2026

Note verbale n° 1



**MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES**

N°132.51/MPRDC/A2/279/2025

La Mission Permanente de la République Démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations Unies et des Institutions Spécialisées à Genève présente ses compliments à la Mission Permanente de la République du Rwanda auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève et a l'honneur de lui faire parvenir pour transmission à sa capitale, la note verbale N°130.01/130.03/TB/0844/2025 du 24 septembre 2025 du Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo adressée au Ministère des Affaires Etrangères de la République du Rwanda.

La Mission Permanente de la République Démocratique du Congo remercie la Mission Permanente de la République du Rwanda auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève de son obligeance et saisit cette occasion pour Lui renouveler les assurances de sa haute considération.



Genève, le 26 septembre 2025.

Mission Permanente de la République du Rwanda
auprès de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales
Rue de Vermont 37-39(4^{ème} étage)
1202 Genève



Le Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires Étrangères de la République du Rwanda et, se référant à la Note verbale n°132.51/MPRDC/AI/161/2025 transmise le 12 septembre 2025 par sa Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des Institutions spécialisées à Genève au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme — en réaction à la note verbale n° GE/543/16/2025 émanant de la Mission permanente de la République du Rwanda — a l'honneur, dans le prolongement de cette communication et dans un esprit de clarté et de dialogue constructif, d'apporter des précisions complémentaires sur les faits évoqués.

Le Ministère rappelle au Ministère rwandais des Affaires étrangères que les activités armées menées par la République du Rwanda sur le territoire du Zaïre, puis de la République démocratique du Congo depuis maintenant trente ans par le biais de ses forces armées ou de groupes rebelles agissant sous son égide se sont accompagnées des exactions massives et violations graves des droits humains commises à grande échelle dans plusieurs régions de la République Démocratique du Congo. Nombre de ces actes ont visé et visent encore certains groupes ethniques tels que les Hutu, ainsi que d'autres groupes associés, comme les Bembe, les Lega et les Nyindu et répondent pleinement aux éléments repris dans la définition juridiquement admise du génocide, en particulier celle énoncée dans la Convention des Nations Unies de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. De nombreuses sources attestent aussi l'existence d'actes de violence sexuelle, de torture ou de traitements inhumains, cruels et dégradants perpétrés dans ce contexte, actes qui sont susceptibles de rentrer dans cette catégorie.

Le Ministère, par ailleurs, fait observer au Ministère rwandais des Affaires Etrangères que les autorités rwandaises se sont, pour la plupart des cas, abstenues de diligenter des enquêtes et d'engager des poursuites pénales appropriées à l'encontre des personnes impliquées dans ces différentes catégories de faits aux fins d'établir leur responsabilité.

Au vu de l'implication des organes de l'État rwandais, au premier rang desquels les Forces de défense rwandaises (RDF), ainsi que du soutien apporté aux forces irrégulières qui en ont été les auteurs, le Ministère congolais des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise souligne que ces faits graves engagent la responsabilité du Rwanda, entre autres au regard de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948, de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965, de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979 et de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

Le Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo invite par conséquent la République du Rwanda à assumer ses responsabilités conformément au droit international tout en s'engageant au respect et à l'application des instruments relatifs aux droits humains. Le Gouvernement congolais

n'entend nullement par cette exhortation remettre en cause le processus de pacification et de restauration des relations entre la République démocratique du Congo et la République du Rwanda, tel qu'il s'est traduit par la conclusion à Washington le 27 juin 2025 de l'accord de paix entre les deux États. Il estime au contraire que l'impératif de coopérer avec des mécanismes d'établissement des faits ou des crimes au niveau régional ou universel est susceptible de favoriser un nouveau départ pour le rétablissement total de relations diplomatiques solides et sincères, et devrait donc être soutenu par les deux États car il constituera une source de justice pour les victimes de ces différents crimes graves.

Le Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Étrangères de la République du Rwanda, les assurances de sa haute considération.

Fait à Kinshasa, le 24 SEPT 2025

**AU MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES DU RWANDA
A KIGALI/RWANDA**



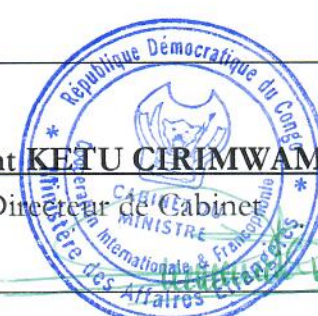
**C.I : AU SECRÉTARIAT DE L'OFFICE
DU HAUT-COMMISSAIRE DES
NATIONS UNIES POUR LES DROITS
DE L'HOMME
A GENEVE/SUISSE**

Note verbale n° 2



**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES COOPÉRATION INTERNATIONALE,
FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE**

Le Cabinet de la Ministre d'Etat

MESSAGE	
DESTINATAIRES PRINCIPAUX	1 AMBARDC/GENEVE
ATT. PARTICULIERE	2 Amba. Paul EMPOLE LOSKO EFAMBE
DESTINATAIRES SECONDAIRES	1 130AE, 2 131, 3 AMBARDC/Addis-Abeba 4 AMBARDC/New-York
EXPEDITEUR	130.01
OBJET	Transmission de la note verbale
NUMERO	130.01/130.03/TB/0957 /2025
DATE DE REDACTION	Le 22/12/2025
DATE DE TRANSMISSION	Le
CONTENU	
Son Excellence Madame la Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaises me charge de bien vouloir vous transmettre en annexe du présent message, la note verbale à faire parvenir à la Mission Permanente du Rwanda auprès de l'Office des Nations Unies et Institutions spécialisées à Genève. Elle attend le Rapport. Salutations patriotiques.	
Patient KETU CIRIMWAMI Directeur de Cabinet 	





**MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
COOPÉRATION INTERNATIONALE,
FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE**

N°130/130.03/TB/0342/2025

Le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération internationale, Francophonie et Diaspora congolaise de la République Démocratique du Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République du Rwanda et a l'honneur de rappeler sa note verbale n°130.01/130.03/TB/0844/2025 du 24 septembre 2025.

Cette note attirait l'attention du Gouvernement rwandais sur la nature particulièrement grave des exactions commises sur le territoire congolais, et visant notamment les groupes ethniques Hutu, Nyindu, Bembe et Lega. Ces faits constituent, selon le cas, des violations graves de la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, de la Convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et/ou de la Convention de 1984 contre la torture, instruments auxquels les deux États sont parties.

Le Ministère observe que la République du Rwanda n'a apporté aucune réponse à la note verbale précitée, en dépit de la gravité des faits évoqués et des obligations conventionnelles en cause, et de l'importance cardinale de traiter de ces questions pour contribuer à la recherche d'une paix durable entre les deux Etats. **Dans un esprit constant de coopération et de dialogue constructif**, il prie en conséquence le Ministère rwandais des Affaires étrangères de faire transmettre aux autorités compétentes du Rwanda les préoccupations réitérées de la République Démocratique du Congo et de lui faire parvenir, sous le bénéfice de l'urgence, une réponse appropriée sur les questions soulevées.

La République Démocratique du Congo réaffirme son engagement en faveur du règlement pacifique des différends. Dans cet esprit, la République Démocratique du Congo invite la République du Rwanda à entamer des négociations conformément à l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à entamer des négociations ou, à défaut, procéder à l'arbitrage conformément à l'article 30.1 de la Convention sur la torture et à l'article 29 de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes.

Le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République du Rwanda les assurances de sa haute considération.

Fait à Kinshasa, le 22 DEC 2025

Annexe 1 : note verbale n°130.01/130.03/TB/0844/2025 du 24 septembre 2025





**MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
COOPÉRATION INTERNATIONALE,
FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE**

**AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA
A KIGALI/RWANDA**

**C.I : AU SECRÉTARIAT DE L'OFFICE
DU HAUT-COMMISSAIRE DES
NATIONS UNIES POUR LES DROITS
DE L'HOMME
A GENEVE/SUISSE**



Note verbale n° 3



**MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES**

N°132.51/MPRDC/A2/024 /2026

La Mission Permanente de la République Démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations Unies et des Institutions Spécialisées à Genève présente ses compliments à la Mission Permanente de la République du Rwanda auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève et a l'honneur de lui faire parvenir pour transmission à sa capitale, la note verbale N°130.01/130.03/TB/1073/2026 du 13 février 2026 que le Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo adresse au Ministère des Affaires Etrangères de la République du Rwanda.

La Mission Permanente de la République Démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations Unies et des Institutions Spécialisées à Genève saisit cette occasion pour renouveler à la Mission Permanente de la République du Rwanda auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations Internationales à Genève, les assurances de sa haute considération.

Fait à Genève, le 19 février 2026.

Mission Permanente de la République du Rwanda
auprès de l'Office des Nations Unies et des autres
Organisations Internationales
Rue de Vermont 37-39 (4^{ème} étage)
1202, Genève





**MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
COOPÉRATION INTERNATIONALE,
FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE**

130.01/130.03/TB/ 1073 / 2026

Le Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires Étrangères de la République du Rwanda et a l'honneur de rappeler à sa meilleure attention ses notes verbales respectivement référencées n°130.01/130.03/TB/0844/2025 du 24 septembre 2025 ainsi que n° 130.01/130.03/TB/0342/2025 du 22 décembre 2025 par lesquelles le Gouvernement de la République Démocratique du Congo avait exprimé ses vives préoccupations au Gouvernement Rwandais sur des violations flagrantes des instruments juridiques internationaux en l'occurrence, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965, la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes de 1979 et la Convention contre la torture de 1984. Ces deux notes ont été transmises en toute diligence à la Mission permanente de la République du Rwanda auprès de l'office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, afin que cette dernière les fasse parvenir à son destinataire.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo tient à exprimer ses vives préoccupations à la suite des propos tenus le 22 janvier 2026 devant la sous-commission des affaires étrangères du Congrès des Etats-Unis d'Amérique par Madame Mathilde Mukantabana, Ambassadrice de la République du Rwanda auprès de ce dernier Etat. Pour rappel, cette autorité officielle rwandaise a confirmé à cette occasion la collaboration de son pays avec le mouvement rebelle M23 à travers ce qu'elle a appelé « une coordination sécuritaire », laquelle sous-entend à tout le moins une planification opérationnelle commune. Elle a également soutenu que son pays et ce mouvement rebelle ont des intérêts communs sur le territoire de la République Démocratique du Congo.

Cet aveu de collaboration sécuritaire entre la République du Rwanda et le M23 expose clairement la responsabilité du Rwanda pour ses nombreux faits internationalement illicites commis sur les territoires de la République Démocratique du Congo au mépris des principes consacrés par divers instruments juridiques régionaux et internationaux dont le non-recours à la force, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat, la non-agression, l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, le respect des droits humains ainsi que la non-commission des actes inhumains cruels et dégradants.

Le Ministère congolais des Affaires Etrangères exige par ailleurs des clarifications nécessaires sur les motivations ayant été à la base de la décision de la déportation de plusieurs membres de la Communauté Tutsi de Mulenge vers le Rwanda telle que dénoncée et fustigée en date du 18 janvier 2026 par l'Association, « Banyamulenge Mutuality-Ubumwe (BM-U) » et mettant ainsi gravement en danger la cohésion et la cohabitation entre toutes les ethnies congolaises.

Le Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo appelle à nouveau la République du Rwanda à assumer ses responsabilités conformément au droit international tout en s'engageant à assurer justice et réparation en faveur des populations civiles victimes de ces exactions. Le Gouvernement congolais n'entend nullement par cette exhortation remettre en cause le processus de pacification et de restauration des relations pacifiques entre la République Démocratique du Congo et la République du Rwanda, tel qu'il s'est traduit par la conclusion à Washington le 27 juin 2025 de l'Accord de paix entre les deux États. Il réitère sa foi dans les mécanismes régionaux et universels existants susceptibles de favoriser l'établissement des faits ou des crimes. Il estime que seule une justice réparatrice favoriserait un nouveau départ pour le rétablissement total





**MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
COOPÉRATION INTERNATIONALE,
FRANCOPHONIE ET DIASPORA CONGOLAISE**

des relations diplomatiques solides et sincères, car elle permettra de construire la reconnaissance et la réparation pour les victimes de ces différents crimes graves.

Dans cette perspective, la République Démocratique du Congo réitère une nouvelle fois l'invitation qu'elle a adressée à la République du Rwanda à entamer des négociations conformément à l'article 20 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à l'article 29 de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et à l'article 30.1 de la Convention contre la torture. À défaut de telles négociations, la République Démocratique du Congo demande que soit mise en œuvre une procédure d'arbitrage conformément à l'article 29 de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et à l'article 30.1 de la Convention contre la torture.

Le Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale, Francophonie et Diaspora Congolaise de la République Démocratique du Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Étrangères de la République du Rwanda les assurances de sa haute considération.

Fait à Kinshasa, le



AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDA
A KIGALI/RWANDA



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

**Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide,
de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination
raciale, de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes et de la convention contre la torture ou autres
peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants**

(République démocratique du Congo c. Rwanda)

ANNEXE n° 2

**Discours de son Excellence Monsieur Félix-Antione Tshisekedi Tshilombo, Président de
la République démocratique du Congo la 79ème session ordinaire de l'Assemblée
générale des Nations Unies**

26 juin 2026

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
FELIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
A LA 79^{ème} SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES**

New York, le 25 septembre 2024

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,

C'est avec un immense honneur que je m'adresse à vous aujourd'hui, pour la première fois depuis que le peuple Congolais m'a renouvelé sa confiance en m'élisant pour un second mandat à la tête de notre nation. Ayant eu l'occasion de prendre la parole devant vous par le passé, je suis particulièrement ému de pouvoir le faire à nouveau en ce moment significatif pour notre pays.

Je tiens à vous féliciter, Monsieur Philémon YANG, pour votre élection à la présidence de cette 79^{ème} Session, de même que je rends hommage à vos prédécesseurs pour leur engagement constant au service de cette institution.

Le thème de cette session, « ***Ne laisser personne de côté : agir ensemble pour faire progresser la paix, le développement durable et la dignité humaine pour les générations futures*** », résonne particulièrement avec nos aspirations en République Démocratique du Congo.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Le multilatéralisme et le respect d'un système mondial basé sur des règles ont été des piliers essentiels pour soutenir la paix, la sécurité, la santé et la prospérité à travers le monde depuis près de quatre-vingts ans. Les Nations Unies incarnent ces valeurs fondamentales et demeurent un acteur incontournable face aux défis majeurs que l'humanité doit surmonter : qu'il s'agisse de garantir la sécurité, de maîtriser le changement climatique ou

de lutter contre la pauvreté. Cette réalité nécessite une coopération multilatérale renforcée.

Cependant, le noble idéal des rédacteurs de la Charte des Nations Unies — celui de servir d'instrument par lequel tous les pays régulent leur comportement — semble s'effacer. Le socle de la sécurité collective qu'elle a établi, vacille.

Nous avons la responsabilité de conjuguer nos efforts et de réaffirmer notre engagement envers le multilatéralisme, qui est la clé de solutions véritablement transformatrices face aux défis qui rongent notre monde. Comme l'a si bien exprimé Dag Hammarskjöld, ancien Secrétaire général de l'ONU, dont le sacrifice en faveur de la paix en République Démocratique du Congo nous rappelle la gravité de notre mission, je cite : « ***Le but de l'ONU n'est pas d'emmener l'humanité au paradis, mais de la protéger de l'enfer.*** » fin de citation. En cette période critique, le multilatéralisme revêt une importance cruciale. Il permet de répondre aux menaces communes, de protéger notre planète et de renforcer la société civile ainsi que les droits humains.

En effet, nous ne pouvons ignorer la montée alarmante des discours belliqueux et le rétablissement indécent de pratiques d'agression armée et de pillage des ressources naturelles, affectant tous les continents. Le conflit russo-ukrainien qui persiste et continue d'affecter la région n'est qu'une manifestation parmi tant d'autres qui menacent la paix dans le monde. Le Yémen, le Soudan, la Syrie ou encore le terrible drame qui se passe dans la bande de Gaza entrent dans le lot pour lequel le multilatéralisme jouerait pleinement son rôle.

Il est impératif d'agir ensemble pour progresser vers la paix, le développement durable et la dignité humaine, garantissant ainsi un avenir meilleur pour les générations futures. Ne laissons personne sur le chemin.

Tel est le message clair et pertinent qui inspire la thématique sélectionnée pour orienter les travaux de la 79^{ème} Session de cette illustre Assemblée.

Monsieur le Président,

Le « **Pacte pour l'Avenir** » et ses annexes- le Pacte numérique mondial et la Déclaration sur les générations futures- que nous avons adopté lors du récent Sommet de l'Avenir, soulignent l'importance d'une collaboration active pour atteindre une vision commune d'un avenir pacifique et prospère. Ces documents représentent un engagement essentiel pour mettre fin aux conflits, lutter contre l'extrême pauvreté et la faim, et aborder des défis tels que les déplacements de populations, l'immigration clandestine, l'insécurité alimentaire, les pandémies et les risques des nouvelles technologies.

Parallèlement, **le Pacte Mondial Numérique** se positionne comme un pilier essentiel dans notre quête d'un avenir prospère, au cœur de la quatrième révolution industrielle, où les technologies numériques sont devenues incontournables. Cette transformation numérique représente une occasion sans précédent d'atteindre les Objectifs de Développement Durable d'ici 2030, notamment pour les pays les moins avancés. Elle vise à réduire la fracture numérique et à intégrer les populations non connectées dans des services digitaux à fort impact social.

Cependant, pour relever ce défi majeur inhérent à la révolution du numérique, des réformes globales sont nécessaires, impliquant une réévaluation de l'architecture financière internationale et un financement adéquat.

C'est pourquoi la République Démocratique du Congo aspire à attirer des investissements pour développer la connectivité en Afrique et appelle à la coopération des partenaires multilatéraux et des opérateurs de télécommunications, avec à la clé un transfert des connaissances.

En effet, **l'accompagnement au processus de maillage du pays est une solution prometteuse pour relier le Sud et le Nord de l'Afrique ainsi que relier l'Océan Indien à l'Océan Atlantique.** Cela comprend la formation de partenariats viables autour du projet hydroélectrique Grand Inga, qui vise à répondre à la demande énergétique croissante de notre continent, exacerbée par la prolifération des objets connectés. De plus, **il est essentiel de renforcer la traçabilité des minerais stratégiques, indispensables aux équipements technologiques, afin d'assurer une exploitation responsable et durable de nos ressources.**

Par ailleurs, la pleine participation et l'engagement des jeunes, tant des filles que des garçons, sont également primordiaux pour bâtir une société durable et inclusive. Ce principe constitue le fondement de la **Déclaration sur les Générations Futures**, soulignant notre responsabilité envers les générations à venir et l'importance des décisions qui garantissent leur épanouissement. Pour l'Afrique, sa jeunesse représente un atout majeur pour sa prospérité future. Investir dans l'éducation, notamment dans les domaines des STEM (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques), et créer des environnements propices à l'innovation est crucial. Il est essentiel de remédier à la déconnexion entre une population jeune en forte croissance et le marché de l'emploi, en fournissant les compétences nécessaires à leur intégration.

Monsieur le Président,

La situation dans l'Est de la République Démocratique du Congo est particulièrement préoccupante. La résurgence du groupe terroriste M23, soutenu par le Rwanda, a provoqué une crise humanitaire sans précédent, avec près de 7 millions de déplacés internes. Cette agression constitue une violation majeure de notre souveraineté nationale. **Nous appelons la communauté internationale à condamner fermement ces actes et à imposer des sanctions ciblées contre le Rwanda pour son rôle déstabilisateur.**

Nous exigeons le retrait immédiat et inconditionnel des troupes rwandaises de notre territoire. Bien que les récentes initiatives diplomatiques, telles que les pourparlers de Luanda, soient encourageantes, elles ne doivent aucunement occulter l'urgence de cette action essentielle.

La République Démocratique du Congo s'engage activement à établir une paix durable dans l'Est du pays et à promouvoir le développement économique ainsi que le bien-être social des communautés meurtries par ce conflit armé. Elle ne ferme, cependant, pas la porte à toute opportunité qui l'amènera à cette paix tout en n'aliénant pas sa souveraineté, encore moins son intégrité territoriale. Dans cette optique, elle est résolument engagée dans la mise en œuvre de la feuille de route adoptée dans le cadre du processus de Luanda, que je soutiens fermement, qui promeut un dialogue de haut niveau visant à restaurer la confiance entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, tout en minimisant le risque que la crise sécuritaire actuelle ne dégénère en conflit régional. En outre, mon pays demeure ouvert à toute autre initiative de nos partenaires qui concourrait à l'atteinte de cet objectif noble de paix.

La République Démocratique du Congo réaffirme sa ferme volonté de garantir une paix durable. Sous mon impulsion, nous sommes résolus à poursuivre la mise en œuvre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation, le P-DDRCS, clé de notre stratégie nationale pour désarmer, démobiliser et réintégrer les combattants, en leur offrant des perspectives économiques viables et durables ; tout en stabilisant les zones touchées par les conflits. En assurant une transition post-MONUSCO, nous priorisons également le rapatriement des combattants étrangers. Le P-DDRCS est un levier crucial pour la paix en République Démocratique du Congo, et j'invite nos partenaires et amis à le soutenir.

Par ailleurs, des milliers de victimes du génocide pour des gains économiques en République Démocratique du Congo (en abrégé GENOCOST) continuent de subir les conséquences dévastatrices d'un passé marqué par la violence et l'impunité. Reconnaître et traiter les effets de cette tragédie est crucial pour favoriser le rétablissement et la reconstruction des communautés touchées.

Au-delà de l'aide humanitaire immédiate, une approche à long terme centrée sur la justice, la réconciliation et le développement durable est essentielle pour permettre aux victimes de se reconstruire et de retrouver une vie digne.

C'est pourquoi le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a décidé d'institutionnaliser la journée du 2 août, journée du GENOCOST, dédiée aux victimes des crimes odieux perpétrés par des rebelles soutenus par des multinationales et des Etats de la région. Cette journée incarne une communion nationale, permettant de confronter un passé douloureux pour aller de l'avant.

Elle est essentielle pour renforcer la conscience historique de notre pays et affirmer la détermination de la nation à prévenir la répétition de telles barbaries.

Monsieur le Président,

Le terrorisme constitue une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales, touchant toutes les régions du monde. Après avoir sévi en Asie, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, ce fléau semble désormais s'enraciner en Afrique.

En tant que membre de la coalition mondiale contre l'Etat islamique, la République Démocratique du Congo exhorte les Nations Unies à intensifier leurs actions pour mettre en œuvre les recommandations de cette organisation, notamment dans le cadre du processus d'Aqaba.

Le terrorisme, qui sévit dans l'Est de notre pays, est étroitement lié au pillage et à l'exploitation illégale de nos ressources naturelles. Ces activités criminelles alimentent l'insécurité et financent des groupes armés, exacerbant les conflits dans la région des Grands Lacs. Par conséquent, il est impératif que les Nations Unies envisagent des sanctions sévères contre les acteurs responsables de ces crimes économiques, afin de briser ce cercle vicieux et de favoriser la paix, le développement durable, et la dignité humaine pour les générations futures.

Monsieur le Président,

Selon le dernier Rapport d'Examen National Volontaire des Objectifs de Développement Durable (ODD), la République Démocratique du Congo (RDC) a réalisé des avancées significatives vers plusieurs cibles des ODD grâce à des réformes et interventions majeures.

Depuis 2019, le gouvernement a mis en place une réforme ambitieuse pour assurer la gratuité de l'enseignement de base, permettant à près de 4 millions d'enfants de rejoindre l'école.

En outre, plusieurs mesures ont été prises pour renforcer la protection sociale, introduire la Couverture Sanitaire Universelle et promouvoir l'égalité des sexes, ainsi que pour favoriser le développement des infrastructures et une industrialisation rapide à travers, notamment la création de Zones Economiques Spéciales.

Malgré ces progrès, le Rapport mondial sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) souligne qu'au rythme actuel, la République Démocratique du Congo ne pourra pas atteindre les ODD d'ici 2030, en raison des inégalités et de la vulnérabilité persistantes exacerbées par des conflits armés.

Face à ce défi, une feuille de route comprenant des actions, interventions et réformes spécifiques a été élaborée afin d'accélérer les progrès et de répondre aux enjeux de l'Agenda 2030, avec déjà certaines mesures mises en œuvre pour que la RDC soit en adéquation avec les ODD en 2030. Pour cela, la République Démocratique du Congo nécessite des investissements annuels d'environ 32 milliards de dollars. Il est donc indispensable de renforcer les partenariats pour des investissements durables et de promouvoir la paix afin de permettre un développement socio-économique stable.

Au registre des réponses mondiales aux défis climatiques et la promotion des énergies renouvelables, la République démocratique du Congo, qui a déjà affirmé son engagement en faveur d'une action climatique ambitieuse, souligne l'importance cruciale d'un soutien financier et technique accru afin de renforcer ses efforts pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Riche en biodiversité et en ressources naturelles, la RDC se positionne comme un acteur clé dans la lutte contre le changement climatique. Les initiatives engagées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre se concentrent sur quatre secteurs stratégiques : l'agriculture, la foresterie, l'énergie et la gestion des déchets. Des réformes structurelles sont actuellement mises en place pour inverser la déforestation et améliorer l'accès à une énergie propre, témoignant ainsi de l'engagement déterminé du gouvernement en faveur de la préservation des ressources naturelles et de la transition écologique.

Concernant la valorisation des forêts tropicales, un tournant majeur a été franchi à Bali en novembre 2022 avec l'adoption de la Déclaration conjointe sur la coopération autour de la forêt tropicale et l'action climatique, signée par le Brésil, l'Indonésie et la République Démocratique du Congo.

Cette avancée témoigne d'une volonté politique collective d'utiliser les forêts comme levier pour un développement durable. L'Alliance Trilatérale pour la Coopération sur les forêts tropicales, créée à cette occasion, constituera un cadre pour relever les défis liés à la biodiversité et proposera des solutions pour les marchés de crédits carbone, tout en veillant au respect des droits des peuples autochtones.

Par ailleurs, dans le cadre des enjeux liés à l'environnement et au réchauffement climatique, il est essentiel de souligner la tenue du deuxième Sommet des trois grands bassins forestiers tropicaux du monde, à savoir l'Amazonie, le Congo et le Bornéo-Mékong, qui s'est tenu du 26 au 28 octobre 2023 à Brazzaville, en République du Congo.

Cette initiative africaine, portée par le Président Denis SASSOU NGUESSO, vise à mettre en œuvre, dans le cadre de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, la première coalition mondiale dédiée à la restauration de 350 millions d'hectares d'écosystèmes terrestres et aquatiques.

Ces forêts constituent un rempart indispensable contre le changement climatique. Face à des problèmes clairement identifiés et à des solutions à portée de main, il est crucial d'agir de manière concrète. Les bassins amazonien, congolais et de Bornéo-Mékong abritent plus de 80% des forêts tropicales et jouent un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique, tout en fournissant des services écosystémiques vitaux. Il est donc impératif que l'amélioration des conditions socio-économiques des communautés locales, qui jouent un rôle clé dans la préservation de ces forêts, soit placée au centre des priorités de la gouvernance mondiale.

Pour sa part, la République Démocratique du Congo met en place des instruments juridiques et des dispositifs institutionnels visant à **renforcer sa position sur le marché mondial du carbone**, tout en restant ouverte à des partenariats en conformité avec l'Accord de Paris et ses lois internes.

La prise de conscience croissante des défis liés à l'instabilité climatique et à l'épuisement des ressources naturelles, souvent à l'origine de conflits armés, souligne l'urgence d'agir sur ces problématiques.

Il est donc primordial de reconnaître le lien entre changement climatique, dégradations environnementales et sécurité, afin de favoriser des actions proactives qui atténuent ces risques par le biais de pratiques durables. À cet égard, nous appelons le Conseil de Sécurité à établir des mécanismes internationaux intégrant les questions de sécurité climatique dans leurs discussions.

Monsieur le Président,

Le monde fait face à un défi énergétique majeur. Les systèmes basés sur des combustibles fossiles sont responsables d'importantes émissions de gaz à effet de serre, exacerbant le changement climatique. Sans efforts concertés pour promouvoir les énergies renouvelables, nous risquerions de faire face à davantage de crises graves, telles que des conditions météorologiques extrêmes et des conflits liés aux ressources naturelles, comme nous l'observons déjà.

La République Démocratique du Congo dispose de ressources abondantes, y compris des minéraux essentiels tels que le cobalt, le lithium, le nickel et le graphite, qui peuvent faciliter une transition énergétique durable.

Nous appelons à la coopération internationale pour développer les technologies et infrastructures nécessaires. Notre vision est de transformer l'exploitation de nos ressources en levier pour un développement durable et inclusif, tout en améliorant l'éducation, la santé et les infrastructures. L'inclusion sociale est au centre de notre stratégie, garantissant une répartition équitable des bénéfices du progrès.

En nous investissant dans la lutte contre le changement climatique et en contribuant aux Objectifs de Développement Durable, **la République Démocratique du Congo est prête à jouer un rôle clé dans la transformation des systèmes énergétiques mondiaux.**

Ensemble, nous pouvons bâtir un avenir où l'énergie est propre, durable et accessible à tous.

Monsieur le Président,

J'aimerais également aborder la question cruciale de **la parité homme-femme.**

Bien que la participation égale des femmes et des hommes à la vie politique soit internationalement reconnue, il subsiste dans la pratique, un fossé entre l'égalité juridique et la réalité dans l'exercice du pouvoir. Les préoccupations des femmes méritent d'être intégrées dans les décisions majeures qui touchent notre société.

En République Démocratique du Congo, nous sommes déterminés à changer les mentalités pour surmonter les barrières sociétales qui freinent l'épanouissement des femmes. Il est essentiel d'impliquer les hommes dans ce processus afin de transformer la dynamique sociale et de valoriser leur rôle dans le succès des femmes.

Au niveau national, la Constitution congolaise consacre la parité. Aussi, le gouvernement a mis en place une stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre, axée sur la prévention, la protection et la réparation des victimes. Cette stratégie se traduit par le Fonds national de réparation pour les victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (le FONAREV). La législation en cours vise à garantir cette protection.

Il convient de souligner les progrès significatifs réalisés en matière de participation des femmes à la prise de décision, avec la nomination, pour la première fois de notre Histoire, d'une femme comme Première Ministre et Cheffe de Gouvernement.

Nous assistons également à une présence accrue de femmes dans les instances gouvernementales ainsi que dans le Parlement et le système judiciaire, illustrée par la nomination des femmes au poste de Premier Président du Conseil d'Etat et à la tête de la Banque Centrale du Congo.

**Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,
Monsieur le Président,**

Dans cet élan de progrès, il est impératif que la communauté internationale, sous l'égide des Nations Unies, continue d'accompagner ces dynamiques en se réinventant face aux défis du monde actuel.

Pour maintenir la confiance de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies doit prouver sa capacité à s'adapter aux évolutions contemporaines et à les surmonter de manière efficace et responsable.

Il est impératif de redynamiser le multilatéralisme par des réformes ciblées de la Charte des Nations Unies, touchant des questions clés telles que le Conseil de sécurité, le droit de veto, le chapitre VII et le recours à la force. Néanmoins, cela ne suffira pas. La coordination et la coopération entre les différentes institutions et agences des Nations Unies doivent également être renforcées. De nombreux enjeux globaux sont souvent abordés de manière redondante dans différents forums, parfois sous des angles contradictoires, tandis que d'autres problématiques restent entièrement négligées, chaque bureaucratie internationale cherchant à défendre son existence propre.

A cet égard, tout en saluant l'appui des Etats-Unis, je réitère avec fermeté, au nom de l'ensemble des pays africains, la requête de création de deux sièges permanents au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour les pays africains. En tant que principal décideur au sein de l'ONU, cet organe doit intégrer des représentants africains parmi ses membres permanents avec toutes les prérogatives leur reconnus, notamment le droit de veto pour garantir une juste représentation géographique.

Il s'agit là d'une question de justice pour un continent dont le rôle dans les affaires internationales ne cesse de croître. Nous, Africains, tenons cette exigence avec la plus grande détermination.

Enfin, je ne saurais conclure sans rappeler qu'après plus de trois décennies d'absence au Conseil de sécurité, la République Démocratique du Congo se porte à nouveau candidate, soutenue par l'Union Africaine et par la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), au poste de membre non-permanent pour la période 2026-2027, lors des élections qui se tiendront à New York en juin 2025.

La République Démocratique du Congo a déjà occupé cette fonction entre 1982-1983 et 1990-1991, périodes durant lesquelles elle a œuvré à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique et dans le monde.

Une fois élue, la République Démocratique du Congo entend jouer un rôle proactif au sein du Conseil de sécurité, participant à la revitalisation de la Charte des Nations Unies et contribuant de manière constructive aux débats et aux actions qui en découlent. Mon pays sollicite donc le soutien de tous les États membres en vue de son élection.

En ces temps où le multilatéralisme est mis à l'épreuve, la République Démocratique du Congo réaffirme son engagement indéfectible envers la communauté internationale, prête à assumer avec honneur et responsabilité la mission de forger un avenir où la coopération et la paix prévalent sur le conflit et la division.

Nelson Mandela a dit, je cite : « ***Aucun de nous agissant seul ne peut atteindre le succès*** ». Fin de citation. Ainsi, nous tendons la main à chacun de vous, partenaires de longue date et nouveaux alliés, pour écrire ensemble ce chapitre crucial de notre histoire collective. Ensemble, faisons de notre monde un lieu où chaque nation, grande ou petite, peut prospérer dans la dignité et la sécurité.

Je vous remercie.

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

**Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide,
de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination
raciale, de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes et de la convention contre la torture ou autres
peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants**

(République démocratique du Congo c. Rwanda)

ANNEXE n° 3

**Note verbale de l'Ambassade en Suisse et la Mission permanente de la République du
Rwanda auprès du Secrétariat du Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'homme
à Genève**

26 juin 2026



Republic of Rwanda
Embassy to Switzerland
and Permanent Mission
to the United Nations
Office - GENEVA

Geneva, 08 September 2025

Ref N° GE/543/16/2025

The Permanent Mission of the Republic of Rwanda to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to the Secretariat of the Office of the High Commissioner for Human Rights and, with reference to a side event organized on 08/09/2025 by the Democratic Republic of Congo in the UN premises (Salle XVII, Palais des Nations), wishes to express the following serious concerns:

Rwanda rejects the fabrications presented during the side event held on 08/09/2025 on the margins of the 60th Session of the Human Rights Council in Room XVII at the Palais des Nations, entitled: "30 Years of Armed Conflicts in DRC: A Call for Recognition of the Forgotten or Ignored Genocides, for Truth and Justice." Rwanda is deeply shocked that UN premises were used by the Permanent Representative of the DRC to falsely accuse Rwanda of "genocide" on its territory. Accusations of genocide are among the gravest imaginable and constitute a red line for Rwanda. Such accusations and claims made on UN premises without evidence recognized by international mechanisms violate the UN premises standards. It would be unacceptable for the UN and the Office of the High Commissioner for Human Rights to be made aware of such event and to not take corrective measures with the DRC as the Organizing Member State.

We request the Office of the High Commissioner for Human Rights and the Presidency of the Human Rights Council to assess the behaviors of the DRC as a Council Member against the principles and values governing Council Members, further noting its capacity as Vice President and Rapporteur of the Bureau of the Council.

We further request the Office of the High Commissioner for Human Rights to assess this event, address the hate speech and large-scale misinformation, broadcasted live through social media, falsely portraying Rwanda as a genocidal state, and provide written conclusion on the matter.

For details: <https://www.youtube.com/live/e8Nhjoqa6bU?si=8V5wmRUbSj6GsTkR>

We call into question the conduct of Ms. Bintou Keita, Special Representative of the Secretary-General in the Democratic Republic of the Congo and Head of the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo, who participated in this side event and appeared to take sides with the DRC. We request a conduct review for the SRSG's participation to this event with the standards of the code of conduct for the international civil service.

During the side event, Rwanda repeatedly requested for the floor to correct the false accusations, but the DRC refused, preventing a balanced discussion to take place on UN premises.

Furthermore, in what appeared to be a physical threat, a member of the DRC delegation was overheard saying, '*on va tabasser les Rwandais*' ('we are going to beat up Rwandans'), as the delegate of Rwanda stood up to request to speak.

The Permanent Mission of the Republic of Rwanda to the UN Office and other International Organisations in Geneva avails itself of this opportunity to renew to the Office of the High Commissioner for Human Rights the assurances of its highest consideration.

**SECRETARIAT OF THE OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
GENEVA**

Cc:

- **Office of the Secretary General of the United Nations
NEW YORK**
- **H.E. Ms. Tatiana Valovaya, Director General, UNOG**
- **H.E. Mr. Jürg Lauber, President of the Human Rights Council
GENEVA**



UB

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants

(République démocratique du Congo c. Rwanda)

ANNEXE n° 4

Rapport final des consultations participatives de la base pour l'élaboration du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP), Territoire de Fizi, Province du Sud-Kivu, Unité de pilotage du processus d'élaboration du document de stratégie de réduction de la pauvreté, Ministère du plan de la République démocratique du Congo

26 juin 2026

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

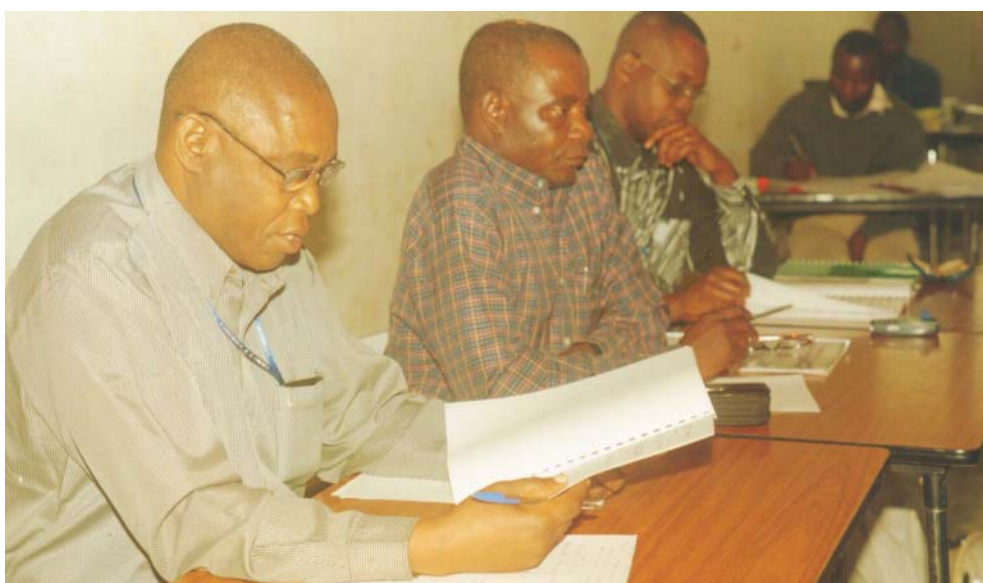
MINISTERE DU PLAN

**UNITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU DOCUMENT DE
STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.**

UPPE-SRP

Rapport final

**des consultations participatives de la base pour l'élaboration du Document de
Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
Territoire de FIZI - Province du Sud Kivu.**



Sous la coordination du SERACOB

Animateurs des Consultations Participatives :

- ***Dr. YUMA B. M'KEYO***
- ***AZULUNI MILENO***
- ***François Xavier KARANGWA***
- ***DJURUA MWENE BATU Giscard***
- ***RACHIDI LOKEND'OBONGA***

Superviseur : Lydie MIDIWU MBUYI

Consultante SERACOB

Consultation du 23 novembre au 13 décembre 2004

Atelier territorial : du 19 au 22 Décembre

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
AVANT PROPOS.....	5
REMERCIEMENTS.	5
LISTE D'ACRONYMES	7
RESUME DU RAPPORT.....	8
CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION	18
1.1. ORIGINE DU PROJET.	18
1.2. PRESENTATIONS DES SITES.....	19
1.3. ORGANISATION DU RAPPORT	21
CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE	25
2.0. INTRODUCTION.....	25
2.1. COMPOSITION DE L'EQUIPE	25
2.2. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	25
2.3. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEES.....	28
2.4. TERRITOIRE ET CHOIX DES SITES	34
2.4.1. Territoire.....	34
2.4.2. Choix des Sites.....	36
2.5. MOBILISATION SOCIALE :	39
2.6. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES	40
2.7. CONCLUSION PARTIELLE.....	41
CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN- ETRE	42
3.1. DEFINITIONS ET CONCEPTS	42
3.1.1. La pauvreté au niveau individuel.....	42
3.1.2. La pauvreté au niveau de ménage.....	42
3.1.3. La pauvreté au niveau communautaire	43
3.2. CAUSES DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE	43
3.2.1. Surpopulation et problème de terre	45
3.2.2. Statut social et origine.....	46
3.2.3. Education	47
3.2.4. Emploi	47
3.2.5. Revenu et système de crédit.....	48
3.2.6. Santé et vieillesse	48
3.2.7. Santé en matière de reproduction et santé maternelle	50
3.2.8. Attitudes et comportement	50
3.2.9. Gestion et organisation de temps	50
3.2.10. Marchés.....	51
3.2.11. Maladies de la récolte	51
3.2.12. VIH/SIDA, Paludisme et autres maladies.....	52
3.2.13. Abus de drogue.....	52
3.2.14. Guerres et catastrophes naturelles.....	53
3.2.15. Enclavement	53
3.2.16. Poids de certains us et coutumes	53
3.3. TENDANCES DE LA PAUVRETE.....	54
3.4. BIEN-ETRE.	54
3.5. DIMENSIONS GENRE DANS LA PAUVRETE.....	55
3.5.1. Statut social.....	55
3.5.2. Activités journalières.....	55
3.5.3. Aides familiales.....	55
3.5.4. Secteurs sociaux.....	56

3.5.5.	Secteurs économiques.....	57
3.5.6.	Secteurs de l'emploi	59
3.5.7.	Sphère de la prise de décision	60
3.5.8.	Migration	61
3.6.	LES INDICATEURS DE LA PAUVRETE S'OBSERVENT PAR :	62
3.7.	PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE ET INQUIETUDES	62
3.8.	CONCLUSION PARTIELLE	64
CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE		65
4.1.	ORIGINE HISTORIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE	65
4.1.1.	Appartenance ethnique sur le site géographique	65
4.1.2.	Calendrier saisonnier	66
4.1.3.	Investissement dans l'éducation.....	66
4.2.	SOURCES MAJEURS DES REVENUS	67
4.2.1.	Agriculture de subsistance :.....	67
4.2.2.	Elevage.....	67
4.2.3.	La pêche.....	68
4.2.4.	Salaire et pension.....	68
4.2.5.	Commerce.....	68
4.2.6.	Emploi non formel.....	69
4.2.7.	Affaires et petit commerce :	69
4.2.8.	Transfert.....	69
4.2.9.	Société et crédits.....	69
4.2.10.	Autres sources	70
4.3.	CONCLUSION PARTIELLE	70
CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES		71
5.0.	INTRODUCTION	71
5.1.	L'EDUCATION	71
5.2.	SANTE	72
5.3.	LOGEMENT	72
5.4.	EAU ET ASSAINISSEMENT	73
5.5.	VOIES DE COMMUNICATION	73
5.6.	MARCHES.....	76
5.7.	MOYENS DE COMMUNICATION	76
5.8.	MOYENS DE TRANSPORT	77
5.9.	ENERGIE.....	78
5.10.	CONCLUSION PARTIELLE	79
CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE.		81
6.0.	INTRODUCTION	81
6.1.	RAPPEL HISTORIQUE	81
6.2.	GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO-PROMOTION	82
6.2.1.	Instances locales de décision.....	82
6.2.2.	Organisation des pouvoirs au sein des instances locales de décisions.....	83
6.2.3.	Influence s dans le choix des dirigeants	84
6.2.4.	Les dynamiques communautaires	84
6.3.	ACCES AU MEDIAS	85
6.4.	ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.....	85
6.5.	MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES	85
6.5.1.	Versement de subventions de la province	85
6.5.2.	Fiscalité locale.....	86
6.5.3.	Fiscalité et transparence	86
6.5.4.	Corruption.....	86
6.6.	LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES	86
6.7.	CONCLUSION PARTIELLE	87
CHAPITRE SEPTIEME : VISION POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....		88
7.0.	INTRODUCTION	88
7.1.	FORME DE L'ÉTAT	88
7.2.	ELECTEURS.....	88
7.3.	EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE.....	89

7.4.	SANTE.....	91
7.5.	MODERNISATION DE L'AGRICULTURE.....	92
7.5.1.	Etat de lieu.....	92
7.5.2.	Notre vision.....	93
7.6.	DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES.....	93
7.6.1.	Conséquences de l'Enclavement.....	93
7.6.2.	Désenclavement.....	94
7.7.	DEVELOPPEMENT RURAL.....	94
7.8.	APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE.....	94
7.9.	ELECTRIFICATION RURALE.....	94
7.10.	ENVIRONNEMENT.....	95
7.11.	LOISIRS.....	95
7.12.	FINANCEMENT DES MICRO-PROJETS.....	96
7.13.	LIBERALISATION.....	96
7.14.	PRIVATISATION.....	96
7.15.	TAXATION.....	97
7.16.	DROITS FONCIERS.....	97
7.17.	REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.....	97
7.18.	SECURITE ET PROTECTION.....	98
7.18.1.	Constats :.....	98
7.18.2.	Notre vision sur la sécurité et la protection.....	99
7.19.	CONTROLE DE MOUVEMENTS MIGRATOIRES.....	99
7.20.	CONCLUSION PARTIELLE.....	100
	CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.....	101
8.0.	INTRODUCTION.....	101
8.1.	MECANISME DE SUIVI.....	101
8.1.1.	Surpopulation et problèmes de terre.....	101
8.1.2.	Contraintes sociales et financières.....	102
8.1.3.	Education.....	103
8.1.4.	Chômage.....	104
8.1.5.	Pénurie de l'eau.....	105
8.1.6.	Pénurie de la nourriture.....	106
8.1.7.	La Santé : VIH/ SIDA, Paludisme et autres maladies.....	108
8.1.8.	Maladies de la récolte.....	109
8.1.9.	Logement.....	110
8.1.10.	Incendie.....	111
8.1.11.	Energie.....	112
8.1.12.	Arrangements funéraires.....	114
8.1.13.	Dispersion géographique.....	115
8.1.14.	Disparités linguistiques.....	116
8.1.15.	Guerres et catastrophes naturelles.....	116
8.1.16.	Enclavement.....	118
8.1.17.	Existences de minorités ethniques ou sociales.....	121
8.2.	ACTIONS DE LA COMMUNAUTE.....	123
8.3.	MECANISME DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI DES STRATEGIES ET ACTIVITES PROPOSEES.....	149
8.4.	CONCLUSION PARTIELLE.....	149
	CONCLUSION GENERALE.....	150
	ANNEXES.....	152
1.	LISTE DES PARTICIPANTS PAR SITE.....	152
2.	LISTE DES SOURCES SECONDAIRES.....	155
3.	PROFIL DE L'ACTIVITE JOURANLIERE DES HOMMES.....	157
4.	PROFIL DE L'ACTIVITE JOURANLIERE DES FEMMES.....	159
5.	MATRICES D'ANALYSE DU GENRE.....	162
6.	ARRANGEMENT PAR PREFERENCE.....	165
7.	ENERGIE HYDROELECTRIQUE.....	167
8.	RAPPORT DES SITES.....	169

AVANT PROPOS.

Ce rapport est la résultante de la recherche menée par les animateurs de l'équipe MARP / FIZI après leur formation à Bukavu auprès des personnes ou groupes ciblés appelés parties prenantes. Il est constitué des travaux réalisés dans 5 villages dont MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et KATANGA qui sont complétés par les analyses faites lors de l'atelier territorial.

D'autant que ce dernier constitue l'étape de restitution et de validation de l'ensemble des données récoltées dans les 5 villages afin de produire le DSRP du territoire de FIZI qui à son tour sera présenté à l'atelier provincial de Bukavu.

REMERCIEMENTS.

Le collecte des données sur le terrain pour l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté DSRP en sigle est le fruit des efforts conjugués des plusieurs acteurs sociaux notamment les agents de l'ordre et de la sécurité, les représentants de la population dans les villages que nous avons consultés et les personnes éprises de paix qui, de près ou de loin nous ont aidé dans l'accomplissement de cette tâche.

Nous remercions sincèrement les ONGs locales ASEF/MBOKO et la SOCODEFI antenne de BARAKA pour nous avoir hébergé. Nos remerciements s'adressent également aux institutions d'enseignement Institut Mwenge Wa Taifa/ BARAKA, Institut LWEBA et à l'Institut Technique Agricole / KATANGA de même qu'à l'église catholique de MALINDE pour nous avoir offert un cadre idéal de travail.

Nous remercions d'une manière particulière Mr l'Administrateur du Territoire de FIZI qui n'a pas ménagé ses efforts pour rendre agréable le climat de travail dans son entité; mais aussi les chefs des groupements BASIMUKUMA –Sud et BALALA –Sud, aux chefs des localités LWEBA, MATATA, MALINDE et KATANGA dans la mobilisation de leurs populations à nos entretiens et à la recherche de logis pour nous abriter.

Enfin, que toute la population du territoire de FIZI, à travers les populations des villages ayant fait l'objet des consultations, trouve ici notre gratitude pour l'accueil et la chaleur africaine dont a jouit l'équipe MARP / FIZI durant tout son séjour.

LISTE D'ACRONYMES

ACF	:	Action Contre la Faim
ACTED	:	Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
ADEPAE	:	Action pour le Développement et la Paix Endogène
AEBAZ	:	Association Economique de BAZOOBA
AMI	:	Aide Médicale Internationale
APIDE	:	Action Paysanne Intégrée de Développement Economique
ASEF	:	Association Sauvons l'Enfant de FIZI
ASMAKU	:	Association Maendeleo Kujisaidia
BCZ	:	Bureau Centrale de Zone de santé
CELPA	:	Communauté des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique
CEPAC	:	Communauté des Eglises de Pentecôte en Afrique Centrale
CICR	:	Comité International de la Croix Rouge
COOPEC	:	Coopérative d'Epargne et de Crédit
EMO_BARAKA	:	Union_BARAKA
FAO	:	Organisation Mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEC	:	Fédération des Entreprise du Congo
FFD	:	Fondation des Femmes pour le Développement
GEADES	:	Groupe d 'Etude et d'Action pour le Développement du Sud Kivu
MAMU_KATANGA	:	
MARP	:	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MSF	:	Médecins Sans Frontière
MST	:	Maladies Sexuellement Transmissible
RDC	:	République Démocratique du Congo
SERACOB	:	Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base en Afrique Centrale
SOCOTA	:	Société Commerciale de Tanganyika
SOFIBEF	:	Solidarité des Femmes de FIZI
SOOCODEFI	:	Société de Coopérative pour le Développement de FIZI
TEAR FUND	:	

RESUME DU RAPPORT.

Le constat amère fait aussi bien par la R.D.C que par la Communauté Internationale sur la manière dont la pauvreté s'est accentuée pendant ces deux dernières décennies, et cela malgré l'appui extérieur, a engendré le Processus des consultations participatives dans l'optique d'élaborer le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté « DSRP » en sigle. Ce document qui doit être élaboré avec la plus large participation de la Société civile vise les stratégies et les programmes de réduction de la Pauvreté et du développement du pays en général et du territoire de FIZI en particulier.

Le territoire de FIZI est situé au Sud de la province du Sud Kivu, il est frontalier avec la république du Burundi et de la Tanzanie à l'est. Il est limité au nord par le territoire d'UVIRA, à l'est par le lac Tanganyika, au sud par les territoires de KALEMIE et KABAMBARE, et à l'ouest par SHABUNDA et MWENGA. L'entité administrative de FIZI a une superficie de 15.786 Km² avec une population d'environ 370.000 habitants soit une densité de 23 hab./km². Le territoire de FIZI est subdivisé en quatre Collectivité- secteurs qui sont :

- Tanganyika avec une superficie de 2.100 km²,
- MUTAMBALA, 776 Km²,
- NGANDJA, 7.380 Km² et
- LULENGE 5.530 Km².

Les principales activités économiques par ordre d'importance sont les suivantes : l'agriculture, le pêche, l'élevage l'extraction de minerais d 'or et le petit commerce.

Le choix de 5 villages a été déterminé par les critères d'accessibilité, de sécurité et du rôle particulier joué par le village dans l'économie du Territoire. Ainsi les villages de MBOKO, LWEBE, BARAKA, MALINDE et KATANGA ont rempli ces critères. Et, les consultations se sont déroulés dans ces villages du 23 novembre au 13 décembre 2004 et du 19 au 22 décembre 2004 s'est tenu l'atelier territorial pour restituer et valider les conclusions des consultations dans les 5 villages.

La collecte des données a été assurée par les membres de l'équipe MARP / FIZI composée de :

1. Dr. YUMA B. M' KEYO : Superviseur
2. AZULUNI MILENO : Facilitateur
3. François Xavier KARANGWA : Rapporteur
4. DJURUA MWENE BATU Giscard : Rapporteur adjoint
5. RACHIDI LOKEND'OBONGA : Rabatteur ;

Auprès des personnes appelées parties prenantes, se trouvant dans les 5 villages ci-haut cités. L'analyse des parties prenantes ou leur choix, a consisté à déterminer l'importance de chaque partie prenante et son influence en rapport avec la réduction de la pauvreté. Cela étant, les parties prenantes retenues sont celles qui vont être impliquées dans les projets de réduction de pauvreté, celles qui seront affectées par les efforts de réduction de pauvreté et bien entendu les parties prenantes intermédiaires ou secondaires qui sont les exécutants des projets aux programmes. Cependant, il n'est pas aisé d'impliquer les populations de base à l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

A cet effet, les outils méthodologiques MARP permettent aux populations locales d'analyser, de partager et d'améliorer leurs connaissances de leurs conditions de vie ; de déterminer et programmer les priorités, d'agir, de faire le suivi et l'évaluation parmi lesquels nous avons utilisés :

- L'observation directe
- La coupe transversale
- Les interviews semi- structurées
- Les arrangements par préférence
- L'aperçu historique
- Le calendrier saisonnier
- La matrice d'analyse du genre
- L'histoire de la vie
- La carte sociale
- Les sources secondaires
- Le diagramme de Venn
- La matrice de planification.

Toutefois, il ne suffit pas uniquement d'avoir des outils méthodologiques mais encore faut-il arriver à convaincre cette population à s'intéresser au projet DSRP.

En effet pour mobiliser la population à se joindre à nos travaux, nous devrions d'abord nous entretenir avec les autorités de la place. Cet entretien consistait à expliquer l'objet de la mission c'est-à-dire l'origine du DSRP, sa distribution sur toute l'étendue du territoire national, les différents ateliers qui vont se tenir au niveau territorial, provincial et à Kinshasa a entraîné l'engouement des populations de FIZI à nos travaux.

Néanmoins, la collecte des données était parfois limitée par :

- La suspicion en rapport avec la guerre qui a lieu au Nord-Kivu. Nous étions parfois pris pour des espions à la solde du Rwanda.
- L'analphabétisme et le niveau intellectuel bas de certains groupes des participants surtout les femmes lors de l'élaboration de la matrice de planification. C'est ainsi que cette dernière prenait beaucoup de temps parfois 4 à 5 heures.
- Le manque de moyen de déplacement (véhicule) propre à l'équipe MARP/FIZI. Ceci ne nous a pas permis d'atteindre le chef-lieu du territoire de FIZI.

Nonobstant ces quelques limitations, l'atelier territorial de FIZI a connu la participation dynamique de plusieurs autorités de FIZI entre autres, l'Administrateur du Territoire, les Chefs des secteurs et des groupements coutumiers qui sont venus des secteurs de LULENGE et de NGANDJA où aucun village n'a été retenu suite à l'éloignement même ceux de KILEMBWE situés à 270 km de BARAKA ont pris part à l'atelier territorial.

Nous pouvons donc nous réjouir du fait que le DSRP/FIZI a couvert toute l'étendue du territoire de FIZI.

- Le chapitre trois se concerne la perception locales de la pauvreté, la vulnérabilité et le bien-être. La pauvreté a été définie comme étant une situation dans laquelle vit une personne qui est incapable de produire un travail pouvant lui apporter des revenus nécessaires lui permet La plaine

alluviale de Kenya II a été inondée et les champs de café, de palmier à huile, de manioc et de riz sont détruits.

- La population va cultiver sur les montagnes où la fertilité est faible et où elle est obligée de couper la forêt
- La sur taxation des produits agricoles

tant de répondre positivement à ses besoins primaires tels que la nutrition, l'habitat, l'éducation, la santé, l'habillement etc. Dans le territoire de FIZI les principales causes qui ont entraîné la paupérisation de la population sont les suivantes :

- La guerre qui a détruit plusieurs maisons d'habitation, les écoles, les hôpitaux et les Centres de Santé... ;
- Les pillages de récoltes dans les champs et du bétail par des milices armées ;
- Les inondations des terres fertiles de Kenya I et Kenya II ;
- L'insuffisance des intrants agricoles, d'élevage et de pêche ;
- L'impraticabilité des routes de desserte agricole ;
- Les rapatriés de Tanzanie et les retournés de guerre qui pèsent sur les familles d'accueil ;
- L'absence des institutions d'épargne et de crédit
- L'insuffisance de l'énergie pour l'industrie de transformation ;
- Le poids de certains us et coutumes en défaveur de la femme.

Les indicateurs de la pauvreté s'observent par :

- Le manque d'une maison ou avoir une petite maison avec toiture en chaume ;
- Le manque d'un champ ou avoir un petit champ.
- L'incapacité d'accéder à une bonne nutrition ou aux soins de santé,
- L'incapacité d'accéder à l'éducation des enfants ;
- Le manque d'enfants ;
- Celui qui élève une à trois vaches.

Cependant, la manifestation la plus grave de la pauvreté en territoire de FIZI s'est observée à MALINDE qui, malgré la fertilité de son sol, une situation de famine y règne. A tel point que la population de MALINDE va s'approvisionner ailleurs en farine de manioc qui est la denrée la plus consommée en territoire de FIZI. Et, pour cause les militaires ont déraciné tous les champs de manioc.

Les moyens de subsistance sont développés dans le quatrième chapitre. Ils sont étroitement liés à l'origine historique et socio-économique de habitants du territoire de FIZI. Les BABEMBE, les BAZOOBA, les BABWARI et les BABUYU qui ont été rencontrés par les colonisateurs belges, tandis que les BAFULIRO, les Tutsi et les BASHI ont migré à FIZI après la seconde guerre mondiale et la partie la plus importante est arrivée à FIZI à l'indépendance en 1960 suite à la guerre du Rwanda.

Les BABEMBE sont des cultivateurs, chasseurs et des pêcheurs, ce sont eux qui détiennent le pouvoir coutumier comme chef des Groupements dans toutes les 4 collectivités–secteurs qui forment le territoire de FIZI. Les BABWARI sont principalement des pêcheurs, ils ont un groupement coutumier dans la presqu'île d'UBWARI en collectivité –secteur de MUTAMBALA.

Les BAZOOBA aussi des pêcheurs occupent les villages riverains du lac Tanganyika dans les Secteurs de Tanganyika, MUTAMBALA et NGANDJA, vu leur nombre très réduit ils n'ont pas de groupement coutumier. Les BABUYU sont des cultivateurs, des chasseurs et des pêcheurs dans les rivières, ils ont un groupement coutumier de BASIKASINGO dans la collectivité de LULENGE. Les Tutsi actuellement appelés Banyamulenge sont des pasteurs, ils appartiennent aux groupements coutumiers de BASIMUKINDJI, BASIMUNYUKA, BASILOCHA, BALALA et BABUNGWE dans les secteurs de LULENGE, MUTAMBALA et Tanganyika. Les BASHI et les BAFULIRO sont des pasteurs et des cultivateurs ils appartiennent aussi à l'un ou l'autre groupement coutumier des BABEMBE. Ce sont eux qui dominent le commerce ambulancier. En fait le territoire de FIZI dispose des moyens de subsistance énormes, cela se justifie par le nombre élevé d'immigrés qui y vont, certains à la recherche de pâturage et de terres de culture, d'autres pour la pêche, le petit commerce et l'extraction artisanale de l'or.

Cependant, la faiblesse de l'autorité de l'Etat fait que l'exploitation des ressources est soumise à la loi de la jungle à telle enseigne que certaines ressources renouvelables comme les poissons, les animaux sauvages sont à la limite de leur épuisement et même la forêt est ravagée de manière irréversible par les cultivateurs et les éleveurs.

Par ailleurs comme les militaires ne sont pas casernés, les échanges commerciaux qui alimentent les différents marchés du territoire de FIZI sont compromis du fait des tracasseries, des pilages dont sont victimes les mamans vendeuses de leurs produits agricoles et les commerçants ambulants. Dans un tel climat aucun investisseur ne peut amener ses capitaux à FIZI même pour un système de crédit.

Aussi l'impraticabilité des routes de desserte agricole surtout dans les collectivités de NGANDJA et de LULENGE véritables greniers du territoire de FIZI, constitue-t-elle un goulot d'étranglement pour la subsistance de leurs populations respectives.

Le cinquième chapitre parlera des services sociaux et infrastructures. La recherche sur les services sociaux et infrastructures consistent à analyser le niveau d'accès et la qualité de l'éducation, de la santé, du logement, de l'eau et assainissement, des marchés des voies et moyens des communications et de l'énergie. D'une manière générale tous les édifices et infrastructures sociaux ont été endommagés : les écoles, les hôpitaux, les centres de santé, les maisons d'habitation ont été détruits. Les portes, les fenêtres, les pupitres en bois ont servi des lois de chauffe aux militaires, plusieurs bâtiments ont été détruits et comme ils étaient en briques adobes nombreuses sont des maisons qui se sont écroulées. Les observations directes et les coupes transversales dans les 5 villages consultés montrent qu' environ 95 % des maisons pour chaque village n'existent plus. Etant donné que l'Etat congolais n'a pas encore pris ses responsabilités pour assurer l'éducation et les soins médicaux de base de ses populations, nombreux sont les enfants qui ne vont pas à l'école et plusieurs personnes vont dans des maisons de prière pour se faire soigner faute d'argent. Cela étant le taux d'analphabétisme est en pleine progression ainsi que celui de mortalité même si nous ne disposons pas des chiffres pour étayer nos observations. Concernant l'eau potable, les villages de MBOKO, SWIMA, LWEBE, BARAKA, KAZIMIA, NAKILIZA et KILEMBWE uniquement sont dotés des anciennes adductions d'eau dont environ 5-10 % des robinets laissent encore couler l'eau qui n'est pas traitée.

Quant aux voies de communication, routières, aériennes et lacustres existent toutes en territoire de FIZI. A part la route nationale 5 qui est entrain d'être réhabilité par l'ONG dénommée ACTED, les autres routes secondaires et de desserte agricole sont impraticables. Tous les 3 ports naturels de MUSHIMBAKYE, KAZIMIA et

YUNGU n'ont ni quai, ni grue ni entrepôt. Les pistes d'atterrissages de BARAKA, KILEMBWE, de MINEMBWE et KAVUMBWE sont opérationnelles mais faute de clients aucune compagnie aérienne ne fréquente le territoire de FIZI régulièrement.

Concernant l'accès et la qualité de l'énergie il est paradoxal, de trouver deux centrales hydroélectriques dans le territoire de FIZI dont celle de Force BENDERA qui alimente la ville de KALEMIE et celle de MAKEMBE pour les mines de SALAMABILA qui est en panne depuis 1964 et qu'aucun village de FIZI ne soit électrifié.

Le sixième chapitre abordera les questions liées à la paix et bonne gouvernance. Depuis 1964, le territoire de FIZI a été considéré comme une « Zone Rouge ».

Après la rébellion Muleliste très active à FIZI, Laurent KABILA s'y est installé pour perpétuer son opposition au pouvoir de Kinshasa. Lors de deux guerres d'agression, les affrontements les plus meurtriers ont eu lieu à FIZI à tel point que ce dernier est parmi les endroits où les agresseurs ont connu plus de perte en R.D.C. C'est ainsi que la population de FIZI se trouve en grand nombre réfugié à l'étranger particulièrement en Tanzanie jusqu'à nos jours faute de paix dans son territoire où l'on compte actuellement 4 seigneurs de guerre.

Ce comportement qui frise l'anarchie est peut être dû à l'organisation locale du pouvoir dont les instances de décision sont le Kapita du village, le Chef de Groupement, le Chef de Secteur et l'Administrateur de territoire ; il n'y a donc pas de MWAMI qui détiendrait un pouvoir absolu.

Cependant, les dynamiques communautaires incarnées par les églises, les ONGs et les Coopératives joueraient le rôle de régulation. Malheureusement, la population n'est pas suffisamment informée faute de médias. Seule la radio KAHUZI est captée à FIZI, à travers laquelle la population écoute les informations de la RTNC Bukavu.

Pire encore, les agents de l'Etat n'étant pas payés ; les taxes et les impôts sont détournés et la corruption bat son record. La liberté et la sécurité des personnes ne sont pas garanties du fait de la prolifération des armes dans les mains des milices qui n'ont pas été dans les centres d'instruction militaire et ne reçoivent pas de ration.

Ceci dénote l'absence de paix consécutive à la mauvaise gouvernance, il va de soi que seule les élections libres et démocratiques peuvent garantir la paix et la bonne gouvernance.

La réduction de la pauvreté n'est possible que quand il y a la paix, cette dernière est elle-même consécutive à la bonne gouvernance. Pour le territoire de FIZI, faire le choix entre le fédéralisme et l'unitarisme décentralisé, ce dernier semble bien indiqué pour amener la bonne gouvernance.

Car le fédéralisme précoce risque d'entraîner le pays dans les sécessions des années 60, d'autant que les acteurs au niveau provincial auront tendance à s'accaparer du pouvoir au détriment à la fois de Kinshasa et de la population de la Base.

Pour partager les uns les autres les élections constituent l'unique voie, mais celles-ci ont des préalables tels que l'éducation de la population, la libéralisation des partis politiques et que la loi électorale soit bien comprise par les électeurs.

Lorsqu'un gouvernement issu des urnes est installé, il devra s'atteler aux problèmes de la population tels que :

- L'éducation fondamentale pour qu'elle connaisse ses droits et ses devoirs
- L'amélioration du système sanitaire
- La mécanisation de l'agriculture à FIZI car il y a beaucoup des plaines fertiles.
- Le désenclavement du territoire de FIZI pour faciliter l'écoulement des produits agricoles et le déplacement des populations ;
- Procéder à créer les conditions de bien-être, par l'approvisionnement en eau potable saine, l'électrification des centres importants du territoire de FIZI en vue de promouvoir l'industrie de transformation ;
- Faire appliquer la loi sur la conservation de la nature et créer des réserves forestières et marines, dans le territoire de FIZI pour prévenir l'extinction des animaux rares (Gorilles) et la mauvaise gestion des ressources halieutiques ;
- Faire respecter les droits fonciers, surtout en territoire de FIZI où le pouvoir coutumier n'est pas assez fort ;

- Procéder à la réforme de l'administration publique afin d'obtenir une administration qui soit capable de travailler pour l'intérêt supérieur de la nation, de contrôler les mouvements migratoires qui constituent un problème sérieux sur la R.D.C en général et sur le territoire de FIZI en particulier.

Toutes ces mesures sont capables d'assurer la sécurité et la protection du citoyen gages de la réduction de la pauvreté.

Les relations de cause à effet permettent d'établir des stratégies pour la réduction de la pauvreté. En territoire de FIZI les causes principales de la pauvreté épinglées sur les différentes matrices de planification constituent le point de départ pour l'élaboration des stratégies que voici :

- La guerre qui a détruit les maisons d'habitation, les écoles, les hôpitaux et Centres de Santé. La stratégie c'est la bonne gouvernance et l'activité c'est élire les dirigeants.
- Les pillages des récoltes dans les champs .Stratégie : Casernement de militaires Activité : plaider au niveau de l'autorité.
- Les inondations de terres fertiles. Stratégies : Ramener les rivières dans leurs anciens lits. Activité : réhabiliter les digues.
- Les rapatriés de Tanzanie et les retournés de guerre pèsent sur les familles d'accueil. Stratégie : Disponibiliser les maisons et la nourriture. Activité : plaider auprès des humanitaires.
- L'insuffisance de l'énergie pour l'industrie de transformation. Stratégie : distribuer l'énergie électrique. Activité : Tirer le courant soit à partir de la centrale hydroélectrique de Force BENDERA, soit à partir d'UVIRA.
- Le poids de certains Us et Coutumes en défaveur de la femme. Stratégie : Vulgariser le code de la famille ; Activité : Campagne de sensibilisation sur le respect des droits de la femme.

Pour les stratégies mises en œuvre pour la réduction de la pauvreté, les mécanismes de suivi et d'évaluation sont assurés conjointement par les autorités, les populations et les ONGs locales.

Dans tous les cas les facteurs éventuels de blocage sont la guerre et la mauvaise gouvernance qui ramènent encore les populations de FIZI dans la situation de pauvreté malgré les potentialités économiques que regorge le territoire de FIZI.

Néanmoins, il y a lieu d'espérer car les ré tombées du DSRP intermédiaire à travers le mécanisme PPTE ont permis de réhabiliter quelques infrastructures sociales.

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION

1.1. Origine du projet.

En République Démocratique du Congo, l'examen des données statistiques disponibles traduit une situation de paupérisation généralisée. Le niveau du revenu par habitant de près de 80 % de la population Congolaise est aujourd'hui à la limite de la dignité humaine, avec moins de 0.20 USD par personne et par jour.

Ceci montre à suffisance que les différents programmes de développement réalisés dans les années 80 avec l'accompagnement de la communauté internationale ont plutôt accentué la pauvreté dans notre pays, pour la bonne et simple raison que ces programmes étaient élaborés dans les bureaux des ministères à Kinshasa à l'insu des populations bénéficiaires.

De même, les troubles politiques des années 90, les guerres d'agression et les multiples conflits armés ont davantage plongé le pays en général et le territoire de FIZI en particulier dans une grave crise économique et sociale.

C'est ainsi que dans sa déclaration du 17 octobre 2001 à l'occasion de la semaine internationale pour la lutte contre la pauvreté, le gouvernement a clairement exprimé son engagement de transformer sa honte et le défi qu'elle renferme en opportunité pour éradiquer une bonne fois pour toutes, le virus et la pandémie de la pauvreté dans notre pays. Faire de la lutte contre la pauvreté l'affaire de toutes les Congolaises et de tous les Congolais. Aussi la R.D.C s'est elle-même engagée dans le processus d'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté « DSRP » en sigle. Ce Document doit être élaboré avec la participation la plus large possible des populations, de la société civile, des ONGs, des Eglises et du secteur privé. D'autant qu'il intègre les stratégies et les programmes de réduction de pauvreté et du développement du pays en général et du Territoire de FIZI en particulier. Il constitue aussi un document indispensable de négociation et de plaidoyers avec la communauté internationale.

De cette manière, contrairement aux précédents gouvernements qui préparaient des projets et programmes dans leurs bureaux climatisés de Kinshasa, le DSRP doit

relever le défi majeur d'impliquer activement les populations en tant que partenaires nos seulement dans l'analyse participative de la pauvreté mais aussi dans l'exécution, le suivi et l'évaluation participative des activités relatives à la réduction de la pauvreté.

Pour y parvenir, le Ministère du Plan à travers l'ONG SERACOB a conduit les consultations participatives au Sud Kivu, qui consistent à la collecte des données au niveau des populations de la base dans chaque territoire de la province. Les résultats de ces consultations ont été restitués et validés lors de l'atelier territorial pour l'élaboration du DSRP territorial. Les DSRP territoriaux seront présentés à l'atelier provincial pour produire le DSRP du Sud Kivu qui, à son tour sera analysé à l'atelier de Kinshasa pour l'élaboration du DSRP national ou final.

1.2. Présentations des sites

L'équipe MARP/FIZI a tenu une réunion à UVIRA avec le rabatteur qui n'avait pas participé à la formation de Bukavu pour expliquer l'objectif de la mission, le rôle de chaque membre de l'équipe et prendre des dispositions pratiques dans la collecte des données.

Au cours de cette réunion, l'équipe MARP / FIZI a défini les critères de choix des 5 villages où vont se tenir les consultations participatives comme suit :

- L'accessibilité du village ;
- Les conditions de sécurité doivent être réunies ;
- Le rôle particulier joué par le village dans l'économie du territoire de FIZI

De notre entretien avec l'Administrateur du territoire de FIZI à BARAKA, nous avons, de manière participative et suivant les critères ci haut cités, sélectionnés 5 villages qui ont fait l'objet de nos consultations. Il s'agit de villages ci-après :

- MBOKO,
- LWEBA,
- BARAKA,
- MALINDE et
- FIZI-Centre

Tous ces villages sont tous situés sur la nationale N°5 (Bukavu-FIZI). Malheureusement, suite au problème de transport et de tracasseries faites par des militaires isolés sur le tronçon MALINDE – FIZI, ce dernier a été remplacé par le village KATANGA.

1.2.1. MBOKO.

Est le chef- lieu de la Collectivité – Secteur de Tanganyika occupant le nord du territoire de FIZI à la limite avec le territoire d’UVIRA , il s’étend du nord au sud sur une longueur d’environ 6 km , de la rivière AKYOKA au nord à la rivière SANDJA au Sud. La caractéristique de ce village est qu’il est le leader de la production d’huile de palme en territoire de FIZI.

1.2.2. LWEBA

Est le chef – lieu du Groupement coutumier de BASIMUNYAKA- Nord, il est situé à l’extrême su de la collectivité – secteur de Tanganyika à la limite avec la collectivité- secteur de MUTAMBALA. Il est limité au nord par le village LUBUMBA et au Sud par la rivière LWEBA s’étalant ainsi sur une distance d’environ 3 Km. La particularité de LWEBA s’observe dans son marché où se côtoient les éleveurs Banyamulenge des moyens plateaux de BIBOKO – BOKO et les cultivateurs et pêcheurs BABEMBE.

1.2.3. BARAKA

Est le chef – lieu de la collectivité – secteur de MUTAMBALA, limité au nord par la rivière MUCHI – MUCHI et au Sud par la rivière MUSHIMBAKYE soit une longueur d’environ 5 km.

BARAKA est doté d’un port naturel, d’une piste d’atterrissage encore opérationnelle, du plus grand centre commercial du territoire de FIZI. On y rencontre aussi la plus grande concentration des écoles et des ONGs internationales (MSF, ACF, AMI, TEAR FUND, ACTED,...)

1.2.4. MALINDE

Est le chef- lieu du Groupement coutumier de BASIMUKUMA – sud, limité au nord par la rivière MUTAMBALA et au Sud par une savane à HYPARRHEMIA, s'étendant ainsi sur une longueur d'environ 2 km.

MALINDE constitue la porte d'entrée d'une route de desserte agricole reliant deux grandes entités agricoles (KIKONDE et NEMBA) du territoire de FIZI.

1.2.5. KATANGA

Est le chef – lieu du Groupement coutumier de BASIMUKUMA – Sud, limité au nord par la rivière ABWA et au sud par la rivière MUTAMBALA soit une longueur d'environ 3 km. KATANGA est doté de la plaine alluviale de Kenya II qui donnait la plus grande production de coton du territoire de FIZI à l'époque coloniale.

1.3. Organisation du rapport

A son introduction, le rapport justifie le pourquoi du DSRP, qui est un Document élaboré à l'initiative du gouvernement avec la participation la plus large possible des populations, société civile, ONGs ; Eglises, et secteur privé.

Il montre aussi les sites de consultations participatives en territoire de FIZI basés sur les critères d'accessibilité, de sécurité et du rôle particulier joué par le village dans l'économie du territoire de FIZI. Ainsi les villages suivants ont été retenus : MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et KATANGA.

Au deuxième chapitre le rapport explique l'usage de la Méthode accélérée de Recherche Participative, MARP en sigle dans ce contexte.

Il décrit aussi les 5 sites de consultation qui sont tous situés le long de la nationale n°5 entre Bukavu et FIZI et que dans tous ces sites les populations accueillaient la recherche avec enthousiasme.

Cependant quelques problèmes de transport et tracasseries militaires n'ont pas empêché la tenue de l'atelier territorial à BARAKA qui a connu la participation des délégués venus de KILEMBWE situé à 270 km de BARAKA.

Quant au troisième chapitre qui traite des perceptions locales de la pauvreté, vulnérabilité et bien-être, la pauvreté a été définie comme une situation dans laquelle se trouve une personne qui est incapable de produire un travail susceptible de lui apporter des revenus suffisants afin de subvenir aux besoins primaires : habitat, nutrition, santé, éducation vêtement etc. De ce fait les indicateurs de la pauvreté s'observent par :

- Le manque d'une maison ou avoir un petite maison avec toiture en chaume ;
- Le manque d'un champ ou avoir un petit champ.
- L'incapacité d'accéder à une bonne nutrition ou aux soins de santé,
- L'incapacité d'accéder à l'éducation des enfants ;
- Le manque d'enfants ;
- Celui qui élève une à trois vaches

Concernant le quatrième chapitre, le rapport met en exergue les moyens de subsistance qui sont représentés par l'agriculture, la pêche l'élevage et le petit commerce. Pour l'agriculture on déplore les inondations des terres fertiles (Kenya I et Kenya II). Lors de la guerre les récoltes sont pillées dans les champs ; quant à la pêche les équipements sont pillés par des voleurs à mains armées sur le lac, la nuit pendant la pêche ; l'élevage : les Banyamulenge seuls gardent le gros bétail ; les commerçants ambulants subissent des tracasseries de la part des hommes en uniforme.

Le cinquième chapitre reprend les services sociaux et les infrastructures qui ont été sérieusement endommagés pendant la guerre : les écoles, les hôpitaux et les centres de santé ; quelques villages : SWIMA, MBOKO, LWEBA, BARAKA, KAZIMIA, et KILEMBWE sont desservies en eau potable, mais la plupart des robinets sont abîmés et l'eau n'est pas traitée. L'infrastructure routière est entrain d'être réparée sur la nationale 5 entre MAKOBOLA et FIZI-Centre, tandis que les routes de desserte agricole restent impraticables. Les ports et les pistes d'atterrissages sont à l'état naturels c'est -à- dire qu'ils ne sont pas aménagés.

Quant aux marchés seuls les marchés de MBOKO, MWEMEZI/BARAKA et FIZI-centre sont sous le hangar.

Malgré l'existence de deux centrales hydroélectriques en territoire de FIZI dont l'une (force BENDERA) est en activité, aucun village n'est desservi en énergie hydroélectrique.

Le chapitre six s'intéresse à la paix et gouvernance ; depuis 1964 le territoire de FIZI ne connaît pas la paix, les deux guerres d'agression y ont été très meurtrières . L'organisation du pouvoir au sein des instances locales de décision se fait au niveau du chef de groupement coutumier, du chef de secteur et l'Administrateur du territoire. Les dynamiques communautaires se caractérisent par une prolifération des sectes ; des ONGs et Coopératives où s'observe la mégestion. Les mesures d'assainissement de ce secteur devraient être appliquées.

Au Chapitre sept qui traite des visions pour la réduction de la pauvreté, à la forme de l'Etat ; les délégués de FIZI optent pour un Etat unitaire fortement décentralisé et pour y arriver ils exigent la tenue des élections libres, transparentes et démocratiques afin de se choisir les responsables à tous les niveaux.

Concernant la Santé, à part les deux hôpitaux de NUNDU et FIZI ils auraient souhaité voir d'autres 4 hôpitaux supplémentaires à BARAKA, LULIMVA, KILEMBWE et MINEMBWE.

Pour relancer l'agriculture, la mécanisation agricole est incontournable par des tracteurs et la traction bovine comme s'était le cas avant la guerre de 1996. De même pour la pêche, des dépôts des matériels de pêche à BARAKA, MBOKO et KAZIMIA et d'organiser la conservation des poissons (chaîne de froid).

Le chapitre huit donne quelques stratégies sur la réduction de la pauvreté qui s'appliquent aux principales causes de la pauvreté parmi lesquelles nous épinglons :

- la guerre : il faut une bonne gouvernance confirmée par les élections libres transparentes et démocratiques.
- Les pillages des récoltes dans les champs : les militaires doivent être concernés

- Les inondations : ramener les rivières dans leurs anciens lits.
- Les rapatriés de Tanzanie doivent être encadrés par des humanitaires.

Dans sa conclusion générale, le rapport suggère l'inventaire des ressources potentielles du territoire de FIZI qui, à ce jour, au plan agricole, de l'élevage et de la pêche passe parmi les meilleurs greniers de la province du Sud Kivu. A ce titre, il est donc inconcevable de constater la situation de pauvreté et de famine telle qu'elle a été décrite lors des consultations participatives.

Cependant les causes qui sont à la base de cette situation ayant été diagnostiquées, la thérapeutique appropriée contenue dans le DSRP/FIZI ne peut être contrecarrée que par une nouvelle guerre ou la mauvaise gouvernance.

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE

2.0. Introduction.

Il a été démontré en R.D.C que la planification, la gestion et le suivi et évaluation des projets de développement à l'insu des populations concernées n'arrivent pas à réduire la pauvreté, au contraire ils l'ont accentué. Le problème qui se pose est celui de savoir comment peut on impliquer cette population de base à l'élaboration d'un document visant à réduire sa pauvreté.

2.1. Composition de l'équipe

Pour répondre aux exigences de MARP, les animateurs de la Consultation ont suivi une formation de 5 jours au Lycée Wima de Bukavu. Ainsi l'équipe DSRP/ FIZI était formée de :

- Dr. YUMA B..M' KEYO : Superviseur
- AZULUNI MILENO : Facilitateur
- François Xavier KARANGWA : Rapporteur
- DJURUA MWENE BATU Giscard : Rapporteur adjoint
- RACHIDI LOKEND'OBONGA : Rabatteur

Parmi les 5 membres de l'équipe, 3 parlent la langue locale le Kibembe, Ce qui a permis même aux illettrés de participer aux discussions.

2.2. Analyse des parties prenantes

Les parties prenantes étant des personnes auprès desquelles les animateurs récoltaient les données, ce qui entraînait naturellement leur implication dans le processus DSRP. Les parties prenantes ont donc été choisies en fonction des critères suivants :

- leur importance et leur influence dans les villages. Cette catégorie a concerné : les chefs des secteurs et des Groupements coutumiers, les pasteurs, les enseignants, etc.
- Celles qui seront affectées par les projets de réduction de pauvreté : les femmes, les jeunes, les handicapés, les rapatriés, les déplacés de guerre, les violées, les veuves ; les cultivateurs, les pêcheurs, les éleveurs, les chômeurs mais aussi les parties prenantes intermédiaires ou secondaires. Ici nous trouvons les ONGs, l'administration publique et les confessions religieuses.

Tableau de parties prenantes.

Parties prenantes	Problèmes. (participants)	Craintes	Contribution	Gains.
- Chefs de groupements	Présence des milices armées	- Le pouvoir du Chef est affaibli.	Faire appliquer les lois.	Discipline au sein de la population.
- Enseignants	- Insuffisance de salaire.	Mauvaise distribution de l'enseignement.	Former l'élite de demain.	Formation de bons citoyens.
- Cultivateurs	- Inondation des terres fertiles et pillage des récoltes sur les	Rareté des produits vivriers.	- Ramener les rivières dans leurs anciens lits. - Caserner les	Augmentation de la production agricole.
- Pêcheurs	Les poissons sont capturés à des longues distances de la rive.	Très peu de poissons sur les marchés	- Améliorer les intrants de pêche. - Réglementer la pêche.	Augmentation de la production de poissons.
- Eleveurs	- Pâturages détériorés. - Insuffisance des produits zoo-sanitaires.	- Baisse de la production de lait. - Mortalité élevée des animaux domestiques.	- Améliorer les pâturages et la race. - Disponibiliser les produits zoo-sanitaires	- Augmentation de la production de lait et de la viande.
Rapatriés	- Maisons détruites - Pas de champs ni de matériels de	- Peser sur les familles d'accueil.	Plaidoyer auprès des Agences humanitaires.	Aménager les sites d'accueil des rapatriés.
Jeunes	- Filles illettrées et prostituées. - Garçons illettrés et drogués.	- Propagation des MST et naissances indésirables. - Les jeunes sont	- Toutes les filles à l'école. - Appliquer la loi sur la drogue.	- Capacitation des filles - Jeunes productifs.
Membres d'ONGs	La plupart ne sont pas formés.	Mauvaise gestion des Associations et Coopératives.	Formation des membres d'ONGs.	Bonne gestion des ressources.

Femmes	Les Us et coutumes en défaveur de la femme.	- Discrimination dans l'éducation - La plupart des droits de la femme sont bafoués.	Vulgariser le code de la famille.	Emergences des femmes émancipées.
--------	---	--	-----------------------------------	-----------------------------------

2.3. Méthodes de la consultation utilisées.

Les outils méthodologiques et de techniques qui permettent aux populations locales d'analyser , de partager et d'améliorer leurs connaissances de leurs conditions de vie ; de déterminer et programmer les priorités, d'agir, de suivre et d'évaluer sont réunis dans la MARP (ou Méthode Accélérée de Recherche participative). C'est pour cette raison que l'élaboration du DSRP est basée sur la MARP

Pour permettre aux populations consultées d'analyser, de partager et d'améliorer les connaissances de leurs conditions de vie, de déterminer et de programmer leur priorité, de suivre et d'évaluer leurs actions, l'équipe MARP/FIZI a fait recours à la Méthode Accélérée de Recherche Participative, MARP en sigle.

A cet effet les outils MARP ci-après ont été utilisés :

- La coupe transversale
- Les interviews semi- structurées
- Les arrangements par préférence
- L'aperçu historique
- Le calendrier saisonnier
- La matrice d'analyse du genre
- La matrice de planification.

2.3.1. L'observation directe.

Est naturellement l'outil qui a été utilisé dans tous les villages consultés. Il nous a permis d'apprécier :

- Le degré de sécurité à travers le nombre des miliciens armés en circulation dans les villages de LWEBA et MALINDE.
- Le dynamisme du chef du village par la manière dont les chefs de LWEBA, MATATA/BARAKA, KATANGA et MALINDE se sont mobilisés pour atteindre les parties prenantes.
- Le degré de la famine dans les villages consultés, tel que MALINDE où l'on n'a pas vu une seule femme revenir du avec des maniocs ni un étalage où l'on sèche les maniocs. Et pourtant, ce dernier est la denrée la plus consommée du territoire de FIZI.
- La proportion des maisons écroulées pendant la guerre et cela a été d'environ 95 % dans les villages de BARAKA, KATANGA et MALINDE

2.3.2. La coupe transversale

Cet outil a été utilisé dans chaque village le premier jour de consultation avec la partie prenante formée de 8 personnes. La coupe transversale orientée du nord vers le sud nous renseignait sur l'organisation socio-économique du village ; les routes de desserte agricole et les pistes pour les piétons, la culture qui prédomine les palmier à huile ou le manioc, la densité des maisons détruites pendant la guerre, l'existence des bornes fontaines pour l'eau potable, l'existence des écoles, églises centres de santé, des marchés, des centres commerciaux, les pistes d'atterrissage non opérationnels car non aménagés, les ports nouvellement aménagés, les maisons nouvellement construites par les agences extérieures, les sites des érosions et des inondations, les forêts...

La coupe transversale est l'outil de MARP qui a connu une participation active des parties prenantes, chaque personne avait quelque chose à dire.

2.3.3. Les interviews semi- structurées

Les interviews ont été utilisés dans tous les villages consultés, car elles donnaient des informations sur :

- Les perceptions locales de la pauvreté, vulnérabilité et bien –être ; les causes de la pauvreté, ses manifestations extérieurs et ses tendances.
- Les solutions envisageables pour réduire la pauvreté
- Les réalisations des différentes agences extérieures installées dans le territoire de FIZI : MSF, AMI, ACTED, TEARFUND, ACF... et des ONGs locales : ASEF , GEADES, SOCODEFI

2.3.4. Les arrangements par préférence

Cet outil a été utilisé dans quelques villages comme KATANGA où il fallait trouver la cause la plus importante de la pauvreté entre l'inondation de la plaine Kenya II et les pillages des récoltes dans les champs par les bandes armées.

2.3.5. L'aperçu historique

A été utilisé dans certains villages comme KATANGA où l'on a raconté comment les populations étaient riches avant l'indépendance (1960) grâce à la culture de Coton ; 3 habitants du village avaient leurs propres véhicules. Au début des années 70 un habitant du village KATANGA avait son propre véhicule grâce à la culture de café. Lorsque la digue qui protégeait la plaine de Kenya II a cédé vers le milieu de 70, cette plaine inonda, c'était le début du calvaire qui a trouvé son apogée avec la guerre de 1998. Présentement les habitants qui détiennent des vélos et des maisons en tôle se comptent au bout des doigts.

2.3.6. Le calendrier saisonnier

A été utilisé dans tous les villages surtout dans les Focus group jeunes et femmes. L'analyse de l'utilisation quotidienne du temps chez les jeunes nous a informé sur la prise de la drogue dans certains villages chez les garçons et sur la prostitution chez les jeunes filles. Elle a montré aussi la discrimination de la fille pour les études en faveur du garçon.

Le calendrier saisonnier pour la femme a montré comment elle est occupée pendant toute l'année.

Ce calendrier complété par le profil d'activité et d'emploi de temps et le profil d'accès et de contrôle a livré un certain nombre d'informations utiles pour l'élaboration de la matrice d'analyse du genre.

2.3.7. La matrice d'analyse du genre

A été utilisé dans tous les villages, elle a donné quelques informations suivantes sur :

- La distribution du travail :

La femme : travaux ménagers, le labour, le semis et la récolte pour les champs de manioc, maïs, arachide et haricot.

L'homme : la pêche, le fauchage, le semis et la récolte pour le champ de palmier à huile et du riz.

- Le temps de travail :

La femme travaille toute la journée et pratiquement pendant l'année.

L ' homme travaille pendant certaines périodes de l'année.

- Le contrôle des ressources :

La femme contrôle les ressources issues du champ de palmier à huile.

2.3.8. Matrice de planification

A été utilisé dans tous les villages consultés, les problèmes suivants y ont été épinglés :

- Les intrants agricoles et de pêche sont insuffisants
- Les récoltes sont pillées dans les champs par des bandes armées
- Les routes de desserte agricole sont impraticables
- Les maisons ont été détruites pendant la guerre
- Les déplacés, les retournés et les rapatriés de Tanzanie étouffent les familles d'accueil
- Les terres inondées sont improductives

- Les écoliers sont assis à même le sol
- Les villageois ne savent pas gérer leurs productions
- L'insuffisance de l'énergie ne favorise pas l'émergence d'une industrie de transformation
- Le taux de scolarité est faible surtout chez la fille
- Les soins médicaux sont insuffisants

Tous ces problèmes ont comme conséquence l'accentuation de la pauvreté. Les responsables pour trouver des solutions à ces problèmes sont le Gouvernement, les autorités locales, les ONGs et la population elle-même. Cependant les facteurs de blocage éventuels sont la guerre et la mauvaise gouvernance.

2.3.9. Les sources secondaires

Ont été récoltées au niveau de la Division provinciale de l'intérieur (superficie et population), dans la bibliothèque de l'ICCN pour nous informer sur la particularité de la diversité biologique de FIZI, la bibliothèque de l'ISP nous a renseigné sur le mouvement migratoire. Au ministère du Plan : nous avons été éclairé sur les explications à donner concernant l'objectif du DSRP et les méthodes mises en œuvre pour atteindre cet objectif.

2.3.10. L'histoire de la vie

Mr ALENGA MIHOCHU MKELELWA né à BARAKA en 1952, rapatrié volontaire de la Tanzanie, raconte l'expérience qu'il vient d'acquérir dans le domaine de l'agriculture.

Avant la guerre de 1996, Mr MIHOCHU travaillait comme Secrétaire de l'Institut MWENGE Wa Taifa à BARAKA. Pendant qu'il était réfugié en Tanzanie il participait souvent à des séminaires de formation. Parmi ceux-ci, ceux ayant trait au calcul de rendement agricole l'ont beaucoup fasciné.

Il est nouvellement arrivé de la Tanzanie et s'est directement mis au travail de l'agriculture. Son objectif est de réaliser 1 Ha d'arachide. Pour ce que selon le calcul de rendement par ha il pourrait gagner 3.000 \$ US sur 1 ha d'arachide. Le

jour de notre entretien il a beaucoup plu à BARAKA, et Mr MIHOCHU était très satisfait du fait que sont hectare d'arachide ne va plus souffrir de sécheresse.

2.3.11. La carte sociale

A été réalisée à MALINDE sur la terre puis recopiée sur le papier au niveau de la maison d'habitation du chef de la localité, avec les parties prenantes composées de 8 personnes dont 4 hommes et 4 femmes choisies conjointement par notre rabatteur et le chef de Groupement.

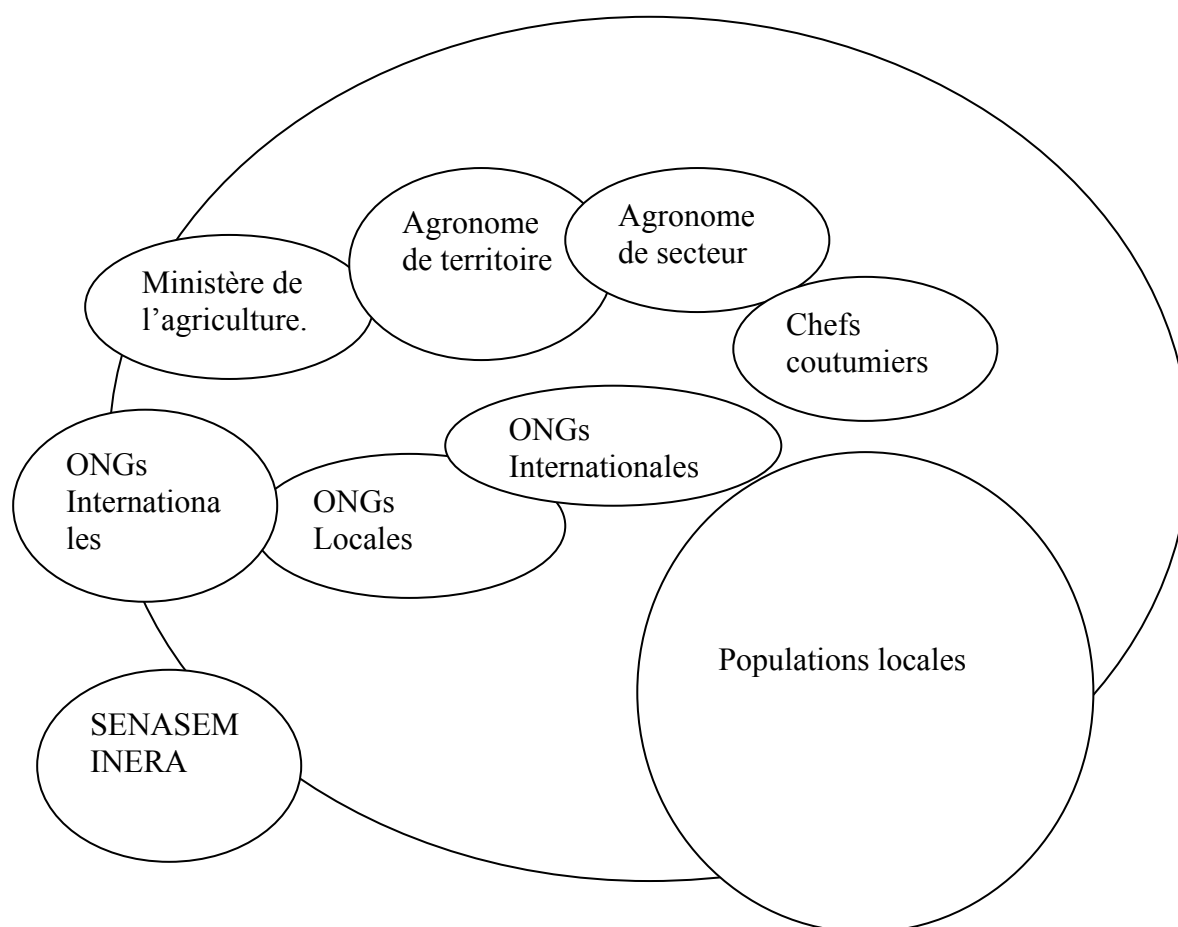
Le dessinateur c'était un enseignant de la 6^{ème} année primaire.

La carte sociale a montré ce qui suit :

- Environ 95 % des maisons de MALINDE s'est écroulées pendant la guerre, mais les rues existent encore.
- Une église catholique, 2 églises protestantes...2 écoles primaires : catholique et protestante où les élèves sont assis sur de troncs d'arbres ou sur des pierres.
- Un centre de santé non approvisionné en médicaments
- Une ancienne piste d'atterrissage qui a le potentiel de recevoir des gros porteurs, malheureusement non aménagé.
- L'ampleur de champs de maniocs qui ont été déracinés par des hommes en uniformes.
- L'ampleur de dégâts causés par l'inondation de la plaine de BUMBA suite au débordement de la rivière MUTAMBALA, où les champs de café, de palmier à huile, de riz, de maïs... ont été complètement engloutis.

2.3.12. Le Diagramme de Venn

Institutions impliquées dans le domaine de l'agriculture en territoire de FIZI.



2.4. Territoire et choix des sites

2.4.1. Territoire

Le territoire de FIZI est situé à l'Est de la R.D.C où il est frontalier avec le Burundi et la Tanzanie. Il occupe le Sud du Sud- Kivu à la limite avec les provinces du KATANGA et du MANIEMA. Il est limité au nord par le territoire d'UVIRA, à l'est par le lac Tanganyika, au Sud par les territoires de KALEMI et de KABAMBARE et à l'ouest par les territoires de SHABUNDA et de MWENGA

FIZI s'étend sur une superficie de 15.786 km² qui est habitée par une population de 370.000 habitants soit une densité de 23 hab./km² qui avoisine la densité moyenne nationale.

L'entité administrative de FIZI est subdivisée en 4 secteurs qui se succèdent du nord au sud :

- Secteur Tanganyika : 2.100 km²
- Secteur MUTAMBALA : 776 km²
- Secteur NGANDJA : 7.380 km²
- Secteur LULENGE : 5.530 km²

Relief

Le relief passe de 700 m d'altitude au niveau du lac Tanganyika à 2.500 m sur certains sommets de montagnes de la chaîne de Mitumba qui traverse le territoire de FIZI du nord au Sud. Il faut signaler aussi la bande étroite de plaines côtières dans le littoral du lac Tanganyika qui s'élargit à certains endroits en des plaines alluviales de Kenya I, Kenya II et Memba. La plaine qui occupe le sud-ouest de FIZI constitue le début de la cuvette congolaise.

Notons la présence de la vallée de Kilombwe au Sud de FIZI à 1.100 m d'altitude qui est constituée des sols organiques.

Hydrographies

Le territoire de FIZI est sillonné par plusieurs cours d'eau drainant à l'ouest le bassin du fleuve Congo et à l'est le bassin du lac Tanganyika.

Le bassin du fleuve Congo est irrigué par les cours d'eau Makembe, Mai-ndombe, Iwiku, Lubichoko et KILEMBWE qui se jettent dans lwama. Ce dernier se jette dans la rivière Elila principal affluent du fleuve Congo de la région.

Le bassin du lac Tanganyika est drainé par les principaux cours d'eau suivants : Ngovi, Kabumbe, Sandja, MUTAMBALA et Nemba.

Biodiversité.

- La flore a une distribution altitudinale, entre 700 et 900m la savane à Hyparrhemia, entre 900 et 1700m la savane boisée dominée par « Brachystegia sp. »(localement appelé Mibamba) et « Ocotea » sp.(localement appelé Ichukwe) dans les vallées on rencontre les fougères arborescentes « Cyathea maniana » (localement appelé Bisembekele). A partir de 1900m d'altitude la forêt de bambous « Arundinaria alpina » (localement nommé Milonge) et vers les sommets au dessus de 2.500m on rencontre les formations herbacées afro-alpines.
- La faune est principalement représentée par les Gorilles « Gorilla gorilla gaueri », les chimpanzés, les éléphants, les buffles, les antilopes, les petits carnivores etc.
- plusieurs espèces de serpents, de papillons et des oiseaux.

Pour ces derniers, plusieurs espèces endémiques y ont été recensés dont le célèbre hibou de « Phodilus prigoginei » que l'on retrouve nulle part ailleurs sur la planète, il a été redécouvert en 1996 dans la forêt de la collectivité Tanganyika par Thomas Butyuski.

La faune aquatique est représentée par les hippopotames, les crocodiles et plusieurs espèces de poissons endémiques.

Il faut noter l'existence d'une espèce de poisson qui se reproduit en aquarium

Population

L'Ethnie qui domine le territoire de FIZI est constituée par les BABEMBE, les autres sont les BABWARI, les Bazooka, les BABUYU », les Tutsi (Banyamulenge) les Banyindu, les BAFULIRO et les BASHI.

2.4.2. Choix des Sites.

Pour le choix de 5 villages, l'équipe DSRP /FIZI a défini les critères d'éligibilité de la manière suivante : accessibilité, sécurité et rôle particulier joué par le village dans la

vie socio-économique du territoire de FIZI c'est ainsi que tous les 5 villages consultés à avoir MBOKO LWEBBA, BARAKA, MALINDE et KATANGA se trouvent sur la route nationale 5 entre UVIRA et FIZI.

Sites consultés	Problème	Craintes	Contribution	Gains /Impacts
MBOKO	Palmier à huile occupe tous les sols.	Carence des produits vivriers : maniocs, maïs, riz, arachide...	Améliorer les méthodes culturales sur les sols moins fertiles.	Augmenter la production des cultures vivrières.
LWEBBA	La capture des poissons s'obtient à une longue distance de la rive	La rareté des poissons aux marchés.	Améliorer les techniques de la pêche.	Augmenter la capture des poissons.
BARAKA	Le port naturel de Mushimbakye n'assure pas l'accostage des bateaux.	Les produits d'importation coûtent chers.	Construire le port de Mushimbakye.	Les produits d'importation : carburant, sel, farine de froment sont abondants.
MALINDE	La route de desserte agricole : MALINDE-Kikonde-KAZIMIA est impraticable.	Rareté de produits vivriers dans les marchés du territoire de FIZI.	Aménager la route de desserte agricole MALINDE-Kif-Kazi	Les marchés du territoire de FIZI seront inondés des Produits vivriers.
KATANGA	Inondation de la plaine alluviale de Kenya II.	Les grandes superficies de sols fertiles deviennent improductifs.	Drainer les eaux de la rivière MUTAMBALA.	Augmentation des superficies des terres arables.

Le village MBOKO

Chef-lieu de la collectivité – secteur de Tanganyika est limité au nord par la rivière Akyoka et au Sud par la rivière Sandja s'étendant ainsi sur une longueur d'environ 6 km, à l'est il est limité par le lac Tanganyika et à l'ouest par le massif montagneux : Mkubwe, Aoci et Ebémbe.

Les estuaires des rivières Sandja, Kabondozi, Mungole et Akyoka forment des plaines alluviales très fertiles qui sont dominées par la culture des palmiers à huile faisant de MBOKO le premier producteur d'huile de palme en territoire de FIZI .

On note ainsi aussi une piste d'atterrissage à NUNDU.

Le village LWEBA

Chef-lieu du Groupement Basimunyaka –Nord, est situé à l'extrême sud de la collectivité secteur de Tanganyika, il est limité au nord par le village Lubumba, à l'est par le lac Tanganyika, au Sud par la rivière LWEBA et à l'ouest par le moyen plateau de Biboko – Boko.

Le village LWEBA est un carrefour, son marché constitue un lieu de rencontre où se côtoient, les éleveurs Banyamulenge des moyennes plateaux, les pêcheurs, les cultivateurs et les orpailleurs. Le village LWEBA est long de 3 km environ.

Le village BARAKA

Chef-lieu de la collectivité – secteur de MUTAMBALA est limité au nord par la rivière Muchi- muchi, à l'est par le lac Tanganyika, au Sud par la rivière Mushimbakye et à l'ouest par une savane boisée qui le sépare du village Kafulo. BARAKA est doté d'un port naturel à Mushimbakye, d'une piste d'atterrissage à Kalinga et du centre commercial le plus important du territoire de FIZI. Sur la coupe transversale, le village de BARAKA est long d'environ 5 km.

Le village KATANGA

Chef-lieu du Groupement de BALALA – Sud est limité au nord par rivière ABWA et au Sud par la rivière MUTAMBALA soit une distance d'environ 3 km, à l'est par la baie de Burthon sur le lac Tanganyika et à l'ouest par une forêt qui le sépare du village Malicha.

L'agriculture du KATANGA jadis florissante grâce à la plus grande plaine alluviale du territoire de FIZI appelée Kenya II qui donnait la plus grande production de coton du territoire de FIZI avant l'indépendance.

Le village MALINDE

Chef-lieu du Groupement BASIMUKUMA- sud est limité au nord par la rivière MUTAMBALA au sud par une savane à Hyparrhemia qui le sépare du village Mulongwe soit une distance d'environ 3 km, à l'est par la plaine côtière de Bumba qui le sépare de la baie de Burthon sur le lac Tanganyika et à l'ouest par une savane à Hyparrhemia le séparant du village Simbi.

MALINDE constitue la porte d'entrée de Kikonde et Nemba qui sont parmi les plus grandes entités agricoles du territoire de FIZI.

2.5. Mobilisation sociale :

Pour mobiliser la population à se joindre au processus DSRP qui consiste à cette étape à participer aux consultations nous devrions d'abord nous entretenir avec l'autorité locale entourée de ses principaux collaborateurs, notables coutumiers, chefs des services étatiques, les commandants militaires et de la police, les agents de l'ANR, les leaders d'opinion, les confessions religieuses et les ONGs.

Cet entretien consistait à expliquer l'objet de notre mission qui se résumait en 3 rubriques :

- L'origine du DSRP : après les échecs des programmes de développement des années 80 élaborés dans les bureaux de Kinshasa à l'insu des populations

concernées par ce développement. La R.D.C avec l'appui de la communauté internationale à travers le ministère du plan a initié l'élaboration du DSRP afin que la population de base soit impliquée activement à la préparation des projets et programmes de son développement.

- La distribution du processus DSRP sur toute l'étendue du territoire national en disant qu'au moment où nous nous trouvons ici en territoire de FIZI une équipe comme la nôtre se trouve dans chaque territoire de la R.D.C pour les mêmes consultations participatives.

Les différents ateliers qui vont se tenir au niveau territorial, provincial et national à Kinshasa afin de produire un DSRP à chaque niveau. Ainsi donc le DSRP national ou final va intégrer les stratégies et les programmes de réduction de pauvreté et du développement du pays en général et du territoire de FIZI en particulier. Il constitue aussi un document indispensable de négociation et de plaidoyers avec la communauté internationale.

Aussi l'Atelier Territorial de FIZI a connu la participation active de plusieurs autorités locales notamment l'Administrateur du territoire, les chefs des Secteurs de MUTAMBALA et de NGANDJA, les chefs des Groupements coutumiers de BALALA-Sud, BASIMUKUMA –Sud, de BABUNGWE-Sud, Chef de Groupement Basikasilu, Basikalangwa, Basimunyaka- Nord, Groupement Basimimbi et Ubekulu du secteur LULENGE.

2.6. Limitation de la collecte des données

Bien que la population de FIZI ait été enthousiaste au processus DSRP, il est indiqué de signaler quelques facteurs qui n'ont pas rendu aisée la collecte des données ; il s'agit de :

- La suspicion à notre endroit en rapport avec la guerre du Nord- Kivu ; nous étions parfois pris pour des espions à la solde du Rwanda. Ils étayaient leur suspicion du fait qu'en 1998 une équipe de pacification avait précédé la guerre du RCD d' Août 1998.

- L'analphabétisme et du niveau intellectuel bas de certains groupes de participants surtout les femmes lors de l'élaboration de la matrice de planification.

C'est ainsi que cette dernière prenait plus de temps parfois 4 à 5 heures.

- Le manque de moyen de déplacement (véhicule) propre à l'équipe DSRP/FIZI. Ceci ne nous a pas permis d'atteindre le chef-lieu du territoire de FIZI

2.7. Conclusion partielle.

Nous pouvons nous réjouir du fait que le travail s'est déroulé dans un climat de confiance entre l'équipe MARP et les populations consultées d'autant que les jeunes garçon nous ont révélé la prise de la drogue dans leur milieu et les jeunes filles nous ont dit pourquoi et comment elles se prostituent.

Notre crainte sur la non participation des délégués en provenance des secteurs éloignés de NGANDJA et de LULENGE a été dissipée. Coïncidence heureuse, l'atelier territorial a été précédé par un séminaire organisé par le parquet de Bukavu qui avait fait venir tous les chefs des Groupements coutumiers formant les territoires de FIZI. C'est ainsi que les délégués de KILEMBWE distant de 270 km de BARAKA ont participé à l'atelier territorial.

Cependant, l'ombre de doute continue à planer dans les esprits d'une population qui vient de passer 3 décennies de dictature atroce et de sortir fraîchement de la guerre, de croire à ce que les décideurs ou planificateurs au niveau national prennent en compte leur desiderata.

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTIONS LOCALES DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN- ETRE

3.1. Définitions et concepts

La pauvreté a été définie comme étant une situation dans laquelle vit une personne qui est incapable de produire un travail pouvant lui apporter des revenus nécessaires lui permettant de répondre positivement à ses besoins primaires tels que la nutrition, l'habitat, l'éducation, la santé, l'habillement etc.

3.1.1. La pauvreté au niveau individuel.

Souvent dans le village le pauvre se caractérise par son habillement sale ou déchiqueté, incapacité d'avoir accès aux soins médicaux, d'avoir des moyens pour payer de la nourriture, de vivre grâce à un ami ou un frère, d'avoir ou pas de petite maison de toiture en paille ou chaume, mener une vie en dessous de seuil de la pauvreté, avoir un petit champ avec faible production , s'il pratique le petit commerce, il a un petit capital de rien du tout qui ne le fait pas avancer, il ne fait que stagner ...

Un Munyamulenge est pauvre quand il a 1 à 3 vaches.

3.1.2. La pauvreté au niveau de ménage

Un couple pauvre vit dans une petite maison de toiture en paille sans mobiliers adéquats ni ustensiles de cuisine convenables, dort parfois sur une natte déposée à même le sol ; ils souffrent de l'insuffisance de la nourriture, ses enfants sont chassés de l'école parfois par manque de frais scolaires, ou restent à la maison sans étudier ; ses enfants n'ont pas accès aux soins médicaux, il se réfugie souvent dans l'alcoolisme ou tabagisme voire la drogue.

Un couple sans enfant est considéré comme pauvre.

3.1.3. La pauvreté au niveau communautaire

« Eindo ti bita, elongo i bita, » disent les BABEMBE, ceci signifie littéralement que les bruits ne font pas gagner la guerre ; mais la victoire dépend en grande partie des effectifs de personnes qui vont au combat. Ceci étant, les BABEMBE reconnaissent que le nombre important de personnes dans la communauté constitue une richesse et son inverse constitue la pauvreté. Ainsi dans certains travaux champêtres et autres, on utilise la dynamique communautaire (Esalé). Pour le peuple éleveur de gros bétail tels que les Banyamulenge, une communauté est pauvre quand elle n'a pas de vaches.

3.2. Causes de la pauvreté et vulnérabilité

Les principales causes de la pauvreté et vulnérabilité telles que évoquées lors de nos consultations participatives dans les villages retenus ainsi que lors de l'atelier territorial se présentent de la manière suivante :

Agriculture comme principale source des revenus :

Elle est encore de type traditionnel avec un outillage archaïque avec des semences non améliorées. Ceci étant, l'agriculteur ne peut avoir qu'un petit champ où il gaspille beaucoup d'effort musculaire. N'ayant pas une formation sur les techniques culturales modernes, le cultivateur gaspille parfois les espaces cultivés par le semis de type traditionnel qui ne respectent pas les semis en ligne ni les espacements entre les lignes. Tout cela fait que le cultivateur a une faible production.

A part cela, le cultivateur n'a pas de notion de calculer le coût de la production de son champ et les revenus de vente de ses productions pour se rendre compte s'il a travaillé à perte ou non.

Les moniteurs agricoles ou agronome existant dans le territoire ne sont pas payés. Ils se transforment à des taxateurs, c'est-à-dire attendre la récolte et passer auprès des agriculteurs pour exiger les taxes soit en nature ou en argent au moment de la vente des produits agricoles. En d'autres termes, ils ne mettent pas leur savoir faire

au profit de la population, ils n'accompagnent pas les paysans comme faisaient les moniteurs agricoles et les agronomes à l'époque coloniale.

Toujours en agriculture, d'autres causes comme les inondations, ont ravi les agriculteurs de bonnes terres fertiles sur la plaine et ont détruit toutes les cultures, pour survivre la population monte dans les montagnes où les terres ne sont pas si fertiles.

Ailleurs dans la collectivité Secteur de Tanganyika, c'est la culture de palmier à huile qui occupe de bonne terre de la plaine. Là, les cultures vivrières n'ont de place ; les cultivateurs sont obligés de monter sur les montagnes pour exploiter des champs sur les pentes car il n'existe pas de programme de la lutte anti-érosive pour amender le sol.

Elevage comme une autre source des revenus :

Pour cette activité, elle est en baisse par l'insuffisance de produits vétérinaires disponibles pour soigner les bêtes malades ni le dipping – tank en activité pour détruire les insectes nuisibles aux bêtes et provoquer les maladies – ceci concerne les gros et petit bétails. Pour les volailles, les produits vétérinaires sont peu en circulation, les élevages de poules sont décimés pendant certaines périodes de l'année.

Pêche comme source de revenus pour la population riveraine

Le territoire de FIZI avec ses cours d'eau poissonneux aux espèces variées et surtout le lac Tanganyika, l'un des lacs les plus poissonneux du monde, les habitants pratiquent la pêche comme une activité génératrice des revenus. Mais cette pêche est encore de type artisanale avec des intrants non modernes, voire des équipements non améliorés et inadéquats.

Artisanat

Principaux corps de métiers évoqués lors de notre consultation participative à la base se présentent de la manière suivante : la menuiserie, la maçonnerie, la coupe-couture, la vannerie, le tissage de nattes,...

Ces artisans ont évoqué l'insuffisance de l'outillage et produits consommables pour produire. En plus de cela, comme la population est pauvre, ils ont très peu de clients qui passent leurs commandes. Et même si les clients se présentent ils ont la tendance de demander un prix au rabais, ce qui n'arrange pas l'artisan qui reçoit ces clients en compte goutte.

De ce qui précède, avant les guerres à répétitions, la situation était encore tenable mais les guerres ont plongé la population dans une extrême pauvreté. Les gens ont quitté leurs milieux et se sont déplacés soit en brousse, soit dans les villages où il y a un semblant de sécurité, d'autres encore dans les villes éloignées, voire même à l'étranger tout en abandonnant leurs biens. Au retour ils n'ont rien trouvé. Presque tous les champs déracinés, les intrants agricoles et de pêche pillés,...

Au retour, les villageois se sont mis de nouveau au travail : les cultivateurs aux champs, les pêcheurs aux lacs, les éleveurs à l'élevage et les, artisans à leur besogne ; mais chose triste, l'insécurité est notoire : tous les champs sont à nouveau déracinés par les hommes en uniforme surtout que l'Etat ne les prend pas en charge. Les gens sont rançonnés, pillés...

Les routes sont devenues impraticables pour permettre d'évacuer les produits du milieu où on peut encore en trouver et servir le milieu où la famine bat le record ; il y a de ces coins où la population ayant peu de moyen mange une fois la journée et le reste une fois tous les deux jours. L'évacuation des produits se fait par voie lacustre, malheureusement la présence des marraines sur le lac ne favorise pas la navigation vers les milieux de vente. Les pirogues en majorités ne sont pas motorisées.

3.2.1. Surpopulation et problème de terre

Avant les guerres de 1996 et 1998, la population de FIZI pouvait être comptée à environ 370.000 personnes sur une superficie de 15.786 km² soit une densité démographique de 23 habitants au km². Le problème de surpopulation s'est fait

sentir pendant cette période de guerre où les gens se sont concentrés dans certains villages où il y avait un semblant de sécurité. C'est ainsi que par crainte d'insécurité, les gens évitent d'aller cultiver loin du village, ils ont commencé à cultiver tout près du village et même dans les parcelles abandonnées où les maisons se sont écroulées car les terres ne sont pas suffisantes pour tout le monde.

Cependant, la culture de palmier à huile pose un problème en tant que culture pérenne dans la plaine du Tanganyika car, les bonnes terres sont occupées par les palmeraies. La solution de déraciner certaines palmeraies en vue de redistribuer les terres pour les cultures vivrières a été évoquée mais vite rejeté car l'huile de palme constitue une source de revenu pour les propriétaires de ces champs. L'unique solution retenue demeure celle d'aller cultiver vers les montagnes malgré l'état de sol qui n'est pas assez fertile.

3.2.2. Statut social et origine

De par leur statut social et origine, le territoire de FIZI est habité par les groupes tribalo-éthniques ci-après :

- Les BABEMBE se trouve dans toutes les quatre collectivités et tous les groupements, ils sont agriculteurs et éleveurs de petit bétail
- les BAZOOBA qui sont riverains et se trouvent dans les villages au bord du lac dans la Collectivité de Tanganyika, MUTAMBALA et NGANDJA. Ils sont des Pêcheurs comme les Bawari.
- Les BABWARI qui sont dans la Collectivité de MUTAMBALA dans le groupement et qui porte le même nom et dans la presqu'île d'UBWARI. Ils sont des Pêcheurs.
- Les BABUYU, ils sont dans la Collectivité de LULENGE dans le groupement de BASIKASINGO. Ils font la chasse, la pêche et l'agriculture.
- Les Banyamulenge qu'on retrouve dans la Collectivité de LULENGE groupement BASIMUNYAKA-sud à MINEMBWE, Collectivité de MUTAMBALA dans le groupement Basimukinjo à Bibogobogo, dans la collectivité de Tanganyika dans le groupement de BASIMUNYAKA-nord à Bibogobogo, dans le groupement de BALALA-nord et dans le groupement de BASILOCHA. Ils sont des éleveurs de gros bétail (vaches).

Actuellement tous combinent l'agriculture, l'élevage et la pêche en dehors des Banyamulenges qui ne sont restés que dans l'élevage et l'agriculture. Mais la guerre a perturbé toutes ces activités rendant ainsi les gens pauvres. Les plus touchés sont les orphelins et les veuves que l'on retrouve dans les 5 villages consultés mais également les groupes des jeunes désœuvrés filles et garçons qui s'adonnent à la drogue et à la débauche principalement les jeunes qui ont appartenu à la milice Maï-maï.

3.2.3. Education

Vers 1890, il y a eu un malentendu entre les premiers missionnaires catholiques et les autochtones, ce qui a poussé les missionnaires à quitter pour s'installer dans le territoire de MOBA au KATANGA. Pendant le temps qu'ils ont passé, ils n'ont pas accordé une grande importance à la scolarisation du peuple mais ils se sont investis beaucoup plus à l'évangélisation, le niveau le plus élevé chez eux fut l'école primaire.

Mais cette situation s'est améliorée progressivement avec la création des écoles officielles, écoles missionnaires catholiques et mêmes protestantes avant les guerres à répétition. Mais actuellement le problème de guerre fait que les écoles, pour la plupart, sont détruites, les équipements détruits ainsi que les fournitures et mobiliers scolaires. Les enseignants n'étant pas payés par l'Etat, la charge incombe aux parents pauvres, ainsi beaucoup d'enfants restent à la maison sans étudier, et même ceux qui y vont, étudient à même le sol.

3.2.4. Emploi

Après les guerres beaucoup des secteurs de vie sont paralysés à tel point que trouver un emploi devient chose difficile.

Ceci s'est aggravé par le fait que les ONGs internationales qui viennent s'installer dans notre territoire spécialement à BARAKA viennent avec leurs personnels presque au grand complet, et les natifs du territoire restent sans emploi, excepté les emplois comme les sentinelles.

3.2.5. Revenu et système de crédit

Avant les guerres de 1996 et de 1998, il existait déjà dans le territoire de FIZI certaines coopératives d'Epargne et de Crédit notamment à MBOKO, à BARAKA, à FIZI-Centre et à KAZIMIA.

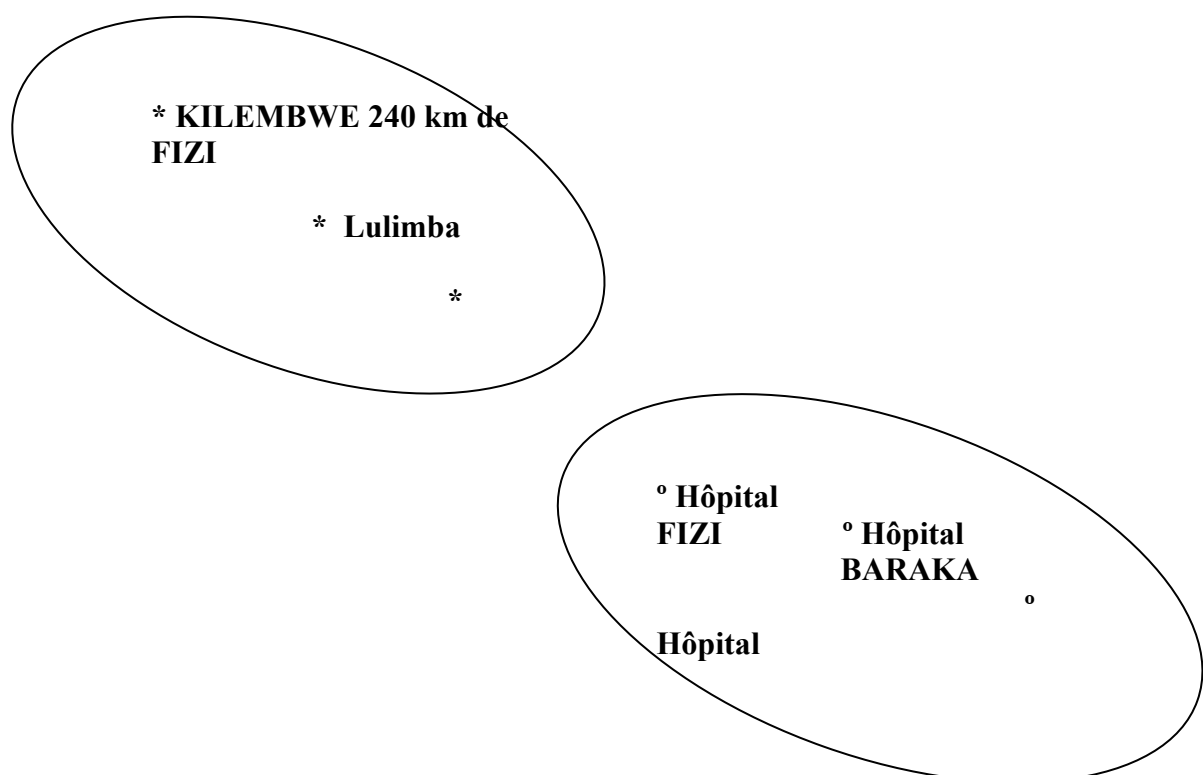
Ainsi, pour augmenter les revenus, les paysans membres sollicitaient des crédits auprès de ces coopératives et lançaient leurs projets générateurs des revenus. Mais la guerre a fait que toutes ces coopératives d'Epargne et de Crédit ont été pillées et saccagées, et les bénéficiaires de ces crédits ont perdu leurs biens pendant la guerre. Ils n'ont rien pour rembourser leurs crédits auprès de ses coopératives. Celles-ci à leur tour n'ont plus de moyens pour redémarrer.

3.2.6. Santé et vieillesse

La plupart des personnes n'ont pas accès aux soins de santé, leur état est précaire et elles atteignent une vieillesse précoce.

Dans cette situation, le concerné n'ayant pas la force de travailler, devient improductif et croupit dans la misère de la pauvreté.

Accès aux soins de santé



*** MALINDE**

*** Kikonde**

*** Nemba**

*** KAZIMIA 100 km de BARAKA**

*** UBWARI**

3.2.7. Santé en matière de reproduction et santé maternelle

Le fait de mettre au monde beaucoup d'enfants en un temps record sans espacement de naissance rend la mère faible et la précipite quelquefois à la mort précoce. Le foyer avec beaucoup d'enfants dans cette période de famine en territoire de FIZI, fait que la famille devient de plus en plus pauvre, les moyens étant au départ maigres et le poids de la famille devenant de plus en plus lourd sur le ménage. Une maman nous a dit comment mange très mal et ainsi devant son maigre bébé de trois mois n'a plus de lait maternel et la famille est incapable de payer le supplément nutritif pour le bébé. Elle souhaite de vive voix le système de planning familial.

3.2.8. Attitudes et comportement

Lors de nos consultations, une maman nous a dit qu'à cause de la modicité des moyens pour se nourrir convenablement, elle pose des actes qu'elle ne devrait poser dans une situation normale. Dans la communauté BEMBE l'esprit de solidarité et d'entraide était très poussé mais aujourd'hui cet esprit a disparu.

Ceci explique en suffisance comment les attitudes et comportements changent à cause de la misère.

Autres choses, les attitudes et les comportements peuvent rendre une famille pauvre. Par exemple, un des membres de la famille que Dieu a béni pour avoir suffisamment des biens mais l'égoïsme à outrance l'amène à ne pas partager avec les autres membres de la famille ou encore membre de la famille qui gère mal les biens de la famille au détriment des autres.

3.2.9. Gestion et organisation de temps

Partout où nous sommes passés, les tableaux de profil d'activités quotidiennes de femme et de l'homme ont révélé que la femme organise son temps dès le matin jusqu'au soir ; tandis que l'homme ne gère et n'organise pas son temps de cette manière pour en tirer profit. Il y a beaucoup de périodes creuses chez l'homme que chez la femme. Ceci a comme conséquence de surcharger la femme pour les

travaux à l'usage domestique. La plupart de femmes, au village, vieillissent avant le temps à cause de lourds travaux et sans repos.

3.2.10. Marchés

Les marchés dans le territoire de FIZI, on les retrouve un peu partout éparpillés dans les collectivités et groupements. Mais la plupart ne sont pas construits. Il n'y a ni hangar, ni entrepôt pour déposer les marchandises après le marché, ni des kiosques pour exposer les marchandises ou produits vivriers. Une fois la pluie tombée, les gens fuient et beaucoup de produits étalés sont endommagés, et souvent après la pluie, les gens ramènent ainsi certains produits comme les poissons frais qui pourrissent etc. Les routes de dessertes agricoles qui relient un marché à l'autre sont souvent impraticables ainsi rendant difficile le transport de vivre et produits manufacturés vers le marché. D'où, il faut recourir au transport sur la tête ou sur le dos. Ce fait ne peut pas permettre transporter des grandes quantités de marchandises.

A cela s'ajoute la multiplicité des taxes dont la plupart sont illégales. Comme la sécurité n'est pas encore assurée les marchands sont rançonnés soit en cours de route, soit au marché même.

3.2.11. Maladies de la récolte

Les maladies de récolte sont celles qui s'attaquent aux plantes pendant leurs périodes de croissance. Certains insectes trouent une partie de la plante et déposent leurs œufs qui s'y développent pour devenir chenilles. Au cours de toute cette période de métamorphose, l'insecte adulte se nourrit de la plante et laisse souvent ses poisons qui affectent la plante et endommagent la production pendant la période de la récolte. A part cela il peut s'agir de virus ou microbes quelconques qui attaquent la plante pour rendre malades les produits de récolte.

Toute cette situation n'est pas diagnostiquée car l'agronome actuel n'accompagne pas le cultivateur pour ne fût-ce que lui assurer l'appui- conseil. Les produits phytosanitaires aussi ne circulent presque pas dans le territoire.

Donc la récolte endommagée par des maladies ne fait que rendre l'agriculteur très pauvre.

3.2.12. VIH/SIDA, Paludisme et autres maladies.

Le territoire de FIZI est un lieu où se sont affrontés plusieurs groupes armés ; les militaires venus du Rwanda, de l'Uganda et du Burundi ont procédé à des viols et violences sexuelles lors de leur passage. Ainsi, la plupart des victimes ont attrapé les maladies sexuellement transmissibles, entre autre le Sida.

En plus, les gens qui ont fui la guerre se sont rendus dans d'autres milieux ou d'autres pays, certains parmi eux aussi, ont amené cette maladie qu'est le Sida. Ainsi ce fléau se propage dans notre territoire qui était jadis moins affecté à en croire nos interlocuteurs.

Les estuaires des rivières SANDJA, MUTAMBALA, ... forment plusieurs marécages et les eaux de ruissellement forment des marais d'eaux stagnantes dans lesquels se développent beaucoup de moustiques. A tel point que les villages tels que (MBOKO, FIZI, ...) où l'on ne trouvait pas des moustiques il y a 2 décennies sont aujourd'hui des sanctuaires de ces insectes propagateurs du paludisme.

Dans une situation où la population a peu d'accès aux soins médicaux, les malades non soignés sont nombreux et réduisent énormément l'effectif de personnes qui doivent produire pour apporter des revenus dans la communauté.

3.2.13. Abus de drogue.

L'utilisation abusive de la drogue rend le consommateur incapable de bien réfléchir et affiche des attitudes et comportements autres les rendant ainsi improductif voire malade mentale et physique. Le focus group jeunes de MBOKO a révélé la prise de drogue surtout quand ils vont voler les régimes de palmier à huile aux champs. A LWEBA le focus group des jeunes a révélé le cas d'une fille orpheline de père, apparemment intelligente mais qui s'est limitée à la 6ème année primaire sa mère ayant privilégié faire étudier le garçon.

3.2.14. Guerres et catastrophes naturelles

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les guerres à répétition dans le territoire de FIZI ont commencé par la rébellion Muleliste de 1964 suivie par la guerre dite de « libération » de 1996 et enfin celle de 1998. Toutes ces guerres ont fait beaucoup de victimes. Les uns sont morts par des balles, d'autres par noyades lors de la fuite en traversant les rivières et le lac Tanganyika d'autres encore sont morts en brousses par des maladies ou la famine.

En ce qui concerne les catastrophes naturelles, certains cours d'eau comme MUTAMBALA et SANDJA, leurs crues ont provoqué des inondations et dévasté des champs le long de leur passage, d'autres ont formé des marais, qui ont rendu les terres fertiles non-cultivables. Ces catastrophes se sont passées respectivement dans BUMBA et Kenya II pour la rivière MUTAMBALA et Kenya I pour la rivière SANDJA.

3.2.15. Enclavement

Le territoire de FIZI est traversé du Nord au Sud par la route nationale n° 5 qui relie le Territoire d'UVIRA de la Province du Sud-Kivu au territoire de KALEMIE dans la Province du KATANGA. Cette route est devenue impraticable par manque d'entretien des ponts et caniveaux.

A cette route nationale il y a deux routes secondaires qui relient les tronçons :

- FIZI – MWENGA ;
- FIZI – LULIMBA- SALAMABILA via KILEMBWE.

Il y a beaucoup des routes de desserte agricole qui sont réparties dans toutes les collectivités et groupements. Mais elles sont toutes en mauvais état et sont impraticables. Parmi les initiatives locales, nous citons l'ONG ACTED qui est entrain d'arranger la nationale N° 5.

3.2.16. Poids de certains us et coutumes

Certains us et coutumes sont dépassés et sont à combattre notamment ceux qui privilégient la scolarisation du garçon au détriment de la fille ; celles qui refusent à la

femme de trouver d'emploi sans l'autorisation du mari ; celle qui donne à l'homme le droit de décider seul sur les recettes de sa femme et décider leurs affectations sans solliciter son accord.

3.3. Tendances de la pauvreté

Par rapport à la situation de 1996, aujourd'hui la population de FIZI est très pauvre. Ceux qui avaient des maisons en tôles, des vélos et des pirogues motorisées n'en ont plus.

Souvent la pauvreté amène quelqu'un à contracter un mariage par intérêt c'est-à-dire chercher une fille dont les parents sont riches dans l'espoir d'avoir accès à cette richesse.

Une personne pauvre a tendance à se livrer au vol soit de l'argent, soit de la nourriture, soit de l'habillement etc.

En cas de maladie, le pauvre a tendance à utiliser les médicaments traditionnels où il est souvent dupé par les tradi-praticiens.

Le pauvre a également tendance à mendier.

3.4. Bien-être.

Pour accéder au bien-être, il faut un préalable qui se résume en : avoir une sécurité garantie, vivre un climat de bon voisinage avec autrui ou voisin, sinon, même le bien-être déjà acquis peut être endommagé.

Le bien-être suppose avoir le minimum de moyens pour supporter les besoins élémentaires tels qu'une bonne maison, une bonne alimentation, accès à des bons soins médicaux, avoir des loisirs, un bon habillement, moyens nécessaires pour supporter la scolarisation des enfants, être libre et non esclave, avoir une liberté d'expression, de religion, jouir des droits humains.

3.5. Dimensions genre dans la pauvreté

Ici le déséquilibre causé par l'homme en voulant gérer et décider sur les avoirs de la femme, rend cette dernière pauvre.

S'il faut confisquer à la femme tout son argent qu'elle a amené du commerce et l'affecter à autre chose, cela ne va pas l'aider à évoluer ; peut être qu'elle avait d'autre projet à lancer avec son argent. En plus, si l'homme va se donner le luxe de passer ses journées en train de jouer et laisser la femme seule aller au champ, cela accentue la pauvreté au foyer. Les deux conjoints auront à mettre l'harmonie dans le ménage s'ils se comportent en partenaires.

3.5.1. Statut social.

Concernant le statut social de la femme au sein du ménage elle est subalterne au mari. C'est le mari qui est la tête de la maison. Mais la sagesse BEMBE reconnaît le conseil que peut donner la femme devant une situation, car ils disent : « Ucuenga 'wacule énwá » c'est signifie : « Derrière la cuisinière est venu un mot ». Ici c'est quand les hommes sont dépassés de l'affaire, alors il demandent l'avis de la femme, c'est bien elle qui débloque la situation souvent !

3.5.2. Activités journalières

- Horaire du travail de la femme Cfr. Groupe1 atelier territ.
- Horaire du travail de l'homme Cfr. Groupe1 atelier territ.

3.5.3. Aides familiales.

En principe dès la naissance jusqu'au mariage et voire même après, le garçon reçoit les aides de la famille plus que la fille ; mais une fois prise en mariage, le fille aide la famille plus que le garçon et cela dans la plupart de fois.

3.5.4. Secteurs sociaux

(Santé, Education, Eau, Assainissement et Logement)

Niveau d'accès, participation à la gestion, contrôle des ressources et de prises de décision.

Santé

L'accès aux soins de santé suppose un minimum de moyens pour payer les frais y relatifs. Comme la majorité de la population de FIZI n'a pas des moyens, l'accès aux soins de santé est difficile.

Il existe par conséquent quelques centres de santé. Un comité de santé participe à la gestion du centre conjointement avec le responsable du centre de santé ou son représentant.

Quant au contrôle des ressources et la prise de décisions c'est l'Etat et le comité de santé lorsque l'institution de santé est étatique, ou le comité de santé et les responsables des ONGD ou ONGI si l'institution sanitaire est initiée par l'ONGD ou ONGI.

Education

Comme les frais scolaires sont supportées par les parents d'élèves dans le territoire de FIZI et que l'Etat ne paie pas les enseignants, seuls ont accès à l'éducation formelle les enfants dont les parents sont à mesure de payer les frais scolaires de leurs enfants. Ceci étant, beaucoup d'enfants restent à la maison sans étudier.

Quant au contrôle des ressources et la prise des décisions cela relève de la compétence du comité des parents et l'inspection de l'enseignement primaire et secondaire pour les écoles officielles, et le comité des parents et le fondateur de l'école pour les écoles privées.

Eau

Dans le territoire de FIZI très peu de personnes sont desservies en eau potable suite à l'insuffisance des adductions et des sources aménagées. Même là où il y a des adductions très peu de robinets donnent l'eau ; la plupart de robinets ont tari.

Concernant le contrôle des ressources et la prise des décisions, cela dépend du comité de l'eau de la place et le service de l'hydraulique rural si c'est l'état qui a réalisé l'adduction, mais si cela est fait par l'ONGD ou ONGI, le contrôle et la prise de décision vont concerner le comité villageois de l'eau et l'ONGD ou ONGI financeur et initiateur.

Assainissement

Le maintien de la propreté du lieu public est l'œuvre de la communauté villageoise par la dynamique communautaire. Mais le contrôle des ressources et la décision cela concerne les dirigeants de l'entité et le service de l'Etat chargé de l'assainissement.

Logement

La guerre a détruit presque la majorité des maisons en territoire de FIZI. Les maisons en toiture de paille ont été brûlées tandis que pour celles construites en tôles, les toitures ont été enlevées et les murs ont été écroulés ou brisés de force par conséquent, ainsi très peu de gens ont encore des maisons intactes. Cette situation concerne même les édifices publics (écoles, institutions sanitaires, bureaux, maisons d'habitation ...).

3.5.5. Secteurs économiques

(Agriculture, Pêche, Elevage, industrie, commerce, Services, Artisanat).

Niveau d'accès, participation à la gestion, contrôle des ressources et la prise de décision.

Agriculture

Occupant la première place dans le cadre de source des revenus dans le territoire de FIZI, les hommes et les femmes ont accès à l'agriculture. Mais presque toutes les cultures vivrières concernent les femmes, tandis que les cultures destinées directement à la vente ce sont des hommes qui s'en occupent (huile de palme , riz,...) pour les cultures vivrières l'homme et la femme participent à la gestion, au contrôle des ressources et à la prise des décisions, tandis que pour les cultures destinées directement à la vente tels que l'huile de palme, café, riz, seul l'homme participe à la gestion, au contrôle des ressources et à la prise de décision ;

Pêche

Seul l'homme a accès à la pêche, la femme a accès à la vente des produits de pêche. L'homme participe à la gestion de la pêche, au contrôle des ressources et à la prise de décision.

Elevage

Pour le gros bétail, l'homme et les jeunes ont accès à l'élevage. La femme et l'homme participent à la gestion de l'étable. Pour le Contrôle des ressources et la prise de décision c'est l'homme.

Industrie

Il existait l'industrie de coton à BARAKA à l'époque coloniale, mais avant les guerres de 1996 et 1998 il y avait des sociétés SOGELAC et SOCOTA. Quelques agents seulement avaient accès au service. Quant à la participation à la gestion, au contrôle des ressources et à la prise de décision, cela dépendait de Directeur de l'Entreprise ainsi que le patron propriétaire. Actuellement il n'y a plus rien, le tout a été pillé.

Commerce

Toujours avant la guerre, il y avait un nombre important des commerçants enfants de FIZI qui ont perdu leurs avoirs pendant la guerre, il ne reste que des petits commerçants ambulants et très peu de magasins (BARAKA).

Pour la participation à la gestion, ce sont les commerçants eux – mêmes ; mais pour le contrôle des ressources et à la prise de décision sont concernés les commerçants, FEC, les services étatiques dont les activités du commerce sont dans leurs attributions.

Services

A cause de non paiement des agents de l'Etat, quelques services de l'Etat seulement sont opérationnels (Santé, Education, Agriculture, Environnement, Enseignement, Développement rural, Territorial, Sécurité) ; la participation à la gestion c'est un rôle joué par la hiérarchie pour chaque service concerné ; il va de même pour le contrôle des ressources et la prise de décisions.

Artisanat

Ont accès à l'artisanat les artisans et les bénéficiaires de services de l'artisanat. Les mêmes artisans participent à la gestion au contrôle des ressources et à la prise de décision.

3.5.6. Secteurs de l'emploi

(public, privé informel, agriculture rurale et économie domestique).

Accès à l'emploi, position, niveau de rémunération, protection sociale ;

Emploi public

Dans le territoire de FIZI, les hommes sont plus nombreux dans l'emploi public par rapport aux femmes. Souvent les hommes sont des chefs tandis que les femmes sont des subalternes. Chez les privés, on observe des différences dans les salaires pour le même travail exécuté par deux personnes différentes ; et comme l'inspection du travail n'a pas sa représentation, il n'y a pas non plus la protection sociale.

Emploi privé

Pour le territoire de FIZI ce sont les ONGD ou ONGI qui donnent des emplois privés. Ainsi par rapport au secteur public, les ONGD et ONGI utilisent un nombre intéressant des femmes bien que leurs effectifs soient toujours faibles par rapport aux hommes. Sauf les ONGD féminines et les ONGI qui ont quelques femmes au poste de responsabilité, les autres ont des femmes au poste de subalternes. Mais les salaires dépendent du poste occupé.

Il n'y a pas non plus la protection sociale ; c'est d'ailleurs dans ce secteur où règne l'insécurité sociale de manière que les gens sont chassés sans préavis.

Emploi informel

Par ce genre d'emploi, les hommes et les femmes ont accès. Mais étant temporel, beaucoup de gens ne sont pas intéressés. D'où, peu de personnes y accèdent. Pour le niveau de responsabilité, cela dépend, une femme ou un homme peut être responsable numéro un. Les salaires ne sont pas fixes, c'est souvent sentimental. Il n'y a pas de protection sociale. Dans tous les cas, le mari a un œil sur le salaire de son épouse.

3.5.7. Sphère de la prise de décision

(ménage, village, dynamique communautaire, etc....).
Accès, niveau de responsabilité et capacité d'influence.

Ménage

La prise de décision dans les ménages ce sont les parents qui y accèdent. Tout fois la sagesse BEMBE dit je cite : « Hike lwaluhana anyonyi » fin de citation. Littéralement cela veut dire que l'œuf a donné conseil à l'oiseau. Ici les BEMBE reconnaissent que l'enfant peut donner une bonne contribution dans la prise de décision.

Concernant le niveau de responsabilité l'homme est le responsable n° 1, tandis que la femme vient au second niveau. Ici l'influence de l'homme en tant que chef de ménage prime sur les autres membres.

Village

Ont accès à la prise des décisions dans un village : c'est le Kapita du village entouré des sages. Au niveau de responsabilités, c'est le Kapita qui est le premier responsable mais concernant l'influence il arrive que les leaders charismatiques ou faiseurs d'opinion du village influencent la prise de décision quelconque.

Dynamique communautaire

L'accès à la prise de décision dans le cadre de dynamique communautaire émane des faiseurs d'opinion ou meneurs dans le groupe. Le niveau de responsabilité incombe à la personne la plus écoutée du groupe. L'influence de la personne qui a plus de moyens matériels dans le village n'est pas à exclure quand il s'agit de prendre certaines décisions au village.

3.5.8. Migration

Les mouvements migratoires de la population s'observent en deux sens. Il y a les gens qui ont quitté le territoire de FIZI pour se rendre ailleurs à la recherche d'emploi, des études, ... d'autres encore ont quitté le territoire pour fuir les méfaits de guerres à répétition, se rendent dans d'autres contrées où ils estiment qu'il y a un peu de sécurité, d'autres sont allés plus loin jusque dans les pays étrangers car leur sécurité était en danger.

Pour ce dernier cas, les demandeurs d'asile sont allés jusque dans les pays d'outre mer notamment en Occident, aux USA, au Canada, en Amérique latine, en Australie,... Pour les pays Africains ils sont dans les pays de l'Afrique australe, les pays de l'Afrique de l'Est, en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest.

D'autres mouvements de la population sont ceux de personnes qui quittent leurs milieux pour venir s'installer à FIZI soit dans le but commercial, exploitation artisanale de minerais, Pêche ou l'agriculture.

D'autres mouvements sont ceux de natifs qui ont fui la guerre dans d'autres coins du Congo et qui commencent à retourner dans leurs milieux respectifs ; d'autres qui ont fui à l'Etranger rentrent sous l'appellation de rapatriés spontanés. D'autres encore attendent le rapatriement officiel.

Ces gens qui arrivent, rencontrent pour la plupart leurs habitations détruites, leurs champs déracinés, leurs intrants et équipements de pêche pillés, leurs moyens de production inexistant, en plus elles rencontrent les familles d'accueil très pauvres et affamées. Donc il y a urgence de les venir en aide en vivres et non vivres, ... Pour lancer les activités agricoles, il faut les servir en outils aratoires et intrants.

Comme les maisons qui existent actuellement à FIZI sont en nombre très insuffisant, il y a un problème de logement qui se pose avec acuité.

3.6. Les indicateurs de la pauvreté s'observent par :

- Le manque d'une maison ou avoir une petite maison avec toiture en chaume ;
- Le manque d'un champ ou avoir un petit champ.
- L'incapacité d'accéder à une bonne nutrition ou aux soins de santé,
- L'incapacité d'accéder à l'éducation des enfants ;
- Le manque d'enfants ;
- Celui qui élève une à trois vaches.

3.7. Problèmes de la communauté et inquiétudes

Site I. **MBOKO** :

- La culture de palmier à huile occupe toutes les terres fertiles au détriment des cultures vivrières.
- Les femmes sont violées aux champs

- L'adduction d'eau installée depuis l'époque coloniale n'est plus entretenue, les robinets coulent indéfiniment et l'eau n'est pas traitée
- La plaine alluviale de Kenya I est inondée sur une grande partie.

Site 2. **LWEBBA :**

- Les poissons sont capturés à une longue distance de la plage alors que très peu des pirogues sont motorisées.
- Les vaches de Banyamulenge viennent parfois brouter dans les champs
- Les BABEMBE et les Banyamulenge sont en conflit.

Site 3. **BARAKA**

- Les rapatriés de Tanzanie pèsent sur les familles d'accueil
- la plupart des maisons ont été détruites pendant la guerre
- Sur 80 robinets installés à BARAKA, une dizaine laisse couler de l'eau indéfiniment.
- Les frais scolaires font que des nombreux enfants ne vont pas à l'école surtout les filles.

Site 4. **MALINDE :**

- Tous les champs ont été pillés, il y a une famine à MALINDE
- Les filles se marient précocement et parfois de manière forcée.
- Toute la plaine fertile de BUMBA a été inondée, détruisant ainsi les champs de café, de palmier à huile, de manioc et de riz.
- Il n'y a pas de centre de santé à MALINDE

Site 5. **KATANGA**

- La plaine alluviale de Kenya II a été inondée et les champs de café, de palmier à huile, de manioc et de riz sont détruits.
- La population va cultiver sur les montagnes où la fertilité est faible et où elle est obligée de couper la forêt
- La sur taxation des produits agricoles

3.8. Conclusion partielle.

La guerre, les pillages des récoltes dans les champs, les inondation des terres de culture, l'insuffisance des intrants agricoles de pêche et d'élevage et l'impraticabilité des routes de desserte agricole ont été retenus comme les déterminants les plus importants de la pauvreté en territoire de FIZI.

Suite à cette situation la farine de manioc qui est très consommée à FIZI provient d'UVIRA et même de la Tanzanie. La situation la plus grave s'observe à MALINDE où les militaires ont déraciné tous les champs de manioc, alors que ce dernier constitue la denrée la plus consommée en Territoire de FIZI.

Alors que la collectivité de LULENGE en produit en abondance mais suite à l'impraticabilité des routes de desserte agricole aucun produit agricole de LULENGE ne peut arriver à BARAKA ou à MBOKO.

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE

4.1. Origine historique et socio-économique.

Le colonisateur belge a rencontré en territoire de FIZI les BABEMBE, les BABWARI, les BAZOOBA, et les BABUYU. Avant la seconde guerre mondiale, quelques éleveurs Tutsi venaient faire paître leur bétail en saison sèche et rentraient chez eux. Après la seconde guerre mondiale, quelques familles de Tutsi se sont installées à MINEMBWE pour le compte du projet d'élevage colonial appelé ELIT (Elevage de l'ITOMBWE). C'est à partir de 1960 que la vague la plus importante de Tutsi Rwandais envahit les moyens et les hauts plateaux de FIZI notamment les réfugiés qui fuyaient la guerre au Rwanda. Après l'indépendance, les BAFULIRO et les BASHI sont nombreux à FIZI.

Les BABEMBE sont des cultivateurs chasseurs et pêcheurs ; les Bazooka et les BABWARI sont surtout des pêcheurs, les BABUYU sont des cultivateurs, chasseurs et pêcheurs dans la rivière LWAMA.

Les Tutsi appelés aujourd'hui Banyamulenge sont des éleveurs de gros bétail.

4.1.1. Appartenance ethnique sur le site géographique

Les BABEMBE sont des chefs des groupements dans les 4 collectivités - secteurs formant le territoire de FIZI. Les BABWARI ont un groupement coutumier sur la presqu'île d'UBWARI dans la collectivité de MUTAMBALA. Les BABUYU ont un groupement BASIKASINGO dans la collectivité de LULENGE. Les Bazooka, les Banyamulenge, les BASHI et les BAFULIRO n'ont pas de pouvoir coutumier dans le territoire de FIZI. Selon l'endroit où ils se trouvent, ils appartiennent au Groupement coutumier BABEMBE du lieu. Ainsi vous trouverez des Banyamulenge appartenant aux groupements de BABEMBE, de BASIMUKINDJI, BASIMUNYAKA, BASILOCHA, BALALA et BABUNGWE. « Les BABUYU occupent une petite partie du secteur de LULENGE ».

Les BANYAMULENGE sont venus s'ajouter sur les groupes déjà existant dans les hauts plateaux en Secteur Tanganyika, MUTAMBALA, et LULENGE.

4.1.2. Calendrier saisonnier

ACTIVITES	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
<u>AGRICULTURE</u>												
- LABOUR	-	-	-	-	X	X			X	X	X	X
- SEMIS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	X	X	X
- RECOLTES	X	X	X		X	X						
<u>PECHE</u>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<u>ELEVAGE</u>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<u>ENSEIGNEMENT</u>	X	X	MI Mars	X	X	X			X	X	X	MI Déc.
<u>SPORT ET LOISIR</u>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<u>COMMERCE</u>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<u>ADMINISTRATION</u>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<u>SANTE</u>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

En rapport avec les activités agricoles, le calendrier saisonnier montre que le labour se fait aux mois de septembre, octobre, décembre, et la seconde saison en février, mars, avril, et mai ; le semis aux mois de octobre, novembre, décembre et la seconde saison en mars et avril, la récolte aux mois de janvier, février, mars et la seconde saison de juin à juillet.

4.1.3. Investissement dans l'éducation

La population du Territoire de FIZI, malgré tous ces événements de guerre, s'investit dans l'éducation de leurs enfants notamment par le payement des Minervals, le payement de la prime des enseignants. Le payement peut se faire en nature (huile de palme, manioc, riz,...).

Les mêmes parents construisent les locaux d'écoles à la place de notre gouvernement, ils amènent des briques... pour servir des pupitres dans les salles de classe.

Certains parents dont les enfants sont finalistes de 6èmes années secondaires, se démènent pour payer les tickets et restaurations de leurs enfants qui vont présenter leurs examens d'Etat dans le Territoire voisin d'UVIRA où se trouve le Centre.

En dehors des écoles construites par l'Etat à l'époque coloniale à NGOYI, MBOKO, LUBUMBA, BARAKA, FIZI et KILEMBWE ; les autres écoles ont été construites par les parents eux – mêmes.

Avec l'incapacité de l'Etat à payer les enseignants, ce sont les parents qui les paient souvent en nature : huile de palme, cossettes de manioc ou en argent. Etant donné la situation de paupérisation que traverse la population de FIZI, ce sont les garçons qui sont le plus souvent envoyés à l'école que les filles prétextant que celles-ci se marient précocement.

4.2. Sources majeurs des revenus

En territoire de FIZI, les sources majeures de revenus sont : l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce, l'artisanat et l'extraction artisanale de l'or.

4.2.1. Agriculture de subsistance :

Les cultures qui donnent des revenus sont surtout celles de palmier à huile, de manioc, de riz et arachide et dans une moindre mesure de maïs et de haricot. Les problèmes les plus importants qui contraignent cette agriculture est le pillage de la récolte dans les champs, les inondations des terres fertiles de Kenya I et Kenya II et l'impraticabilité des routes de desserte agricole surtout en collectivité–Secteur de LULENGE.

4.2.2. Elevage

Le petit bétail (chèvres, moutons, volailles) est pratiqué par presque tout le monde, mais pour le moment très peu des gens en possèdent suite au pillage par les militaires.

Le gros bétail est élevé par les Banyamulenge, les BAFULIRO et les BABEMBE aussi. Après les deux guerres, seuls les Banyamulenge en possèdent et quelques BAFULIRO mais les BABEMBE ont perdu toutes les vaches qu'ils avaient.

4.2.3. La pêche

La pêche se pratique dans les collectivités – secteurs de Tanganyika, MUTAMBALA et NGANDJA situés au bord du lac Tanganyika. En collectivité- secteur de LULENGE on pêche dans les rivières.

Dans le temps, la pêche était fructueuse et constituait une source importante des revenus. Pour le moment les captures ont beaucoup chuté suite à des multiples causes dont la pêche non réglementée, la pêche dans les frayeurs, à tel point que les captures sont fructueuses à des longues distances de la plage, ce qui exige des pirogues motorisées, les vols à mains armées s'opèrent la nuit, pillent les filets, les pirogues et même les moteurs.

4.2.4. Salaire et pension

Les salariés de FIZI sont pour la plupart des Agents de l'Etat que l'on trouve principalement dans l'Administration publique, l'enseignement, la santé, l'armée et la police. Comme l'Etat est un mauvais payeur, les travailleurs de FIZI ne sont pas bien payés et les pensionnés ne reçoivent pas les frais de retraite.

4.2.5. Commerce

Le commerce en territoire de FIZI consiste à la vente des produits agricoles (huile de palme, cossette de manioc, noix palmiste, riz, poissons séchés et fumés ainsi que des vaches sur pied) dans les marchés à l'intérieur. Ceux-ci sont vendus ensuite à UVIRA. Tandis que l'or et des pointes d'ivoire sont vendus frauduleusement au Burundi et en Tanzanie et de là, on ramène, le pétrole, l'essence, le mazout, le sel et la farine de froment. Les commerçants à FIZI subissent des tracasseries de la part des agents de l'Etat et des militaires où plusieurs taxes illicites sont prélevées.

4.2.6. Emploi non formel

Cet emploi s'observe chez les mamans qui vendent les beignets, les poissons, les légumes, les fruits ; les hommes qui vendent la viande boucanée, les pêcheurs dans les équipes de pêche et les jeunes garçons cyclistes qui transportent les commerçants ambulants.

4.2.7. Affaires et petit commerce :

Quelques hommes d'affaires font le trafic de l'or et des pointes d'ivoire avec les pays voisins le Burundi et la Tanzanie.

Le petit commerce se fait dans les petits marchés qui se succèdent tout au long de la semaine.

4.2.8. Transfert

Le transfert des capitaux se fait de la manière suivante :

- Du territoire de FIZI vers les autres territoires par les ambulants en provenance d'UVIRA et de Bukavu qui achètent essentiellement de l'or pour aller investir d'où ils sont venus.
- De l'extérieur vers le territoire de FIZI par les originaires qui sont à Bukavu, à Kinshasa, dans les pays étrangers et qui envoient de l'argent à leurs familles à FIZI.

4.2.9. Société et crédits

A l'époque coloniale le territoire de FIZI comptait une société qui traitait le coton qui s'appelait COTONGO, après l'indépendance cette société n'a plus fonctionné. En 1980, la SOCOTA était implantée à MBOKO et à BARAKA et en 1992 la SOGELAC, toutes les 2 sociétés ont cessé de fonctionner avant la guerre de 1996.

La COOPEC est la seule entreprise de crédit implantée à MBOKO et à BARAKA dont les activités ont été interrompues par la guerre de 1996.

4.2.10. Autres sources

Ce sont des ONG et des initiatives locales de développement dont l'impact est minime sur la vie socio-économique parce que trop dépendantes de financement extérieur. La chasse constituait aussi une source de revenus mais les animaux sauvages se sont raréfiés.

4.3. Conclusion partielle

En territoire de FIZI les moyens de subsistance sont énormes, ceci se justifie par le nombre élevé d'immigrés qui y vont ; certains à la recherche et d'autres encore pour le petit commerce.

Cependant, la faiblesse de l'autorité de l'Etat fait que l'exploitation des ressources est soumise à la loi de la jungle à tel point que certaines ressources renouvelables comme les poissons, les animaux sauvages sont à la limite de leur épuisement et même la forêt est ravagée de manière irréversible par les cultivateurs et les éleveurs.

D'autre part comme les militaires ne sont pas casernés les échanges commerciaux qui alimentent les différents marchés du territoire de FIZI sont compromis du fait des tracasseries et de pillages dont sont victimes les commerçants ambulants. Dans un tel climat aucun investisseur ne peut amener ses Capitaux à FIZI même pour un système de crédit.

En fin l'impraticabilité des routes de desserte agricole surtout dans les secteurs de NGANDJA et de LULENGE constitue un goulot d'étranglement pour la survie de leurs populations respectives.

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

5.0. Introduction

La recherche sur les services sociaux et infrastructures consiste à analyser le niveau d'accès et la qualité de l'éducation, de la santé, du logement, de l'eau et assainissement, des voies et moyens de communication, des marchés et de l'énergie.

5.1. L'éducation

5.1.1. Le niveau d'accès

(Tant à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur est très bas).

Les raisons sont multiples entre autres : plusieurs bâtiments des écoles ont été détruits, nombreux des enseignants sont encore réfugiés en Tanzanie, la plupart des parents sont dépourvus des moyens, ils sont incapables de payer les frais scolaires, quand ils en ont, ils envoient les garçons et rarement les filles, certains par peur des violences sexuelles, d'autre suite aux us et coutumes. Comme il n'y a pas d'instituts supérieurs en territoire de FIZI, très peu des jeunes viennent à Bukavu pour les études supérieures. Dans la plupart de temps les parents sont incapables de supporter les frais.

5.1.2. Qualité de l'éducation

La qualité de l'éducation ne peut pas être bonne aussi longtemps que les enseignants ne sont pas bien rémunérés, nombreux ne terminent pas leur charge horaire parce qu'ils se débrouillent ailleurs pour la survie, la plupart des écoles ayant été pillées, il y a très peu des matériels didactiques, les enfants étudient à même le sol, les enseignants qualifiés sont rares, il n'y a pas de bibliothèques ni de laboratoire.

5.2. Santé

5.2.1. Le niveau d'accès aux soins médicaux

Peu de gens accèdent aux soins médicaux suite à l'insuffisance des infrastructures sanitaires : (hôpitaux pour une population de 370.000 habitants), les centres de santé sont parfois éloignés ; et par manque de l'argent pour payer les soins médicaux.

5.2.2. Qualité de service de la santé

Sur l'ensemble du territoire de FIZI, les services de santé ne sont pas bonne pour des raisons suivantes :

- Le personnel médical sous qualifié et impayé par l'Etat
- La plupart des salles d'opération ont été pillées et même les lits. C'est ainsi que les internés dorment sur le sol.
- Les laboratoires ont été pillés, les examens médicaux ne se font pas.
- L 'approvisionnement en produits pharmaceutiques se limite à certains endroits : BARAKA, MBOKO, FIZI et ne couvre pas tout le territoire.
- L'absence des ambulances fait que les mamans accouchent en route et certains malades meurent en cours de route.

5.3. Logement

5.3.1. Niveau d'accès

Après les guerres à répétition plusieurs maisons ont été détruites et pillées. Actuellement, environ 45 % de la population habitent dans leurs propres maisons les autres sont sans logis.

5.3.2. Qualité de Logement

La majorité des maisons sont en briques adobe et la toiture en chaume. Il existe cependant quelques maisons en briques cuites ou en bloc ciment et la toiture en

tôles, mais ces maisons ont vu leurs portes et fenêtres arrachées pour servir de bois de chauffage des militaires, et presque tous les mobiliers ont été pillés.

5.4. Eau et assainissement

5.4.1. Niveau d'accès

Une petite portion de la population de FIZI a accès à l'eau potable, c'est le cas de la population qui habite SWIMA, MBOKO, LWEBA, BARAKA, KAZIMIA, NAKILIZA et KILEMBWE.

5.4.2. Qualité de la desserte

Même là où il y a des adductions ou des sources aménagées l'eau ne coule pas convenablement dans tous les robinets.

Certains réseaux de distribution ont été détruits par le feu qui a brûlé les tuyaux en plastique. De même, l'eau consommée n'est pas traitée, c'est le cas de MALINDE où l'eau est colorée.

5.4.3. Extension et entretien de la desserte

Tous les programmes relatifs à l'extension de distribution d'eau dans d'autres villages ont été arrêtés par la guerre, et le comité local d'eau qui faisait l'entretien de la desserte n'est pas opérationnel car bon nombre des membres du comité d'eau sont encore en refuge.

5.5. Voies de communication

5.5.1. Types de voies de communication.

En territoire de FIZI il existe 3 types de voies de communications à savoir :

- voies routières
- voies aériennes

- voies lacustres

➤ **Voies routières**

Le territoire de FIZI est traversé du nord au sud par la nationale n° 5 qui relie FIZI – centre à Bukavu via UVIRA.

Les principaux axes routiers sont les suivants :

- UVIRA- FIZI- LULIMBA- KALEMIE
- FIZI- LULIMBA- KILEMBWE- KABAMBARE
- KILEMBWE – SALAMABILA - KASONGO
- FIZI- MINEMBWE- MWENGA

De tous ces axes routiers, c'est l'axe UVIRA – FIZI qui est praticable, il vient d'être réhabilité par l'ONG ACTED.

Il existe aussi plusieurs routes de desserte agricole qui sillonnent le territoire de FIZI.

➤ **Voies aériennes**

Les pistes d'atterrissage en territoire de FIZI sont réparties de la manière suivante :

- Collectivité de LULENGE : les pistes de KILEMBWE, NAKILIZA, et MINEMBWE.
- Collectivité NGANDJA : l'ancienne piste de LULIMBA et la nouvelle de KAVUMBWE.
- Collectivité MUTAMBALA : l'ancienne piste de MALINDE et la nouvelle de BARAKA.
- Collectivité Tanganyika : la piste de NUNDU.

Toutes ces pistes ne sont pas bitumées et n'ont pas de tour de contrôle.

➤ **Voies lacustres**

Cette voie est très importante pour le territoire de FIZI parce qu'elle permet les échanges commerciaux avec les pays voisins : Burundi, Tanzanie et la ZAMBIE et même avec la province du KATANGA par KALEMIE et MOBA.

Cependant le territoire de FIZI n'est pas doté d'une infrastructure portuaire, il se contente des ports naturels de KAZIMIA, YUNGU et MUSHIMBAKYE à BARAKA qui accueillent occasionnellement des bateaux.

Dans la plupart de temps ce sont des embarcations en bois communément appelés « boat » qui y accostent.

5.5.2. Niveau d'accès

Grâce à la réhabilitation récente de l'ONG ACTED, la nationale 5 est praticable jusqu'à FIZI - centre, au delà elle devient impraticable. Les routes de desserte agricole qui sont accessibles sont : MALINDE – KAZIMIA, KANANDA – KILINDI.

Quant aux pistes d'atterrissage, celles de KILEMBWE, MINEMBWE, KAVUMBWE, BARAKA et NUNDU sont praticables.

Trois ports naturels sont toujours accessibles ; celui de KAZIMIA, YUNGU et MUSHIMBAKYE.

5.5.3. Qualité de Voies de communication

- Les routes : quelques ponts et caniveaux sont entrain d'être réhabilités par ACTED jusqu'à FIZI- Centre.
- Pistes d'atterrissage : elles sont toutes naturelles parce qu'elles ne sont pas bitumées, sans tour de contrôle ni l'éclairage ni le hangar. Elles ne peuvent recevoir que de petits avions.
- Les ports naturels, n'ont pas connu d'intervention humaine, il n'y a pas de quai, ni grue ni encore un entrepôt.

5.6. Marchés

5.6.1. Niveau d'accès

Les marchés de MAKOBOLA, MBOKO, LWEBBA, MWEMEZI, KATANGA, KALEMBE-LEMBE, situés sur la nationale n° 5 sont accessibles par véhicule. Les autres marchés qui sont reliés par les routes de desserte agricole ne sont accessibles que par vélo ou à pied, ce qui limite la quantité de marchandises à transporter.

5.6.2. Qualité des marchés

A part les marchés de MBOKO, MWEMEZI et KALEMBE-LEMBE qui ont sous les hangars et bien aménagés malgré le manque d'entrepôts, les autres marchés du territoire de FIZI se tiennent à ciel ouvert. En cas de pluie, les gens sont mouillés, même aux marchés couverts, parce que les hangars ne sont suffisants et les marchandises périssables sont souvent abîmées par manque de système de conservation.

5.7. Moyens de communication

5.7.1. Les types

Les types de communication que l'on rencontre en territoire de FIZI sont la phonie, la valise satellitaire et le traditionnel courrier par porteur parce que la poste a cessé de fonctionner depuis 3 décennies.

5.7.2. Niveau d'accès

Etant donné que la phonie et la valise satellitaire sont détenues par les militaires, la population civile y accède difficilement, néanmoins dans certaines circonstances telles que le deuil l'accès est rendu facile. Il y a des ONGs aussi qui possèdent des phonies, c'est le cas de SOCODEFI qui assure les communications entre UVIRA, BARAKA et KAZIMIA et cela pour une frange de populations très restreintes.

5.7.3. Qualités de moyens de communication

Par rapport aux moyens de communication moderne : l'Internet, la téléphonie mobile ou fixe, la phonie est un moyen de mauvaise qualité du fait que son rayon est très limité, il faut parler à haute voix et souvent il y a beaucoup de parasites, dans ce cas, communication est suivie par tout le monde qui est dans les entourages. Aucun réseau téléphonique n'arrose le territoire de FIZI.

5.8. Moyens de transport

5.8.1. Types.

Les types des moyens de transport opérationnels en territoire de FIZI sont :

- Le véhicule, la moto et le vélo
- Le petit porteur
- Les boat, bateaux et pirogues

5.8.2. Niveau d'accès

Le véhicule, la moto et le vélo sont les moyens les plus utilisés sur tronçons UVIRA–BARAKA long de 90 km, pour ceux qui vont au delà de BARAKA, c'est surtout la moto et le vélo qui sont les plus utilisés.

Le petit porteur est un moyen de transport très limité pour les paysans car le prix est très élevé.

Les boat et les pirogues sont d'usage courant pour assurer le transport des personnes et leurs biens sur le lac.

Seule la SOCODEFI possède un petit bateau d'une capacité de 80 tonnes qui fait la navette entre UVIRA – KAZIMIA - MOBA, sa clientèle est donc restreinte.

5.8.3. Qualités de moyens de transports

La plupart des véhicules qui assurent le transport en territoire de FIZI sont surchargés et mettent ensemble les personnes et les marchandises. Cependant quelques agences utilisent des taxis – bus qui séparent les personnes et les marchandises mais ne dépassent pas la cité de BARAKA.

Les avions du type petits porteurs ont très peu de sièges, c'est ainsi que les personnes voyagent assises sur le pavé.

De même que les bateaux, les boats et les pirogues sont surchargés et les personnes voyagent assises sur les marchandises.

5.9. Energie

5.9.1. Types

Les types de sources d'énergie rencontrées à FIZI sont les suivants :

- Energie issue des centrales hydroélectriques
- Energie issue des panneaux solaires
- Energie issue des groupes électrogènes
- Energie issue des bois de chauffe ou braise.

Il existe deux centrales hydroélectriques : la centrale de MAKEMBE en collectivité de LULENGE et la centrale de Force – BENDERA sur la rivière KYMBI en collectivité de NGANDJA.

5.9.2. Accès à l'énergie

Pour l'énergie hydroélectrique la population n'en a pas accès car la centrale de Force- BENDERA alimente en électricité la ville de KALEMIE, la société qui exploite la houille à MAKALA et la cimenterie de KABIMBA toujours au KATANGA.

La ligne qui alimenterait le territoire de FIZI n'est pas opérationnelle. Quant à la centrale de MAKEMBE elle a été détruite depuis 1964.

L'énergie issue des panneaux solaires, n'est pas utilisée par la population mais uniquement par quelques ONGs qui en sont propriétaires et qui ont des phonies.

Les groupes électrogènes, non plus ne sont pas à la portée de la population pour l'usage domestique. Mais certaines personnes les utilisent pour les salons de coiffure, pour jouer les bandes vidéo,... Mais avant la guerre de 1996, Feu honorable MWENEMALUNGU distribuait déjà du courant pour l'usage domestique à quelques paysans de BARAKA.

Mais tous les grands groupes électrogènes ont été pillés pendant la guerre ; il en est de même du groupe de l'honorable ANZULUNI BEMBE qui alimentait l'usine de savon de SOGELAC.

Il n'y a que l'énergie issue du bois qui est accessible à tous.

5.9.3. Qualité de l'énergie

L'énergie hydroélectrique est le meilleur car pour le groupe électrogène, il faut payer le carburant chaque fois, et pour les panneaux il faut la batterie qui nécessite souvent le remplacement de l'acide. L'énergie de bois de chauffe détruit beaucoup d'arbres et l'environnement.

5.10. Conclusion partielle

En territoire de FIZI un nombre important d'écoles ont perdu leurs pupitres et les bâtiments détruits. Peu d'enfants ont accès aux études et l'appui des parents d'élèves fait fonctionner les écoles.

Beaucoup d'écoles n'ont pas d'enseignants qualifiés ; l'Etat n'a pas encore pris ses responsabilités pour supporter les écoles.

Concernant la santé, les infrastructures sanitaires existantes s'avèrent insuffisantes par rapport à la population à desservir.

Aussi les maisons de santé manquent l'équipement, les matériels, les produits pharmaceutiques ainsi qu'un personnel qualifié. Ainsi peu de gens ont accès .

Pour le logement beaucoup de maisons ont été détruites pendant la guerre, peu de gens seulement ont accès au logement descente.

En territoire de FIZI les maisons en matériaux durables sont très minimes.

Pour l'eau et assainissement faible proportion des personnes est desservie mais l'eau n'étant pas traitée elle est de mauvaise qualité. Le programme d'extension a été freiné par la guerre. Peu de gens ont accès aux voies de communication.

Pour les marchés de FIZI, la majorité n'est pas construite et les routes qui séparent un marché à l'autre sont impraticables.

Pour la communication il n'existe pas des phonies publiques.

En FIZI il n'y a pas de source d'énergie opérationnelle pouvant permettre le lancement d'industrie de transformation.

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE.

6.0. Introduction

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance en 1960 jusqu'à nos jours, la population de FIZI n'a jamais connue une paix durable à cause des guerres à répétition et les exactions de toutes sortes qui se sont succédés. Lesquelles ont été perpétrées par les hommes en uniformes et les milices de tout bord. Cette image de triste mémoire ne cesse de se répéter dans l'ensemble de quatre collectivités-secteurs qui composent notre territoire. Les autorités tant civiles que militaires exploitent cette population qui vit dans un traumatisme sans précédent.

6.1. Rappel historique

Comme disait le Président Mobutu que « devant l'ouragan, un fruit mur ou pas finit par tomber. »

Ainsi il eu un courant au niveau des pays Africains d'accéder à l'indépendance. Pour cela, les leaders congolais, malgré l'impréparation, n'ont pas voulu rester en marge. Ils ont demandé l'indépendance immédiate aux colonisateurs Belges.

Au départ de ces derniers, ils ont laissé à peu près trois mille six cents postes à combler. Comme beaucoup de congolais à l'époque avaient un niveau d'instruction bas, ils occupèrent malgré eux ses postes de commandements.

Aussi parmi ces leaders, l'appartenance à deux tendances opposées : communiste ou le socialiste d'une part et capitaliste d'autre part, ne leur a pas permis d'avoir les mêmes points de vue. Cela a semé un désordre qui a précipité la mort du premier ministre Emery Patrice Lumumba, occasionnant les sécessions KATANGAises et du Kasaï, la rébellion Muleliste devenue plus tard révolution Kabiliste, le territoire de FIZI, appelé territoire contestataire, fut géré directement par Kinshasa à la veille de la rébellion. L'échec du Président Mobutu de n'avoir pas amené le pays à la vraie démocratie, a conduit le pays plutôt le pays à une mauvaise gouvernance.

6.2. Gouvernance locale et auto-promotion

6.2.1. Instances locales de décision

Au niveau du territoire de FIZI, on distingue Cinq instances de décision à savoir :

- le village
- la notabilité
- le groupement
- la collectivité
- le territoire

➤ **le village**

Dans le village, il existe un chef de village appelé aussi Kapita du village. Celui-ci est entouré de vieux sages qui participent à la prise de décision du village.

➤ **la notabilité**

Le notable gère plusieurs villages sous sa juridiction. A ce niveau, il est entouré des chefs de village pour une prise de décision.

➤ **le groupement**

Le chef de groupement est le véritable chef coutumier. Il est issu de la famille régnante. Au moment de prendre les décisions, il appelle ses notables, mais pour une réunion élargie, il appelle même les Kapitas et les personnes influentes de sa juridiction.

➤ **la collectivité**

En territoire de FIZI, on n'a pas des collectivités chefferies mais plutôt des collectivités secteurs d'où le chef de collectivité n'est pas forcément un chef coutumier, mais il est élu.

Il est entouré des chefs de services et les chefs de groupements, si cela est nécessaire pour une prise de décision de grande importance (à titre illustratif, voter le budget de la collectivité,...).

➤ **le territoire**

L'Administrateur du territoire est un fonctionnaire de l'Etat, il est entouré d'un chef du bureau. Les chefs de services de l'administration sont ses collaborateurs. Il les invite lors de prise de décisions relatives à un domaine donné qui intéresse l'ensemble du territoire. Pour certaines décisions, il associe parfois les chefs de collectivité.

Dans le territoire de FIZI, la terre appartient aux chefs coutumiers, en commençant par le Kapita, le notable et le chef de Groupement. Chaque groupement, notabilité et village ont des limites reconnues laissées par le colonisateur. Ainsi, pour un lopin de terre d'un groupement concerne le chef qui peut ou ne pas accorder ce lopin de terre demandé.

6.2.2. Organisation des pouvoirs au sein des instances locales de décisions

➤ **village**

Il n'y a pas un calendrier pré-établi des réunions mais à chaque fois qu'il y a une information à partager ou un problème à résoudre, le chef du village appelle les vieux sages en réunion pour discuter de l'affaire et trouver des solutions.

Comme le village est habité par un certain nombre des familles élargies, au sein de chaque famille, l'aîné homme devient Kilongozi ou sous-Kapita. Ce sont ces derniers, considérés comme vieux sages (souvent faiseurs d'opinions du village), qui siègent avec le Kapita dans des réunions ordinaires ou extraordinaires. Ici la réunion ordinaire du village est celle qui est programmée mais extraordinaire c'est pour résoudre un problème qui surgit brusquement et qui nécessite une solution dans l'immédiat.

➤ **Notabilité**

Le rôle est joué comme dans le village. Mais à ce niveau, le notable a un secrétaire qui s'occupe de l'organisation des réunions et prise des notes. La notabilité est beaucoup plus organisée que le village.

➤ **le groupement**

Le chef de groupement n'est pas élu mais il hérite ce poste selon le testament laissé par son feu père. Si de son vivant, il s'estime dans l'incapacité de diriger, il peut désigner son remplaçant.

➤ **la collectivité**

A l'accession de notre pays à l'indépendance, les chefs de collectivité étaient élus au suffrage universel par vote secret. Cette pratique a disparu avec la mauvaise gouvernance. Ils sont nommés par arrêté du Ministère de l'Intérieur. Mais cette façon d'agir les rend insensibles au problème de la population, estimant qu'ils n'ont des comptes à rendre à personne sauf à celui qui les a nommés.

➤ **territoire**

L'Administrateur est exclusivement un agent de l'Etat nommé à ce poste. Il n'a jamais été élu.

6.2.3. Influence s dans le choix des dirigeants

L'influence dans le choix des dirigeants joue un grand rôle actuellement. Il suffit d'avoir un frère ou une connaissance au niveau de la hiérarchie pour être nommé à tel ou tel poste. Ceci laisse les ayants droits à côté alors qu'ils émanent de la lignée régnante reconnue par tout le monde. Cela est à l'origine de conflits de pouvoir soit au niveau du village, notabilité voire groupement.

6.2.4. Les dynamiques communautaires

(Eglises, Syndicats, ONG, Coopératives,...)

Au sein des composantes de la société civile citées ci-haut, les dynamiques communautaires se font remarquer pour dire non aux perturbateurs de la paix et à une mauvaise gouvernance.

Ces composantes organisent la population par « groupes de pressions » s'attaquant aux ennemis de la paix à travers des manifestations pacifiques, déclaration, mémo, etc.

6.3. Accès au médias

Très peu de gens accèdent aux médias soit de l'Etat ou privé car à FIZI il n'y a pas des journaux, ni des hebdomadaires, ni la radiotélévision, ni autres formes de médias. La radio nationale n'est pas écoutée à FIZI. On se fie de capter les émissions de radio étrangères seulement. Toutefois un poignet de gens avec des appareils très spécialisés capte la radio KAHUZI qui prend en relais la RTNC.

6.4. Administration de la justice

A FIZI l'administration de la justice est loin d'être appliquée pour des raisons ci-après :

- Il y a beaucoup de cas d'arrestation arbitraire
- Paiement des amendes arbitraires
- Convocations transformées en mandat d'amener
- Les gens détenus dans les prisons à plus de 48 heures sans comparaître,...
- Justice mal rendue, absence de compétence

6.5. Mobilisation des ressources locales

6.5.1. Versement de subventions de la province

Depuis la seconde guerre mondiale, le territoire de FIZI ne reçoit plus les subventions de la province. Il fonctionne avec ses moyens de bord (taxes locales).

6.5.2. Fiscalité locale

Les troubles à répétition font que beaucoup de contribuables de FIZI se trouvent à l'extérieur du territoire, en quête de sécurité. Le reste, paupérisé par les guerres, ne parviennent pas à s'acquitter de leur devoir civique.

6.5.3. Fiscalité et transparence

Les fonctionnaires de différents services de l'Etat à FIZI, par manque de salaire, posent des actes d'irresponsabilité et de manque de transparence : ne pas verser dans la caisse de l'Etat, le peu d'argent qu'ils perçoivent dans leurs services respectifs.

6.5.4. Corruption

Etant très pauvre, le taxateur ne respecte plus le barème ou taux fixé, il exige un montant forfaitaire et laisse passer son client en mettant l'argent dans ses propres poches. Cela reste vrai pour tout le monde car, pour avoir un emploi il faut glisser quelque chose. Chose drôle, même pour un agent de l'ordre qui après avoir reçu quelque chose, laisse partir un sujet fautif.

A l'école, les enseignants font de même pour donner des bons points à certains élèves faibles. Dans ce même ordre d'idée, les femmes ou filles font la corruption en offrant leur corps.

6.6. Liberté et sécurité des personnes

Par la prolifération des armes, les personnes ne sont ni libre, ni en sécurité. Même si l'on a un mot à dire, devant l'intimidation d'un homme en arme, on se tait. Si l'on parle, on est malmené ou torturé. Les gens sont de temps en temps pillés, rançonnés, expropriés, ... Pendant la guerre, on a vu des militaires, ravir les femmes d'autrui et les violer en présence de leurs enfants et maris. A KAZIMIA et à LUSENDA, on a enfermé les gens dans des maisons et on les a brûlé vifs.

6.7. Conclusion partielle

Au vu de ce qui précède, le manque de Paix et la mauvaise gouvernance sont à l'origine de beaucoup de maux dont souffre la population de FIZI en particulier et la R.D. Congo en générale.

CHAPITRE SEPTIEME : VISION POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

7.0. Introduction

La pauvreté dans laquelle croupit la population du territoire de FIZI est consécutive à la mauvaise gouvernance à tous les niveaux, en commençant par le niveau central jusqu'au niveau local. Cela est dû au fait que le gouvernement n'est pas l'émanation du peuple c'est-à-dire ses acteurs ne sont pas élus par les voies des élections libres, transparentes et démocratiques. Le Gouvernement n'est pas bien organisé pour plaider les causes de son peuple, il n'est pas accepté par le peuple car ce n'est pas son émanation. Il n'est pas crédible aux yeux du peuple. Il est incapable d'exploiter toutes les ressources du pays et incapable aussi de les gérer d'une façon transparente pour l'intérêt supérieure de la nation.

La justice n'est pas bien distribuée et la corruption devient monnaie courant d'où un gouvernement irresponsable. Notre vision est de voir un gouvernement responsable se mettre en place.

7.1. Forme de l'Etat

La forme de l'Etat pouvant favoriser la réduction de la pauvreté entre fédéralisme et unitarisme c'est l'unitarisme fortement décentralisé.

Pour nous, le fédéralisme précocité risque d'entraîner le pays dans des sécessions des années 1960.

Les acteurs au niveau provincial auront tendance à s'accaparer le pouvoir au détriment à la fois de Kinshasa et entité décentralisée au niveau local.

7.2. Electeurs

Pour parvenir à une bonne gouvernance et à une gestion équitables des ressources du pays, il faut organiser sur l'ensemble du pays les élections libres transparentes et démocratiques.

Le peuple va faire son choix sur des personnes qu'il estime, honnêtes, crédibles et responsables. Ces dernières pourront rendre à leurs électeurs et défendront les intérêts de la population.

Mais, avant de passer aux élections il faut aux préalables :

- Eduquer le peuple sur les élections
- Libéraliser les parties politiques
- Elaborer la loi électorale claire, sans équivoques ni ambiguïtés.

7.3. Education fondamentale universelle

L'éducation fondamentale universelle est la clé d'orientation la plus importante, capable de combattre, réduire très rapidement la pauvreté et la remplace, dans une période très courte, par la richesse.

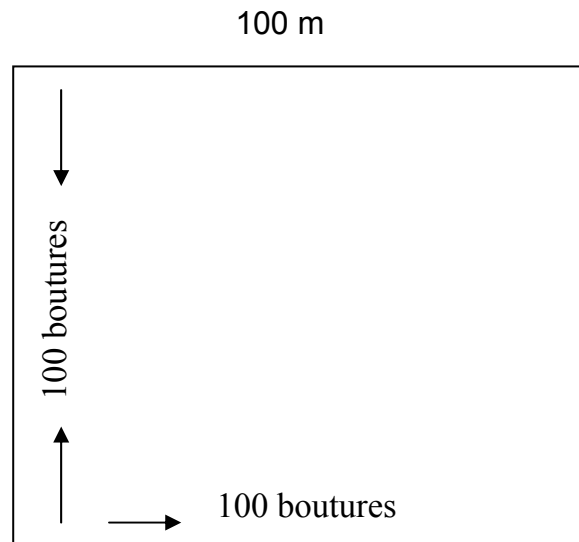
Le manque d'éducation est la vraie pauvreté à laquelle nous faisons ici allusion.

A titre illustratif,

Toutes les années les paysans en territoire de FIZI cultivent le Manioc, mais ils ne savent pas qu'avec ce manioc, ils peuvent s'enrichir.

Comme la pauvreté est à la fois matérielle et mentale, l'éducation fondamentale universelle est plus que nécessaire. Cette éducation va permettre à la population de connaître les droits que tout le monde est censé connaître (droits humains), Démocratie,...

En outre, la population doit avoir une formation de base qui va l'aider à pouvoir évaluer les activités ou sources de revenus qu'elle mène si c'est rentable ou non. Soit dans l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat ou dans le commerce.



Nous avons ici 1 Ha de champ de manioc dont les boutures ont été plantées à une distance technique de 1 mètre d'une bouture à l'autre.

Ainsi, nous trouvons le nombre de 100 boutures pour chaque ligne droite et à chaque distance d'un mètre.

Alors, étant donné qu'à chaque 10 mesures (Gigoz) de la farine qui se paie ici à plus ou moins 100 FC, et si le paysan vend ses 10 mesures au prix très bas de 50 FC. la mesure, à chaque bouture de 10 mesures le paysan obtiendra 500 FC.

Alors, si nous déracinons en une seule fois la période, toute la production ; c'est-à-dire toutes les boutures, les calculs seront les suivants : 10.000 (boutures) X 500 (FC. Prix de chaque bouture) = 5.000.000 FC. = 12.500 \$ USA ! Incroyable mais vrai.

Les mêmes calculs nous les trouvons dans d'autres semences.

Voilà, toutes ces données s'obtiennent dans l'éducation. Alors, puisque le paysan n'a pas cette éducation, nous le voyons cultiver chaque année ce même manioc avec des techniques traditionnelles et continue à croupir toujours dans la pauvreté.

Voilà, comment partant de l'Education fondamentale universelle, la pauvreté peut être réduite.

Comme la pauvreté est à la fois physique et mentale, l'éducation fondamentale universelle est plus que nécessaire. Cette éducation va permettre à la population de connaître les droits que tout le monde est censé connaître (droits humains), Démocratie,...

En outre, la population doit avoir une formation de base qui va l'aider à pouvoir évaluer les activités ou sources de revenus qu'elle mène si c'est rentable ou non. Soit dans l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat ou commerce.

7.4. Santé.

Nous pouvons avoir une forme de l'Etat voulu, les élections démocratiques libres et transparentes, une éducation qui nous amène à la richesse voulue ; mais si la population n'a pas une bonne santé, rien ne peut se faire.

Comme la plupart des infrastructures de santé sont en moule à cause des guerres à répétition en territoire de FIZI et que celles qui sont restées, il leur manque les équipements, les matériels, les produits ainsi que le personnel qualifié, il s'avère impérieux de réhabiliter celles qui existent et ajouter d'autres là où il en manque, car une bonne santé permet à l'homme de travailler et de produire. L'inaccessibilité aux soins de santé de la population ne fait qu'accentuer les situations de la pauvreté.

Nous proposons l'installation des nouveaux hôpitaux à BARAKA, KAZIMIA, NAKIELE, LULIMBA et KILEMBWE, des centres de santé à KAGEMBE, LUGUNGA, MAYI YA MOTO et KIGOMA.

7.5. Modernisation de l'Agriculture

7.5.1. Etat de lieu

Beaucoup de cultivateurs en territoire de FIZI utilisent encore le labour manuel axé sur l'utilisation des outils aratoires (houe, machette,...) ; ce labour traditionnel a des conséquences sur la vie du paysan cultivateur qui se résume comme ceci :

- A raison d'utiliser beaucoup sa force musculaire, le cultivateur devient affaibli et parfois tombe malade.
- Le laboureur a un petit champ et partant il obtient une faible production
- Les méthodes culturales traditionnelles donnent de très faibles rendements et cela devient plus faible encore quand le laboureur fait l'association des cultures dans un même champ
- Comme le labour manuel rend souvent le paysan faible et malade, les revenus provenant du champ sont souvent utilisés pour supporter ses soins médicaux d'où il reste toujours pauvre.

Mais à l'époque coloniale la Société COTONGO avait déjà introduit la mécanisation de l'agriculture pour la culture de coton dans la plaine de Kenya I en collectivité de Tanganyika et de Kenya II en collectivité de MUTAMBALA. Les tracteurs de COTONGO sont allés même à NEMBA toujours dans la collectivité de MUTAMBALA.

Avant la guerre de 1996, la mécanisation de l'Agriculture avait repris ; c'est ainsi qu'ACTION KUSAIDIA avait un tracteur à LUKONGO, Monsieur MAONYESHO WA ETUNDA avait un tracteur à AUNGU, l'honorable ANZULUNI BEMBE avait un tracteur à BARAKA, la SOCODEFI avait un tracteur à KIKONDE. A part cela l'introduction de la culture attelée par traction bovine était déjà à la une. MAMU KATANGA avait déjà des vaches, ASMAKU à BARAKA avait des vaches et la SOCODEFI avait également des vaches de traite à KAZIMIA. Mais tout cela a été détruit par la guerre.

7.5.2. Notre vision.

Il est plus qu'impérieux que l'Etat songe à la modernisation de l'Agriculture à FIZI où l'agriculture constitue la première source des revenus de ses habitants. Quand on parle de la modernisation nous supposons mettre fin à l'utilisation de la houe manuelle.

Introduction des tracteurs et de la traction bovine, utilisation des intrants agricoles de qualité et de semences améliorées.

- Ceci va permettre aux cultivateurs d'avoir de grands champs et obtenir des grandes productions.
- Le cultivateur aura à économiser de l'énergie du fait de ne pas trop fatiguer le corps comme c'est le cas pour la culture manuelle.
- Le cultivateur sera en bonne santé et l'argent qu'il devrait utiliser pour les soins de santé sera affecté à d'autres besoins.

Ce genre d'agriculture va diminuer progressivement la pauvreté et réduire l'insécurité alimentaire. Ensuite, elle procure des emplois à d'autres personnes.

7.6. DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES.

7.6.1. Conséquences de l'Enclavement

L'enclavement de notre territoire a des conséquences néfastes ci-après :

- Ecoulement insuffisant de la production des paysans vers les grands marchés ;
- Obligations de vendre les produits à des prix très bas ;
- Pourrissement ou avarie des produits périssables ;
- Difficultés de communiquer facilement avec les paysans d'autres milieux ;
- Difficultés de transporter les malades vers les établissements de santé ;
- Ignorance du paysan de ce qui se passe ailleurs (imposition de prix) ;
- Difficultés de s'approvisionner pour les paysans.

7.6.2. Désenclavement

Le désenclavement apportera les facilités ci-après :

- Ecoulement facile de la production par les moyens de transports routiers
- Etant informé, l'agriculteur fixera le prix de sa production de son gré ;
- Le déplacement des personnes et de leurs biens sera facile ;
- L'approvisionnement de la population en produits manufacturés sera facile également

Pour ce faire, la population, les ONGs, et l'Etat doivent s'impliquer à rendre carrossables les routes de FIZI, la nationale 5, les routes secondaires et les routes de desserte agricole.

7.7. DEVELOPPEMENT RURAL

Le milieu rural est appelé à se développer de manière à devenir un milieu très attrayant et freiner ainsi l'exode rural. Ce développement doit concerner tous les domaines de la vie en milieu rural. Citons entre autres l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, l'habitat, l'eau et assainissement, la santé, l'éducation, l'énergie, le sport et loisir, environnement ,...

7.8. Approvisionnement en eau potable

Quelques villages MBOKO, SWIMA, LWABA, BARAKA, KAZIMIA et KILEMBWE sont approvisionnés en eau potable. D'autres villages tels que FIZI-centre, LULIMBA, KATANGA, DINE, etc. doivent aussi bénéficier de l'eau potable afin de combattre les maladies d'origine hydrique.

7.9. Electrification rurale.

Le territoire de FIZI a un potentiel important en énergie électrique.

La centrale hydroélectrique de KIMBI qui alimente la ville de KALEMIE, celle de MAKEMBE qui alimentait SALAMABILA peut être réparée.

Toutes ces deux centrales peuvent électrifier le territoire de FIZI. Il existe des chutes intéressantes de MALEKYA sur la rivière ABEMBWE et la chute MINEMBWE sur la rivière Kama.

7.10. Environnement

Sur le plan environnemental, il se pose des problèmes ci-après en territoire de FIZI :

- L'irrégularité des pluies
- Les inondations des plaines alluviales : Kenya I et Kenya II
- La destruction de la faune et de la flore
- Les érosions dans plusieurs agglomérations.
- L'insuffisance des reboisements

Nous demandons à l'Etat congolais de faire appliquer la loi sur la conservation de la nature en territoire de FIZI et de réhabiliter ou créer des réserves dans les collectivités où se trouvent les gorilles notamment Tanganyika, NGANDJA et LULENGE.

Sur le lac Tanganyika, créer des réserves suivantes :

- Baie de Burthon : ETUPU, SEBELE et NEMBA
- A UBWARI : MIZIMU- KASHISHI (TALA)
- A NGANDJA : KICHOZI –KIBANGA
- A Tanganyika : PEMBA et LUHANGA

Nous souhaitons la création de plusieurs sites de reboisement dans le territoire de FIZI.

7.11. Loisirs

Les loisirs en territoire de FIZI sont dominés par des rencontres sportives essentiellement des matches de football et les équipes de FIZI venaient disputer à Bukavu le championnat provincial.

Pour le moment la plupart des équipes de foot sont sinistrées elles manquent même des ballons et des équipements.

Le plus grand stade du territoire celui de BARAKA a été détruit pendant la guerre, certains murs ont cédé.

7.12. Financement des micro-projets

Avant les guerres un certain nombre de micro-projets financés étaient déjà opérationnels.

Dans certains villages du territoire, il y avait des décortiqueuses de riz, des savonneries artisanales, machines d'extraction d'huile de noix de palme,...mais tout cela a été pillé pendant la guerre. Il est souhaitable que l'Etat encourage l'installation des établissements de micro- finances qui faciliteront l'octroi de crédits pour relancer les micro-projets.

7.13. Libéralisation

Il s'agit de la libéralisation du secteur socio-économique et entreprises étatiques ou para-étatiques.

Depuis lors, il n'existe pas encore des entreprises soient étatiques, para- étatiques ou encore privées à FIZI. Avec toutes les potentialités en ressources naturelles dont dispose ce territoire, notre vision est de voir l'Etat de donner beaucoup de chance aux entreprises intéressées par le territoire de venir implanter leurs entreprises. Cela créerait beaucoup d'emplois et réduirait considérablement le taux de chômage. Avec comme corollaire la réduction de la pauvreté.

7.14. Privatisation

La privatisation de certains entreprises de l'Etat créera dans le chef des entrepreneurs un élan nouveau pour prendre en main leur responsabilité et chercheront à rentabiliser plus l'entreprise en tant que sa propriété. Ensuite les travailleurs qui en sont payés selon le rendement de leur travail eux aussi chercheront à produire plus pour avoir un salaire décent. Cela étant notre vision est que l'Etat privatise les entreprises dont il se sent incapable de gérer.

7.15. Taxation

Il y a multiplicité des taxes à FIZI malheureusement, il y a des abus dans les chefs de taxateurs. Ces derniers, au lieu de verser l'argent dans la caisse de l'Etat, remplissent leurs poches.

7.16. Droits fonciers

Dans les milieux coutumiers, la terre appartient au groupement. Même à ce niveau, chaque village a sa portion qu'il gère. Au niveau du village chaque lignée a ses endroits où elle cultive.

Le chef de terre octroie gratuitement la terre à celui qui veut cultiver ; mais si cette personne n'est pas du village ou du groupement à ce moment là le chef lui exige quelques redevances.

Pour éviter les désordres dans l'octroi de terre, notre vision est que le chef de terre ou chef coutumier soit vigilant. Nul ne peut accéder à une portion de terre minime soit elle, sans adresser sa demande préalablement au chef qui, avec son entourage direct, vont étudier la demande, et se prononcer pour ou contre. Cela éviterait l'acquisition anarchique de terre dans notre territoire.

7.17. Reforme de l'Administration publique

L'administration actuelle en R.D.Congo n'est pas du tout bien appréciée, crédible, ni responsable car elle est incapable de conjuguer ensemble pour l'intérêt supérieur de la nation. Parmi les acteurs, certains sont des traîtres et travaillent pour l'intérêt des nations étrangères.

La géopolitique qui donne l'équilibre au sein du gouvernement n'est pas respectée, c'est ainsi que le gouvernement n'est ni respectée ni représentatif. Au sein du gouvernement certains acteurs ne sont pas des technocrates de carrière, ainsi ils ne se mettent pas à l'écoute de la population pour répondre positivement à leurs attentes, craintes et aspirations. Jusque là les projets de développement en milieu

rural ne sont pas pris en priorité. Les fonctionnaires de l'Etat ne sont pas payés il y a belle lurette.

Toutes les infrastructures socio-économiques sont délabrées et celles qui existent sont mal entretenues ou mal équipées, d'où la réforme de l'administration publique s'impose.

Il faudra pour ce faire, refondre l'administration publique et mettre en place un gouvernement responsable, crédible, et accepté de la majorité du peuple par voie des urnes, partant de là, ayant un mandat du peuple. Un gouvernement auquel nous faisons allusion, est un gouvernement d'union nationale et représentatif basé sur la géopolitique. Dans ses préoccupations, le nouveau gouvernement aura à intégrer dans ses programmes le développement des milieux ruraux et le paiement des fonctionnaires de l'Etat afin de produire un travail de qualité.

7.18. Sécurité et protection

7.18.1. Constats :

En territoire de FIZI pendant la guerre et ses retombées on a assisté et on a aujourd'hui des cas de l'insécurité et du manque de la protection de personnes et de leurs biens de la manière suivante :

- Les vols à mains armées
- Rançonnement de la population
- Assassinats et tueries
- Les viols et les violences sexuelles
- Les pillages
- La destruction méchante de maisons et des champs
- Les soldats logés ensemble avec les civiles dans les villages
- La non prise en charge des militaires par l'Etat
- Le manque de formation de la part de militaires et policiers d'où déviation de leur mission.

7.18.2. Notre vision sur la sécurité et la protection.

D'abord l'Etat est appelé à prendre en charge les militaires et les loger dans des casernes. Ensuite, la police nationale et l'armée doivent subir des formations rappelant leurs missions et obligations vis à vis de la nation et surtout l'intégrité territoriale. Une fois la sécurité et la protection de la population et de leurs biens restaurées, la population aura à circuler librement avec ses biens. Ceci est pour beaucoup dans la recherche de la réduction de la pauvreté ;

7.19. Contrôle de mouvements migratoires

Il y a plusieurs vagues de mouvement migratoire de la population dans notre pays. Il y a ceux qui sont arrivés avant la conférence de Berlin, d'autres pendant les deux guerres mondiales, d'autres au moment de l'accession de notre pays à l'indépendance et d'autres encore récemment. Mais comme il n'y a pas un contrôle rigoureux même les nouveaux venus se disent qu'ils sont venus il y a longtemps et de ce fait ont la nationalité congolaise.

Actuellement on assiste à des mouvements migratoires causés par la guerre, ainsi il y a eu à FIZI une sortie massive de la population vers les pays voisins surtout la Tanzanie, et d'autres encore dans les pays d'outre-mer.

Comme le territoire de FIZI regorge beaucoup de minerais, beaucoup de poissons dans le lac et bonnes terres arables, il y a beaucoup des cas des entrées de population venue d'autres contrées pour venir faire l'exploitation artisanale de l'or, la pêche, l'élevage et l'agriculture. Comme il n'y a pas de contrôle sur ce mouvement migratoire, ces gens rentrent avec leur richesse dans leurs milieux respectifs sans payer les taxes ni investir dans le territoire d'où le mouvement migratoire incontrôlé ne fait qu'appauvrir le territoire et sa population.

Pour pallier à cela, il faut un gouvernement responsable qui aura à s'investir dans le contrôle de mouvement migratoire.

7.20. Conclusion partielle

De tout ce qui précède la responsabilité ou l'irresponsabilité de l'Etat est pour beaucoup dans le malheur ou bonheur de son peuple.

Au terme de ce travail l'accent est mis sur la restauration d'une bonne gouvernance dans notre pays par les élections libres, transparents et démocratiques. En élisant les acteurs honnêtes, compétents, crédibles, ayant au cœur d'amour de sa patrie , aimant servir son peuple dans toute franchise et sincérité, la R.D.Congo de demain aidera son peuple à réduire sa pauvreté.

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE.

8.0. Introduction.

Au terme de ce chapitre nous aurons analysé chaque sous titre du chapitre et établir une relation entre ce sous titre et le problème principal de consultation participative qu'est la pauvreté. Ceci va nous conduire à arrêter des stratégies pour réduire la pauvreté.

A chaque stratégie il y aura des activités. Une fois cette étape franchie, on mettra les mécanismes de suivi et les termes de référence pour l'évaluation.

8.1. Mécanisme de suivi

8.1.1. Surpopulation et problèmes de terre

Etant donné que l'agriculture constitue la principale source de revenu en territoire de FIZI et que dans certains villages, il y a une grande concentration de la population, considérant que dans ces mêmes villages les grandes étendues de terre sont occupées par les palmerais ou inondées par des eaux, les chefs coutumiers et leurs conseillers en matière de distribution de terre doivent se faire accompagner des techniciens (agronomes) pour faire des nouvelles prospections de terres cultivables pour une nouvelle redistribution.

Activités liées à cette stratégie :

- Aux nouveaux prétendants d'adresser une demande au chef ;
- Obtenir du chef une réponse écrite ;
- Privilégier les cultures vivrières au détriment de cultures pérennes ;
- Au chef d'assouplir les conditions d'acquisition de terre ;
- Au chef d'encourager ses sujets à s'adonner à d'autres activités génératrices des revenus en dehors de l'agriculture.

Activités liées à cette stratégie :

- Aux nouveaux prétendants d'adresser une demande au chef ;
- Obtenir du chef une réponse écrite ;
- Privilégier les cultures vivrières au détriment de cultures pérennes ;
- Au chef d'assouplir les conditions d'acquisition de terre ;
- Au chef d'encourager ses sujets à s'adonner à d'autres activités génératrices des revenus autres que l'agriculture.

Mécanisme de suivi

Quitte aux autorités locales (chef de collectivité et administrateur) associés aux associations villageoises d'agriculteurs d'assurer le suivi.

Evaluation

Comme termes de références : nombre de demandes reçues et étudiées, nombre de champ de cultures vivrières réalisées, nombre d'activités génératrices de revenus autres que l'agriculture menées dans le village.

8.1.2. Contraintes sociales et financières

Dans la société traditionnelle avoir beaucoup de femmes et beaucoup d'enfants constituaient une source de revenus sans précédent. Les femmes et les enfants faisaient une main d'œuvre sûre. S'il s'agissait de cultiver c'est ce Monsieur qui possédait un grand champ avec beaucoup de produits à la récolte. Mais actuellement les choses ont changé tellement à tel point que ce Monsieur évoqué ci-haut devient pauvre de par beaucoup de personnes à nourrir, à élever, à vêtir, à scolariser, à faire soigner, ... Tout tourne autour de finances.

Comme stratégie, il faut recourir au mariage monogamique et aux naissances désirables.

Les activités sont les suivantes :

- Procéder au mariage monogamique

- Espacer les naissances
- Faire le planning familial
- Avoir un nombre limité d'enfants selon les possibilités
- Respecter les droits de la femme, des enfants et des adolescents

Mécanisme de suivi

Divisions des affaires sociales, organisations des droits humains et d'autres organisations intéressées au sujet, feront le suivi régulier.

Evaluation

Les mêmes groupes cités ci-haut procéderont à l'évaluation en se basant sur les termes de références ci-après :

- Nombre de mariages monogamiques conclus.
- Nombre d'enfants nés sans l'espacement de naissance.
- Le planning familial réalisé dans le village
- Nombre de parents ayant limité les naissances.
- Nombre de couples respectant les droits humains (femmes, enfants et adolescents).

8.1.3. Education

L'éducation abandonnée aux parents d'élèves à FIZI ne fait qu'appauvrir ces derniers qui sont appelés à supporter les frais de scolarisation de leurs enfants, contribuer à la construction des bâtiments, payer les primes des enseignants, ...

Comme stratégie envisagée : l'Etat prenne en mains la totalité des charges des écoles.

Activités :

- construire des établissements scolaires tant primaires, secondaires techniques et universitaires ;
- Payer un salaire indexé au personnel enseignant;

- Equiper les écoles en pupitres et mobiliers
- Approvisionner les écoles en outils et matériels pédagogiques
- Donner aux écoles les fournitures scolaires,...

Mécanisme de suivi

Le suivi sera assuré par l'inspection d'enseignement et les comités des parents.

Evaluation

Elle sera faite par les autorités locales, les comités des parents et l'inspection d'enseignement sur les termes de références ci-après :

- Nombre d'établissements scolaires construits
- Nombre d'enseignants payés avec un salaire indexé
- Nombre d'établissements scolaires équipés en pupitres et mobiliers
- Nombre d'écoles approvisionner en outils et matériels pédagogiques
- Nombre d'écoles ayant reçu les fournitures scolaires,...

8.1.4. Chômage

Après que la guerre ait détruit les infrastructures socio-économiques d'une part et l'Etat devenant incapable de payer ses fonctionnaires d'autre part, beaucoup de personnes sont entrées en chômage.

Pour pallier à cette situation, la stratégie ci-après est arrêtée : réhabiliter les infrastructures socio-économiques détruites par la guerre et en créer d'autres pour résorber le chômage.

Activités :

- Récupérer les agents en chômage
- Recruter des nouvelles unités.

Mécanisme de suivi

Administration locale, l'inspection du travail, syndicat, doivent assurer le suivi.

Evaluation

Quant à l'évaluation les groupes ci-hauts cités doivent l'effectuer se basant sur les termes de références ci-après :

- Nombre des agents en chômage récupérés
- Nombre de nouvelles unités engagées et en fonction.

8.1.5. Pénurie de l'eau

En territoire de FIZI, une poignée de gens seulement consomme l'eau potable. Le programme de l'hydraulique rurale était à ses débuts quand les guerres à répétitions ont éclaté. L'adduction d'eau et l'aménagement des sources avaient touché quelques villages seulement.

Même dans ces villages beaucoup d'installations sont détruites et quelques robinets seulement donnent encore de l'eau. Chose drôle encore cette eau n'est pas du tout traitée.

Stratégie :

Réhabiliter les installations détruites et étendre le programme de l'hydraulique rurale dans tous les villages.

Activités :

- Adapter les débits et les châteaux d'eau au nombre de personnes à desservir ;
- Remplacer les tuyaux en plastique par les tuyaux galvanisés qui se conservent longtemps ;
- Aménager les sources d'eau

- Réaliser de nouvelles adductions
- Traiter l'eau régulièrement
- Assurer la maintenance et l'entretien des installations.

Mécanisme de suivi

Division de développement rural, service de l'hydraulique rurale, les ONG qui s'impliquent dans cette activité, les comités locaux de l'eau s'occuperont du suivi.

Evaluation

Les groupes cités ci-haut s'occuperont également de l'évaluation se basant sur les termes de référence ci-après :

- Nombre de réseau de distribution d'eau dont les débits et châteaux sont adaptés au nombre de la population à desservir.
- Nombre de tuyaux en plastique remplacés
- Nombre de sources aménagées
- Nombre de nouvelles adductions réalisées
- Nombre des installations d'eau régulièrement traitée
- Nombre des installations d'eau dont la maintenance et l'entretien sont assurés.

8.1.6. Pénurie de la nourriture

Cette pénurie de nourriture puise ses origines dans les contextes ci-après :

- Dans certains villages les crues des rivières ont occasionné des inondations qui ont détruits les champs et cultures vivrières (crues de rivière MUTAMBALA et SANDJA)
- Destruction méchante des champs par les hommes en uniforme (déracinement de champs de manioc,...)
- Les routes de desserte agricole reliant un coin à l'autre sont impraticable. Il en est de même pour la route nationale 5 et les deux routes secondaires MWENGA- FIZI et LULIMBA –KILEMBWE.

- Viols et violences sexuelles faites aux femmes dans leurs champs provoquant un traumatisme à certaines femmes d'aller au champ.
- Rançonnement des vivres aux gens qui se rendent au marché.
- Insuffisance des semences et outils aratoires ainsi que des équipements de pêche et de l'encadrement des éleveurs.
- Le labour encore manuel

Stratégies

- Récupérer les terres fertiles englouties par l'eau d'inondations
- Remettre une bonne gouvernance susceptible de ramener la sécurité dans le pays
- Réhabiliter les routes et disponibiliser les moyens de transport
- Mécaniser l'agriculture
- Disponibiliser les équipements de pêche
- Assurer l'encadrement des éleveurs

Activités :

- En rapport avec la stratégie 1 :
 - Irriguer les terres inondées
 - Réhabiliter la digue de MUTAMBALA Kenya II
- En rapport avec la stratégie 2 :
 - Elire les nouveaux acteurs susceptibles de restaurer une bonne gouvernance qui mettra fin à tous ces abus.
- En rapport avec la stratégie 3 :
 - Réhabiliter les ponts, les caniveaux et faire le cantonnement.
 - Faciliter à la population l'acquisition de véhicule, moto, vélo, embarcation motorisée par l'octroi des crédits.
- En rapport avec la stratégie 4 :
 - Introduire le labour mécanique et la traction bovine.
 - Fournir les intrants agricoles et outils aratoires
 - Donner les semences améliorées
- En rapport avec la stratégie 5 :
 - Créer des dépôts des équipements de pêche

- En rapport avec la stratégie 6 :
 - Affecter les vétérinaires compétents
 - Assurer l'approvisionnement en produits vétérinaires

Mécanisme de suivi

Divisions de développement rural, d'agriculture, du plan, commission électorale et ONG intéressées aux sujets vont assurer le suivi.

Evaluation

Doivent être impliqués les groupes cités ci-haut avec les termes de références ci-après :

- Nombre d'étendues irriguées
- Digue de MUTAMBALA réhabilitée
- Nouveaux acteurs issus des élections libres, transparentes et démocratiques ont réinstauré la bonne gouvernance
- Ponts, caniveaux et cantonnement de routes sont effectifs et les routes sont carrossables.
- Nombre des paysans ayant reçu les crédits pour payer les moyens de transport (véhicules, motos, vélos).
- L'agriculture est mécanisée (Nombre de tracteurs, et paires de bœufs de traction, Nombre de champs labourés mécaniquement).
- Nombre d'intrants agricoles et outils aratoires fournis.
- Quantité de semences améliorées servies.
- Nombre des dépôts des matériels de pêche et des produits vétérinaires affectés.

8.1.7. La Santé : VIH/ SIDA, Paludisme et autres maladies

Le VIH/SIDA, le Paludisme et les autres maladies rendent les patients trop affaiblies et improductifs.

Stratégie

Promouvoir la lutte contre le VIH/SIDA, paludisme et autres maladies.

Activités :

- Eduquer la population sur les méthodes de prévention de VIH/SIDA :
- Utiliser la moustiquaire imprégnée.
- Avoir des hôpitaux qui ont des médicaments pour soigner plusieurs sortes de maladies entre autres les sidéens, les victimes de malaria etc.

Mécanisme de suivi

Autorités locales, inspection médicale, le comité local de santé, les ONG qui ont la santé dans leurs attributions assureront le suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes vont faire l'évaluation suivant les termes de référence ci-après :

- Nombre de séances de formation sur la prévention de VIH/SIDA, paludisme et autres maladies
- Nombre de sidéens et autres malades soignés
- Nombre de moustiquaires imprégnées distribuées et/ou vendus.

8.1.8. Maladies de la récolte

Souvent ce sont des maladies qui attaquent les cultures avant la maturité mais non soignées. Les insectes parfois déposent leurs œufs dans la plante ; ces œufs éclosent et subissent la métamorphose pour atteindre l'âge adulte de l'insecte. Au cours de toutes ces étapes de sa vie l'insecte en croissance se nourrit de la sève de la plante et inocule parfois son venin qui arrive à atteindre toute la plante et cause des préjudices à cette dernière. A la maturité, cette maladie de la plante affecte la récolte.

Stratégie :

Mettre en place les agronomes responsables qui accompagnent les cultivateurs dans leurs champs et veillent aux maladies des plantes et les traitent à temps.

Activité :

- Programmer les visites des champs par les agronomes
- Disponibiliser les produits phytosanitaires
- Intervenir vite sur les cas des maladies de plantes
- Eduquer les paysans agriculteurs sur la lutte contre les insectes destructeurs de plante et autres ennemis de plantes...

Mécanisme de suivi

Inspection provinciale de l'Agriculture, association locale des agriculteurs, les autorités locales se chargeront de suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes ci-haut cités avec termes de références ci-après :

- Nombre de champs visités par l'agronome territorial
- Quantité de produits phytosanitaires disponibles
- Nombre de cas de maladie de plante traitées
- Nombre des séances d'Education sur la lutte contre les insectes destructeurs de plantes organisées.

8.1.9. Logement

Beaucoup de maisons ont été détruites par la guerre. Comme beaucoup de maisons avaient la toiture en paille, des hommes en uniforme n'ont pas hésité à les brûler.

Quelques maisons seulement sont restées intactes. Parmi les celles restantes, il y en a qui n'ont plus de portes, ni fenêtres ni mobiliers, etc.

Stratégie

L'état est appelé à intervenir vite pour réhabiliter les maisons existantes et construire de nouveaux logements pour ceux dont leurs maisons étaient détruites par la guerre.

Activités :

- Octroyer les subventions pour réhabiliter les maisons existantes
- Construire des maisons pour les retournés et les rapatriés
- Donner les moyens nécessaires pour couvrir les frais de la toiture (tôles, clous, planches, ...)

Pour les autres paysans qui n'ont pas fui mais dont les maisons ont été endommagées par la guerre, l'Etat doit les réhabiliter.

Mécanisme de suivi

Division des affaires sociales, de développement rural, autorités locales et les humanitaires dans cette activité seront chargés de suivi.

Evaluation

Les groupes cités ci-haut se chargeront de l'évaluation en utilisant les termes de références ci-après :

- Nombre de maisons réhabilitées.
- Nombre de nouvelles maisons construites
- Nombre de personnes qui ont reçu les frais pour la toiture de leurs maisons.
- Nombre de bâtiments publics réhabilités.

8.1.10. Incendie

Les incendies sont rares à FIZI, sauf quelques cas isolés dans des dépôts d'essence. Actuellement, il n'existe plus des stations. Mais les cas de feu de brousse sont fréquents. Or le feu de brousse détruit la bio-masse, partant de là le feu de brousse nuit la fertilité du sol.

Stratégie :

L'Etat est appelé à encourager les entrepreneurs de construire des stations d'essence à FIZI. L'Etat doit interdire le feu de brousse même la culture sur brûlis.

Activités :

- Faciliter les entrepreneurs à obtenir des crédits pour implanter les stations de carburant à FIZI.
- Interdire les dépositaires de mettre les carburants dans des maisons
- Interdire le feu de brousse dans FIZI
- Infliger l'amende aux contrevenants (cas de mettre le carburant à la maison, et faire le feu de brousse).

Mécanisme de suivi

Division qui a l'énergie dans ses attributions, les autorités locales vont s'occuper du suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes s'en occuperont mais les termes de références ci-après seront utilisés :

- Nombre de station de carburant mises en place
- Nombre de dépositaires qui ont rompu avec la pratique de mettre le carburant à la maison
- Nombre de malfaiteurs sanctionnés et ayant payé des amendes.

8.1.11. Energie

L'énergie est très nécessaire pour le développement d'un milieu. Avant les guerres 1996-1998 dans le territoire de FIZI existaient déjà des moulins, des décortiqueuses, la machine d'extraction d'huile de noix de palme,... tout cela utilisait l'énergie.

Il en est de même pour faire fonctionner les vidéos, l'éclairage domestique. Malheureusement la guerre a mis tous ces efforts en moule. Le territoire de FIZI a beaucoup des potentialités concernant l'énergie hydroélectrique car il y a plusieurs rivières avec des chutes et des rapides. Il y a deux centrales hydroélectriques : celle de MAKEMBE à LULENGE et celle de Force BENDERA sur rivière KYMBI dans la collectivité de NGANDJA. C'est cette dernière qui est fonctionnelle et alimente KALEMIE et la cimenterie de KABIMBA,...

Stratégie :

Doter FIZI de l'énergie électrique nécessaire pour permettre l'installation des usines de transformation de produits agricoles d'abord et l'utilisation domestique ensuite.

Activités :

- Mettre des transformateurs, les poteaux et les câbles pour le transport de l'électricité à FIZI en utilisant soit le barrage de force BENDERA ou l'électricité déjà existant à UVIRA, ou encore réhabiliter la centrale hydroélectrique de MAKEMBE.
- Faciliter les utilisateurs d'acquérir d'autres types d'énergie : panneau solaire, groupes électrogènes de grande capacité,...

Mécanisme de suivi

Division ayant énergie dans ses attributions, les autorités locales vont s'occuper du suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes vont s'occuper de l'évaluation en utilisant les termes de références ci-après :

- Nombre d'usines de transformation de produits agricoles fonctionnant grâce à l'énergie hydroélectrique ou autres formes d'énergie (groupes électrogènes, panneaux,...)
- Nombre de maisons servies en électricité pour l'usage domestique.

8.1.12. Arrangements funéraires

Dans territoire de FIZI, il n'existe ni morgues ni corbillards. Un moindre retard dans l'inhumation du cadavre suffit pour que celui-ci commence à se décomposer. Déplacer la dépouille mortelle de l'hôpital à son milieu d'origine devient difficile. Pour un bain mortuaire il faut un équipement et une salle conçue pour cette fin.

Stratégies :

- Mettre une morgue au niveau de chaque hôpital général de FIZI.
- Doter chaque hôpital d'une morgue.
- Doter chaque hôpital d'un corbillard
- Avoir une salle pour le bain mortuaire.

Activités :

- Construire un bâtiment conçu pour cette fin et y mettre des frigos et autres équipements
- Acheter un véhicule servant de corbillard
- Mettre une salle à côté de la morgue servant de bain mortuaire.

Mécanisme de suivi

Inspection de santé, autorités locales vont assurer le suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes vont s'occuper de l'évaluation selon les termes de références ci-après :

- Nombre de morgue construites et équipées
- Nombre de corbillards achetés
- Nombre de salles pour les bains mortuaires construites et équipées

8.1.13. Dispersion géographique

Cette dispersion géographique sur l'ensemble du territoire ou au delà est due en grande partie aux faits ci- après :

Conflits inter-clans ou inter ethnique fondés sur la terre ou sorcellerie. D'autres fuient les terres épuisées et vont chercher la terre arable. D'autres vont aller chercher là où ils peuvent trouver de bons pâturages pour leur élevage et d'autres encore cherchent là où la pêche est plus ou moins prospère. Enfin d'autres se sont déplacés suite à l'insécurité grandissante provoquée par la guerre ou une mauvaise gouvernance.

Stratégies :

- Gérer pacifiquement les conflits
- Encadrer mieux la population dans les domaines considérés comme source de leur revenu (agriculture, pêche, élevage,...)
- Former les vulgarisateurs ruraux dans plusieurs domaines d'activités menées dans les villages.
- Organiser les séminaires de vulgarisation en faveur de la population villageoise.

Mécanisme de suivi

Division de l'agriculture, développement rural, ONG intéressées à ses activités vont s'occuper de suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes vont s'occuper de l'évaluation en se basant sur les termes de références ci-après :

- Nombre de séminaires organisés et des participants formés
- Nombre de séances d'appui- conseil réalisées en vue de prévenir les conflits latents.
- Nombre de villageois dans les domaines différents encadrés

- Nombre de vulgarisateurs ruraux formés

8.1.14. Disparités linguistiques

Certains dialectes parlés auparavant dans le territoire de FIZI tendent à disparaître au profit d'autres dialectes. Comme le clan ou l'ethnie s'identifie à sa langue, ceci nous amène aux stratégies suivantes :

Stratégies :

- Encourager les apports entre les langues de territoire.
- Encourager les clans ou ethnies dont leurs dialectes tendent à disparaître de les sauver comme le KIZOBA et le KIBWARI.

Activités :

- utiliser les termes introduits dans les dialectes sans en avoir honte.
- Avoir le courage de parler régulièrement au sein du clan leur dialecte sans négliger les autres dialectes.

Mécanisme de suivi

La population elle-même fera le suivi.

Evaluation

La population elle-même fera l'évaluation selon les termes de références ci-après :
Nombre de membres du clan ou ethnie qui parlent leurs dialectes en disparition (les BAZOKO et les BABWARI)

8.1.15. Guerres et catastrophes naturelles

Guerre

Certaines origines de la guerre s'expliquent comme suit :

- Les politiciens en quête du pouvoir
- Mauvaise gouvernance
- Hégémonie de certaines classes dirigeantes.

Catastrophes naturelles

- Eboulements sur les flans de montagne
- La sécheresse causée par le retard de pluies
- Inondations suite aux crues de certaines rivières
- Rareté des pluies due aux déboisements.

Stratégies :

- Choisir de bons acteurs politiques et gouvernementaux par voie des élections libres, transparentes et démocratiques.
- Interdire la population de dénuder les flancs de montagnes pour prévenir les éboulements.
- Reboiser les endroits dénudés
- Irriguer les endroits inondés
- Construire des digues pour prévenir les crues
- Protéger les forêts qui existent encore

Mécanisme de suivi

Comité provincial DSRP, la Division de l'environnement et catastrophes naturelles dans ses attributions, les ONG intéressés aux activités, les autorités locales tous vont s'occuper du suivi.

Evaluation

Les mêmes groupes cités ci-haut vont s'en occuper et voici les termes de références pour ce faire :

- Nombre de flans de montagnes dénudées
- Arrêt des éboulements dans le milieu

- Endroits auparavant dénudés sont reboisés
- Nombre des forêts protégées.

8.1.16. Enclavement

Le territoire de FIZI est enclavé de par toutes ses voies de communications, à savoir :

Voies routières

Toutes les routes de FIZI sont impraticables sauf la route nationale 5 qui est praticable sur le tronçon UVIRA - FIZI centre.

Voies aériennes

Toutes les pistes du territoire de FIZI ne sont pas construites ; ni en terre battue ni en goudron. Pas de hangar, pas d'entrepôt, ni le tour de contrôle, ni encore moins l'éclairage.

Voies lacustres

Le territoire possède trois ports naturels celui de MUSHIMBAKYE/BARAKA, de KAZIMIA à KAZIMIA et de YUNGU à YUNGU.

MUSHIMBAKYE se trouve en collectivité de MUTAMBALA, tandis que YUNGU et KAZIMIA sont dans la collectivité de NGANDJA. Tous ces ports ne sont pas non plus construits. Ceci étant, il n'y a pas des quais aménagés où les bateaux peuvent venir accoster, ni entrepôt, ni des grues pour charger ou décharger les bateaux.

Tout de même étant de très bons ports naturels les bateaux viennent accoster périodiquement.

Stratégies :

Réhabiliter les routes de FIZI dans son ensemble (route nationale, routes secondaires et routes de dessertes agricoles suivantes :

➤ Collectivité Tanganyika

- YONE –ABEMBWE- ELUMBE
- LUSUKU- ABALA- ELUMBWE
- MBOKO- KENYA I

➤ Collectivité MUTAMBALA

- MONGE-MONGE — ATAMBA — BIBOKO-BOKO
- BARAKA — MOMA — KENYA II
- KATANGA — MSHILWA — KAFULO
- MALINDE — EONDE — KAZIMIA
- MKENGWA — SIMBI
- MKENGYA — AUNGU — ANANDA

➤ Collectivité NGANDJA

- NEMBA — KIBANGA — KAZIMIA
- KAZIMIA — ABUMBWE
- ANANDA — ELENDE
- ISEE — EONDE
- LULIMBA — MISISI — BENDERA
- LUBONDJA — NGANDJA — MILIMA
- SEBELE — NEMBA — KATENGA
- SEBELE — BUZIMBA — FIZI

➤ Collectivité LULENGE

- LWIKO — LUMBWE — MAYI- NDOMBE
- KATALAMA — EHUNGWE — IGOMBA
- IGOMBA — LUSHILO — ASE'E
- KISALA — SHABUNDA
- NAKILIZA — MAYI- MOTO
- Réhabiliter les pistes d'atterrissage et surtout transformer la piste de MALINDE en un aéroport permettant l'évacuation de produits de FIZI par les cargos.
- Réhabiliter les trois ports de FIZI.

Activités :

- Aménager les ponts, caniveaux et entretenir toutes les routes de FIZI
- Construire les pistes d'atterrissage et encore transformer la piste de MALINDE en un aéroport.
- Construire les ports avec les équipements requis
- Mettre l'éclairage aux ports et pistes d'atterrissage

Mécanisme de suivi

Division de transport et communication, développement rural, autorités locales et services de l'Etat existants localement doivent s'occuper du suivi.

Evaluation

Quitter aux groupes cités ci-haut de s'occuper de l'évaluation selon les termes de références ci-après :

- Nombre de routes réhabilitées
- Nombre de pistes d'atterrissage réhabilitées

- Nombre de ports construits et équipés
- Ports et pistes éclairées.

8.1.17. Existences de minorités ethniques ou sociales

Dans le territoire de FIZI, il existe les minorités sociales qui se présentent de la manière suivante :

- Les BABUYU qui ne se retrouvent que dans le groupement de BASIKASINGO en collectivité de LULENGE.
- Les BABWARI sont dans le groupement d'UBWARI en collectivité de MUTAMBALA seulement.
- Les BAZOOBA, bien qu'ils soient dans les trois collectivités Tanganyika, MUTAMBALA et NGANDJA dans leurs parties riveraines, ce groupe est en nombre très petit.

Quant aux BABEMBE et BANYAMULENGE, ils ne constituent pas un groupe minoritaire dans le territoire de FIZI.

Stratégies :

- Eviter les conflits tribalo-ethniques.
- Permettre à tous les fils du territoire de jouir de la richesse du territoire.

Activités

- Organiser les séances de formation sur la cohabitation pacifique entre clans, tribus et ethnies
- Encourager l'esprit du respect de biens d'autrui
- Ne pas s'approprier unilatéralement les terres appartenant à un groupe sont les limites sont reconnues et cela depuis la colonisation et même à l'accession du pays à l'indépendance.
- Protéger les minorités : Bazooka, BABWARI et BABUYU.

Mécanisme de suivi

Les autorités locales (administrateur, chef de collectivité, chefs de groupement, chef de poste d'Etat et Kapita) et ONG doivent s'impliquer dans le suivi.

Evaluation

Division de l'administration de territoire va s'occuper de l'évaluation suivant les termes de références ci-après :

- Nombre de séances de formation sur la cohabitation organisée
- Fin de l'expropriation de biens et terre
- Nombre de minorité protégée.

8.2. Actions de la communauté.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
1. Les intrants agricoles et de pêche sont insuffisants	- pillage - faible revenu	Baisse de la production agricole et de pêche	Les intrants agricoles et de pêche sont disponibles	Disponibiliser les intrants agricoles et de pêche sont	- Introduire la traction bovine - Mettre en œuvre un système de crédits	- Gouvernement - ONG	- Nombre de bœufs et de charrues - Nombre des COOPECs	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-La guerre - Mauvaise gouvernance
2. Les cultures vivrières se raréfient	Expansion de la culture du palmier à huile	-Diminution des terres pour les cultures vivrières entraîne la famine - Les cultures vivrières se font sur les montagnes	Les cultures vivrières sont abondantes.	- Améliorer les techniques culturales sur les montagnes	- Introduire les semences adaptées - Encadrement pour moniteurs agricoles	- Gouvernement - ONG	- Superficie cultivée sur les montagnes - Nombre des cultivateurs encadrés	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces	-La guerre - Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
								comptables	
3. Les activités champêtres sont souvent abandonnées	Les cultivateurs fuient la guerre et l'insécurité : viols de femmes aux champs	Chute de la production agricole.	Les activités champêtres ne sont souvent abandonnées	Améliorer les conditions sécuritaires.	Plaidoyer auprès des autorités.	- Gouvernement - ONG - Population.	Nombre des cultivateurs permanents.	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	La guerre.
4. Certaines personnes n'ont pas accès à la terre arable	N'appartiennent pas aux clans propriétaire de terre	Diminution de la production agricole.	Toutes les personnes doivent avoir accès à la terre arable.	Sensibiliser les chefs coutumiers sur la loi foncière.	Appliquer la loi foncière.	- Gouvernement - Autorités coutumières.	Nombre des personnes ayant acquis de nouvelles terres.	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires	Mauvaise gouvernance.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
								-Pièces comptables	
5. Filles se prostituent	5.1. Non scolarisées 5.2. Filles violées 5.3. Satisfaction de besoins primaires	- Grossesse précoce et non désirable - VIH/SIDA - Instabilité dans le mariage	. Filles ne se prostituent	5.1.1. Sensibiliser les filles	- Créer des centres de rééducation - Créer des activités génératrices de revenu - créer des centres sociaux	- Gouvernement - ONG - parents et communautés ;	- Nombre des filles rééduquées - nombre des filles scolarisées - nombre des files bénéficiaires des A.G.R.	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	Mauvaise gouvernance
6. Les jeunes prennent la drogue	6.1. Non scolarisation des jeunes 6.2 Disponibilité de la drogue	- Délinquance juvénile	Les jeunes ne prennent pas la drogue	6.1. Sensibiliser les jeunes 6.2. Interdire la culture de la drogue	- Scolariser tous les jeunes - Appliquer la loi sur la drogue	- Gouvernement - ONG	- Nombre des jeunes scolarisés. - nombre des jeunes emprisonnés - Nombre des champs de drogue détruits	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	Mauvaise gouvernance
7. Les orphelins	Insuffisance	Délinquance	Les orphelins	Plaidoyer auprès	Créer les	- Gouvernement	- Nombre	- Rapports	Mauvaise

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
sont sans soutien	des institutions s'occupant des orphelins	juvénile	sont soutenus	des institutions concernées	orphelinats	- ONG	d'orphelinats créés	d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	gouvernance
Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
8. Les caisses d'épargne sont inexistantes	- Absence de la COOPEC ; -Manque d'initiative privée -Négligence de l'Etat	- La thesorisation - Mauvaise gestion. -Misère	- X% de la population a eu des caisses d'épargne	-Création des coopératives	- Réinstaller la COOPEC - Disponibiliser les caisses d'épargne	-Gouvernement - Population, - FEC, - ONGD	-Nombre des COOPEC créées -Nombre des paysans bénéficiaires de micro crédits	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance- Guerre -Pillage.
9. Les pluies sont irrégulières	- Aléas climatiques.	-Secheresse -Famine	- L'eau est rendue	-Irrigation d'eau	-Creuser des forages	-ONG -L'Etat	-Nombre de forages creusés	- Rapports d'activités des	-Mauvaise gouvernance-

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
		-Mouvement migratoire	disponible		-Drainer l'eau du lac	-SNRH	-Nombre des tuyaux installés	ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	Manque des fonds
10. Les routes de dessertes agricoles sont impraticables.	-Manque d'entretien des routes.	- Famine –Rareté et prix élevé des produits manufacturiers -Enclavement -Difficulté d'écoulement des produits agricoles -Découragement des agriculteurs.	- Les routes de dessertes agricoles sont rendues praticables.	- Réhabili- tation des routes de desserte agricole. -Organisation de salongo	- Faire le plaidoyer pour la réhabili- tation des routes de desserte agricole. -Encourager les agriculteurs à produire davantage	-Gouvernement -ONGD, ONGI -Population.	- Nombre de Kilomètres des routes aménagées. -Quantité des produits agricoles écoulés -Quantité des produits manufacturiers disponibles et à un prix abordable	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance- Manque des fonds.
11. Les Babembe et les Banyamulenge sont en conflit.	-Le soutien de l'armée rwandaise aux banyamulenge -Dispute des	- Pillages -Viol -Guerre -Destruction des champs	-Les Babembe et les Banyamulenge vivent en	- Cohabitation pacifique. -Désarmement des bandes armées -Rapatriement des	-Favoriser les mariages entre les ethnies. -Négocier la	-Gouvernement -ONGD -Population	- Nombre des mariages mixte entre les 2 ethnies. -Nombre des	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des	- Mœurs, us et coutume - Mauvaise gouvernance. -Manque de la

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
	espaces habitables et de pâturage	-Malnutrition -Famine	harmonie.	troupes étrangères	cohabitation -Sensibiliser les deux ethnies a la paix -Caserner les militaires		casernes construits et opérationnels -Nombre des militaires rapatriés	Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	volonté de la communauté internationale et des pays voisins implique
12. les récoltes sont pillées aux champs	-Insécurité -Militaires casernes -Bandes armées	-Famines -Abandon des champs -Absence de production	-les récoltes ne sont pas pillées aux champs	-Instauration de la bonne gouvernance -Sensibilisation a la paix	- Faire le plaidoyer pour la bonne gouvernance - Caserner les militaires	- Gouvernement -Population -ONGD -Partenaires	- Nombre de champs non pillés. -Nombre des casernes construits et opérationnels	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	- Mauvaise gouvernance - .Manque de financement
13. La population gère mal sa production.	-Ignorance - Absence des encadreurs	-Mauvaise gestion -Famine -Faible revenu	La population a su gérer sa sa production	Formation de la population par les moniteurs agricoles.	-Disponibiliser les moniteurs agricoles - Former et informer la population sur la gestion des	-Gouvernement -Syndicat des agriculteurs -ONGD et ONGI -Population	- Nombre de population paysanne formée et informée sur la gestion des productions	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de	- Mauvaise gouvernance -Absence de formation -Refus par la population d'être formée

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
					productions		-Nombre de moniteurs disponibles	renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	
14. L 'agriculture est traditionnelle	-Ignorance -Absence d'outils modernes	-Faible production -Epuisement des paysans	-L 'agriculture est mécanisée	-Fourniture des outils -Formation a l'usage d'outils modernes	- Faire le plaidoyer pour la traction bovine -Initier la population a l'usage de nouvelles techniques -Disponibiliser des machines de labour.	-Gouvernement -Syndicat des agriculteurs -ONG -ONGI -Population	-Nombre de cultivateurs bénéficiaires des machines de labour -Nombre d'hectares de terre cultives	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	- Mauvaise gouvernance -Manque des fonds
15. Les plantes sont détruites.	- Insectes nuisibles. -Manque de désinfectants	- Famine - Faible production -Faible revenu.	- les plantes ne sont pas détruites	-Campagne de désinfection -Entretien permanent des champs.	- Faire le plaidoyer pour l'octroi des insecticides. -Former et sensibiliser les agriculteurs a	-Gouvernement -ONGD -ONGI -Partenaires -Population	-Nombre de cultivateurs bénéficiaires des insecticides -Nombre de champs bien entretenus -Nombre des cultivateurs	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions	- Mauvaise gouvernance -Manque des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
					l'utilisation des insecticides -Disponibiliser les insecticides.		formés	-Notes circulaires -Pièces comptables	
16. Les maisons sont détruites	- La guerre -	-Locataire chez des frères -Réfugies ou déplaces en Tanzanie -Promiscuité	Les maisons sont construites	-Constructions des maisons pour les rapatriés -Réfection des maisons détruites par la population	- Faire le plaidoyer auprès du gouvernement, ONGI et Agences des Nations Unies -Favoriser les activités génératrices des revenus aux rapatriés et à la population locale	-Gouvernement, -ONGI -ONG -Partenaire -Population	-Nombre des rapatriés bénéficiaires -Nombre de maisons réfectionnées	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance -Guerre
17. Les emplois, les capitaux, et les salaires sont insuffisants	- Mauvaise gouvernance - Absence des caisses d'épargne -Manque de	-Revenu faible -Besoins primaires non satisfaits -Misère -Vol -Chômage	-Les emplois, les capitaux, et les salaires sont rendus suffisants	- Restauration de la sécurité -Création des micro-crédits -Création des emplois	-Créer les COOPEC -Inciter les investissements -Assurer le	-Population -Gouvernement -Syndicats -FEC, ONG -Partenaire	-Nombre d'emplois rémunérateurs créés ou restaurés -Nombre des	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères	- Insécurité - Mauvaise gouvernance -Faiblesse des syndicats -Manque des

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
	production			-Reforme de l'administration	climat de sécurité		COOPEC créées	-Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	fonds
18. Les handicapés physiques sont discriminés et marginalisés	-Ignorance de droits de l'homme -Manque de prise en charge	-Accès difficile à l'emploi -Limogeage - en cas d'accident -Expropriation de leurs patrimoines -Mendicité -Rejet par la société	-Les handicapés physiques sont considérés	-Campagne sur la non discrimination et le respect de la personne vivant avec handicap -Prise en charge des handicapés	-Priorité l'accès aux emplois qui conviennent aux personnes handicapées -Faire le plaidoyer auprès des instances judiciaires en faveur des handicapés -Sensibiliser la population a la considération de personne vivant avec handicap	-ONG -Gouvernement -Population -Partenaire	-Nombre des personnes handicapées engagées -Nombre des personnes handicapées réhabilitées dans leurs droits -Nombre de population sensibilisée a la considération de la personne vivant avec handicap	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance -Manque des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
19. Les moyens de transport sont insuffisants	-Faible revenu -Routes impraticables -Misère	-Les produits agricoles non écoulés pourrissent -Circulation difficile des personnes et de leurs biens -Enclavement	-Les moyens de transport sont rendus suffisants	-Acquisition des moyens de transport -Réhabilitation des routes	-Favoriser l'octroi des crédits -Faire le plaidoyer et le lobbying	-Gouvernement -ONG -FEC -Population -Partenaire	-Nombre d'engins de transport opérationnels -Nombre de Km des routes réhabilités	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance -Manque des fonds
20. Les populations sont en mauvais état de santé	-Insuffisance de soins de santé -Malnutrition -Faible production agricole -Famine -Faible revenu -Salaire impayement	-Inactivité -Improductivité -Faible rendement	-Les populations sont soignées	-Accession aux soins de santé -Education en nutrition	-Construire les centres de santé -Sensibiliser la population sur la nutrition -Bien rémunérer la population	-Gouvernement -ONG -Population -Partenaire	-Nombre de centres de santé créés - Nombre de personnes éduquées en nutrition	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance -Guerre -Manque des fonds

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
21. Les travaux champêtres sont laissés aux femmes	-Us et coutumes -Bureaucratie	-Les petites superficies cultivées -Faible production -Viol -Vieillessement et mort précoces	-Les hommes aussi ont fait les travaux champêtres	-Campagne de sensibilisation	-Sensibiliser les hommes sur l'intérêt des travaux champêtres -Bannir les us et coutumes écrasant la femme -Organiser le séminaire et atelier sur le genre	-Gouvernement -ONG -Population -Partenaire	-Nombre d'hommes qui font des travaux champêtres -Nombre d'hommes et de femmes formés sur le genre	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	- Us et coutumes - Mauvaise gouvernance
22. L'énergie électrique est insuffisante	-La centrale hydroélectrique proche n'alimente pas le village	-Absence d'industrie de transformation -Chômage accentué	-L' énergie électrique est rendue suffisante	-Electrification du village	-Produire ou tirer l'énergie hydroélectrique -Vulgariser l'utilisation l'énergie solaire	-Gouvernement -ONG -FEC -Population -Partenaire	-Baraka est alimenté en énergie électrique -Nombre de panneaux solaires utilisés	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	- Guerre - Mauvaise gouvernance - Manque des fonds
Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
23. Les champs sont inondés	-Débordement de la rivière Mutambala -Abondance des pluies	-Les terres de cultures sont insuffisantes -Les caféiers, les palmiers à huile, les bananerais détruits -Famine -Pas de revenu -Pas de production	-Les champs sont drainés	- Formation sur la construction des digues	-Construire des digues -Ramener la rivière dans son lit initial	-Gouvernement -ONG -Population -Partenaire	-Nombre de superficies drainées -Nombre de digues construites	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance- Manque des fonds
24. Les moyens de subsistance pour les déplacés et les rapatriés sont inexistants	-Insuffisance des humanitaires -Guerre	-Nombreux souffrent de malnutrition -Famine	-Les déplacés et les rapatriés ont reçu des moyens de subsistance	-Fourniture de la nourriture, des soins de santé aux déplacés et rapatriés -Envoi des humanitaires	- Faire le plaidoyer auprès du HCR, PAM - Construire des maisons pour les déplacés et les rapatriés	-Gouvernement -ONG -Population -Partenaire	-Nombre des déplacés et rapatriés bénéficiaires de vivres et non vivres -Nombre de maisons construites	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance -Manque des fonds
25. Les familles ont des nombreux enfants	-Ignorance du planning familial -Manque	- Insatisfaction des besoins primaires des enfants	-Les familles ont planifiés les	-Planning familial -Occupation	-Sensibiliser les parents sur le	-Gouvernement -ONG -Population	-Nombre des parents qui appliquent le	- Rapports d'activités des ONGs	-Us et coutumes -Manque des

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
	d'occupation	-Malnutrition -Analphabétisme	naissances		planning familial -Créer les activités pouvant occuper les couples	-Partenaire	planning familial -Nombre de campagnes sur le planning familial réalisées	-Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	fonds -Mauvaise gouvernance
26. La plupart des habitants ont faim	-Récoltes pillées -Champs inondés -Absence de revenu	-Malnutrition -Maladie -Besoins primaires insuffisamment satisfaits	-La vague des habitants a eu de la nourriture suffisante	-Distribution de la nourriture -Sécurisation de la population et de leurs biens (champs)	-Redynamiser les activités agricoles -Irriguer les champs inondés -Sécuriser la population et ses champs	-Gouvernement -ONG -Population -Partenaire	-Nombre des champs récoltés et drainés -Quantité de nourritures distribuées - Nombre de champs irrigués - Nombre de la population est sécurisée	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Mauvaise gouvernance -Guerre -Manque des fonds -Pillage
27. Les champs et les maisons sont détruits et pillés	-La guerre -Le non casernement des militaires -La présence des groupes	-Baisse de la production -Famine et misère -Difficultés de scolariser les enfants et d'accéder						- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères	

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
	armées et des armes étrangères	aux soins de santé						-Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	
Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
28. Les enfants sont faiblement scolarisés.	-Guerre -Faible revenu -Mauvaise gouvernance -Ecoles moins nombreuses.	-Taux des enfants scolarisés faible -Délinquance juvénile.	Tous les enfants sont scolarisés.	-Sensibilisation -Construction d'écoles publiques -Gratuite de l'enseignement primaire et secondaire.	-Réhabiliter et créer de nouvelles écoles -Indexer les salaires des enseignants - Instaurer la sécurité et la paix. -Encourager les parents à envoyer les filles à l'école	-Gouvernement -Comité des parents -ONG -Population -Partenaire.	-Nombre d'écoles réhabilitées et construites -Nombre d'enfants et de filles scolarisés -Taux de salaires des enseignants élevé.	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions -Notes circulaires -Pièces comptables	-Guerre -Mauvaise gouvernance -Manque des fonds
29. Le sport et les loisirs sont inexistant	-Insécurité -Faible revenu -Misère -Mauvaise gouvernance	-Oisiveté des jeunes -Santé fragile -Délinquance juvénile	-Le sport et les loisirs ont existé	-Création des infrastructures de loisir	-Faire le plaidoyer pour l'équipement sportif -Aménager	-Gouvernement -Comités sportifs -ONG -Partenaire -Population	-Nombre d'espaces aménagés et d'infrastructures de loisir	- Rapports d'activités des ONGs -Rapports annuels des	-Guerre -Mauvaise gouvernance -Manque des fonds.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Sources de vérification	Facteur de Blocage.
					les infrastructures de loisir		construites -Nombre d'équipements sportifs fournis	Ministères -Fiches de renseignement et P.V des réunions	

VILLAGE 1 : MBOKO

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
1. Les intrants agricoles et de pêche sont insuffisants	- pillage - faible revenu	Baisse de la production agricole et de pêche	Les intrants agricoles et de pêche sont disponibles	Disponibiliser les intrants agricoles et de pêche	- Introduire la traction bovine - Mettre en œuvre un système de crédits	- Gouvernement - ONG	- Nombre de bœufs et de charrues - Nombre des COOPECs	-La guerre - Mauvaise gouvernance
2. Les cultures vivrières se raréfient	Expansion de la culture du palmier à huile	-Diminution des terres pour les cultures vivrières entraînent la famine - Les cultures vivrières se font sur les montagnes	Les cultures vivrières sont abondantes.	- Améliorer les techniques culturales sur les montagnes	- Introduire les semences adaptées - Encadrement pour moniteurs agricoles	- Gouvernement - ONG	- Superficie cultivée sur les montagnes - Nombre des cultivateurs encadrés	-La guerre - Mauvaise gouvernance
3. Les activités champêtres sont souvent abandonnées	Les cultivateurs fuient la guerre et l'insécurité : viols de femmes aux champs	Chute de la production agricole.	Les activités champêtres ne sont souvent abandonnées	Améliorer les conditions sécuritaires.	Plaidoyer auprès des autorités .	- Gouvernement - ONG - Population.	Nombre des cultivateurs permanents .	La guerre.
4. Certaines personnes n'ont pas accès à la terre arable	N'appartiennent pas aux clan propriétaire de terre	Diminution de la production agricole.	Toutes les personnes doivent avoir accès à la terre arable.	Sensibiliser les chefs coutumiers sur la loi foncière.	Appliquer la loi foncière.	- Gouvernement - Autorités coutumières.	Nombre des personnes ayant acquis de nouvelles terres.	Mauvaise gouvernance.
5. Filles se prostituent	5.1. Non	- Grossesse	. Filles ne se	5.1.1. Sensibiliser	- Créer des centres	- Gouvernement	- Nombre des	Mauvaise

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
	scolarisées 5.2. Filles violées 5.3. Satisfaction de besoins primaires	précoce et non désirable - VIH/SIDA - Instabilité dans le mariage	prostitués	les filles	de rééducation - Créer des activités génératrices de revenu - créer des centres sociaux	- ONG - parents et communautés ;	filles rééduquées - nombre des filles scolarisées - nombre des filles bénéficiaires des A.G.R.	gouvernance
6. Les jeunes prennent la drogue	6.1. Non scolarisation des jeunes 6.2 Disponibilité de la drogue	- Délinquance juvénile	Les jeunes ne prennent pas la drogue	6.1. Sensibiliser les jeunes 6.2. Interdire la culture de la drogue	- Scolariser tous les jeunes - Appliquer la loi sur la drogue	- Gouvernement - ONG	- Nombre des jeunes scolarisés. - nombre des jeunes emprisonnés - Nombre des champs de drogue détruits	Mauvaise gouvernance
7. Les orphelins sont sans soutien	Insuffisance des institutions s'occupant des orphelins	Délinquance juvénile	Les orphelins sont soutenus	Plaidoyer auprès des institutions concernées	Créer les orphelinats	- Gouvernement - ONG	- Nombre d'orphelinats créés	Mauvaise gouvernance

VILLAGE 2 : LWEBA

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
1. Les gens n'ont pas des caisses d'épargne.	- Absence de la COOPEC	- les capitaux sont gardés à la maison - mauvaise gestion .	- les gens ont des caisses d'épargne.	- Disponibiliser la caisse d'épargne.	- Réinstaller la COOPEC	-Gouvernement -population, FEC, ONGD.	-Nombre des COOPEC installées.	-mauvaise gouvernance.
2. Les pluies sont irrégulières	- aléas climatiques.	inodation	-	-	-	-	-	-
3. Les équipements de pêche sont insuffisants.	- Insécurité - faible revenu.	- Faible captures des poissons.	. Les équipements de pêche sont suffisants.	Disponibiliser les équipements de pêche sont suffisants.	- Plaidoyer auprès des bienfaiteurs .	-Gouvernement -ONGD, ONGI.	- Nombre de pêcheurs bénéficiaires d'équipements de pêche.	mauvaise gouvernance.
4. Les routes de dessertes agricoles sont impraticables.	mauvaise gouvernance.	- Famine rareté des produits agricoles.	- les routes de dessertes agricoles.	- Planification sur la réhabilitation des routes de desserte agri.	Plaidoyer pour la réhabilitation des routes de desserte agricole	-Gouvernement -ONGD, ONGI - population.	- Nombre de Kilomètres aménagés.	mauvaise gouvernance.
5. Les BABEMBE et les Banyamulenge sont en conflit.	- guerre - non intégration de Banyamulenge.	- pillages des moyens de ressources.	- les BABEMBE et les Banyamulenge vivent en harmonie.	- Cohabitation pacifique.	Favoriser les mariages entre les ethnies.	- Société civile - Gouvernement ONGD	- Nombre des mariages mixte entre les 2 ethnies.	- Dot très élevée, mœurs, us, coutume - mauvaise gouvernance.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
6. les récoltes sont pillées aux champs	- Insécurité	Famines	les récoltes ne sont pas pillées aux champs	- Instaurer la bonne gouvernance	- plaider pour la bonne gouvernance - Caserner les militaires	Gouvernement population ONGD	- Nombre de champs non pillés	- Mauvaise gouvernance.
7. Les gens ne savent pas gérer leurs productions	- Ignorance - absence des encadreurs	- mauvaise gestion	Les gens savent gérer leurs productions	-Disponibiliser les moniteurs agricoles ainsi que les gestionnaires	-Former et informer les gens sur la gestion des productions	Gouvernement Syndicat des agriculteurs ONGD, ONGI	- Nombre des gens formés et informés sur la gestion des productions	- Mauvaise gouvernance
8.L 'agriculture n'est pas mécanisée	Mauvaise gouvernance	Faible production	L 'agriculture est mécanisée	Disponibiliser des machines de labour.	- Plaidoyer pour la traction bovine	Gouvernement Syndicat des agriculteurs ONGD, ONGI	-Nombre de cultivateurs bénéficiaires des bœufs pour les champs	- Mauvaise gouvernance
9. Destruction des plantes .	- Insectes nuisibles.	- Famine - Faible production.	- les plantes ne sont pas détruites	-Disponibiliser les insecticides pour les champs - Des vaches à tractions.	- plaider pour octroi des insecticides aux agriculteurs.	Gouvernement ONGD, ONGI	-Nombre de cultivateurs bénéficiaires des insecticides	- Mauvaise gouvernance

VILLAGE 3 : BARAKA

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
1. Les champs sont pillés.	Militaires	Baisse de la production agricole.	Les champs ne sont pas pillés.	Casernement des militaires.	Elections libres et démocratiques.	Gouvernement.	Libre circulation des biens et des personnes	La guerre.
2. Les maisons sont détruites	2.1. La guerre 2.2. Réfugié ou déplacé en Tanzanie	Locataire chez des frères	Les maisons sont construites	Constructions des maisons par les rapatriés	- Plaidoyer auprès du gouvernement, ONGI et Agences des Nations Unies -Favoriser les activités génératrices des revenus aux rapatriés	Gouvernement, ONGI, ONG	Nombre des rapatriés bénéficiaires	Mauvaise gouvernance
3. Les intrants agricoles et de pêche insuffisants	Le pillage	Baisse de la production agricole.	Les intrants agricoles et de pêche sont suffisants	Disponibiliser les intrants agricoles et de pêche insuffisants	- Créer des greniers de semences - plaidoyer auprès du gouvernement et des ONGs	- Population - Gouvernement	Nombre des personnes bénéficiaires	Mauvaise Gouvernance
4. Les capacités de populations sont faibles	Insuffisance de formation	Baisse de la production Revenu faible	Les capacités de populations sont renforcées	Renforcer les capacités	Former la population sur la production et la gestion	Gouvernement Société civile	Nombre des personnes formées	- Insécurité - Mauvaise gouvernance
5. Les emplois, les capitaux, et les salaires sont	- Insécurité - Mauvaise gouvernance	Revenu faible Besoins primaires non satisfaits	Les emplois, les capitaux, et les salaires sont	5.1. Restauration de la sécurité 5.2.Bonne	-Cohabitation pacifique -Election libre et	-Population -Gouvernement -Syndicats	-Nombre d'emplois rémunérateurs	- Insécurité - Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
insuffisants	- Absence des banques		suffisants	gouvernance 5.3.Disponibiliser les micro-crédits	démocratique -Créer les COOPEC	-FEC,ONG	créés ou restaurés -Nombre des COOPEC créés	-Faiblesse des syndicats
6.Les routes de dessertes agricoles sont impraticables.	6.1 Insécurité Mauvaise gouvernance	Les produits agricoles ne sont pas écoulés suffisamment	Les routes de dessertes agricoles sont praticables	6.1Réhabilitation des routes de dessertes agricoles 6.2 Restauration de la sécurité	6.1Plaidoyer auprès du gouvernement 6.2Sensibiliser la population	Gouvernement ONG Population	Nombre de kilomètres, ponts et caniveaux réhabilités	Insécurité
7.Les handicapés physiques sont discriminés et marginalisés	Les handicapés qui les rendent différents d'autres personnes	-Accès difficile à l'emploi voire être limogé -Expropriation de leurs patrimoines légués des autres	Les handicapés physiques ne sont pas discriminés et marginalisés	Campagne sur la non discrimination et le respect de la personne avec handicap physique	-Prioriser l'accès aux emplois qui conviennent aux personnes handicapées -Plaidoyer auprès des instances judiciaires en faveur des handicapés	-Association des handicapés physiques -Gouvernement -Société civile	-Nombre des personnes handicapées engagées -Nombre des personnes handicapées réhabilitées dans leurs droits	-Mauvaise gouvernance -Faiblesse de l'association des handicapés
8. Les moyens de transport sont insuffisants	8.1Faible revenu 8.2Routes impraticables	Les produits agricoles, les personnes et les biens se déplacent difficilement	Les moyens de transport sont suffisants	-Acquisition des moyens de transport -Réhabilitation des routes	-Favoriser l'octroi des crédits -Sensibiliser le gouvernement	Gouvernement Société civile FEC	Nombre des engins de transport	Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
9. Les populations sont en mauvais état de santé	9.1.Insuffisance de soins de santé 9.2.Malnutrition	-Inactivité -Improductivité	Les populations sont en bonne santé	9.1Accession aux soins de santé 9.2Education en nutrition	-Disponibiliser les centres de santé -Sensibiliser la population sur la nutrition	Gouvernement Société civile	Nombre de centre de santés créés et des personnes éduquées en nutrition	Mauvaise gouvernance
10. Les travaux champêtres sont laissés aux femmes	10.1.Us et coutumes 10.2.Bureaucratie	-Cultiver sur des petites superficie -Faible production	Les hommes aussi font les travaux champêtres	Campagne de sensibilisation	Sensibiliser les hommes sur l'intérêt des travaux champêtres	Gouvernement ONG	Nombre des hommes qui font des travaux champêtre	- Us et coutumes - Mauvaise gouvernance
11.L'énergie est insuffisante	Absence d'énergie électrique	Absence d'industrie de transformation	L'énergie est suffisante	Fournir l'énergie électrique	Produire ou tirer l'énergie hydroélectrique Vulgariser l'énergie solaire	Gouvernement ONG FEC	BARAKA est alimenté en énergie électrique	-La guerre - Mauvaise gouvernance -Manque d'appui financier

VILLAGE 4 : MALINDE

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
1. Les champs sont inondés	Débordement de la rivière MUTAMBALA	-Les terres de cultures sont insuffisantes -Les caféiers, les palmiers à huile, les bananerais détruits	Les champs sont drainés	Disponibiliser les terres inondées pour la culture	-Construire la digue -Ramener la rivière dans son lit initial	-Gouvernement -ONG -Population	Superficie drainée	Mauvaise gouvernance
2. Les récoltes sont pillées aux champs	Les militaires	La famine à MALINDE	Les récoltes ne sont pas pillées aux champs	Casernement des militaires	Plaidoyer auprès des autorités compétentes	-Gouvernement -ONG -Population	Nombre des champs non pillés	Mauvaise gouvernance
3. Les déplacés et les rapatriés n'ont pas assez des moyens de subsistance	Insuffisance des humanitaires	Nombreux souffrent de malnutrition	Les déplacés et les rapatriés ont des moyens de subsistance	Disponibiliser la nourriture, les soins de santé aux déplacés et rapatriés	Plaidoyer auprès du HCR, PAM	-Gouvernement -ONG -Population	Nombre des déplacés bénéficiaires de vivres et non vivres	Mauvaise gouvernance
4. les maisons sont détruites	La guerre	Une concentration de plusieurs personnes dans une petite maison.	Les maisons sont construites	Disponibiliser les nouvelles maisons	-Plaidoyer auprès des ONGI. -Encourager les travaux collectifs	-Gouvernement -ONG -Population	Nombre des maisons construites	Mauvaise gouvernance
5. Les familles ont des nombreux enfants	Ignorance	Les besoins primaires des enfants ne sont pas satisfaits	Les familles ont moins d'enfants	Planning familial	Sensibiliser les parents sur le planning familial	-Gouvernement -ONG	Nombre des parents qui appliquent le planning familial	-Us et coutumes
6. Les cultivateurs n'ont pas	6.1 La guerre 6.2 Les récoltes	-Superficie cultivée très limitée	Les cultivateurs ont d'intrants et	Plaidoyer pour l'octroi des	-Réintroduire la traction bovine	-Gouvernement -ONG	-Nombre des bœufs et de	Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
d'intrants et d'engins agricoles	sont pillées	-Faible production -Faible revenu	d'engins agricoles	intrants et engins agricoles	-Créer des greniers semenciers -Créer un système de crédits agricoles	-Population	charrue -Nombre des greniers semenciers -Nombre des COOPECs	
7.La plupart des habitants ont faim	7.1Les récoltes ont été pillées 7.2Les champs ont été inondés	-Malnutrition -Maladie -Besoins primaire insuffisamment satisfaits	La plupart des habitants ont de la nourriture suffisante	Disponibilisation de la nourriture	-Rédynamiser les activités agricoles -Irriguer les champs inondés	-Gouvernement -ONG -Population	Nombre des champs récoltés et drainés	Mauvaise gouvernance

VILLAGE 5 : KATANGA

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
1.La plaine agricole de Kenya est inondée	-Débordement de la rivière MUTAMBALA	-Chute de la production agricole -Cultiver sur les montagnes	La plaine agricole de Kenya est irriguée	Planifier les mécanismes de lutte contre l'inondation	Ramener la rivière MUTAMBALA dans son lit initial -Construire des digues	-Gouvernement -ONG -Population	La superficie irriguée	-la guerre -la mauvaise gouvernance
2.Les champs et les maisons sont détruits et pillés .	Les militaires La guerre.	Baisse de la production être sous-logé par les frères.	Les champs et les maisons ne sont ni détruits et ni pillés.	2.1Casernements des militaires 2.2Bonne gouvernance 2.3Disponibiliser des nouvelles maisons	-Plaidoyer auprès du gouvernement -Elections libres et démocratiques	-Gouvernement -ONG -Population	-Nombre des militaires casernés -Nombre des maisons reconstruites -Nombre des champs récoltés	-la guerre -la mauvaise gouvernance
3.-Les routes de desserte agricole sont impraticables -Les engins agricoles et de transport sont insuffisants.	Insécurité Manque des capitaux Manque d'initiative.	-Les produits agricoles sont insuffisamment écoulés -Baisse de la production	.-Les routes de desserte agricole sont praticables -Les engins agricoles et de transport sont disponibles.	-Réhabilitation des routes de desserte agricole Disponibiliser les engins agricoles et de transport.	-Plaidoyer pour la réhabilitation des routes de desserte agricole -Réintroduction de la traction bovine -Octroyer des crédits.	-Gouvernement -Population, ONG et FEC.	Nombre des ponts caniveaux réhabilités Nombre de bœufs et de charrues réintroduits Nombre des crédits octroyés.	-la guerre -la mauvaise gouvernance.
5.Les enfants sont	5.1La guerre	Taux des enfants	Tous les enfants	Sensibilisation du	-Réhabiliter et	-Gouvernement	-Nombre des écoles	-La guerre

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateur	Facteur de Blocage.
faiblement scolarisés .	Faible revenu.	scolarisés faible.	sont scolarisés.	gouvernement Sécurité.	créer des nouvelles écoles -Indexer les salaires de enseignants -Sécurité.	-Comité des parents -ONG.	réhabilités et créés -Nombre des enfants scolarisés -Taux de salaires des enseignants.	-Mauvaise gouvernance.
6. Les soins médicaux sont difficilement accessibles .	La guerre Faible revenu.	Taux de mortalité élevée surtout infantile .	Les soins médicaux sont accessibles.	Amélioration des conditions de travail du personnel médical.	-Réhabiliter et créer des nouveaux centres de santé -Approvisionner les centres de santé en médicaments -Indexer le salaire du personnel médical.	-Gouvernement -ONG	-Nombre des centres de santé réhabilités et créés -Nombre des malades soignés Taux du salaire du personnel médical.	-La guerre -Mauvaise gouvernance.
7. Les terres arables diminuent	Inondation par la rivière MUTAMBALA	-Faible production -Faible revenu	Les terres arables augmentent	Disponibiliser les terres arables	-Réhabiliter la digue -Ramener la rivière MUTAMBALA dans son lit initial	-Gouvernement -ONG	Superficies des terres arables	-La guerre -Mauvaise gouvernance
8. Le sport et les loisirs n'existent pas	L'insécurité Faible revenu	-Oisiveté des jeunes -Santé fragile	Le sport et les loisirs existent	Réhabiliter le sport et les loisirs	Plaidoyer pour l'équipement sportif	Gouvernement -Comités sportifs -ONG	Nombre des matches joués	-La guerre -Mauvaise gouvernance.

8.3. Mécanisme de mise en œuvre, de suivi des stratégies et activités proposées.

Au niveau provincial c'est l'unité de pilotage et SERACOB équipe du terrain et autres invités qui mettront en œuvre le DSRP provincial. Quant au suivi il sera assuré par l'unité de pilotage et SERACOB.

Au niveau national, la mise en œuvre de DSRP national sera l'apanage de l'unité de pilotage au niveau national, des délégués venus de provinces, des ONG nationales qui ont gagné le marché auprès du ministère de Plan, des différents experts. Quant au suivi c'est l'unité de pilotage surtout le ministère du plan, des ONG nationales impliquées et le gouvernement.

8.4. Conclusion partielle

Malgré la multiplicité de problèmes de FIZI il est plus qu'urgent de résoudre le problème de famine qui peut paralyser tout l'appareil de production partant de là être plongé dans une misère atroce conduisant même à la mort de gens.

En plus il faut désenclaver le territoire.

Enfin accompagner la population dans leurs activités génératrices de revenus par les techniciens.

Mettre les infrastructures socio-économiques en marches (écoles, santé, routes, logement,...).

CONCLUSION GENERALE.

L'élaboration du Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté est consécutive à la situation de pauvreté observée en R.D.C en générale et en territoire de FIZI en particulier.

Or qui dit pauvreté sous entend l'insuffisance des ressources ou des moyens pour exploiter ces ressources en vue de satisfaire les besoins primaires de la vie qui sont la nutrition, l'habitat, les soins de santé, l'éducation etc.

Il va de soi que l'élaboration des stratégies de réductions de la pauvreté doit être précédée par l'inventaire des ressources potentielles du territoire de FIZI qui se trouvent principalement dans l'agriculture, l'élevage et la pêche.

Au plan agricole le territoire de FIZI est doté d'une immensité des terre fertiles entre autres les plaines alluviales de Kenya I, Kenya II, Nemba , Kikonde , Bumba, les terres organiques de Kilombwe, les terres d'origine forestière de LULENGE etc.

Au niveau de l'élevage on trouve à FIZI des pâturages dans les hauts et moyens plateaux et dans la basse altitude à NGANDJA et à LULENGE.

Quant à la pêche, de Makobola à Talama environ 200 Km de côte sur le lac Tanganyika, qui est l'un des lacs les plus poissonneux du monde.

Il est donc paradoxal de constater la situation de pauvreté et de misère que nous avons trouvé à FIZI et à certains endroits comme à MALINDE la famine y règne.

FIZI étant une partie organique de la R.D.C ; qui, depuis quelques décennies ressemblait à un navire sans Kapitaine qui naviguait au grès de vague. Le moment était donc bien indiqué pour que les agresseurs viennent encore accentuer la pauvreté généralisée en R.D.C. C'est d'ailleurs pour cette raison que bon nombre des personnes consultées étaient toujours pessimistes quant à l'avenir du DSRP.

Cependant, nous osons croire qu'avec la volonté du gouvernement appuyé d'une manière honnête et sincère par la communauté internationale le D.S.R.P. intérimaire à travers le mécanisme PPTE ont permis de réhabiliter quelques infrastructures sociales, l'espoir est donc permis à la population de la R.D.C en général et du territoire de FIZI en particulier.

ANNEXES

1. LISTE DES PARTICIPANTS PAR SITE

VILLAGE MBOKO

	NOMS ET POST-NOMS	GENRE	ACTIVITES REPRESENTÉES
1	KABWE SAIDI MIALANO	H	Greffier du tribunal
2	BAACANA ECA	F	Cultivatrice
3	MLONGE AMISA	F	Délégué Lusambya
4	MANGO KIZA SELEMANI	H	Professeur
5	NAMMENDE EHUSA	F	Membre groupe Lusambya.
6	BISOCI Jeanne	F	Membre association
7	KIBUKILA ALIMASI	H	Membre FEC
8	RAMAZANI IDI	H	Délégué musulman
9	BOBILYA NONDO	F	Cultivatrice « ASEF »/MBOKO
10	MAPENDO EBUNGU	F	Association Mwangaza
11	BOBILYA SANGO	F	Présidente ADDF
12	NABIKELWA HAZINA	F	Enseignante
13	ITONGWA MME'WA	H	Coordinateur ASEF
14	ENOKE ABWE	H	Elève
15	BALONGELWA ESPERANCE	F	Elève
16	SANGO AMIMU	H	Cycliste et pêcheur
17	MWENELWATA ANZURUNI	H	Pêcheur
18	APINGI ELUNGY	H	Cultivateur
19	BISOCI Joséphine	F	Commerçante
20	NYOTA EBOBO	F	Cultivatrice

VILLAGE LWEBE

NOMS ET POST- NOMS	GENRE	ACTIVITE REPRESENTÉES
1. ZAMUKULU MWAMINI	F	Représentante église Bahai
2. TUBONGYI EBUCO	F	Commerçante
3. NANGABI BANYEKI	F	Représentante de mamans CEPAC
4. ASAKU BUNYEMU	F	Cultivatrice
5. NDUBULA ANZURUNI	H	Professeur

NOMS ET POST- NOMS	GENRE	ACTIVITE REPRESENTEES
6. EMANWA MMBYULA	H	Kapita du village
7. M'MUNGA ETUNGANO	H	Président FEC/LWEBE.
8. ABEBWA MUSAFIRI CHUKYE	H	Notable chef de localité
9. TANGANYIKA ISHETI	H	Eleveur (chèvres, porcs)
10. ELIZA BANDALA	F	Cultivatrice
11. ZABIBU ROSE	F	Elève
12. KISHAMATA PETENGE	H	Cultivateur
13. BYOMBE EVALE	F	Cultivatrice
14. ASENDE NAMNDEBA	F	Commerçante
15. BILOSENGA BONYEMU	F	Cultivatrice
16. VERONICA NASANGO	F	Chômeur
17. MSABANA LUFUTA	H	Pêcheur
18. ELISA SARA	F	Commerçante
19. ROGER EBANGA	H	Creuseur (orpailleur)
20. CHUKIWA NYASINDE	F	Cultivatrice

VILLAGE BARAKA

NOMS ET POST- NOMS	Genre	Activités représentées
1.ZAWABU RAMAZANI	F	Infirmière
2. TAMBWE MUTABILI	H	Ex. A.T./FIZI
3. SHUKURANI HAMIMU	F	Représentante musulmanes/BARAKA
4. MATESO LWAMBA	H	Pêcheur
5. MICHELINE MAUA	F	Représentante mamans catholiques
6. KYALUMBA LUKABA- IBANDA	H	ONG/EMO –BARAKA
7.MWAVITA MAKELELE	F	Cultivatrice
8. WAKILONGO KABEMBA	H	Chef de secteur MUTAMBALA
9. ABAU'YA Jeannette	F	Animatrice /FFD- BARAKA
10. BAHATI SALIMA	F	Tailleur
11. MULEBINGE OMARI	F	Maîtresse de la maternelle
12. SALIMA RIZIKI	F	Animatrice SOFBEF
13. KANINO DUNIA	F	Commerçante
14.MWALE WA MOSHI LYLY	F	Chômeur/Infirmière
15. ANDJELANI MUKAMBILWA	F	Elève

16. ASSANI AMIMU	H	Cycliste
17.BIZOZA BYICAZA PAPY	H	Elève
18.SONGOLO MAMBO Jules	H	Cultivateur
19. ALENGA MIOCHU Mkelelwa	H	Rapatrié spontané/Cultivateur
20.Brigitte MUTAMBALA	F	Rapatriée spontanée/chômeur
21. KATANGA NGOY	F	Infirmière

VILLAGE MALINDE (Liste des participants)

Noms et post-noms	Genre	Activités représentées
1. Jeanne TABALELWA	F	Cultivatrice
2. MACHUMBE Jeannot	F	Cultivatrice
3. TABU LAMONA	F	Accoucheuse
4. SOFIA MWANUE	F	Cultivatrice
5. MIALANO BULIMWENGU	H	Kapita MALINDE1
6. MATESO BILALI	H	Kapita MALINDE2
7. ABEDI MANENO	H	Cultivateur
8. LOKWAMTE NUNGA	H	Chef de groupement Busik.
9. MWENEBATU WABEBWA	H	Enseignant
10. TAMBWE ESUBE	H	Cultivatrice
11. FAILA MANONGE	F	Cultivatrice
12. TSHALA SALUMU	F	Cultivatrice
13. ETABI MUTAMBALA	H	Elève
14. NYOTA LINDANDA	F	Elève
15. ROSA BILALI	F	Vulnérable /cultivateur
16. M'MEMBA BILUNGU	H	Cultivateur
17.KIZA HERI	H	Macon
18. BANDA MASUMBUKO	H	Cultivateur
19. ELIZA NASANGO	F	Cultivatrice
20. AMISI KINYONYI	H	Fige

VILLAGE KATANGA

Noms et post-noms	Genre	Activités représentées
1. KASHINDI LUMEME	H	Professeur
2. M'MOCA RIZIKI	F	Cultivatrice
3. DORCAS AUDILA	F	Cultivatrice
4. LUPANGU AYOMBO	H	Cultivateur
5. KAPITA KITUMBA	H	Chef de quartier
6. SIFA MMANGA	F	Cultivatrice
7. MULINDJA HERI	H	Chef de localité
8. EKYOCI NANDEBWE	F	Cultivatrice
9. MAWAZO ETO	F	Cultivatrice/Veuve
10. NOLA KIZA	F	Cultivatrice
11. LEA TALOLE	F	Cultivatrice/Veuve
12. FAIDA AMISI	F	Cultivatrice
13. MCUMBE MAYUTO	H	Cultivateur
14. ISSA WA ETHO	H	Cultivateur
15. MWALE WA MUSHI	F	Elève
16. Claudine WAPUNGU	F	Commerçante
17. ABWE Georgette	F	Cultivatrice
18. RIZIKI BAHATI	F	Chômeur
19. ETUNGANO WALUNGA	H	Cultivateur/Catéchiste
20. KABWE BALAMANGA	H	Cultivateur/Sage du village

2. Liste des sources secondaires

1. Bashonga. M. (1998) : *Contribution à l'inventaire de la flore phanérophytique dans le massif d'Itombwe*. Revue des sciences naturelles, CRSN/Lwiro, D.S.BUKAVU, R.D.C. Vol. 3, 1998.
2. Butynski, T. M., Upoki, A, Bagurubumwe, N. And hart, J.A., (1997) : *Rediscovery of the Congo bay (Itombwe) Owl, "Phodilus prigoginei"*. Bulletin of the African Bird Club. Vol. 4 N° 1.
3. Division provinciale de l'intérieure Bukavu : *Rapport du territoire de FIZI*, 1995.

4. Ministère du plan : *Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté*. DSRP/Version intérimaire. Février 2004. Kinshasa.
5. Ministère du plan : *Guide de terrain, consultations participatives sur la pauvreté auprès des communautés de base*. Octobre 2004, Kinshasa.
6. Ministère du plan : Guide méthodologique : *Méthode Accélérée de Recherche Participative, appliquée à l'analyse participative de la pauvreté*. Septembre 2004. Kinshasa.
7. Mkyoku Bilebyane Bethi (1982) : *L'occupation de l'Itombwe et ses conséquences politiques (1948 – 1964)*. Mémoire de graduat ISP/BUKAVU.

3. PROFIL DE L'ACTIVITE JOURANLIERE DES HOMMES.

VILLAGE 1 : MBOKO.

Heures	Activités
6 h °°	- Réveil.
6 h °° - 6 h 15'	- A l'église.
6 h 15' - 7 h °°	- Travaux champêtres dans la parcelle (jardin).
7 h °° - 7 h 30'	- Départ aux champs.
7 h 30' – 15 h 30'	- Travaux champêtres.
15 h 30' – 16 h °°	- Retour à la maison.
16 h °° - 16 h 30'	- Prendre son bain.
16 h 30' – 17 h °°	- Repas du soir.
17 h °° - 18 h °°	- Promenade dans le village.
18 h °° - 19 h °°	- Prendre son repos.
19 h °° - 20 h 30'	- Causerie en famille.
20 h 30' – 6 h °°	- Dormir.

VILLAGE 2 : LWEBE.

Heures	Activités. (Ordre de bureau)
6 h 30'	- Réveil.
6 h 30' – 7 h °°	- Bain.
7 h °° - 7 h 30'	- Départ pour le bureau.
7 h 30' - 7 h 40'	- Hymne national.
7 h 40' – 12 h °°	- Divers travaux de Bureau.
12 h °° - 13 h 30'	- Repas à domicile et repos de midi.
13 h 30' – 14 h °°	- Retour au bureau.
14 h °° - 16 h °°	- Travaux de bureau.
16 h °° - 16 h 15'	- Retour à la maison.
16 h 15' – 17 h °°	- Repos.
17 h 30' – 19 h 30'	- Suivi des informations à des diverses presses.
19 h 30' – 20 h 30'	- Repas du soir.
21 h °° - 06 h °°	- Dormir.

VILLAGE 3 : BARAKA

Heures	Activités
5 h 30'	- Réveil.
5 h 30' – 5 h 45'	- Prendre bain.
5 h 45' – 6 h 15'	- A l'église.
6 h 15' – 7 h °°	- Chemin de champs.
11 h °° - 11 h 45'	- Chemin de retour.
11 h 45' – 14 h 45'	- Repos.
14 h 45' – 14 h 30'	- Marche aux champs environnants.
14 h 30' – 16 h 30'	- Travaux.
16 h 30' – 16 h 45'	- Retour au village.
16 h 45' – 17 h °°	- Prise de bain.
17 h °° - 18 h °°	-Repos et visites familiales.
18 h °° - 19 h °°	- Repas et encadrement familial.
19 h °° - 20 h °°	- Dormir.

VILLAGE 4 : MALINDE

Heures	Activités
6 h °° - 6 h 30'	- Réveil et contrôle des enfants pour l'école.
6 h 30' – 7 h 30'	- Prendre bain.
7 h 30' – 8 h 30'	- Achats de poisson au lac.
8 h 30' – 15 h 30'	- Au marché pour vendre des poissons.
15 h 30 – 16 h °°	- Retour à la maison.
16 h °° - 17 h °°	- A l'église pour prier.
17 h °° - 17 h 30'	- Retour à la maison.
17 h 30' – 18 h 30'	- Promenade dans le quartier.
18 h 30' – 20 h °°	- Repas et encadrement.
20 h °° - 21 h °°	- Amusement sexuel.
21 h °° - 6 h °°	- Dormir.

VILLAGE 5 : KATANGA

Heures	Activités
6 h °°	- Réveil
6 h °° - 6 h 30'	- Prendre bain
6 h 30' – 7 h °°	- Prière à l'église
7 h °° - 8 h °°	- Arrivée au champ
8 h °° - 15 h °°	- Travaux champêtres
15 h °° - 16 h °°	- Retour à la maison
16 h °° - 16 h 45'	- Repos
16 h 45' – 17 h °°	- Repas
17 h °° - 18 h 30'	- Promenade dans le village (chez les amis et les membres de famille)
18 h 30' – 20 h °°	- Causerie en famille
20 h °° - 6 h °°	- Dormir

4. PROFIL DE L'ACTIVITE JOURANLIERE DES FEMMES**VILLAGE 1 : MBOKO.**

Temps	Activités
6 h °°	- Réveil
6 h °° - 6 h 10'	- Recherche de l'eau
6 h 10' – 6 h 15'	- Vaisselle
6 h 15' – 6 h 30'	- Préparer les enfants pour l'école
6 h 30' – 7 h 30'	- Départ pour les champs
7 h 30' – 14 h °°	- Travaux champêtres
14 h °° - 14 h 30'	- Retour à la maison
14 h 30' – 14 h 50'	- Préparer le repas (à manger)
14 h 50' – 15 h °°	- Au marché
15 h °° - 17 h 30'	1. Préparer le repas du soir 2. Piller les maniocs
17 h 30' – 19 h 30'	- Manger avec toute la famille
19 h 30' – 19 h 45'	- Laver les enfants
19 h 45' - 20 h °°	- Préparer le lit.

20 h ⁰⁰ - 21 h ⁰⁰	- Causerie en famille
21 h ⁰⁰ - 6 h ⁰⁰	- Dormir

VILLAGE 2 : LWEBA.

Heures	Activités
6 h ⁰⁰ - 6 h 10	- Réveil et arrangement du lit.
6 h 10' – 6 h 30'	- A la recherche d'eau.
6 h 30' – 7 h 30'	- Nettoyer la maison et la vaisselle.
7 h 30' – 8 h ⁰⁰	- Eplucher les maniocs, les étaler au soleil.
8 h ⁰⁰ - 10 h ⁰⁰	- Aller au champ.
10 h ⁰⁰ - 14 h ⁰⁰	- Activités champêtres.
14 h ⁰⁰ - 15 h ⁰⁰	- Rechercher les bois de chauffage.
15 h ⁰⁰ - 17 h ⁰⁰	- Retour à la maison chargée de différents effets .
17 h ⁰⁰ - 17 h 30'	- Allumer le feu et préparer les condiments.
17 h 30' – 18 h ⁰⁰	- Piler le manioc, tamiser et mettre l'eau de fufu au feu.
18 h ⁰⁰ - 18 h 15'	- Préparer le fufu et donner à manger à la famille.
18 h 15' – 19 h 30'	- Rassembler les assiettes et les casseroles utilisées.
19 h 30' - 19 h 50'	- Puiser l'eau du soir .
19 h 50' – 20 h 20'	- Prendre son bain.
20 h 20' – 20 h 30'	- Préparer le lit.
20 h 30' – 6 h ⁰⁰	- Dormir.

VILLAGE 3 : BARAKA

Heures	Activités
5 h ⁰⁰	- Réveil
5 h ⁰⁰ - 5 h 30'	- Balayer la cour
5 h 30' - 6 h ⁰⁰	- Arranger la maison
6 h ⁰⁰ - 7 h ⁰⁰	- A la recherche de l'eau
7 h ⁰⁰ - 7 h 30'	- Vaisselle
7 h 30' – 7 h 50'	- Se baigner
7 h 50' – 9 h 50'	- Au champ
9 h 50' – 14 h 50'	- Activités champêtres

14 h 50' – 16 h 50'	- Retour à la maison
16 h 50' – 17 h 50'	- A la recherche de l'eau
17 h 50' – 18 h 50'	- Préparer les condiments et piler le manioc
18 h 50' – 19 h 50'	- Arranger la table
19 h 50' – 20 h 20'	- Laver les enfants
20 h 20' - 21 h 20'	- Causerie en famille
21 h 20' – 6 h ⁰⁰	- Dormir

VILLAGE 4 : MALINDE

Heures	Activités
6 h ⁰⁰	- Réveil
6 h ⁰⁰ - 6 h 05'	- Recherche d'eau
6 h 05' - 6 h 15'	- Balayer la cour
6 h 15' – 6 h 30'	- Départ au champ
6 h 30' – 15 h 30	- Travaux champêtres
15 h 30' - 15 h 45'	- Retour à la maison
15 h 45' - 16 h ⁰⁰	- Piler le manioc
16 h ⁰⁰ - 16 h 30'	- Prépare le fufu
16 h 30' - 17 h ⁰⁰	- A table avec toute la famille
17 h ⁰⁰ - 17 h 30'	- Se laver
17 h 30' - 18 h 30'	- Promenade chez les amis du quartier
18 h 30' – 20 h ⁰⁰	- Causerie en famille
20 h ⁰⁰ - 20 h 30'	- Préparer le lit pour les enfants
20 h 30' – 6 h ⁰⁰	- Dormir

VILLAGE 5: KATANGA

Heures	Activités
6 h ⁰⁰	- Réveil
6 h ⁰⁰ - 6 h 5'	- Recherche d'eau
6 h 5' - 6 h 7'	- Balayer la cour
6 h 7' - 8 h 7'	- Départ au champ
8 h 7' - 15 h 7'	- Travaux champêtres
15 h 7' - 17 h 7'	- Retour à la maison

17 h 7' - 18 h 7'	- Piler le manioc et préparer les condiments
18 h 7' - 18 h 37'	-Prépare à manger
18 h 37' - 18 h 38'	- A table
18 h 38' - 21 h ^{oo}	- Prendre bain, repos, différentes communications.
21 h ^{oo} - 6 h ^{oo}	- Dormir

5. MATRICES D'ANALYSE DU GENRE

VILLAGE 1 : MBOKO

	Travail	Temps	Accès aux Ressources	Contrôle de Ressources	Culture
Femmes.	Champ de manioc.	12 mois.	F	F	Autorisé par la coutume. Bembe.
Hommes	Palmier à huile.	12 mois.	H	H	Autorisé par la coutume. Bembe.
Ménage.	Champs de maïs.	6 mois.	H	H	Autorisé par la coutume. Bembe.
Communauté .	Labour et semi.	1 journée.	H F	Ménage	Autorisé par la coutume. Bembe.

VILLAGE 2 : LWEBE.

	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femmes.	Champs de manioc.	12 mois.	F	F	Autorisé par la coutume Bembe.
Hommes..	Champs de	12 mois.	H	H	Autorisé

	palmier à huile.				par la coutume. Bembe.
Ménages..	Vente de manioc et huile.	8 heures/jour.	H	H	Autorisé par la coutume. Bembe.
Communauté.	Travailler collectivement au champ.	Une journée.	H F	H	Autorisé par la coutume. Bembe.

VILLAGE 3 : BARAKA

	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle de ressources	Culture
Femmes	Champ de manioc	Toute l'année	F	F H	Culture traditionnelle Bembe.
Hommes	Pêche	Toute la nuit	H	H	Idem.
Ménage	Petit commerce	Toute la journée	H F	H F	Culture acquise non autorisée par la culture Bembe.
Communauté	Travail solidaire dans les champs	1 journée	H F	H F	Autorisé par la coutume Bembe

VILLAGE 4 : MALINDE

	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle de ressources	Culture
Femmes	Champs de palmier à huile et capture des poissons.	12 mois	H	H	Autorisé par la culture Bembe.
Hommes	Champ de manioc.	12 mois	F	F	Autorisé par la coutume. Bembe.
Ménage	Champ d'arachide et maïs.	3 mois et 3 saisons/an.	H F	F	Autorisé par la coutume. Bembe.
Communauté	Labour et semi	1 journée.	H F	Ménage.	Autorisé par la coutume. Bembe.

VILLAGE 5 : KATANGA

	Travail.	Temps.	Accès aux ressources .	Contrôle des ressources.	Culture.
Femmes.	Champs de manioc.	12 mois	F	F	Autorisé par la coutume Bembe
Hommes	Palmier à huile	12 mois.	H	H	Autorisé par la coutume de Bembe.
Ménage.	Champs de maïs.	6 mois.	H	H	Autorisé par la coutume de Bembe
Communauté.	Labour et semi	1 journée.	H F	Ménage.	Autorisé par la coutume de Bembe

6. ARRANGEMENT PAR PREFERENCE.

VILLAGE 1 : MBOKO

Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang
1. Les intrants agricoles sont insuffisants.	7	7	6	7	27	A
2. Les cultures vivrières se raréfient.	4	3	5	4	16	D
3. Les activités champêtres sont souvent abandonnées.	5	5	4	5	19	C
4. Certaines personnes n'ont pas accès à la terre arable.	6	6	7	6	25	B
5. Les filles se prostituent	3	2	1	1	7	G
6. Les jeunes prennent la drogue	1	4	3	2	10	E
7. Les orphelins sont sans soutien	2	1	2	3	8	F

VILLAGE 2: LWEBE

Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang.
1. Les gens n'ont pas des caisses d'épargnes.	1	1	2	3	7	J
2. Les pluies sont irrégulières.	3	2	3	1	9	I
3. Les équipements de pêche sont insuffisants.	5	5	5	4	19	F
4. Les routes de desserte agricole sont impraticables.	7	7	6	7	27	D
5. Les Banyamulenge et les BABEMBE sont en conflit.	2	4	1	5	12	H
6. Les récoltes ont été pillées par les hommes en uniforme.	9	10	8	9	36	B
7. Les gens ne savent pas gérer leurs productions .	4	3	3	2	13	G
8. L'agriculture n'est pas mécanisée.	8	8	9	8	33	C
9. Routes de desserte agricole impraticables.	6	6	7	6	25	E
10. Insécurité.	10	9	10	10	39	A

VILLAGE 3 : BARAKA.

Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Ran g.
1. Les champs sont pillés.	6	7	7	7	27	E
2. Les maisons sont détruites .	8	5	4	2	19	G
3. Les intrants agricoles et de pêche sont insuffisants.	11	10	11	11	43	A
4. Les capacités des populations sont faibles .	7	8	6	8	29	D
5. Les emplois, les salaires et les Kapitaux sont insuffisants.	10	11	9	10	40	B
6. Les routes de desserte agricole sont impraticables.	9	9	10	9	37	C
7. Les handicapés sont discriminés et marginalisés.	3	3	8	6	20	F
8. Les moyens de transports sont insuffisants.	2	4	5	5	16	H
9. Les populations sont en mauvais état de santé.	1	2	1	4	8	K
10. Les travaux champêtres sont laissés aux femmes.	5	1	2	3	11	J
11. L 'énergie est insuffisante.	4	6	3	1	14	I

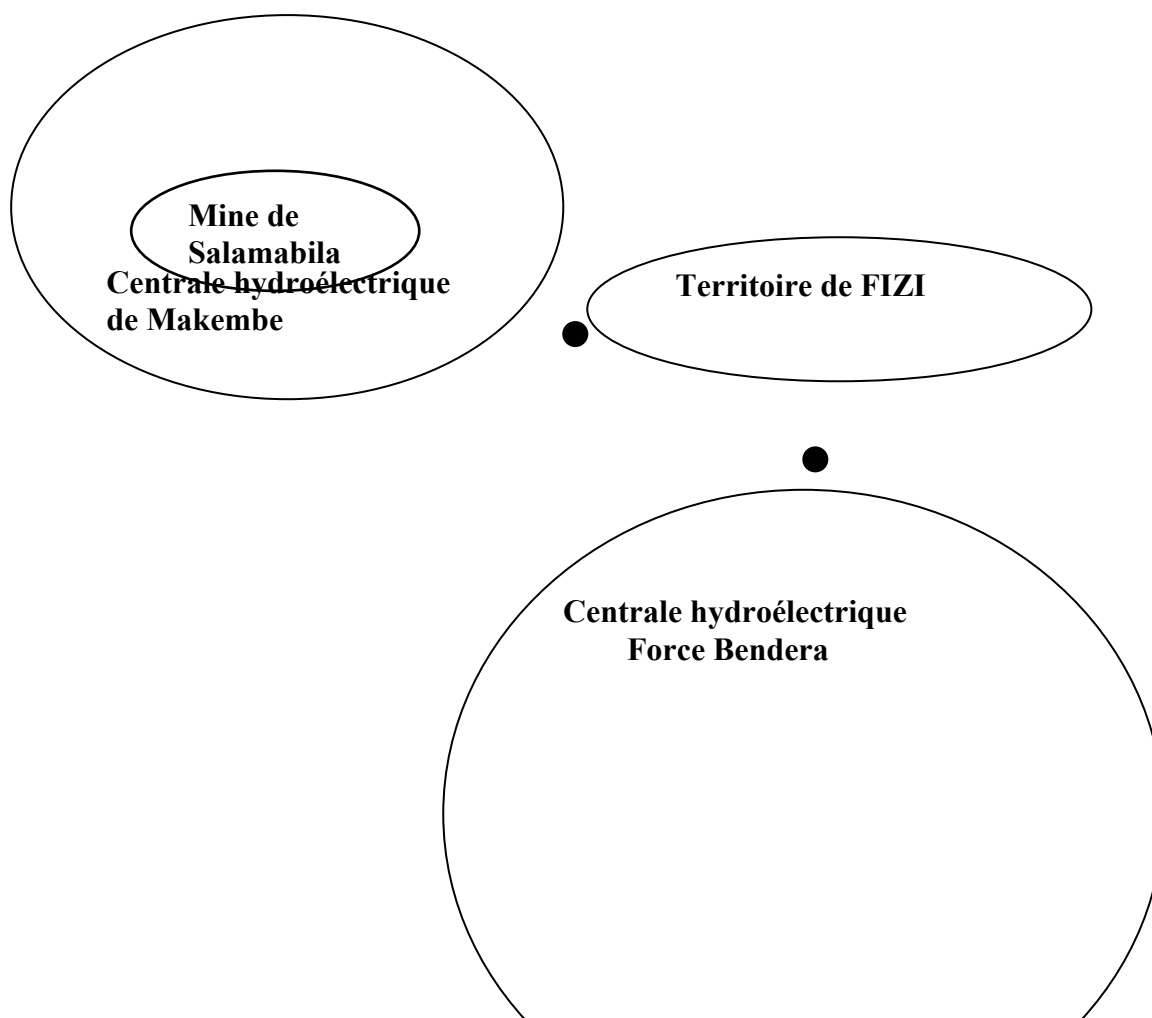
VILLAGE 4 : MALINDE.

Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang.
1. Les champs sont inondés.	7	7	6	7	27	A
2. Les récoltes sont pillées par les hommes en uniforme.	6	6	7	6	25	B
3. Les déplacés et les rapatriés n'ont pas assez de moyens de subsistance.	4	4	3	4	15	D
4. Les maisons sont détruites.	3	3	2	3	11	F
5. Les familles ont des nombreux enfants.	1	2	5	2	10	E
6. Les cultivateurs n'ont pas d'intrants et engins agricoles.	5	5	4	5	19	C
7. La plupart des habitants ont faim.	2	1	1	1	5	G

VILLAGE 5 : KATANGA

Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang.
1. Les enfants sont faiblement scolarisés.	4	3	4	3	13	G
2. Le sport et les loisirs n'existent pas.	3	1	2	2	8	I
3. Les terres arables diminuent.	9	9	8	9	35	A
4. Les intrants agricoles et de pêche sont insuffisants avec faible Kapitaux pour le petit commerce.	8	8	9	7	32	B
5. La plaine agricole de Kenya est inondée.	7	7	7	6	27	C
6. Les champs sont pillés ainsi que les maisons détruites pendant la guerre.	6	6	6	5	23	D
7. Les routes de desserte agricole sont impraticables	5	5	5	4	19	E
8. Les soins médicaux sont difficilement accessibles	2	2	3	1	9	H
9. Non fonctionnement des ONG locales avec faiblesse des ONG Internationales	1	4	1	8	14	F

7. ENERGIE HYDROELECTRIQUE





**Cimenterie
Kabimba**



**Ville de
KALEMIE**

8. RAPPORT DES SITES

RAPPORT FINAL DU 1er VILLAGE : MBOKO

I. INTRODUCTION ET ENONCEE DES THEMES DE RECHERCHE.

Dans le but de produire un Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté en sigle DSRP, le gouvernement de la R.D.Congo à travers son ministère de Plan doit conduire des consultations participatives auprès de communautés de base à travers les 11 provinces du pays.

Pour la province du Sud-Kivu, ce travail a été confié à la structure Service de Renforcement des Appuis aux communautés de Base en Afrique Centrale SERACOB en sigle.

A cet effet, dans chaque territoire de la province du Sud-Kivu, 5 Villages sont retenus pour les consultations participatives. Pour le territoire de FIZI, les villages suivants ont été retenus : MBOKO, LWEBE, BARAKA, MALINDE et FIZI Centre.

MBOKO est le chef lieu de la collectivité – secteur Tanganyika, il est limité au nord par la rivière Akyoka, au Sud par la rivière Sandja, à l'Est par le lac Tanganyika et à l'ouest par les hautes montagnes Mkubwe, Aoci,.

Caractérisé par un dépeuplement de sa population suite aux guerres de 1996-1998, signalons que la plupart des maisons en briques adobes ont été endommagées et les parcelles sont transformées en champs de manioc. Les points d'eau sont aussi endommagés.

Les habitants de MBOKO sont essentiellement cultivateurs de palmier à huile, de manioc parfois aussi de maïs, riz, haricots et arachides.

En dépit de sa situation géographique au bord du lac Tanganyika, la pêche n'est pas développée puisque les pirogues ne sont pas motorisées. Outre cette activité, l'élevage du porc, de chèvre mais aussi le petit commerce occupent une portion des activités socio-économiques de MBOKO.

Cela étant, nos consultations ont été orientées vers les cultivateurs, les pêcheurs, les éleveurs et les petits commerçants.

Les thèmes de recherche ont été axés sur les concepts locaux de bien-être, de vulnérabilité et de pauvreté, les perceptions sur les causes de la pauvreté /vulnérabilité, les stratégies de survie ainsi que la dimension genre de la pauvreté.

II. **BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE**

a. **But** : Le but de la recherche est de collecter les avis des habitants du village MBOKO sur leur état de pauvreté, les déterminants de la pauvreté ainsi que sur les solutions à mettre en œuvre pour diminuer la pauvreté.

b. **Les objectifs** : Les objectifs de nos recherches visent à :

- Comprendre les déterminants de la pauvreté ;
- Connaître les problèmes les plus importants de la pauvreté ;
- Envisager les actions susceptibles de réduire la pauvreté ;
- Déterminer les indicateurs et les facteurs de blocage éventuel.

III. **METHODOLOGIES DE LA RECHERCHE**

Pour atteindre ces objectifs, les outils de MARP suivants ont été utilisés :

- Coupe transversale ;
- Interview semi – structurés ;
- Calendrier saisonnier ;
- Arrangement par préférence
- Matrice d'analyse du genre ;
- Matrice de planification.

IV. **CONTENU DE LA DISCUSSION**

1. La coupe transversale de MBOKO a révélé ce qui suit :

- Des sites reboisés par l' église CELPA et CEPAC ;
- Des centres de santé avec les centres de la croix rouge.
- Une piste d'atterrissage
- Le plus grand hôpital de la contrée avec un équipement moderne (hôpital de NUNDU) ;

- Des terrains de football ;
 - Une grande concentration des écoles primaires et secondaires à MBOKO ;
 - Plus de vingt (20) robinets ou bornes fontaine dont une dizaine fait encore couler l'eau ;
 - La présence de trois sites d'érosion ;
 - Une forte concentration des sectes ;
 - L'expansion de la culture du palmier à huile ;
 - Plusieurs maisons détruites pendant la guerre ;
 - Une grande concentration des ONG locales (ASEF,GEADES,...) ;
 - Quelques ponts et caniveaux réhabilités par ACTED
 - Etc.
2. La matrice de planification soulève le problème de pillage des champs par les hommes en uniforme, la destruction des maisons, la précarité des intrants agricoles , l'impraticabilité des routes de desserte agricole, l'inaccessibilité de certaines personnes aux terres arables, l'abandon des activités champêtres , la prostitution des filles, les orphelins sont sans soutien , la prise de la drogue par les jeunes,...
 3. La matrice analyse genre a été tracée à partir du plan d'activités quotidiennes, du calendrier saisonnier, du profil d'activité et d'emploi du temps et du profil d' accès et de contrôle.

Après des longues échanges, les femmes de MBOKO ont confirmé qu'elles s'occupent principalement des travaux de champs et du petit commerce et cela durant

toute l'année. Car la grande partie de produits vivriers est destinée à la consommation d'où elles travaillent durement pour trouver à manger.

Signalons aussi que la femme de MBOKO se considère comme étant une esclave et plaide pour cet état de chose. Car à part la production du manioc qu'est parfois gérée Conjointement avec le mari, les autres revenus sont sous le contrôle du mari.

V. LES POINTS D' INTERPRETATION ESSENTIELS

Durant notre séjour à MBOKO nous avons trouvé que les habitants de ce village s'occupent essentiellement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et sont toutefois limités par l'insécurité causée par les militaires car elle a entraîné le vol, viol et pillage des champs. Mais aussi la jeunesse de MBOKO se retrouve abandonnée par les acteurs sociaux car sa majeure partie demeure déscolarisée d'où elle se livre d'où elle se livre à la prostitution pense que l'avènement d'un gouvernement responsable issu des élections libres, démocratiques et transparentes pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté.

VI. CITATIONS ESSENTIELLES :

- « La mauvaise gouvernance » .
- « L'octroi des micro-crédits pourraient constituer un atout majeur dans la réduction de la pauvreté ».
- « Pendant la guerre plusieurs maisons ont été détruites ».
- « Nos champs ont été systématiquement pillés par les militaires ».
- « Encadrer la jeunesse de MBOKO pourrait contribuer à la réduction de pauvreté ».
- « Créer les centres de rééducation pour les femmes violées ».
- « Disponibiliser les intrants agricoles et de pêche ».

Rapport quotidien du 23 Novembre 2004

1. Emplacement : Au tribunal principal de MBOKO.
2. Durée de l'exercice : De 9 heures à 17 heures.
3. Participants 8 personnes dont 4 femmes et 4 hommes(Voir liste de présence en annexe 1).
4. Facilitateurs : Mr. François Xavier KARANGWA, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA Mkeyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation était axée sur le partage d'échange autour du DSRP. Parmi les participant il y avait Mr ABWE Saidi Mileno Greffier du tribunal principal de la collectivité secteur qui représentait le chef de collectivité ayant été choisis parmi les parties prenantes de MBOKO pour dessiner la coupe transversale du village.
6. L'exercice a été initié par Mr. ANZULUNI MILENO facilitateur de l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte a concerné particulièrement l'Etat de la situation de MBOKO lié au retour des réfugiés de la Tanzanie, à la pauvreté de la population du village, ses causes, ses conséquences, les objectifs à atteindre, des stratégies à mener pour aboutir à une solution.
8. Le problème linguistique : nous avons chaque fois recouru à la langue locale le Kibembe en vue d'impliquer de plus en plus les parties prenantes dans les consultations participatives.
9. Matériels utilisés : papier, stylo, pavement du tribunal principal de MBOKO, craies.

CONSULTATION AVEC LES PARTIES PRENANTES

(Le 23 Novembre 2004)

Les consultations ont commencé par la présentation de tous les membres constituant les parties prenantes.

Prenant la parole, l'orateur du jour a expliqué aux interlocuteurs le bien fondé de notre mission dans le village MBOKO.

Il a ensuite demandé aux parties prenantes de nous présenter à savoir les écoles, les champs, les marchés et autres édifices depuis la rivière Kabondozi jusqu' à MBOKO nous avons des centres de santé de santé, des écoles qui nécessitent la réhabilitation et l'équipement (bancs, pupitres, tables, chaises craies, tableaux noirs,...).

Après cette analyse le facilitateur a posé la question suivante :

Quels sont les signes révélateurs de la pauvreté à MBOKO ?

Selon eux les signes révélateurs de la pauvreté sont les suivants :

- Celui qui a une petite maison en chaume ;
- Celui qui a un petit champ ;
- Celui qui cultive dans sa parcelle ;
- Celui qui mange tout au plus une fois par jour ;
- Celui qui n'a pas d'accès aux besoins primaires.

Après nous avons fourni ces quelques signes révélateurs de la pauvreté, le facilitateur leur a posé la question de savoir le village de MBOKO et les parties prenantes ont donné les réponses ci –après :

- Baisse de capture de poissons
- Insuffisance des intrants de pêche
- Mauvaise répartition des revenus entre le propriétaire des intrants agricoles et des cultivateurs
- Insuffisance de terres arables
- La gestion coutumière des terres arables
- L'expansion de la culture de palmier à huile
- Surtaxation des produits agricoles.

Selon les parties prenantes c'est l'insécurité qui est à la base de la pauvreté à MBOKO car elle a entraîné le mouvement massif des populations et comme conséquence :

- inaccessibilité des champs
- viols des femmes dans les champs
- départ des producteurs potentiels
- retardement de la reprise des activités agricoles
- vols des intrants agricoles et de pêche.

Après des longues échanges avec les parties prenantes elles nous ont proposé de qui suit :

- Distribution équitable des terres arables dans les hautes montagnes.

- Organiser des activités champêtres sont formes de ristourne (dynamique communautaire)

- Ré dynamiser le syndicat des agriculteurs

RAPPORT QUOTIDIEN DU 24 NOVEMBRE 2004 .

1. Emplacement : L'entretien s'est déroulé dans une des salles du bâtiment abritant les activités de l'ONG.
2. Durée : De 9 heures à 17 heures.
3. Participants : 4 femmes venant de divers secteurs (voir liste de présence en annexe 1)
4. Facilitateurs : ANZULUNI Mileno, DJURUA Mwenebatu Giscard, François Xavier KARANGWA et Dr YUMA Mkeyo.
5. Les consultations ont concerné des échanges entre l'équipe DSRP/FIZI et le Focus-group Femmes. L'animateur du jour, le Docteur YUMA prenant la parole a brossé une brève introduction parlant du mobile de notre séjour à MBOKO et du DSRP.
6. L'exercice a été initié par Dr YUMA, le facilitateur Mr. ANZULUNI étant quelque peu empêché.
7. Le contexte a consisté à brosser l'historique du DSRP 2001, DSRP en cours et de la pauvreté dans le village de MBOKO, ses causes, ses conséquences, les stratégies à envisager pour arriver aux résultats attendus.
8. Problème linguistique : nous avons adopté l'utilisation à la fois, de la langue Swahili et la langue locale Bembe pour amener aux parties prenantes à plus de compréhension sur le thème de recherche.
9. Matériels utilisés : le pavement de la salle, craies , stylo et papiers.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP FEMMES

(Le 24 Novembre 2004)

La séance a commencé comme d'habitude par le mot d'ouverture du facilitateur du jour qui était le Docteur YUMA M'Keyo. Celui-ci aux femmes présentes le motif de notre présence à MBOKO en leur brossant le DSRP intérimaire qui sera suivi du DSRP final et national élaboré à partir de consultations en cours.

Composé de 4 femmes, le facilitateur leur distribua le dépliant du DSRP en découvrant elles-mêmes le sens profond que nous donne la photo ou le tableau peint su ce dépliant selon elles, cette photo nous donne l'image d'un homme vulnérable qui désespère.

Ensuite le facilitateur leur posa la question de savoir les causes de la pauvreté à MBOKO, et quelles en sont les causes :

Réponses :

- Insuffisance de semence
- Insuffisance en capital pou le petit commerce
- L'Etat ne protège pas la femme
- Les routes de dessertes agricoles demeurent inaccessibles
- La guerre avec son insécurité
- Infertilité du sol dans certains milieux .

Après nous avoir énuméré les causes de la pauvreté, le facilitateur a procédé par les interviews semi-structurés qu voici :

- Q1 : Comment avez-vous collaboré avec la COOPEC à l'époque.
- R1 : Nous n'avons jamais vu les actions de la COOPEC chez nous.
- Q2 : Que faites – vous pour avoir les semences ?
- R2 : Certaines parmi nous fabriquent de la buisson locale pur trouver peu d'argent.
- Q3 : Que peut-t-on faire pour avoir des semences et un capital consistant pour le petit
- R3 : A notre niveau nous ne pouvons rien faire, mais nous proposons ceci :
 - Qu'on nous octroie des micro-crédits.
 - Qu'on disponibilise des semences gratuitement pour tous les cultivateurs de MBOKO.
 - Qu'on nous donne des crédits rotatifs en chèvre et porcs.

Après ces quelques suggestions, elles ont tracé leurs calendrier saisonnier des activités champêtres.

Activité (Culture)	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Champ de manioc	X	X	X	X	X				X	X	X	X
Palmier à huile	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Haricots, arachides, maïs			X	X						X	X	X
Récolte de maïs, arachide et haricots	X	X	X			X	X					
Récolte de manioc	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

D'après ce calendrier nous trouvons que le manioc reste la culture la plus pratiquée par les femmes de MBOKO. Par contre, le palmier à huile bien qu'il soit pratiqué durant toute l'année, il faut attendre quatre à cinq ans pour récolter. Cette dernière culture est essentiellement pratiquée par les hommes.

Après ce tableau elles ont tracé le profil d'activités quotidiennes, que voici :

Temps	Activités
6 h ⁰⁰ -	- Réveil
6 h ⁰⁰ - 6 h 10'	- Recherche de l'eau
6 h 10' - 6 h 15'	- Vaisselle
6 h 15' - 6 h 30'	- Préparer les enfants pour l'école
6 h 30' - 7 h 30'	- Départ pour les champs
7 h 30' - 14 h ⁰⁰	- Travaux champêtres
14 h ⁰⁰ - 14 h 30'	- Retour à la maison
14 h 30' - 14 h 50'	- Préparer à manger
14 h 50' - 15 h ⁰⁰	- Au marché
15 h ⁰⁰ - 17 h 30'	- Préparer la nourriture du soir
	- Piler le manioc
17 h 30' - 19 h 30'	- Manger avec toute la famille

19 h 30' – 19 h 45'	- Laver les enfants
19 h 45' – 20 h ⁰⁰	- Préparer le lit.
20 h ⁰⁰ - 21 h ⁰⁰	- Causerie en famille
21 h ⁰⁰ - 6 h ⁰⁰	- Dormir

Ensuite elles ont tracé le tableau de profil d'activité et d'emploi de temps que voici :

Temps/période de la journée.	Activité par genre et travail accompli.	Lieu
2 heures/Après-midi	Association ADDF	Eglise GARAGANZE de MBOKO
12 heures/toute la journée	Commerce	Au marché
3 heures/Après-midi	Activités de l'église	A l'église CEPAC/MBOKO
Chaque jour sauf le Dimanche	Enseignement	A l'école de MBOKO

Après ce tableau d'activité et d'emploi de temps elles ont tracé le profil d'accès et de contrôle.

	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle de Ressources	Culture
Femmes	Champs de manioc	12 mois	F	F	Autorisé par la coutume Bembe
Hommes	Palmier à huile	12 mois	H	H	Autorisé par la coutume Bembe
Ménage	Champ de maïs	6 mois	H	H	Autorisé par la coutume Bembe
Communauté	Labour et semi	Une journée	H F	Ménage	Autorisé par la coutume Bembe

Enfin pour clôturer nous avons tracé le tableau de matrice d'analyse genre :

Ressources	Accès			Condition			Prise (Décision)		
	Femmes	Hommes	Enfants	F	H	E	F	H	E
Huile de palme		X			X			X	
Petit commerce	X			X			X		
Manioc	X			X			X		
Arachide, haricots, maïs	X			X			X		

D'après les femmes de MBOKO, la prise de décision sur la production et le revenu de différentes activités revient à l'homme chef de ménage. Par contre, pour les travaux de champ elles sont associées à la prise de décision et souvent c'est elles - mêmes qui gèrent la production de manioc.

Signalons toutefois que la plupart de champs de MBOKO sont destinés à la consommation.

Rapport quotidien du 25 Novembre 2004

1. Emplacement : dans le bureau de l'ONG locale GEADES
2. Durée de l'exercice : de 9 heures à 17 heures.
3. Participant : 4 jeunes dont 2 filles et 2 garçons (voir la liste de présence en annexe 1).
4. Facilitateurs : François Xavier KARANGWA, Dr. YUMA M'Keyo, ANZULUNI Mileno et DJURUA MWENEBATU Giscard.
5. Les consultations participatives ont été faites avec les parties prenantes représentant la jeunesse du village de MBOKO. Nous avons parlé avec eux de la pauvreté.
6. L'exercice a été initié et animé par Mr. ANZULUNI Mileno Facilitateur et appuyé de temps en temps par l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte visait essentiellement le concept pauvreté ses causes et les voies et moyens de la réduire.
8. Problèmes linguistiques : les langues utilisées au cours de l'exercice sont le Swahili, le français, et le Kibembe.
9. Les matériels utilisés dans l'exercice : le pavement de la salle, craies, papier et stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP JEUNES

(MBOKO, le 25 Novembre 2004)

Prenant la parole , l'orateur du jour qu'était le facilitateur ANZULUNI Mileno, il a remercié les jeunes présents pour l'entretien. Il leur a expliqué que cette mission a commencé depuis 2001 pour la première fois lorsque l'Est du Congo était en guerre, et cette guerre n'avait pas permis au ministère du plan d'achever sa mission qui était de récolter auprès de la base les données susceptibles de contribuer aux projets de contribuer aux projets ou programmes élaborés sur la réduction de la pauvreté en R.D.C.

En ce jour, ces consultations se déroulent dans tous les territoires de la R.D.C pour élaborer le Document de Stratégies de la Réduction de la Pauvreté DSRP en sigle. Ce document sera élaboré sur base des données et propositions que vous allez nous faire pendant ces consultations.

Et pour le territoire de FIZI 5 Villages ont été retenus : MBOKO, LWEBE, BARAKA, MALINDE et FIZI-Centre.

Après cette brève introduction sur l'objectif et le but de notre mission à MBOKO, il leur a posé la question de savoir les signes révélateurs de la pauvreté ainsi au leurs causes. Voici quelques signes et causes données par les jeunes du Focus- group :

- Quand on est orphelin
- Maison en chaume
- Inaccessibilités aux besoins primaires
- Manque de frais scolaires
- Manque d'initiative
- Manque d'encadrement (agriculteurs et pêcheurs)
- Insuffisance de terres arables
- La guerre
- Discrimination des filles du point de vue scolaire.

Après cette série de question-réponse sur les signes et cause de la pauvreté avec les jeunes, le facilitateur leur a demandé de tracer le tableau de profil d'activités quotidiennes que voici :

Profil d'activités quotidiennes :

Temps	Activités (jeunes qui étudient)
6 h ⁰⁰	- Réveil
6 h ⁰⁰ - 6 h 15'	- Se laver
7 h ⁰⁰ - 7 h 30'	- Ils entrent en classe
7 h 30' – 12 h 30'	- Sortie de l'école
12 h 30' – 13 h 15'	- Rentrer à la maison
13 h 15' – 13 h 30'	- Manger
13 h 30' - 14 h ⁰⁰	- Repos
14 h ⁰⁰ - 15 h 30'	- Certains vont aux champs les autres s'intéressent au gardiennage des bêtes.
15 h 30' – 16 h ⁰⁰	- Jeux des cartes ou football et les autres à la bibliothèque
16 h ⁰⁰ - 17 h ⁰⁰	- A l'église pour la chorale
17 h ⁰⁰ - 18 h ⁰⁰	- Se laver
18 h ⁰⁰ - 19 h ⁰⁰	- Promenade dans le quartier
19 h ⁰⁰ - 19 h 30'	- manger (repas du soir)
19 h 30' – 20 h 30'	- Causerie en famille
20 h 30' – 6 h ⁰⁰	- Dormir

Ce profil d'activités quotidiennes concerne les jeunes garçons de MBOKO. Dans ce village après le cours tous les jeunes garçons et filles confondus ont l'habitude d'aller aux champs pour les activités champêtres en quête des frais scolaires.

Parmi ces travaux :

- Couper les régimes de palmier à huile.
- Cueillir les maniocs.
- Etc.

Les autres font les travaux de gardiennage des bêtes (porcs, chèvres,...).

Signalons toutefois qu'à MBOKO les élèves chassés de l'école se livrent à des vols dans les champs. Et souvent les matins il ont l'habitude d'aller à la plage pour demander à leurs proches les poissons. Certains d'entre eux se livrent à la drogue qui a comme conséquence les violences sexuelles.

En ce qui concerne les activités d'encadrement socio-professionnel des jeunes, le Focus- group nous a signalé qu'ils sont encadrés non seulement dans les activités de menuiserie mais aussi par une ONG locale ASEF (Association Sauvons l'Enfant de FIZI) encore cette ONG locale met en disposition de la jeunesse une bibliothèque peu fourni qui nécessite un appui pour améliorer son rendement.

Enfin, avec la participation du Focus-group jeunes nous avons tracé la matrice de planification à partir de problèmes collectés. (voir annexe 2).

Rapport quotidien du 26 novembre 2004

1. Emplacement : dans l'une des salles du bureau de l'ONG GEADES / MBOKO.
2. Durée de l'exercice : de 9 heures à 17 heures.
3. Participants : 4 personnes dont 2 femmes et 2 hommes.
4. Facilitateurs : Dr. YUMA, François-Xavier KARANGWA, ANZULUNI Mileno et DJURUA MWENEBATU Giscard.
5. La consultation a concerné le Focus-group vulnérable dont 2 femmes et 2 hommes en vue de partager avec eux leurs visions sur la pauvreté, ses causes, ses voies de solution pour la diminuer.
6. L'exercice a été initié et animé par le facilitateur ANZULUNI complété chaque fois par les membres de l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte a été lié à la situation de la vulnérabilité dans le village de MBOKO en aboutissant sur le concept pauvreté ses causes, et les voies de solutions selon le Focus-group.
8. Problèmes linguistiques : chaque fois nous avons été obligé de recourir à la langue locale Kibembe pour faciliter les parties prenantes à s'impliquer efficacement dans les recherches.
9. Matériels utilisés dans l'exercice : pavement de la salle, craies, papiers, stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP HETEROGENE
(MBOKO, le 26 novembre 2004)

Introduisant les travaux de consultation participative du 26 novembre 2004, le facilitateur Mr ANZULUNI a rappelé au Focus-group du jour le but et l'objectif de notre mission à travers tout le territoire de FIZI et plus particulièrement dans les villages retenus.

Le facilitateur précipité a aussi brossé le fait que tout programme à concevoir par le gouvernement doit être criffé par les données qui viennent de la base qui est la population en vue de refléter les réalités du terrain et non du sommet à la base.

C'est dans ce contexte que le gouvernement de transition de la R.D.C à travers le ministère du plan a organisé la mission de consultation en cours pour impliquer la population dans les stratégies visant la réduction de la pauvreté. Ensuite le facilitateur leur a expliqué le DSRP et le PPTE.

Après cette large introduction sur le DSRP et la mission de l'équipe animatrice, le facilitateur leur a posé la question de savoir les signes révélateurs de la pauvreté à MBOKO ainsi que leurs causes. Voici les réponses aux questions posées :

- maisons en chaume ;
- les enfants déscolarisés ;
- insuffisance des terres arables due à la gestion de celle-ci par le Capita du village ;
- manque d'encadrement pour les agriculteurs et pêcheurs ;
- la guerre ;
- l'expansion de la culture de palmier à huile ;
- quand on est orphelin ;
- bref, inaccessibilité aux besoins primaires ;
- Capital insuffisant pour le petit commerce ;
- Pillage des produits agricoles dans les champs ;
- L'agriculture n'est pas mécanisée.
- Epidémie

Après cette longue discussion sur les causes et les signes révélateurs de la pauvreté, les facilitateurs avec le Focus group sont passés à l'étape d'arrangement pour trouver celles qui ont une grande influence sur les autres compte tenu de la réalité du milieu.

Voici le tableau d'arrangement par préférence de quelques causes précitées par le Focus group :

Problèmes/Causes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang
1. l'expansion de la culture de palmier à huile	1	4	3	2	10	E
2. Insuffisance des moniteurs agricoles	2	1	2	1	6	F
3. Insuffisance en intrants agricoles	3	2	4	3	12	D
4. L'agriculture n'est pas mécanisée	6	5	6	6	23	A
5. Abandons des activités champêtres	4	6	1	5	16	C
6. Gestion coutumière de terres arables.	5	3	5	4	17	B

Cet arrangement nous a révélé qu'à MBOKO c'est la non mécanisation de l'agriculture qui est la cause principale de la pauvreté et ceci a comme conséquence la faible production parce que l'espace cultivé est trop limité malgré la bonne volonté de la population qui est de cultiver plus de superficie pour améliorer les conditions de vie des habitants de MBOKO.

L'autre problème ou cause de la pauvreté c'est la gestion coutumière de terres qui ne permet pas aux autres n'appartenant pas au clan du village MBOKO de cultiver près du village ; d'où certains d'entre eux sont obligés de monter vers les montagnes pour chercher des terres non cultivées malgré les tracasseries des hommes en uniforme. Ceci nous pousse avec le Focus group à conclure que le problème foncier reste très délicat à MBOKO.

L'autre problème c'est l'expansion de la culture de palmier à huile qui occupe des grandes superficies de terre au détriment des cultures vivrières : manioc, maïs, arachide, banane...

Signalons aussi que le manioc est l'aliment de base de tout le territoire de FIZI. En plus, la culture de palmier à huile demande d'autres moyens de survie pour les cultivateurs car il doit attendre plus de quatre à cinq ans pour couper le premier régime.

Après cette étape d'arrangement nous avons ensemble avec le Focus group tracé la matrice de planification que voici en annexe2.

SITE MBOKO : FOCUS GROUP JEUNES :SANGO AMIMU, ITONGWA MME'WA, ENOKE ABWEBE, LONGELWA ESPERENCE.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Prostitution	-Déscolarisation des jeunes gens -Filles violées -non satisfaction aux besoins primaires.	-grossesses indésirables -VIH/SIDA -Instabilité dans le mariage.	-Toute les filles sont à l'école -Les violences sont punies -Les besoins primaires sont accessibles.	-Sensibiliser les parents -Accompagnement psycho-social -Création d'emploi.	-Campagne de sensibilisation -Créer les centres de rééducation -Créer les AGR.	-Société civile -ONG locales -Gouvernement.	-Nombre de sensibilisés -Nombre de jeunes scolarisés -Nombre de violeurs punis -Nombre des AGR.	-la guerre -absence d'appui matériel -mauvaise gouvernance.
2. Prise de drogue.	-la guerre -la déscolarisation des jeunes -disponibilité des drogues	-banditisme -oisiveté -délinquance	-mettre fin à la guerre -tous les jeunes scolarisés -déraciner la drogue(l'indisponibiliser)	-lutte contre le trafic et la culture de la drogue	-Sensibiliser les jeunes en organisant les rencontres, médias, et églises -punir les cultivateurs de la drogue	-Société civile -les acteurs sociaux -Gouvernement (pouvoir local)	-Nombre de décisions mises en application contre la drogue -Nombre de jeunes sensibilisés	-la guerre -mauvaise gouvernance. -mauvaise volonté des acteurs sociaux.
3. Jeunes orphelins sans soutien.	-la guerre -absence de soins médicaux	-paupérisation de la population -la mort précoce	-mettre fin à la guerre avec sont insécurité -accès aux besoins primaires et soins primaires.	-Démocratie -Bonne gouvernance -Réhabiliter les centres de santé.	-Elections libres, trans-parentes et démocratiques -Sélection des élus -Rigueur contre l'impunité -Disponibiliser	-Gouvernement, Société civile, les ONGD et les Agences des Nations Unies.	-Instauration de la démocratie -Nombre des décisions appliquées - -Accessibilité aux soins.	-la guerre -mauvaise gouvernance. -mauvaise volonté des acteurs sociaux.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
					les soins primaires.			

SITE MBOKO / FOCUS GROUP HETEROGENE : MWENELWATA ANZULUNI, APINGI ALUNGY, BISOCI JOSEPHINA, NYOTA EBOBO.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteur de blocage.
1. L'agriculture	-Mauvaise gouvernance	-Diminutions des productions.	-l'agriculture est mécanisée.	-Disponibiliser la traction bovine .	-Plaidoyer pour les engins ou les bœufs.	-ONGD,ONGI, Gouvernement.	-Nombre des champs labourés par les bœufs.	-Mauvaise gouvernance -mauvaise volonté des bienfaiteurs.
2. Gestion coutumière des terres arables.	-Mauvaise gouvernance.	-Insuffisance de terres arables.	-Disponibiliser des terres arables pour la population.	-Disponibiliser des terres arables pour la population.	-Partage équitable des terres arables.	-ONGD,ONGI, autorités locales.	-Nombre des champs labourés par la population.	-Mauvaise gouvernance.
3. Abandon des activités champêtres .	Insécurité.	Faible production	-Vaquer aux activités champêtres.	Réinstaurer la sécurité aux champs.	Punir les voleurs et les pilleurs.	-Gouvernement, autorités locales.	Libre circulation des agriculteurs.	-Mauvaise gouvernance.
4. Insuffisance en intrant de pêche.	Insécurité, pillage, guerre	-Faible capture des poissons	Les intrants de pêche sont insuffisants.	Disponibiliser les intrants de pêche.	Plaidoyer pour les intrants de pêche.	Gouvernement ONGD,ONGI, Syndicat des pêcheurs.	-Forte capture, Nombre de pêcheurs bénéficiaires.	-Mauvaise gouvernance -mauvaise volonté des bienfaiteurs.
5. Expansion de la culture de palmier à huile.	-Non encadrement des agriculteurs.	Diminutions des terres arables pour les cultures vivrières, manioc, maïs, banane.	Non expansion de la culture du palmier à huile.	-Encadrement des agriculteurs.	Plaidoyer pour prendre des mesures sur la culture du palmier à huile.	Gouvernement, ONGD,ONGI Syndicat des cultivateurs.	Nombre des cultivateurs bénéficiaires des terres arables.	-Mauvaise gouvernance -mauvaise volonté des bienfaiteurs.
6. Insuffisances de moniteurs agricoles.	Baisse de la production	Manque d'encadrement de cultivateurs.	Suffisance des moniteurs.	Disponibiliser les encadreurs Agricoles.	Installer ou affecter les agronomes et médecins vétérinaires	Gouvernement, ONGD,ONGI Syndicat des cultivateurs	Nombre des cultivateurs encadrés	-Mauvaise gouvernance -mauvaise volonté des bienfaiteurs

VII. DIFFICULTES RENCONTREES

Lors de notre séjour à MBOKO, les difficultés étaient très nombreuses et axées principalement sur :

- des suspicions autour de la situation vécue pendant les guerres de 1996 et 1998.
- Tracasseries militaires.
- Le logement, car la plupart des maisons ont été détruites pendant la guerre ;
- La restauration, il y a très peu de poissons à MBOKO
- Exigence des autorités politico-administratives de l'argent
- Le niveau intellectuel très bas de certains membres de Focus group surtout femmes

IX. RECOMMANDATIONS :

Les recommandations faites par les parties prenantes sont les suivantes :

- Plaidoyer pour l'octroi des crédits pour les petits commerces.
- Payer les enseignants, médecins et infirmiers, militaires en vue d'alléger la tâche de famille déjà vulnérables
- Sensibiliser la population sur les droits de la femme car elle demeure victime de viol, violences sexuelles et marginalisée dans la prise de décision sur les ressources .
- Plaidoyer pour les intrants de pêche et agricoles.
- Plaidoyer pour l'encadrement des agriculteurs et pêcheurs.
- Contrecarrer l'expansion de culture du palmier à huile au détriment des autres cultures vivrières.
- Réhabiliter les routes de desserte agricoles (Kenya II).
- Sensibiliser la population sur la scolarisation de la fille.
- Plaidoyer pour la réhabilitation des points d'eau.

X. CONCLUSION

Tout au long de ce parcours nous avons trouvé que c'est l'insécurité qui est à la base de la pauvreté à MBOKO car elle a entraîné beaucoup des jeunes à s'enrôler dans l'armée lors de la guerre et jusqu'à présent ils demeurent non maîtrisables par les autorités locales. D'où ils se livrent à des vols et pillage des champs.

La population de MBOKO vit essentiellement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et du petit commerce.

A cet effet, il faudrait favoriser en dotant à ce village les intrants nécessaires pour les activités socio-économiques susmentionnées, et pour lui assurer les mesures d'accompagnement car sortant récemment du refuge.

En outre, la réhabilitation des routes de desserte agricole peut leur faciliter à transporter les produits agricoles des champs vers le village ou le marché.

RAPPORT FINAL DU 2ème VILLAGE LWEBA.

1. INTRODUCTION ET ENONCEE DES THEMES DE RECHERCHE.

Dans le but de produire un Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté DSRP en sigle, le gouvernement de la R.D.C a travers son ministère de plan conduit les consultations participatives auprès de communauté de base dans les 11 provinces de la R.D.C. Ces consultations font suite au DSRP de 2001 qui a été organisé dans les provinces qui étaient sous contrôle du gouvernement pendant la guerre du RCD à l'Est du pays.

L'objectif de ce DSRP est de recueillir auprès de la base son avis sur la réduction de la pauvreté. Il s'agit des stratégies à mener pour améliorer les conditions de vie de la base. Car pendant la première et la deuxième république le gouvernement concevait des programmes au niveau de Kinshasa où ces derniers étaient imposés parfois par l'Occident (Bailleurs de fonds).

A cet effet dans chaque territoire 5 villages sont ciblés à titre d'échantillon et pour le territoire de FIZI les villages suivants ont été retenus : MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et FIZI centre.

Géographiquement parlant LWEBA est un des villages de la collectivité de Tanganyika situé à l'extrême sud de celle-ci .Il est limité au Sud par la rivière LWEBA, à l'Est par le lac Tanganyika , à l'ouest par le village Bibokoboko et au nord par le village Lubumba.

La population de LWEBA vit essentiellement de la culture de manioc, de palmier à huile, ... de la pêche, de petit commerce mais aussi on y rencontre des orpailleurs.

Signalons toutefois que les habitants de LWEBA élevaient de gros et petit bétails, mais suite à la guerre le cheptel a été pillé.

Les thèmes de recherche ont intéressé les domaines suivants : agriculture, pêche, élevage petit commerce, artisanat (exploitation artisanal de l'or) sans oublier la vulnérabilité des réfugiés retournés et les déplacés internes.

2. BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE

a. **But** : Le but de la recherche est de collecter les avis des habitants du village MBOKO sur leur état de pauvreté, les déterminants de la pauvreté ainsi que sur les solutions à mettre en œuvre pour diminuer la pauvreté.

b. **Les objectifs** : Les objectifs de nos recherches visent à :

- Comprendre les déterminants de la pauvreté ;
- Connaître les problèmes les plus importants de la pauvreté ;
- Envisager les actions susceptibles de réduire la pauvreté ;
- Déterminer les indicateurs et les facteurs de blocage éventuel.

3. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Lors de nos recherches pour atteindre ces objectifs précités, les outils de MARP suivants ont été mis en marche :

- Coupe transversale ;
- Interview semi – structurés ;
- Calendrier saisonnier ;
- Arrangement par préférence
- Matrice d'analyse du genre ;
- Matrice de planification.

4. CONTENU DE LA DISCUSSION

1. La coupe transversale de LWEBA a révélé ce qui suit :

- Des bornes fontaines dont moins de dix font encore couler l'eau.
- 1 site menacé par l'érosion.
- Plusieurs maisons détruites pendant la guerre.
- La présence de beaucoup d'églises.
- Quelques sites de reboisement des églises CELPA et CEPAC.
- Des robinets publics avec des douches pour toute la population.
- Plusieurs plages des pêcheurs.
- Les écoles primaires et secondaires

- Quelques points et caniveaux réhabilités par ACTED.
- Quelques bornes fontaines réhabilitées et numérotées par TEAR FUND.
- Le centre de santé avec centre de nutrition et de supplantation.
- Deux terrains de football.

2. La matrice de planification soulève le problème de pillage des champs ; le conflit entre Banyamulenge et BABEMBE, la précarité des intrants agricoles et de pêche, l'irrégularité des pluies causés par les aléas climatiques, l'absence de caisse d'épargne, le non encadrement de la veuve qui se trouve surchargé par la famille, l'impraticabilité des routes de desserte agricoles, l'absence de marche de vente d'or pour les orpailleurs de LWEBA, le pillage des récoltes par les hommes en uniforme, l'infertilité du sol ainsi que la mauvaise gestion des productions par la population.

Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que lorsque les conditions sécuritaires sont réunis ainsi que l'encadrement des cultivateurs et pêcheurs, et tout cela exige un bonne gouvernance.

3. La matrice d'analyse du genre a été précédée par le plan d'activités quotidiennes, le calendrier saisonnier, le profil d'activité et d'emploi de temps et par le profil d'accès et de contrôle.

D'après ces outils suivis des longues discussions, les femmes de LWEBA s'occupent principalement des travaux des champs et du petit commerce et cela pratiquement durant toute l'année. Cependant, à part la production du manioc qui est parfois gérée conjointement par le mari, les autres revenus sont sous le contrôle du chef de ménage qui est le mari ; excepté le cas de la femme veuve ou divorcée qui est considérée comme femme chef de ménage.

C'est ainsi que la femme de LWEBA se considère comme étant une esclave et c'est pourquoi elles plaident pour le changement de cet état de chose.

5. LES POINTS D'INTERPRETATION ESSENTIELS

Comme nous l'avons évoqué tout au long de ce parcours les habitants de LWEBA s'occupent, essentiellement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et du petit commerce.

Signalons toutefois que les efforts de réduction de la pauvreté sont limités par l'insécurité causée par les militaires, le manque d'encadrement des agriculteurs, ainsi que l'impraticabilité des routes de desserte agricole.

De ce fait, toute la population préfère l'avènement d'un gouvernement responsable issu des élections libres, démocratiques et transparentes qui pourraient constituer la pierre angulaire de la réduction de la pauvreté ainsi que l'instauration d'une sécurité durable pour la circulation des personnes et leurs biens.

6. CITATIONS ESSENTIELLES :

- « pendant la guerre plusieurs maisons ont été détruites ».
- « nos champs ont été systématiquement pillés par les hommes en uniforme ».
- « Que le gouvernement disponibilise pour nous une caisse d'épargne et de crédit car nous venons franchement du refuge et nous demeurons incapable de trouver des capitaux suffisant pour nos petits commerces ».
- « La mauvaise gouvernance ».
- « Créer les centres de rééducation, les centres de promotion sociale pour les jeunes délinquant d'une part ; et pour la population analphabète d'autre part ».
- « Réhabilitation et équipement des infrastructures scolaires et des centres socio-professionnels ».
- « Appliquer la loi en matière de divagation de bétail et plus particulièrement dans les champs ».

Rapport quotidien du 27 novembre 2004

1. Emplacement : les consultations se sont déroulées dans la salle de classe de la 4^{ème} année commerciale de l'Institut de LWEBA.
2. Durée de l'exercice de 8 heures à 17 heures.
3. Participants : 8 personnes dont 4 femmes et 4 hommes (voir liste de présence en annexe1)
4. Membres de l'équipe : ANZULUNI Mileno, Dr. YUMA Mkeyo, DJURUA MWENEBATU Giscard, François Xavier KARANGWA.
5. Les consultations ont commencé par le mot d'introduction prononcé par Mr. ANZULUNNI Mileno informant aux parties prenantes le but de notre mission et de la méthodologie actuelle du gouvernement de transition de la R.D.C en matière de planification des programmes visant le mieux être de la population tout en explicitant le DSRP, l'objet principal de notre mission.
6. L'exercice a été initié par Mr ANZULUNI complété tour à tour par les autres membres de l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte (voir rapport du 27 novembre 2004).
8. Problème linguistique : pour impliquer les parties prenantes aux consultations nous avons parfois traduit le Kibembe en Swahili et vice versa.
9. Matériels utilisés dans l'exercice : papier, stylo, craies, tableau noir.

CONSULTATION AVEC LES PARTIES PRENANTES (le 27 novembre 2004)

Prenant la parole, l'orateur du jour a expliqué aux parties prenantes le cadre dans lequel se déroulent les consultations participatives. Il leur a dit que notre grande préoccupation est que la population elle-même donne son avis sur la réduction de la pauvreté. Ensuite il a cité les villages retenus dans le territoire de FIZI pour échantillon dans ces consultations participatives. Après cette brève introduction, tous les participants se sont présentés.

M^r ANZULUNI, qui était l'orateur du jour a aussi demandé aux parties prenantes de nous présenter au tableau noir le village de LWEBA avec tous les détails possibles à savoir les différentes infrastructures sociales tout en limitant ce village.

Ceci étant fait, le facilitateur avec tous les participants aux consultations ont passé à l'analyse de la présentation susmentionnée.

A l'issue de cette analyse, nous nous sommes rendu compte que les activités agricoles suivantes sont pratiquées à LWEBA ; il s'agit de :

- Manioc (activité pratiquée surtout par la femme).
- Palmier à huile (activité pratiquée surtout par les hommes)
- Les manguiers (par les hommes et les femmes)
- Le riz (par les hommes et les femmes)...

Après ces échanges houleux le facilitateur a posé la question de savoir les signes révélateurs de la pauvreté ainsi que leurs causes à LWEBA. Voici les quelques points donnés par les parties prenantes :

- des repas non sûrs.
- des enfants déscolarisés.
- non accès aux besoins primaires.
- Maison en chaume.
- Literie non confortable.
- Famille sans enfants.
- Infertilité du sol.
- Mauvaise état des routes de desserte agricole
- Absence d'un marché compétitif.

- Insécurité.
- Les insectes attaquent les plantes.
- La pêche n'est pas motorisée.
- Maladie qui ravage le cheptel.
- Manque d'encadrement des cultivateurs et éleveurs.
- Multiplicité des taxes.

Après cette longue liste de causes et signes révélateurs, le facilitateur leur a posé la question de savoir les difficultés rencontrées dans le cadre de petits commerces et les parties prenantes ont dit que depuis la guerre elles ont recommencé leurs vies à Zéro car elle a emporté tout ce qu'ils avaient comme capitaux, et les indicateurs de la pauvreté sont remarquable par :

- Manque de frais de scolarité pour les enfants.
- L'espoir d'un repas par jour.
- Ils se couchent sur des nattes bâches.

A titre indicatif nous nous sommes limité à quelques causes pour arrangement par référence pour trouver celles qui ont une grande influence sur la pauvreté.

Causes/Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total.	Rang.
1. Manque d'encadrement	6	5	5	6	22	C
2. Insécurité	8	7	7	8	30	A
3. Routes de desserte agricole impraticables	5	6	4	5	20	D
4. l'agriculture n'est pas mécanisée	7	8	6	7	28	B
5. Infertilité de sol	1	4	2	3	10	F
6. Insuffisance en équipement de pêche.	4	3	8	4	19	E
7. Mauvaise gestion des capitaux.	2	1	1	2	6	H
8. Multiplicité des taxes	3	2	3	1	9	G

Après cet arrangement nous avons prouvé que la cause la plus importante de la pauvreté à LWEBA c'est l'insécurité car elle a entraîné :

- le pillage des champs.

- Le vol des intrants agricoles de pêche et des capitaux pour les petits commerçants.
- Destructions des maisons.
- Vol de cheptel

Nous sommes ensuite passé à la matrice de planification pour les quelques causes ou problèmes susmentionnés.

Rapport quotidien du 28 novembre 2004

1. Emplacement : la consultation s'est déroulée dans la salle de classe de 4^{ème} année commerciale de l'Institut de LWEBA à LWEBA.
2. Durée de l'exercice : de 9 heures à 18 heures.
3. Participants : 4 personnes dont 2 hommes et 2 femmes (Focus group Hétérogène : voir liste de présence en annexe 1).
4. L'équipe des facilitateurs était composée de Dr YUMA Mkeyo, ANZULUNI Mileno, DJURUA MWENEBATU Giscard et François –Xavier KARANGWA.
5. Les consultations se sont déroulés avec la participation active des personnes vulnérables accompagnées par l'équipe DSRP/FIZI.
6. L'exercice a été initié par Mr ANZULUNI Mileno et complété tour à tour par les autres membres de l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte a été axé essentiellement sur les problèmes de la pauvreté à LWEBA ainsi que les avis ou mécanismes à mettre en marche pour sa réduction.
8. Problème linguistique : l'utilisation de la langue locale et le swahili a permis à tous les interlocuteurs d'intervenir.
9. Matériels utilisés : tableau noir, craie, papier et stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP HETEROGENE (le 28 novembre 2004

Les consultations de ce 28 novembre 2004 ont commencé par le mot d'introduction du facilitateur Mr ANZULUNI Mileno qui a expliqué au Focus group hétérogène le bien fondé de notre mission à LWEBA. Ceci pour dire que la RDC s'est engagée dans le processus de réduction de la pauvreté.

Pour permettre au gouvernement de mener à bien ce processus, il est important que la population s'implique dans l'élaboration du DSRP qui est le Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté.

Au même moment que nous sommes à LWEBA a -t -il ajouté, d'autres animateurs s'entretiennent avec la population non seulement dans la province du Sud-Kivu mais dans toute la république pour élaborer le DSRP national et final.

Comme il est difficile de consulter tous les villages du territoire, 5 ont été retenus à titre d'échantillon, à savoir : MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et FIZI Centre.

Après ces consultations, un atelier territorial sera organisé à la fin pour élaborer le DSRP territorial pour tout le territoire de FIZI.

Aujourd'hui nous sommes avec vous comme groupe hétérogène, nous voulons acquérir votre point de vue sur la pauvreté ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour réduire la pauvreté.

Ensuite le facilitateur a posé la question de savoir les signes de la pauvreté ainsi que leurs causes à LWEBA.

Voici les signes donnés par les participants :

- Maison en chaume.
- Une famille qui n'a pas d'enfants
- Un orphelin qui n'a pas de soutien.
- Literie non confortable avec absence de mobilier.
- Etc. et après ils ont énumérés quelques causes :
- Pillage des champs par les hommes en uniforme.
- La non mécanisation de l'agriculture.

- Perte d'emploi.
- Mauvaise gestion liée au manque de formation.
- Absence d'une caisse d'épargne et de Crédit
- Dollarisation de la monnaie.
- Irrégularité des pluies.
- Tubercules non développés (manioc).
- Insuffisance en intrant de pêche.
- Lourde charge pour les veuves.
- Extraction hasardeuse d'or sans être précédée par une détection ou prospection préalable.

Après l'énumération de causes qui sont à la base de la pauvreté à LWEBA ; nous avons, ensemble avec le Focus group, tracé le tableau d'arrangement par préférence pour trouver la cause la plus importante de la pauvreté.

Tableau d'arrangement par préférence :

Causes/problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang
1. Absence d'une caisse d'épargne et de crédit	2	1	2	3	8	H
2. Insuffisance en intrants de pêche	6	5	6	6	23	D
3. Extraction hasardeuse d'or sans procéder à une détection ou prospection	7	9	7	7	30	C
4. Irrégularité des pluies	5	6	4	5	20	E
5. Pillage des champs par les hommes en uniforme	9	8	9	9	35	A
6. La non mécanisation de l'agriculture	8	7	8	8	31	B
7. Mauvaise gestion liée au manque de formation	4	4	5	4	17	F
8. Lourdes charges pour les veuves	1	3	1	2	7	I
9. Perte d'emploi	3	2	3	1	9	G

Après échange houleuse, tous le Focus group a confirmé que la grande cause de la pauvreté à LWEBA est l'insécurité qui a entraîné le pillage des champs par les hommes en uniforme. Ensuite la mauvaise gouvernance qui est à la base de la non mécanisation de l'agriculture car, selon eux, avant la guerre ils avaient des bœufs

pour le labour de leurs champs mais ils ont été emportés(pillés par les hommes en uniforme.

Et pour clore les consultations de ce 28 novembre 2004 nous sommes, ensemble avec le Focus group, passé à la matrice de planification sur certaines causes sus évoquées.

Rapport quotidien du 29 novembre 2004

1. Emplacement : dans la salle de classe de 5^{ème} commerciale de l'Institut LWEBA à LWEBA.
2. Durée de l'exercice : 9 heures à 18 heures.
3. Participants : 4 personnes dont 4 femmes (voir liste de présence en annexe 1).
4. L'équipe des facilitateurs était composée de Dr YUMA Mkeyo, DJURUA Mwenebatu Giscard, ANZULUNI Mileno et François-Xavier KARANGWA.
5. Les consultations se sont déroulées avec la participation active des femmes accompagnées de l'équipe DSRP/FIZI.
6. L'exercice a été axé essentiellement sur les problèmes de la femme de LWEBA dans son ménage.
7. Le contexte a été axé essentiellement sur les problèmes de la femme de LWEBA dans son ménage, ses activités quotidiennes ainsi que la coutume.
8. Problèmes linguistiques : nous avons contourné ce problème en donnant l'occasion au Focus-group d'intervenir dans toutes les langues qu'il maîtrise en vue de participer efficacement aux consultations.
9. Matériels utilisés : tableau noir, craie, papier, stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP FEMMES (le 29 novembre 2004)

Prenant la parole, le facilitateur complété tour à tour par les membres de l'équipe DSRP/ FIZI, a au départ présenté ses remerciements au Focus group pour s'être disponibilisé et avoir répondu à notre invitation.

Ensuite il leur a parlé du mandat nous accordé par le gouvernement, après sans doute la présentation de l'équipe DSRP/FIZI, mais aussi l'équipe de 4 femmes constituait le Focus group du jour.

Il a brossé succinctement le DSRP/ 2001 qui avait concerné la partie du pays qui était sous contrôle du gouvernement pendant la rébellion, des effets du DSRP 2001 qui ont amené les partenaires à réduire les dettes extérieures de la R.D.Congo de 20 %, fonds consignés à la Banque Centrale à Kinshasa et destiné aux actions sociales. Les bailleurs de fond s'étant inspiré du DSRP 2001 ont recommandé au gouvernement l'organisation d'un 2^{ème} DSRP pour l'ensemble du pays en vue d'examiner la possibilité de réduire la dette extérieure de la R.D.Congo de 20 %.

De ce qui précède, l'orateur du jour a signalé aux participants que le gouvernement a décidé l'organisation de concertation participative en vue d'éviter les erreurs du passé qui consistaient à élaborer, planifier des programmes dans les bureaux climatisés de Kinshasa sans en avoir consulté la population.

C'est dans ce cadre que l'équipe du DSRP/ FIZI est devant vous en vue d'échanger avec vous pour la recherche des voies et moyens de trouver les données fiables visant la réduction de la pauvreté a t-il ajouté.

Après cette large introduction, le facilitateur a demandé aux participants de donner le tableau de leurs activités quotidiennes suivie par le calendrier saisonnier.

Mais signalons toutefois qu'avant ces deux tableaux, elles ont donné les signes révélateurs de la pauvreté ainsi que leurs causes que voici :

- Manque d'enfants.
- Pillage des champs par les hommes en uniforme.
- Agriculture non mécanisée.
- Manque d'encadrement des agriculteurs

- Maisons en paille.
- Literie non confortable.
- Faibles capitaux pour les petits commerces .
- L'espoir de manger tout au plus une fois par jour soit à 17 heures.
- Les déscolarisés.

Et par après elles ont tracé le tableau d'activités quotidiennes.

Tableau d'activités quotidiennes.

Heures	Activités
6 h ⁰⁰ - 6 h 10'	- Réveil et préparation literie
6 h 10' - 6 h 30'	- A la recherche d'eau
6 h 30' - 7 h 30'	- nettoyer la maison et la vaisselle
7 h 30' – 8 h ⁰⁰	- Eplucher le manioc, les étaler au soleil
8 h ⁰⁰ - 10 h ⁰⁰	- Aller aux champs
10 h ⁰⁰ - 14 h ⁰⁰	- Activités champêtres
14 h ⁰⁰ - 15 h ⁰⁰	-Rechercher le bois de chauffe
15 h ⁰⁰ - 17 h ⁰⁰	- Retour à la maisons chargé de différents effets
17 h ⁰⁰ - 17 h 30'	- Allumer le feu et préparer les condiments
17 h 30' – 18 h ⁰⁰	- Piler les maniocs, tamiser et mettre l'eau de fufu sur le feu.
18 h ⁰⁰ - 18 h 15'	- Préparer le fufu et donner à manger à la famille
18 h 15' – 19 h 30'	- Rassembler les assiettes et les casseroles utilisés
19 h 30' – 19 h 50'	- Puiser l'eau du soir
19 h 50' – 20 h 20'	- Prendre son bain
20 h 20 ' – 20 h 30'	- Préparer le lit
20 h 30' – 6 h ⁰⁰	- se coucher

D'après ce tableau nous trouvons que la femme de LWEBA est trop surchargée sauf le dimanche qui a un programme spécial.

Elles nous ont signalé que ce timing donné est estimé car elles ne disposent pas de montres et la seule référence des villageois c'est la position du soleil ou le mouvement des écoliers.

Souvent ce programme est bouleversé par leurs maris ainsi elles arrivent quelque fois à commencer les activités avant 6 heures du matin pour faire la lessive. Au mois de juillet et juin même si les activités champêtres ne sont pas pratiquées comme d'habitude, elles sont obligés d'être au champ pour les bois de chauffe.

Ensuite elles ont tracé le calendrier saisonnier qu voici :

Culture /Période		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
MANIOC	Labour et	X	X	X	X						X	X	X
	semi Récolte	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
ARACHIDE	Labour et							X	x				
	semi Récolte	X	X								X	X	X
MAIS	Labour et							X	X	X			
	semi Récolte	X	X										X
HARICOTS	Labour et							X	X	X			
	semi Récolte	X	X										X
RIZ	Labour et						X	X	X				
	semi Récolte		X	X	X								
PALMIER	Labour et						X	X			X	X	X
	semi Récolte	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

D'après ce tableau nous trouvons que le manioc reste la seule culture pratiquée par la femme de LWEBA durant toute l'année. Le palmier à huile bien qu'il produit durant toute l'année, exige de la patience car la récolte se fait après quatre à cinq ans.

Ensuite elles ont tracé le tableau de profil d'accès et contrôle pour nous permettre de tracer la matrice d'analyse genre.

Profil d'accès et de contrôle

Ressources.	Accès.			Conditions.			Prise/Contrôle de décision.		
	Femmes	Hommes	Enfants	F	H	E	F	H	E
Manioc	X		X	X		X	X	X	
Palmier à huile		X			X			X	
Petit commerce		X			X			X	
Elevage		X			X			X	
Or		X			X			X	

D'après ce tableau, la femme de LWEBA s'occupe surtout de manioc et l'homme de palmier à huile.

Pour une femme veuve chef de ménage, elle contrôle seule sa production même si elle est quelquefois aidée par les membres de sa famille.

Voici la matrice d'analyse genre que nous avons tracé ensemble en nous inspirant de tableau précédemment complété :

	Travail	Temps.	Accès aux ressources.	Contrôle des ressources.	Culture.
Femmes	Champ de manioc	12 mois	F	F	Autorisé par la coutume Bembe.
Hommes	Champs de palmier à huile .	12 mois	H	H	Autorisé par la coutume Bembe.
Ménage	Vente de manioc et huile	8 heures/jour	H	H	Autorisé par la coutume Bembe.
Communauté	Travailler collectivement au champ	Une journée	H F	Ménage	Autorisé par la coutume Bembe.

Ce tableau nous révèle que la femme Bembe travaille beaucoup tout au long de l'année mais elle demeure exclue dans la prise des décisions sur la production et le revenu de différentes activités excepté le manioc.

Rapport quotidien du 30 novembre 2004

1. Emplacement : dans une salle de classe de 5^{ème} commerciale de l'Institut LWEBA à LWEBA.
2. Durée de l'exercice : 9 heures à 18 heures.
3. Participants : 4 personnes dont 2 garçons et 2 filles (voir liste de présence en annexe 1)
4. L'équipe animatrice était composée de Mr DJURUA M. Giscard, ANZULUNI Mileno, Dr YUMA et François Xavier KARANGWA
5. Les consultations se sont déroulées avec la participation active de jeunes accompagnés par l'équipe DSRP/FIZI.
6. L'exercice a été initié par le facilitateur Mr ANZULUNI Mileno complété tour à tour par les autres membres de l'équipe animatrice DSRP/FIZI
7. Le contexte a été axé sur les difficultés de la jeunesse de LWEBA, son avis sur la vulnérabilité » et les voies et moyens pour réduire la pauvreté.
8. Problème linguistique : nous avons recouru à chaque moment à la langue locale pour la meilleure participation de tous les jeunes aux consultations.
9. Matériels utilisés : tableau noir, craies, papiers et stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP JEUNES (le 30 novembre 2004)

Introduisant les travaux de consultations participatives du 30 novembre 2004 le Focus group jeunes, le facilitateur a rappelé aux jeunes gens le but de notre mission à travers tout le territoire de FIZI et plus particulièrement dans les villages retenus pour les consultations.

L'orateur précité a aussi brossé le fait que tout programme à concevoir par le gouvernement doit être coiffé par des données qui viennent de la base en vue de refléter les réalités du terrain, et non du sommet à la base. C'est dans ce contexte que le gouvernement de transition de la R.D.Congo à travers son ministère du plan a organisé la mission de consultation en cours pour exprimer sa volonté ou souci d'impliquer la population dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

Après cela, il a demandé au Focus group de donner les signes révélateurs et les causes de la pauvreté à LWEBA :

- Inaccessibilité aux besoins primaires dont l'éducation, les soins de santé, la nutrition...
- Maison en paille.
- Le manque d'emploi.
- Literie non confortable.
- Le conflit ethnique entre BABEMBE et Banyamulenge.
- Le mauvais état de routes de desserte agricole.
- Les familles sans enfants.
- L'orphelin sans soutien.
- L'irrégularité des pluies.

A l'issu de l'énumération de ces signes et causes avons ensemble avec le Focus group tracé la matrice de planification (Voir annexe 2).

DIFFICULTES RENCONTREES :

Pour quitter MBOKO vers LWEBA le moyen de transport a été très difficile, avec le nombre insuffisant de vélo dans ces villages nous étions obligés d'attendre les bus

qui quittaient UVIRA pour BARAKA, mais ces derniers étaient pleins à partir des villages précédents. Nous avons dû payer cher pour arriver à LWEBA.

En ce qui concerne notre séjour à LWEBA, les difficultés étaient très nombreuses et axé principalement sur :

- Le logement.
- La restauration, car la farine de manioc est rare au marché, les champs ayant été pillés.
- Des suspicions autour de la situation de guerre qui prévaut au Nord-Kivu.
- Tracasseries militaires.
- Exigences des autorités politico-administratives de l'argent pour nous orienter vers leurs administrés dans certains milieux.

RECOMMANDATIONS

Lors de nos consultations avec les parties prenantes quelques recommandations ont été faites :

1. Rétablir totalement la sécurité.
2. Favoriser l'octroi des micro-crédits.
3. Créer les centres de rééducation et de promotion sociale pour la jeunesse et l'analphabète de LWEBA.
4. Distribuer équitablement les terres arables.
5. Appliquer la loi en matière de divagation du bétail et plus particulièrement dans les champs.
6. Intensifier les campagnes de sensibilisation sur l'éducation de la jeune fille car celle-ci reste discriminée pour sa scolarisation.
7. Campagne de sensibilisation sur les IST/VIH - SIDA.
8. Assistance des enfants mal nourris.
9. Réhabilitation et équipement des infrastructures scolaires et des centres socio-professionnels.

CONCLUSION

La population du village de LWEBA vit essentiellement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et du petit commerce. A cet effet il faudrait favoriser en lui dotant des intrants nécessaires pour les activités socio-économiques susmentionnées appuyé par des mesures d'accompagnement car sortant récemment de la guerre.

Signalons toutefois que les routes de desserte agricole demeurent impraticables ; la rareté des produits agricoles et la chute de capture des poissons sont liées au manque des intrants agricoles et de pêche.

L'autre facteur de la pauvreté c'est l'insécurité qui est à la base de tracasseries militaires, viol et pillage des champs de LWEBA. De ce fait, cette population sinistrée composée en majorité des personnes rapatriées préfère le casernement des militaires ainsi que la reconstruction de leurs maisons détruites pendant la guerre.

PARTIES PRENANTES : ZAMUKULU MWAMINI, TUBONGI**EBUCO, NANGABI BANYEKI, ASAKU BUNYEMU, NDUBULA ANZULUNI, EMANWA MMBYULA, MMUNGA ETUNGANO,****ABEBWA MUSAFIRI CHUKYE.****MATRICE DE PLANIFICATION**

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Les récoltes sont pillées aux champs.	- Insécurité.	- Famine.	- Les récoltes ne sont pas pillées aux champs.	- Plaidoyer pour la bonne gouvernance.	- Caserner les militaires.	- Population - Gouvernement.	- Nombre de champs non pillés.	- Mauvaise gouvernance.
2. Les routes de desserte agricole sont impraticables.	- Mauvaise gouvernance.	- Insuffisance en produits agricoles.	- Les routes de desserte agricole sont praticable.	- Planification sur la réhabilitation des routes de desserte agricole.	- Plaidoyer pour la réhabilitation.	- Gouvernement - ONGI, ONGD - Population.	- Nombre des routes, ponts caniveaux réhabilités.	- Mauvaise gouvernance.
3. Les sols non fertiles avec des insectes.	- Manque d'insecticides.	- Famine, destruction des plantes.	- Les sols sont fertiles sans insectes nuisibles.	- Disponibiliser les insecticides pour les plantes.	- Sensibiliser et plaidoyer pour les insectes.	- Gouvernement - ONGI, ONGD.	- Nombre de champs traités.	- Indisponibilité des agronomes - Mauvaise gouvernance.
4. Les gens ne savent pas gérer leurs productions.	- Absence des centres de formation pour adultes.		- Les gens sont formés pour la production et la gestion	- Disponibiliser les agronomes.	- Former et informer les agriculteurs.	- Gouvernement - ONGI, ONGD.	Nombre des cultivateurs formés et informés sur la gestion et la production	- Indisponibilité des agronomes - Mauvaise gouvernance
5. Les cultures sont détruites par le bétail.	- Les animaux sont en divagation.	- Famine, destruction des plantes.	- Le bétail ne détruit pas les cultures.	- Lutte contre la divagation de vache, chèvres.	- Réglementer l'élevage des vaches dans le milieu cible	- Gouvernement - ONGI, ONGD.	Nombre de champs qui ne sont pas détruits.	- Mauvaise gouvernance

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
6. Les cultivateurs n'ont pas des intrants agricoles.	- Absence des crédits agricoles.	- Mauvaise production - Famine.	- Les cultivateurs ont des intrants agricoles.	- Disponibiliser les intrants agricoles.	- Plaidoyer pour les intrants agricoles.	- Gouvernement, ONGI, ONGD, FEC.	Nombre des cultivateurs bénéficiaires des intrants agricoles.	- Mauvaise gouvernance

VILLAGE LWEBA.**FOCUS- GROUP HOMMES – FEMMES (HETEROGENE)****- MSABAHA LUFUTA, ELIZA SARA, ROGER ABANGWA. CHUKIWA NYASINDE**

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Les gens n'ont pas de moyens de production.	- La guerre.	- Absence des activités génératrices de revenus.	- Les gens ont des moyens de production.	- Disponibiliser les AGR et octroyer des crédits.	- Elever, cultiver, fabriquer, des briques cuites.	- Société civile - Gouvernement.	- Nombre des bêtes élevées - Nombre des personnes bénéficiaires des crédits.	- Insécurité - Mauvaise gouvernance.
2. Les BABEMBE et les Banyamulenge.	- La guerre, non intégration de Banyamulenge.	- Pillage des moyens de production.	- Les BABEMBE et les Banya mulenge vivent en harmonie	- Cohabitation pacifique.	- Favoriser les mariages entre les ethnies.	- Société civile, gouvernement, églises.	- Nombre de mariages mixte (entre ethnies).	- dot très élevée, mœurs, us, coutumes.
3. Les orpailleurs n'ont pas de marché pour vendre l'or.	- Insécurité	- L'or est vendu à moins cher ou invendu.	- Les or -pailleurs ont un marché de vente de l'or.	- Création des comptoirs d'achats d'or. - Instauration de la sécurité	- Réinstaller les comptoirs d'achat d'or. - Sensibiliser.	- FEC. - Gouvernement.	- Nombre de comptoirs créés.	- Insécurité.
4. Les gens n'ont pas de caisse d'épargne.	- Absence d'une caisse d'épargne.	- Le capital est gardé à la maison.	- Les gens ont des caisses d'épargne.	- Disponibiliser une caisse d'épargne.	- Créer des COOPEC.	- ONGD, ONGI, Population, Gouvernement.	- Nombre de membres bénéficiaires des crédits.	- Insécurité - Mauvaise gouvernance.
5. Les pluies sont irrégulières	- aléas climatiques.	-	-	-	-	-	-	-
6. Les veuves sont débordées	- Absence d'assistance	- Les besoins primaires ne sont	- Les veuves arrivent à	- Développer les AGR pour les veuves.	- Plaidoyer pour leur assistance	- Gouvernement, ONGD, ONGI,	- Nombre de veuves bénéficiaires et	- Mauvaise gouvernance,

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
par les charges familiales.	sociale. - La guerre.	pas satisfaits.	satisfaire les besoins primaires de leurs familles.		sociale (cultiver, élever, petit commerce...)	population, FEC.	acompañées.	mauvaise volonté des bienfaiteurs.
7. Les équipements de pêche sont insuffisants.	- Absence de lieu d'approvisionnement.	- Chute de capture de poissons.	- Les équipements de pêche sont suffisants.	-Disponibiliser les intrants de pêche.	- Plaidoyer auprès du PNUD/UNOPS	- Gouvernement, ONGD, ONGI,	Nombre des pêcheurs bénéficiaires des intrants de pêche.	- Insécurité - Mauvaise gouvernance.
8. Les routes de desserte agricole sont impraticables.	- Insécurité - Négligence des autorités et de la population.	- Rareté des produits agricoles au marché.	- Les routes de desserte agricole sont praticables.	- Aménager les routes.	-Sensibiliser la population et services concernés.	- Gouvernement, ONGD, ONGI, Population.	- Nombre de Kilomètres aménagés avec caniveaux.	- Insécurité - Mauvaise gouvernance.

RAPPORT FINAL DU TROISIEME VILLAGE BARAKA

I. INTRODUCTION ET ENONCEE DES THEMES DE RECHERCHE

Dans le cadre de produire le Document des Stratégies de Réduction de la Pauvreté DSRP en sigle, le gouvernement de la R.D.C à travers son ministère du plan et en collaboration avec d'autres ministères impliqués dans la recherche de voies et moyens de stratégies visant la réduction de la pauvreté, conduit des consultations participatives auprès de communauté de base dans les 11 provinces de la R.D.C. Ces consultations font suite au DSRP de 2001 qui a été organisé dans les provinces qui étaient sous contrôle du gouvernement pendant la guerre du RCD à l'Est du Pays.

L'objectif de ce DSRP est de recueillir auprès de la base son avis sur les stratégies à mener pour la réduction de la pauvreté. Car pendant la première et la deuxième république le gouvernement concevait des programmes au niveau de Kinshasa où ces derniers étaient imposés parfois par l'occident (bailleurs de fonds).

A cet effet, dans chaque territoire 5 villages sont ciblés à titre d'échantillons ; et pour le territoire de FIZI les villages suivants ont été retenus : MBOKO, LWEBE, BARAKA, MALINDE et FIZI centre.

Géographiquement parlant, BARAKA est l'un des villages du collectivité-secteur de MUTAMBALA et en demeure le chef-lieu. Situé au bord du lac Tanganyika, il est limité au nord par la rivière Muchimuchi, au Sud par la rivière Mushimbakye à l'ouest par le village Kafulo et à l'Est par le lac Tanganyika.

La population de BARAKA vit essentiellement de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage et de petit commerce ; mais on y rencontre aussi des orpailleurs.

Les thèmes de nos recherches ont intéressé les domaines suivants : agriculture, élevage, pêche, petit commerce mais sans oublier la vulnérabilité des réfugiés retournés et les déplacés internes.

II. BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE.

a. But : Le but de la recherche est de collecter les avis des habitants du village BARAKA sur leur état de pauvreté, les déterminants de la pauvreté ainsi que sur les solutions à mettre en œuvre pour diminuer la pauvreté.

b. Les objectifs : Les objectifs de nos recherches visent à :

- Comprendre les déterminants de la pauvreté ;
- Connaître les problèmes les plus importants de la pauvreté ;
- Envisager les actions susceptibles de réduire la pauvreté ;
- Déterminer les indicateurs et les facteurs de blocage éventuel.

III. METHODOLOGIES DE LA RECHERCHE

Pour atteindre ces objectifs, les outils de MARP suivants ont été utilisés :

- Coupe transversale ;
- Interview semi – structurés ;
- Calendrier saisonnier ;
- Arrangement par préférence
- Matrice d'analyse du genre ;
- Matrice de planification.

IV. CONTENU DE LA DISCUSSION.

1. La coupe transversale de BARAKA a révélé ce qui suit :

- 80 bornes fontaines dont une dizaine fait encore couler l'eau.
- 3 sites menacés par l'érosion.
- Plusieurs maisons détruites pendant la guerre.
- La présence de 2 sectes : Domineurs et Sainte famille.

- L'existence d'un port naturel.
 - Une grande concentration d'ONGI (MSF, ACTED, TEAR FUND, ACF, AMI, CICR, CARITAS) et des ONGD (EMO-BARAKA, SOCOODEFI, APIDE, ADEPAE,...).
 - Plusieurs plages des pêcheurs.
 - Quelques sites de reboisement.
 - Quelques ponts et caniveaux réhabilités par ACTED.
 - Le centre commercial le plus important du territoire de FIZI.
 - La plus grande concentration des écoles dans le territoire de FIZI.
2. La matrice de planification soulève les problèmes de pillage des champs, la destruction des maisons, la précarité des intrants agricoles et de pêche, l'impraticabilité des routes de desserte agricole ; la marginalisation des handicapés physiques , le non encadrement des rapatriés ainsi que le manque d'énergie électrique.

Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que lorsque les conditions sécuritaires sont réunies, et cela exige une bonne gouvernance.

3. La matrice d'analyse du genre a été précédé par le plan d'activités quotidiennes, le calendrier saisonnier, le profil d'activité et d'emploi de temps et par le profil d'accès et de contrôle.

D'après ces outils, les femmes de BARAKA s'occupent principalement des travaux champêtres et du petit commerce et cela durant pratiquement toute l'année.

Cependant, à part la production du manioc qui est parfois gérée conjointement avec le mari, les autres revenus sont sous le contrôle du mari.

C'est ainsi que la femme de BARAKA se considère comme étant un esclave et plaide pour le changement de cet état de chose.

V. LES POINTS D'INTERPRETATION ESSENTIELS

C'est que les habitants de BARAKA s'occupent essentiellement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et du petit commerce.

Le facteur essentiel qui limite les efforts de réduction de la pauvreté c'est l'insécurité causée par les militaires.

De ce fait, ils pensent que l'avènement d'un gouvernement responsable pourrait constituer la pierre angulaire de la réduction de la pauvreté.

VI. CITATIONS ESSENTIELLES :

- Pendant la guerre plusieurs maisons ont été détruites.
- Nos champs ont été systématiquement pillés par les hommes en uniforme.
- Le système d'octroi des micro-crédits pourrait constituer un atout majeur dans la réduction de la pauvreté.
- L'existence d'énergie électrique pourrait accélérer la réduction de la pauvreté par l'installation de petites industries de transformation.
- La mauvaise gouvernance.

Rapport quotidien du 01 Décembre 2004.

1. Emplacement : les consultations se sont déroulées dans la salle de classe de la 6^{ème} année Math-Physique de l'Institut Mwenge wa Taifa de BARAKA.
2. Durée de l'exercice : de 8 heures à 17 heures.
3. Participants : 8 personnes dont 4 femmes et 4 hommes (voire liste de présence en annexe 1). Il est à signaler que le chef de collectivité a fait partie du groupe.
4. Membres de l'équipe : facilitateurs et rapporteurs : Dr Yuma Mkeyo, ANZULUNI Mileno, DJURUA Mwenebatu Giscard et François-Xavier KARANGWA.
5. La consultation a commencé par le mot d'introduction prononcé par Mr. ANZULUNI Mileno informant aux parties prenantes du but de notre mission et de la méthodologie actuelle du gouvernement de transition de la R.D.C en matière de planification des programmes visant le mieux être de la population tout en explicitant le DSRP, l'objet principal de notre mission.
6. L'exercice a été initié par voie de méthodes participatives et ceci, par Mr. ANZULUNI Mileno facilitateur de l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte (voir rapport du 01/12/2004).
8. Problème linguistique : pour impliquer les parties prenantes aux consultations nous avons parfois traduit le Kibembe en Swahili et vice versa.
10. Matériels utilisés dans l'exercice : papier, stylo, craies, tableau noir.

PARTIES PRENANTES (BARAKA, le 01 Décembre 2004)

Les consultations de ce 01 décembre 2004 ont commencé par le mot d'introduction du facilitateur. Celui-ci a remercié les parties prenantes pour le sacrifice qu'ils ont consenti pour être présents au rendez-vous.

Après cela, il leur dit que ces consultations ont commencé en 2001 dans la partie qui était dirigée par le gouvernement de la RDC alors que l'Est se trouvait sous l'occupation du R.C.D. Ce dernier document élaboré suite à ces consultations participatives s'appelle « DSRP » intérimaire qui signifie Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté.

Comme on suppose que la guerre est terminée au Congo, le gouvernement à travers son ministère du plan conduit actuellement partout dans la république les consultations participatives pour élaborer le DSRP final ou national.

A cet effet, le gouvernement conduit auprès de la base qui est la population des consultations dans les 11 provinces et dans chaque territoire cinq (5) villages ont été retenus à titre d'échantillon pour recueillir les données sur la pauvreté et les mécanismes à mettre en marche pour sa réduction et l'amélioration de conditions de vie des populations.

Après cette brève introduction sur le but et l'objectif de notre mission sur BARAKA, le facilitateur a procédé à la présentation de toute l'équipe des animateurs aux parties prenantes.

L'autre élément essentiel a été ajouté par le facilitateur Mr. Yuma Mkeyo qui leur explique que la population a tout intérêt de donner son opinion sur la réduction de la pauvreté parce que auparavant beaucoup de programmes ont échoués car ils étaient élaborés par le gouvernement sans consulter les bénéficiaires qui est la population.

Ensuite il a demandé aux parties prenantes de donner les signes révélateurs de la pauvreté à BARAKA. Voici quelques réponses données par les participants :

- maisons en chaume (tôles trouées, sans plafonds, literie de mauvaise qualité,...).
- Quelqu'un qui s'habille très mal.
- Une femme stérile.
- Manque de terrain pour cultiver.
- Celui qui a un handicap physique.
- Celui qui est incapable d'accéder aux besoins primaires (soins médicaux, scolarité des enfants, mal nourris,...)

Après avoir énumérés ces signes révélateurs de la pauvreté, le facilitateur a demandé aux parties prenantes de nous présenter le village BARAKA au tableau avec tous les détails possibles à savoir les infrastructures socio-économiques, rivières et autres édifices.

Ceci étant fait, nous avons ensemble avec les parties prenantes analysé la coupe transversale de BARAKA (voir annexe 2) et nous avons trouvé qu'à BARAKA nous avons plus de 80 robinets d'eau dont actuellement 10 % seulement coule. Selon eux, le problème réside au niveau de :

- Captage (problème de débit) d'eau.
- Mauvais positionnement du réservoir.
- Les tuyaux sont superposés.

Signalons que c'est dans ce village que nous avons remarqué une forte concentration des ONG internationales, des églises, des écoles, des marchés, des activités de petit commerce.

Selon le chef de secteur de MUTAMBALA, quelques actions ont été menées sur terrain par certains ONGs à savoir :

- MSF : dans le domaine médical (soins secondaires).
- ACTED : a construit des ponts et réhabilité les routes.
- AMI : a réhabilité les centres de santé et approvisionnement en médicaments.
- ACF : se charge de la nutrition, intrants agricoles, vivres et non vivres avec outils aratoires.
- TEAR FUND : se charge de l'habitat et assainissement d'eau (ils ont construit plus de 400 maisons de 6x3 mètres pour les personnes vulnérables).

- CICR et CARITAS : vivres et non vivres.

Pour les ONG locales, jusque là c'est EMO-BARAKA (Union-BARAKA) en collaboration avec ACF qui a distribué des semences, des couvertures, SOCODEFI a distribué des vivres et non vivres avec objets classiques aux écoliers. SOFIBEF (Solidarité des Femmes de FIZI pour le bien être familial) a distribué des vivres et non vivres aux élèves avec assistance aux femmes victimes de viol et violences sexuelles.

FFD (Fondation des Femmes pour le Développement) en synergie avec EMO pour la sensibilisation contre les violences sexuelles avec appui de MSF. APIDE avec l'appui de FAO a distribué des vivres et intrants agricoles.

Ensuite le facilitateur a posé la question aux parties prenantes pour savoir les causes qui sont à la base de la pauvreté et les obstacles de l'évolution des activités génératrices de revenus voici des quelques réponses données par les parties prenantes pour savoir les causes qui sont à la base de la pauvreté et les obstacles de l'évolution des activités génératrices de revenus. Voici les quelques réponses données par les parties prenantes :

- Insuffisance en semence.
- Insuffisance des intrants agricoles et de pêche.
- Salaire maigre.
- Capital insuffisant pour le petit commerce.
- Manque d'encadrement pour les cultivateurs.
- Manque de solidarité pour les travaux des champs.
- Manque de l'énergie électrique.
- Manque de coopérative d'épargne et de crédit.
- Mauvais état de routes de desserte agricole.
- Oisiveté.
- Inaccessibilité aux soins médicaux.

Avec ces quelques causes données par les parties prenantes, nous sommes passé au traçage de tableau de matrice de planification.

Rapport quotidien du 02 décembre 2004

1. Emplacement : les consultations se sont déroulées dans la classe de 5^{ème} Math-Physique à l'Institut Mwenge wa taifa/BARAKA.
2. Durée de l'exercice : 9 heures à 18 heures.
3. Participants : 4 personnes (Focus group femmes) . Voir la liste de présence en annexe 1.
4. L'équipe des facilitateurs était composée de Dr. YUMA Mkeyo, DJURUA Mwenebatu Giscard, ANZULUNI Mileno et François Xavier KARANGWA.
5. Les consultations se sont déroulées avec la participation active des femmes accompagnées de l'équipe DSRP/FIZI.
6. L'exercice a été initié par le facilitateur Mr. ANZULUNI Mileno et complété tour à tour par les autres membres de l'équipe DSRP/FIZI. Le contexte a tourné essentiellement sur le problème de la femme dans la société et leurs activités quotidiennes.
7. Le contexte a été axé sur les problèmes de la femme de BARAKA dans son ménage, les activités quotidiennes ainsi que la coutume.
8. Problème linguistique : nous avons contourné ces problèmes en donnant l'occasion au Focus group d'intervenir dans toutes les langues qu'il maîtrise en vue de participer efficacement aux consultations.
11. Matériels utilisés : tableau noir, craies, papier et stylo.

FOCUS GROUP FEMMES (BARAKA, le 02 décembre 2004)

Prenant la parole, l'orateur du jour qui était le facilitateur Mr ANZULUNI Mileno il a remercié les femmes présentes pour l'entretien. Il leur a expliqué que cette mission a commencé depuis 2001 pour la 1^{ère} lorsque l'Est du Congo était en guerre, et cette guerre n'avait pas permis au ministère du plan d'achever sa mission qui était de récolter auprès de la base les données susceptibles de contribuer aux projets ou programmes élaborés sur la réduction de la pauvreté en R.D.C. En ce jour ces consultations se déroulent dans tous les territoires de la R.D.C pour élaborer le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté, DSRP en sigle.

Ce document sera élaboré sur base de données et propositions que vous allez nous faire dans ces consultations. Et pour le territoire de FIZI 5 villages ont été retenus : MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et FIZI –Centre.

Après cette brève introduction sur le but et l'objectif de notre mission à BARAKA, le facilitateur a ensuite posé la question au Focus- group de donner les signes révélateurs de la pauvreté ainsi que leurs causes : Voici les quelques réponses données par le Focus –group :

- Quand on n' a pas d'argent suite à un capital insuffisant.
- Maison en chaume (sans pavement, briques adobe, literie non confortable, sans mobilier,...)
- Quand on n'a pas de champs
- Quand on a un petit champ.

Ensuite le Focus group femme a tracé son tableau de profil d'activités quotidiennes.

Nombres	Activités
5 h ⁰⁰	- Réveil
5 h ⁰⁰ - 5 h 30'	- Balayer la cour.
5 h 30' – 6 h ⁰⁰	- Arranger la maison.
6 h ⁰⁰ - 7 h ⁰⁰	- A la recherche de l'eau.
7 h ⁰⁰ - 7 h 30'	- Vaisselle.

7 h 30' – 7 h 50'	- Se baigner.
7 h 50' – 9 h 50'	- Au champ.
9 h 50' – 14 h 50'	- Activités champêtres.
14 h 50' – 16 h 50'	- Retour à la maison.
16 h 50' – 17 h 50'	- A la recherche de l'eau.
17 h 50' – 18 h 50'	- Préparer les condiments et piler les maniocs.
18 h 50' – 19 h 50'	- Arranger la table.
19 h 50' – 20 h 20'	- Laver les enfants.
20 h 20' – 21 h 20'	- Causerie en famille.
21 h 20' – 6 h ⁰⁰	- Dormir.

Selon ces femmes, ce qu'elles ont donné c'est le timing estimé car il y a toujours des perturbations suite aux imprévus.

Pour les femmes qui habitent loin de champs parfois elles se réveillent et directement vont aux champs sans avoir balayé la cour ni puiser l'eau à la rivière.

Pour les femmes commerçantes, elles sont obligées d'être à la plage à 4 heures du matin pour avoir des poissons auprès des pêcheurs et les vendent dans les petits restaurants du marché. Aussi l soir elles rentrent à leurs maisons avec de la nourriture pour toute la famille car ici dit – t – on « on vit au taux du jour ».

Dans certains foyers, les maris préparent à manger quand la femme est au champ ou dans les petits commerces.

Pour une femme qui n'a pas de mari, ce timing ne la concerne pas car elle gère sans dépendance. Ceci est pareil pour une femme chef de ménage.

Après avoir donné ces quelques commentaires concernant le tableau d'activités quotidiennes, elles ont tracé le tableau de profil d'activité et d'emploi de temps.

Temps/période de la journée.	Activités par genre et travail accompli	Lieu
2 –3 heures/Après-midi.	Réunion de groupe des femmes.	Bureau des associations (BARAKA, Kalunja,...)

2 –3 heures/Après-midi.	Chorales pour les femmes choristes.	A l'église.
2 heures/Après-midi.	Sensibilisation de la femme (pour les femmes animatrices).	Dans différentes cités (Kalunja, BARAKA, MALINDE, KATANGA,...).
12 heures/Toute la journée.	Petit commerce au marché (poisson, divers,...)	Au marché AEBAZ, Mwemezi.
4 heures/Avant-midi. 3 heures/Après-midi.	Couture pour les femmes couturières.	A l'atelier de couture.
17 heures (4h-21h)/Toute la journée.	Restaurants pour les cuisinières.	Restaurants (BARAKA) au marché.
3 heures/Avant-midi. 3 heures/Après-midi.	Tresser les cheveux.	Au salon de coiffure.
12 heures (6h-18h)/Toute la journée.	Préparer les boissons locales.	Dans les champs et dans les maisons.

Selon les femmes, parmi toutes ces activités énumérées dans ce tableau c'est le petit commerce et les travaux champêtres qui occupent plus des femmes à BARAKA. Elles demandent l'implantation des organisations qui octroient des micro-crédits. Qu'on rédynamise les activités de la COOPEC afin qu'elles disposent d'une caisse d'épargne et de crédit car les ONG locales n'ont pas encore songé à cela.

Qu'on leur forme pour savoir gérer et développer leurs activités génératrices de revenus.

Par les femmes animatrices, elles ont des problèmes avec leurs maris quand elles arrivent en retard à la maison après les séances d'animation ou séminaires ateliers. Certains parmi elles sont obligées de laisser les activités d'animation. D'autres par contre, exercent ce petit métier avec l'autorisation de leurs maris.

Signalons que pour les femmes choristes c'est le même cas car une parmi elles du Focus group a été interdite de ne plus chanter dans la chorale.

D'après ce tableau nous trouvons que l'enfant de BARAKA n'est pas impliqué dans les activités et même dans la prise de décision sur les ressources sauf que dans certaines familles les garçons sont associés dans les travaux de palmiers à huile et les filles dans la culture de manioc. La femme est obligée d'informer son mari sur les dépenses qu'elle a engagées à son absence.

Voici le calendrier saisonnier tracé par les femmes de BARAKA sur les activités champêtres. (Cultures pratiquées.)

[illegible]

PALMIER A HUILE.	- Labour	X	X										
	- Semi			X									
	- Récolte	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
MAÏS.	- Labour	X	X				X				X		
	- Semi		X									X	
	- Récolte		X				X			X			
ARACHIDE.	- Labour	X	X				X					X	
	- Semi			X									
	- Récolte		X				X			X			
TOMATE.	- Labour							X			X		
	- Semi										X	X	X
	- Récolte	X	X	X									
RIZ.	- Labour		X	X		X							
	- Semi			X	X		X						
	- Récolte									X	X		

Suite aux aléas climatiques, signalons que cette année bien que nous soyons déjà en décembre, nous n'avons pas encore semé par suite de la rareté des pluies. Nous avons tracé ce calendrier à titre illustratif s'appliquant surtout aux cultivateurs. Signalons enfin que pour le petit commerce, les produits commerciaux tels que les poissons sont conjoncturels ou saisonnier.

C'est pour cela que nous présentons le petit tableau ci-dessous pour la pêche à BARAKA, indiquant la variation de capture des poissons.

Pêche (en équipe)	* Forte capture * Faible capture * Carence (Kilimia ou Hiver)	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
									X	X	X	X	X
		X	X	X									
						X	X	X					

Signalons que pour les femmes qui pratiquent le petit commerce de poisson, elles travaillent beaucoup d’Août à Décembre car c’est la période de la forte capture. De janvier à avril faible capture (les activités de commercialisation de poissons diminuent). De Mai à Juillet c’est la période de carence des poissons (rareté de capture), elles sont parfois obligées de vendre les poissons fumés et salés en provenance d’ailleurs et certaines d’entre elles changent de commerce car c’est la période appelée Kilimia où le lac est trop froid (Hiver).

Et pour clore ces consultations nous avons ensemble tracé la matrice d’analyse genre selon les activités locales.

	Travail	Temps	Accès aux ressources.	Contrôle de ressources.	Culture.
Femmes	Champs de manioc.	Toute l’année.	F	F H	Culture traditionnelle Bembe.
Hommes	Pêche.	Toute la journée.	H	H	Culture traditionnelle Bembe.
Ménage	Petit commerce.	Toute la journée.	F H	F H	Culture acquise non autorisée par la coutume Bembe.
Communauté.	Travail solidaire sur les champs.	Un seul jour.	F H	F H	Autorisée par la coutume Bembe.

Suivant ce tableau, la femme Bembe travaille plus que son mari mais c’est ce dernier qui gère toute la production et les revenus de différentes activités. Les hommes s’imposent lors de la gestion ou prise de décision sur la production bien qu’ils n’aient pas participé aux travaux.

C'est la femme qui se débrouille pour avoir un terrain où cultiver et elle récolte sans que l'homme ne présente même un seul jour au champ. Et, parfois l'homme qui est le chef de ménage s'impose dans la maison en amenant les autres membres de sa famille (ses frères et sœurs) pour consommer la production de sa femme.

En conclusion elles ont proposé ce qui suit :

- que cette culture de prendre la femme mubembe comme une esclave prenne fin et qu'elle soit considérée comme personne capable de participer à la gestion des différentes ressources.
- Qu'on les forme pour la gestion du petit commerce et les aider avec des micro-crédits.
- Qu'on sensibilise leurs maris à travailler au lieu de demeurer oisifs.
- La consultation s'était terminée par le remerciement du facilitateur à toute les femmes du Focus-group.

Rapport quotidien du 03 Décembre 2004

1. Emplacement : Institut Mwenge wa Taifa de BARAKA.
2. Durée de l'exercice : de 9 heures à 17 heures 30 minutes.
3. Participants : 4 jeunes (2 filles et 2 garçons) voir la liste de présence en annexe 1.
4. Facilitateurs : l'équipe DSRP/FIZI composée de François Xavier Karangwa, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA M'keyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation s'est déroulée avec la participation active de jeunes. Elle était axée essentiellement sur les problèmes des jeunes, leurs activités quotidiennes, leurs propositions sur la matrice de planification et avec comme finalité recueillir leurs avis sur la réduction de la pauvreté.
6. L'exercice a été initié et animé tour à tour par le facilitateur ANZULUNI, Dr YUMA et complété par les autres membres de l'équipe.
7. Le contexte était essentiellement en rapport avec les problèmes de jeunes et leurs avis autour des causes, des conséquences de la pauvreté mais aussi sur les stratégies visant la réduction de celle-ci.
8. L'option d'utiliser la langue locale par le Focus-group a été maintenue du fait que nous avons parmi nous des membres originaires de FIZI.
12. Les matériels utilisés dans l'exercice : tableau noir, craie, papiers et stylo.

FOCUS GROUP JEUNES (BARAKA, le 03 décembre 2004)

Le Focus group de ce vendredi 03 décembre 2004 était composé de 4 jeunes gens. L'orateur du jour qui était le facilitateur Mr ANZULUNI Mileno, prenant la parole, il a expliqué que ce programme se passe dans toute la R.D.C.

Le gouvernement congolais avec son souci d'associer la population dans le but de réduire la pauvreté, a décidé de mener les consultations participatives auprès de la base pour recueillir leurs avis et localiser les causes qui sont à la base de la pauvreté.

Il a signalé toutefois que lors de la rébellion à l'Est du Congo, les consultations se sont déroulées dans l'autre partie contrôlée par le gouvernement pour élaborer le DSRP/Intérimaire.

Aujourd'hui avec l'accalmie que nous connaissons, ce même gouvernement a décidé de conduire pour la deuxième fois sur toute l'étendue de la RDC les consultations participatives pour élaborer le DSRP final, qui est en un ensemble de Stratégies proposées par la base capables de réduire la pauvreté ainsi que les dettes extérieures.

Après cette brève explication, le facilitateur leur a demandé de donner les signes révélateurs de la pauvreté à BARAKA. Voici quelques réponses à la question posée :

- Jeune handicapé physique ou mentale.
- Jeune non scolarisé.
- Faible revenu (la production est destinée à l'autoconsommation)
- Éleveur : celui qui a 1 à 3 vaches est pauvre.
- Cultivateur : celui qui a un petit champ est pauvre.
- Cycliste : celui qui n'a pas son propre vélo.

Ensuite ce Focus group nous a tracé son tableau d'activités quotidiennes. Signalons que ce profil concerne un jeune Munyamulenge qui était présent dans le Focus group.

Heures	Activités quotidiennes
6 h ⁰⁰	- Réveil
6 h ⁰⁰ - 6 h 45'	- Amener le bétail au pâturage
6 h 45' - 7 h 35'	- Le bétail est au pâturage
7 h 35' – 8 h 5'	- Retour avec le bétail à la maison.
8 h 5' - 8 h 35'	- Repos
8 h 35' - 9 h 45'	- Traire le lait
9 h 45'-10 h 45'	- Repos et petit déjeuner
10 h 45'- 11 h 30'	- Ramener le bétail au pâturage
11 h 30'- 16 h ⁰⁰	- Les vaches sont au pâturage
16 h ⁰⁰ - 16 h 45'	- Retour le bétail à la maison.
16 h 45'- 17 h ⁰⁰	- laver les mains pour traire le lait
17 h ⁰⁰ - 17 h 30'	- Traire les vaches
17 h 30'-17 h 40'	Rentrer le bétail dans l'étable (enclos)
17 h 40'-18 h 40'	- Prendre son repas
18 h 40'-19 h ⁰⁰	- Promenade dans le village.

Signalons que ce tableau concerne le jeune garçon Munyamulenge. Pour une fille, selon leurs habitudes, elle s'intéresse souvent aux travaux ménagers. Lorsqu'elle se réveille, elle balaye la cour et au même moment que les vaches sont au pâturage elle en profite pour balayer l'étable ou l'enclos des vaches. Et dès le bas âge elle est associée aux activités champêtres.

Pour un jeune cycliste ou « Dariste », celui-ci se réveille très tôt matin pour chercher un vélo chez un ami s'il n'a pas le sien.

Dans ce Focus group une jeune fille élève nous a dit qu'elle se réveille très tôt pour les activités ménagères après elle va à l'école et le soir elle fait les mêmes activités que les autres filles du village tout en préparant ses laçons.

Comme on n'a pas assez de montres dans ce milieu, on se réfère à la position du soleil pour programmer ses activités.

Terminé ces commentaires nous sommes passés à l'élaboration de la matrice de planification (Annexe 2) pour les causes énumérées :

- Faible capital pour le petit commerce
- Manque d'emploi.
- Travail sans salaire.
- Salaire maigre.
- Mauvaise gestion.
- Manque d'initiative.
- Insécurité.

A partir des causes énumérées, les jeunes de BARAKA ont proposé ce qui suit :

- Qu'on organise les élections libres, démocratiques et transparentes pour élire les dirigeants capables de penser, de tenir compte de la jeunesse, ainsi au réinstaurer la bonne gouvernance.
- Qu'il y ait de l'emploi pour les jeunes gens finalistes, car ils ont des diplômes mais jusque là ils ne sont pas embauchés.
- Après ces quelques échanges, les jeunes ont apprécié et remercié l'équipe animatrice car ils ont bénéficiés d'autres atouts en plus sur la réduction de la pauvreté.

Rapport quotidien du 04 décembre 2004

1. Emplacement : Institut Mwenge wa Taifa de BARAKA.
2. 2. Durée de l'exercice : de 8 heures à 17 h 30'
3. Participants : 4 personnes vulnérables dont 2 rapatriés 1 handicapé physique et 1 gagne peu (voir liste de présence en annexe1).
4. Facilitateurs : l'équipe DSRP/FIZI composée de François Xavier Karangwa, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA M'keyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation de ce jour a concerné essentiellement un groupe vulnérable dans lequel se trouvait 2 rapatriés, une personne handicapé physique ainsi que une femme gagne peu représentant ses paires marginalisés (femme chef de ménage).
6. L'exercice a été initié par le facilitateur Mr. ANZULUNI MILENO complété tour à tour par les autres membres de l'équipe DSRP/FIZI.
7. Le contexte a parlé essentiellement sur la vulnérabilité de différents participants du Focus-group, leurs opinions sur la vulnérabilité et les voies et moyens pour réduire la pauvreté.
8. Problèmes linguistiques : nous avons recouru à chaque moment à la langue locale pour la meilleure participation aux travaux par le Focus-group.
9. Matériels utilisés : tableau noir, craies, papiers et stylo.

FOCUS GROUP VULNERABLES (BARAKA, le 04 Décembre 2004)

Les consultations de ce samedi 04 décembre 2004 ont commencé comme d'habitude par le facilitateur qui a expliqué ce ci pour dire que la R.D.C s'est engagée dans le processus de réduction de la pauvreté. Pour permettre au gouvernement de mener à bien ce processus, il est important que la population s'implique dans l'élaboration du DSRP qui est le Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté.

Au même moment que nous sommes à BARAKA, a t-il ajouté, d'autres animateurs s'entretiennent avec la population non seulement dans la province du Sud-Kivu mais dans toute la république pour élaborer le DSRP national et final.

Comme il est difficile de consulter tous les villages du territoire, 5 villages sont retenus à titre d'échantillon, à savoir : MBOKO, LWEBBA , BARAKA, MALINDE et FIZI. Après ces consultations , un atelier territorial sera organisé à la fin pour élaborer le DSRP territorial pour tout le territoire de FIZI.

Aujourd'hui nous sommes avec vous comme groupe vulnérable, nous voulons acquérir votre point de vue sur la pauvreté ainsi que les voies et moyens de la réduire.

Signalons que ce Focus group vulnérables était composé de :

1. Mr Songolo Mambo Jules (Association des handicapés et les veuves sans soutien).
2. Mr Alenga Miochu (Rapatrié , Cultivateur).
3. Mme Katonga Ngoy (fonctionnaire, faible revenu).

Le facilitateur leur posa la question de savoir les signes révélateurs de la pauvreté. Voici les réponses données par le Focus -group :

Brigitte (Rapatriée) : « Moi je suis chômeuse car je viens de la Tanzanie et j'ai rencontré ma maison détruite, j'ai aménagé une partie pour me protéger contre les intempéries mais c'est une maison détruite.

Je n'ai pas de mobilier ou le confort qu'il faut pour le bien-être. Avant la guerre j'avais : une maison, le capital pour le petit commerce, les ustensiles de la cuisine avec les mobiliers.

Lors de mon retour, pour subvenir aux petits besoins vitaux j'étais obligée de vendre mes habits, pour avoir peu d'argent ».

Alenga (Rapatrié) :

« J'ai rencontré ma maison détruite et mes champs déracinés lors de la guerre, pour le moment j'ai ma literie non confortable, pas d'accès aux besoins primaires et mes enfants sont déscolarisés.

Je suis sou logé par un frère avec toute ma famille. Pour manger je dois recourir aux autres membres de la famille. Pour essayer de scolariser mes enfants j'étais obligé de vendre une partie du patrimoine(terre) ».

Jeunes (Handicapé physique) :

« je suis très pauvre puisque je manque une maison, je mange difficilement, lorsqu'on enregistre les autres pour être encadrés, nous sommes toujours marginalisés. J'avais un petit boulot au CICR mais j'ai été limogé (refoulé) parce que je suis handicapé physique (discrimination dans le cadre de l'emploi), et on m'a arraché le patrimoine acquis de mes ancêtres (la terre).

Actuellement je dirai que Dieu me protège comme il a toujours protégé les oiseaux du ciel. Nous avons créée une association pour essayer de subvenir à certains besoins primaires ».

Katonga : « Je suis fonctionnaire mais je touche mon salaire avec retard et à compte goutte. Je suis incapable de subvenir aux besoins primaires. Pour ma famille les jours de la famine sont plus nombreux que le jour où je mange. Je vous signale que cette insuffisance de salaire a engendré les conflits familiaux ».

Après ce large entretien avec le Focus group vulnérable, nous avons ensemble avec le Focus tracé le tableau de planification (matrice de planification) Voir annexe 2.

DIFFICULTES RENCONTREES

De LWEBA à BARAKA le moyen de transport a été très difficile, les bus en provenance d'UVIRA étant déjà pleins à partir d'UVIRA. Nous avons dû payer cher pour arriver à BARAKA. En ce qui concerne notre séjour à BARAKA, les difficultés étaient principalement sur :

- Le logement.
- La restauration.
- Les suspicions autour de la situation qui prévaut au Nord-Kivu.

RECOMMANDATIONS :

Les recommandations faites par les parties prenantes sont les suivants :

- plaider pour l'obtention des semences,
- les intrants agricoles et de pêche.
- Payer les enseignants, les médecins et infirmiers, les militaires en vue d'alléger la tâche des familles déjà vulnérables mais aussi réinstaurer la sécurité.
- Plaider pour l'obtention des micro-crédits et pour l'aménagement des routes de desserte agricole .
- Sensibiliser la population sur le droit de la femme.
- Plaider pour la réouverture des caisses d'épargne et de crédits.
- Production de l'énergie électrique.

CONCLUSION

La population de BARAKA vit essentiellement de l'agriculture , de la pêche, de l'élevage et du petit commerce. A cet effet, il faudrait favoriser en dotant à ce village les intrants nécessaires pour les activités socio-économiques susmentionnées et lui assurer les mesures d'accompagnement car sortant récemment de la guerre. En outre, il faudrait affecter dans ce village des cadres techniques (moniteur agricoles, vétérinaires,...) en vue de l'encadrement des populations.

VILLAGE 3 : BARAKA**FOCUS GROUP : LES VULNÉRABLES****SONGOLO MAMBO JULES , ALENGA MIHOCHU MKELELWA, BRIGITTE MUTAMBALA, KATONGA NGOY****MATRICE DE PLANIFICATION**

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage.
1. Les handicapés physiques sont discriminés et marginalisés	- Les handicapés qui les rendent différents d'autres personnes.	- Accès difficile à l'emploi voire être limogé d'un emploi. - Expropriation de son patrimoine légué de ses ancêtres	- Les handicapés physiques ne sont ni marginalisés ni discriminés	Campagne sur la non discrimination et le respect de la personne avec handicap physique.	- Prioriser l'accès aux emplois qui conviennent aux personnes handicapés. - Plaidoyer auprès des instances judiciaires en faveur des handicapés.	- Association des handicapés physiques. - Gouvernement Société civile Agences des N.U	-Nombre des personnes handicapées engagées qui travaillent. -Nombre des personnes handicapées réhabilitées dans leurs droits.	- Mauvaise gouvernance. - Faiblesse de l'association des handicapés.
2. Les maisons sont détruites et pillées.	2.1.La guerre 2.2.Refugié en Tanzanie.	- Dépourvus de biens (lit, meubles,...). - Devenus locataires chez les frères.	Les maisons sont construites et équipées.	Recouvrement des biens et construction des maisons pour les rapatriés.	- Plaidoyer auprès du gouvernement des ONGI et Agences des N.U. - Favoriser les activités génératrices de revenu aux rapatriés.	- ONG - Gouvernement - ONGI, Agences des N.U	Nombre des rapatriés bénéficiaires.	- Mauvaise gouvernance. - Mauvaise volonté des ONGI et Agences de N.U.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage.
3. Les salaires sont insuffisants et irréguliers.	- Mauvaise gouvernance.	- Les besoins primaires ne sont pas satisfaits.	- Les salaires sont suffisants et réguliers.	- Indexation des salaires.	- Plaidoyer auprès des employeurs. - Les grèves.	- Syndicat des travailleurs. - Gouvernement - FEC.	- Nombre des travailleurs avec salaires suffisants et réguliers.	- Mauvaise gouvernance - Faiblesse des Syndicats.

VILLAGE 3 BARAKA

PARTIES PRENANTES : ZAWABU RAMAZANI, TAMBWE MUTABILU, SHUKURANI HAMIMU, MATESO LWAMBA, MICHELINE MAUWA, KYALUMBA LUKABA- IBANDA, MWAVITA MAKELELE, WAKILONGO KABEMBA.

MATRICE DE PLANIFICATION

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. Les champs sont pillés	1.1.Les militaires 1.2.Mauvaise gouvernance. 1.3. La guerre.	Baisse de la production agricole.	- Les champs ne sont pas pillés	1.1.Casernement des militaires. 1.2.Restauration de la sécurité. 1.3.Cohabitation pacifique.	- Bonne gouvernance. - Election libre et démocratique. - Cohabitation pacifique.	- Autorités locales. - Gouvernement - Population, ONG, Eglises	- Libre circulation des personnes et des biens personnes - Liberté d'expression.	La guerre, Mauvaise gouvernance.
2. Les semences et les intrants agricoles et de pêche sont	2.1.Le pillage 2.2.Mauvaise gouvernance.	- Baisse de produits agricoles et de pêche. - Baisse du revenu.	Les semences et les intrants agricoles et de pêche sont suffisants.	-Disponibiliser les semences et les intrants agricoles et de pêche.	- Plaidoyer auprès des ONGs - Créer des greniers de semences.	- Autorités locales, ONGD, ONGI, Syndicats des cultivateurs, des pêcheurs, éleveurs...	- Nombre des personnes bénéficiaires.	- Mauvaise volonté des autorités, ONGD, ONGI et Agences des N.U.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
insuffisants								
3. Les capacités des populations sont faibles.	- Insuffisance de formation.	- Baisse de la production.	-Les capacités des populations sont renforcées.	Renforcer les capacités.	Formation sur la production et la gestion.	-Gouvernement - Société civile.	- Nombre des personnes formées.	- Insécurité - Mauvaise gouvernance.
4. Les emplois, les capitaux, les salaires sont faibles.	4.1.Insécurité 4.2.Mauvaise gouvernance. 4.3.Absence des banques.	- Faible revenu - Besoins primaires non satisfaits.	Les emplois, les capitaux, les salaires sont suffisants.	4.1.Restauration de la sécurité. 4.2.Bonne gouvernance. 4.3.Disponibiliser les micro-crédits.	-Création des emplois rémunérateurs et des COOPECs - Indexation des salaires. - Election libre et démocratique	- Gouvernement, ONG, FEC. - Bailleurs de fonds.	Nombre d'emplois rémunérateurs Créés ou restaurés. Nombre des COOPECs ou banque.	- Faiblesse de syndicats - Mauvaise volonté de la FEC et du Gouvernement- Insécurité.
5. Les routes de desserte agricole sont impraticables	5.1.Mauvaise gouvernance 5.2.Insécurité.	Les produits agricoles ne sont pas écoulés.	Les routes de desserte agricole sont praticables.	5.1. Réhabilitation des routes 5.2.Restauration de la sécurité.	- Plaidoyer et sensibiliser la population.	- Gouvernement ONG, Agences des N.U	Nombre des ponts caniveaux et kilomètres réhabilités.	- Mauvaise gouvernance - Insécurité.
6. Les moyens de transport sont insuffisants.	6.1.Faible revenu 6.2.Routes impraticables.	Les produits agricoles ne sont pas écoulés.	Les moyens de transport sont disponibles.	Acquisition des véhicules pour le transport.	Favoriser l'octroi de crédits à la population.	Gouvernement, Société civile, et FEC.	Nombre des engins de transport.	- Mauvaise gouvernance - Insécurité.
7. Les	7.1.Insuffisance	Insécurité,	Les populations sont	7.1.Accession aux	-Disponibiliser les	Gouvernement	Nombre des	- Mauvaise

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
populations sont en mauvais état de santé.	de soins de santé. 7.2.Malnutrition.	improductivité	en bonne santé.	soins de santé. 7.2.Education en nutrition.	centres de santé. -Sensibiliser les gens sur la nutrition	Société civile.	centres de santé et des personnes éduquées en nutrition.	gouvernance - Insécurité. - Us et coutume.
8. Les travaux champêtres laissés aux femmes.	8.1.Us et coutumes 8.2.Evolution vers la bureaucratie.	- Cultiver sur les petites superficies. - Baisse de la production et du revenu.	Les hommes aussi font les travaux champêtres.	8.1.Campagne de sensibilisation. 8.2. Campagne de sensibilisation.	Sensibiliser les hommes pour les travaux champêtres.	Gouvernement , ONG, Eglises.	Nombre des hommes qui font les travaux champêtres.	- Us et coutume.
9. L'énergie est insuffisante	- Absence d'énergie électrique.	- Absence d'industrie de transformation	L'énergie est suffisante.	- Fournir l'énergie électrique.	- Produire ou tirer l'énergie hydroélectrique - Vulgariser l'énergie solaire	- Gouvernement - ONG - ONGI - FEC.	- BARAKA est alimenté en énergie électrique.	- La guerre - Mauvaise gouvernance.

FOCUS GROUP JEUNES

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteurs de blocage
1. L'argent est dépensé follement.	- Mauvaise gestion	- Manque d'argent.	- l'argent est dépensé rationnellement	- Formation sur la gestion.	- Former et informer la population sur la gestion.	- Société civile ONGD, ONGI, Gouvernement.	- Bonne gestion.	- Guerre mauvaise gouvernance.
2. Vivre dans l'oisiveté	- Manque d'initiative	- Improductivité et manque d'épanouissement.	- Combattre l'oisiveté.	- Encadrement psycho-social.	- Accompagner et rééduquer les non encadrés	- Société civile ONGD, ONGI, Gouvernement.	- Nombre de personnes encadrées.	- Guerre mauvaise gouvernance.

RAPPORT FINAL DU VILLAGE 4 MALINDE

I. INTRODUCTION ET ENONCE DE THEMES DE RECHERCHE

D'une manière générale, le facilitateur, Mr ANZULUNI Mileno, au cours de quatre jours de travail sur les consultations participatives dans le village de MALINDE, complété tour à tour par l'équipe DSRP/FIZI, a chaque fois présenté les membres de l'équipe suivi des explications sur le DSRP en commençant par le DSRP intérimaire de 2001.

Ensuite, il a informé les participants du souci du gouvernement de transition d'organiser le DSRP en cours en commençant par la base en vue d'éviter les erreurs du passé qui consistait à planifier les programmes dans des bureaux de ministères à Kinshasa au lieu de consulter et faire participer la base pour que ces programmes reflètent la réalité du terrain.

C'est dans le cadre de ces démarches que le gouvernement de transition a décidé de mandater des équipes dans toutes les provinces, territoires et villages pour l'organisation des consultations participatives avec les parties prenantes (la population à la base) qui aboutiront à l'élaboration des DSRP territoriaux et provincial pour notre province et national et final pour toute la R.D.Congo.

Ce document élaboré et adopté au niveau national constituera un outil de travail et de référence pour toute élaboration d'un programme donné.

Ceci étant, le facilitateur a demandé à tous les participants à nos recherches de faire de ces consultations les leurs et les travaux de ces recherches ont été bouclés à la satisfaction, à la fois, des participants et de l'équipe DSRP/FIZI à MALINDE.

Signalons toute fois que l'orateur sus évoqué a fait part aux participants que pour le territoire de FIZI, 5 villages ont été retenus pour les consultations participatives parmi lesquels figurent : MBOKO, LWEBBA, MALINDE et KATANGA ; ce dernier à la place de FIZI dû au manque de moyen de transport. Aussi, les villages non visités

pourront être représentés à l'atelier territorial prévu à l'issue des consultations participatives du territoire de FIZI dont le taux de participation se répartit de la manière suivante : 30 % villages consultés, 70 % pour les villages non consultés.

THEMES DE RECHERCHE

Les consultations participatives dans le village de MALINDE se sont intéressées aux :

1. Concepts locaux de bien-être, de vulnérabilité et de pauvreté.
2. Perceptions sur les causes de la pauvreté /vulnérabilité.
3. Gagne-pain et stratégies de survie.
4. Quels sont les problèmes que les pauvres considèrent comme les plus importants qui leur donnent des soucis dans leurs vies. Comment ceux-ci ont changé ; leurs projets d'avenir et leurs planifications au niveau communautaire.
5. Dimension genre de la pauvreté.

II. OBJECTIF ET BUT DE LA RECHERCHE.

a. But : Le but de la recherche est de collecter les avis des habitants du village MALINDE sur leur état de pauvreté, les déterminants de la pauvreté ainsi que sur les solutions à mettre en œuvre pour diminuer la pauvreté.

b. Les objectifs : Les objectifs de nos recherches à MALINDE visent à :

- Comprendre les déterminants de la pauvreté ;
- Connaître les problèmes les plus importants de la pauvreté ;
- Envisager les actions susceptibles de réduire la pauvreté ;
- Déterminer les indicateurs et les facteurs de blocage éventuel.

III. METHODOLOGIES DE LA RECHERCHE

Pour atteindre ces objectifs, les outils de MARP suivants ont été utilisés :

- Coupe transversale ;
- Interview semi – structurés ;
- Calendrier saisonnier ;
- Arrangement par préférence
- Matrice d'analyse du genre ;
- Matrice de planification.

IV. CONTENU DE LA DISCUSSION

1. La coupe transversale de MALINDE a révélé ce qui suit :

- plusieurs maisons détruites.
- Quelques caniveaux réhabilités par ACTED.
- Plusieurs sites menacés par l'érosion.
- Plusieurs églises.
- Une borne fontaine.
- Un terrain de football.
- Un site de reboisement (église CEPAC).
- Un piste d'atterrissage.
- Une grande plaine inondée par la rivière MUTAMBALA.

2. La matrice de planification soulève les problèmes de pillage des récoltes par les hommes en uniforme, l'inondation des champs, le manque de moyen de subsistance des déplacés et rapatriés, la destruction des maisons pendant la guerre, les familles qui ont de nombreux enfants, l'insuffisance d'engins et intrants agricoles, la famine qui frappe les habitants du village.

Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que lorsque les conditions sécuritaires sont réunies, et cela exige une bonne gouvernance.

V. LES POINTS D'INTERPRETATION ESSENTIELS.

Pendant notre séjour dans le village de MALINDE nous avons trouvé que les habitants s'occupent essentiellement de l'agriculture, pêche et du petit commerce.

Les efforts de réduction de la pauvreté sont limités par l'insécurité causée par les militaires car elle a entraîné beaucoup de vols, viols et pillage des champs de cette paisible population ainsi que leurs nasses de pêche.

De ce fait, les habitants pensent que l'avènement d'un gouvernement responsable issu des élections libres, transparentes et démocratiques pourrait constituer la pierre angulaire de la réduction de la pauvreté.

VI. CITATIONS ESSENTIELLES.

- plusieurs maisons ont été détruites pendant les guerres de 1996 et 1998.
- Les champs sont systématiquement pillés.
- L'octroi des micro-crédits pourrait constituer un atout majeur dans la réduction de la pauvreté.
- Le drainage de la plaine agricole inondée par la rivière MUTAMBALA.
- Sensibiliser les adultes sur le planning familial.
- Assister les déplacés ainsi que les rapatriés.
- Disponibiliser les intrants agricoles et de pêche.

Rapport quotidien du 06 décembre 2004 .

1. Emplacement dans la cour du chef de localité (Kapita) de MALINDE I/Centre.
2. Durée de l'exercice de 8 h 30' à 18 heures.
3. Participants : 8 participants dont 4 femmes et 4 hommes (voir la liste Annexe 1).
4. Facilitateurs : Dr YUMA, ANZULUNI Mileno, François –Xavier Karangwa, Djurua Mwenebatu Giscard.
5. La consultation a été axée sur le grand thème pauvreté, ses causes, ses conséquences et stratégies pour arriver à des solutions.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI et animé par ANZULUNI Mileno, complété de temps en temps par les autres membres de l'équipe.
7. Le contexte est essentiellement axé sur la pauvreté profonde et notoire du village de MALINDE due à la guerre et ses conséquences mais aussi les inondations de la rivière MUTAMBALA qui ont décimé des grands espaces des champs de manioc , de riz, de palmiers à huile, des bananeraies, etc. A cela s'ajoute le pillage des récoltes, le rançonnement de paisibles citoyens en cours de route soit se rendant aux champs ou au marché, des centaines d'enfants déscolarisés, toutes les filles du village soumises à des mariages forcés par les militaires.
8. Problèmes linguistiques : l'utilisation de la langue locale demeure maintenue pour permettre à tous les participants locaux d'intervenir au cours des travaux.
9. Matériels utilisés : le sol de la cour du chef de localité, craies, sticks d'arbres, papiers, stylo.

CONSULTATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES (Le 06 décembre 2004)**INTRODUCTION**

L'éminent facilitateur Mr. ANZULUNI Mileno dans son mot d'introduction a présenté ses remerciements aux invités à la consultation participative pour leur disponibilité en dépit du contexte du moment mais aussi de leurs multiples activités.

Il leur a ensuite expliqué le souci du gouvernement de transition de planifier les programmes visant les activités à réaliser à la base en se référant aux opinions de la population qui demeure partie prenante dans toute conception d'un projet. Ceci contrairement aux démarches de gouvernements qui se sont succédés en R.D.C qui concevaient les plans d'action des activités destinées à la base dans leurs bureaux à Kinshasa.

Ensuite, il leur a parlé de l'action en cours qui demeure territoriale au niveau de FIZI, provinciale au niveau de Bukavu et nationale au niveau de Kinshasa.

Il leur a ensuite informé de la tenue de l'atelier territorial à l'issue de nos consultations mais aussi des ateliers au niveau de la province et au niveau de Kinshasa. Aussi, il leur a signalé les villages retenus pour le territoire de FIZI qui sont repris de la manière suivante : MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et FIZI qui pourraient être remplacés par une autre village dû au problème de transport.

L'orateur du jour a commencé la séance par un jeu de question –réponse sur le concept pauvreté. Ceci a été suivi par le traçage de la coupe transversale (voir annexe 2) présentant le village de MALINDE.

Ceci étant fait, nous sommes passés à l'analyse de la coupe transversale et avons relevé qu'à MALINDE la population s'occupe essentiellement de :

- L'agriculture.
- L'élevage du petit bétail.
- La pêche qui est périodique.

Selon les participants aux consultations participatives, la personne qu'on peut désigner comme pauvre à MALINDE présente les signes suivants :

- celui qui a un petit champ.
- Celui qui satisfait difficilement les besoins primaires : scolaires, sanitaires et alimentaires.

De l'énumération des signes de pauvreté nous sommes passé aux causes :

- La guerre avec son insécurité.
- Le travail sans salaire.
- Agriculture non mécanisée.
- Manque des semences.

Commentaires :

Toutes les écoles du village de MALINDE, à l'instar des écoles du territoire de FIZI, n'ont ni pupitres, ni fenêtre , ni porte. L'unique point d'eau est pollué faute de produits pour traiter l'eau et la population de MALINDE se contente de consommer l'eau de la rivière MUTAMBALA se alors qu'elle est souillée par les eaux émanant de la rivière Mukela où on exploite le minerai.

A ce qui précède s'ajoute l'inondation de champs par les eaux de la rivière MUTAMBALA due à l'ensablement émanant de la rivière Mukela.

De parties prenantes nous avons relevé ce qui suit :

- Pauvreté généralisée due au retour récent des déplacés internes et de réfugiés congolais venus de la Tanzanie.
- La carence des semences.
- Insuffisance du sol arable due à la gestion de ce sol par le clan propriétaire.
- Des centaines d'enfants déscolarisés.
- Des enseignants démotivés car non payés.
- Des maisons dépouillées de leurs portes, fenêtres et tôles.

- Carence des points d'eau et des sources aménagées amenant la population à consommer l'eau de la rivière MUTAMBALA dont l'eau est devenue colorée suite à l'exploitation de minerais dans les rivières confluentes ?

Commentaire :

- Les champs qui étaient dans la piste d'aviation ont été détruits (déracinés) alors les propriétaires demandent d'être dédommages.
- Pour l'eau à boire, elle demeure toujours impropre. Tout le village s'approvisionne sur une seule borne fontaine qui donne actuellement l'eau impropre et impure.

Rapport quotidien se sont déroulés dans la chapelle

1. Emplacement : les consultations se sont déroulées dans la chapelle de l'église catholique de MALINDE.
2. Durée de l'exercice : de 8 h 30' à 17 h 45'.
3. Participants : 4 personnes dont 2 femmes et 2 hommes pour le Focus group hétérogène (voir la liste de présence en annexe 1).
4. Facilitateurs : Dr YUMA, ANZULUNI Mileno, François –Xavier Karangwa, Djurua Mwenebatu Giscard.
5. La consultation a concerné le Focus group composé de 4 personnes choisies parmi les groupes vulnérables du village de MALINDE. Elle a été axée essentiellement sur la pauvreté et la recherche des voies et moyens pour sa réduction.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI et animé par Mr ANZULUNI et complété tour à tour par les membres de l'équipe sus évoquée.
7. Le contexte a tourné au tour de la pauvreté de la population de MALINDE due principalement au retour des déplacés et des réfugiés congolais de la Tanzanie, à l'inondation des terres arables par la rivière MUTAMBALA abîmant les cultures des cultures des champs mais aussi à l'insécurité qui entraînent les pillages des produits des champs. La situation susmentionnée occasionne des graves conséquences dont la famine, la malnutrition des enfants et des adultes menant à la carence de la main d'œuvre locale suite aux multiples maladies.
8. Problème linguistique : l'utilisation de deux langues (Kibembe et Kiswahili) demeure maintenue pour la meilleure compréhension

9. Matériels utilisés : craies, tableau noir, stylo, papiers et troncs d'arbres utilisés comme chaises.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP HETEROGENE (le 07 décembre 2004)

A titre d'introduction, le facilitateur Mr ANZULUNI Mileno a commencé par remercier les membres du Focus group pour s'être disponibilisés en dépit de leurs multiples activités en vue de participer aux consultations en cours. Ensuite il a présenté l'équipe DSRP/FIZI en soulignant que cette équipe a le mandat du gouvernement à travers la province du Sud-Kivu pour consulter la population du territoire de FIZI en générale et le village de MALINDE en particulier sur le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en sigle.

Ce document a été élaboré à l'ouest du pays mais aussi dans certaines provinces de l'Est qui étaient dirigés par le gouvernement pendant la rébellion a t-il dit. Et comme la guerre a pris fin le gouvernement a décidé de mener les deuxièmes consultations en vue de faire participer la population de l'ensemble du pays ; la RDC pour éviter les erreurs du passé où le gouvernement en élaborant la planification des activités de programmes visant la promotion socio-économique de la population le faisait au niveau du ministère du plan à Kinshasa sans consulter la base. C'est dans ce cadre que nous sommes envoyés par le gouvernement en vue de partager avec vous les consultations participatives qui visent la collecte de vos avis pour élaborer le Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté reflétant les réalités vécues par la base représentée par vous. « Nous ne venons pas vous amener de l'argent » a ajouté le facilitateur, mais nous venons échanger avec vous sur la pauvreté de votre village ses causes et les stratégies à mener pour la réduire chez vous.

Après ce mot d'introduction, le facilitateur a demandé tour à tour aux participants de lui énumérer les signes révélateurs de la pauvreté dans ce village ainsi que leurs causes. Ceci a été suivi par des réponses de participants que voici comme signes de pauvreté :

- Les déplacés internes ou les réfugiés congolais retournés à MALINDE.

- Les personnes dont les récoltes ont été pillées par les hommes en uniforme.
- L'insécurité qui a entraîné le pillage des biens.
- Les militaires impayés malmènent la population à cause de la pauvreté.
- Les personnes dont les maisons ont été détruites par la guerre.
- Celui qui a une maison en paille.
- Les familles qui limitent la naissance à cause de la misère.
- Les familles qui mangent au hasard.
- Les familles qui ont des enfants déscolarisés.

Ensuite nous sommes passés à l'élaboration de la matrice de planification y compris toutes les données y afférentes (voir annexe 2).

Commentaires :

Après le tableau de matrice de planification nous avons relevé que la population de MALINDE viens du refuge en Tanzanie mais aussi les déplacés internes au village et depuis qu'elle est là la seule activité pratiquée est l'agriculture. Le manioc étant l'aliment de base, signalons que depuis que les cultivateurs ont labouré et semé ils n'ont pas encore récolté car il faut attendre 6 mois pour la production.

Pour s'approvisionner il faut se déplacer vers les marchés de Sembele, Simbi et BARAKA ; étant donné que les tracasseries militaires restent la monnaie courante de tout le territoire de FIZI, cette même population est victime de pillage, vol et viol. Outre ce qui précède, la pauvreté du village de MALINDE se manifeste par le fait que les parents qui ont plus de 2 enfants le regrettent car ils ne sont pas capables de les nourrir, de les scolariser et d'assurer les soins médicaux.

En définitive, la famine dans le village de MALINDE met des familles en conflit (division) en bannissant la coutume qui garantissait à tous les membres de la famille de partager la nourriture sur une table commune, ce qui n'est plus possible.

Rapport quotidien du 08 décembre 2004

1. Emplacement : dans la chapelle de l'église catholique de MALINDE.
2. Durée de l'exercice : De 9 heures à 18 heures.
3. Participants 4 personnes dont 2 femmes et 2 hommes(Voir liste de présence en annexe 1).
4. Facilitateurs : Mr. François Xavier KARANGWA, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA Mkeyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation a concerné le Focus group jeunes choisis parmi les jeunes gens du village comme échantillon. Elle a été axée essentiellement sur la pauvreté et la recherche des voies et moyens pour sa réduction.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI et animé par Mr ANZULUNI et complété tour à tour par les membres de l'équipe sus évoquée.
7. Le contexte a visé le problème, les causes, les conséquences et les stratégies à mener pour arriver à des résultats réduisant les problèmes des jeunes.
8. Problèmes linguistiques : l'option d'utiliser la langue Swahili et Kibembe a été retenue de commun accord avec le Focus group.
9. Matériels utilisés : craies, stylo, papiers, tableau noir, et les troncs d'arbres utilisés comme bancs.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS-GROUP JEUNES (le 08 décembre 2004)

INTRODUCTION

Au cours de l'introduction, Mr ANZULUNI facilitateur dans le cadre de consultation participative en territoire de FIZI a parlé de la méthodologie du travail qui nous a été recommandée par les organisateurs (MARF) en déterminant les groupes à consulter.

Ensuite il a parlé du but de consultation participative qui consiste à consulter la base dans les villages de MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et de Katanga pour le territoire de FIZI. Il a informé le groupe du jour des étapes de consultations en cours dont le premier document a été préparé en 2001 dans les provinces sous contrôle du gouvernement, et qu'après l'unification du pays, le gouvernement de transition de la R.D.Congo par le biais du ministère du plan a décidé d'organiser le deuxième DSRP, cette fois-ci à travers toute la république démocratique du Congo.

Le concept pauvreté est le thème principal de nos consultations a-t-il dit. Ensuite en entrant dans le vif du sujet, le facilitateur susnommé a posé la question aux participants sur les signes qui prouvent qu'une personne est pauvre. Les jeunes qui constituaient le Focus group ont exprimé leurs visions sur la pauvreté. Mais avant d'en arriver là, le facilitateur a tenu à informer les jeunes qu'à l'issue des consultations dans le territoire de FIZI, un atelier territorial sera organisé dans un lieu qui sera choisi de commun accord avec l'administrateur du territoire, et ce, compte tenu de la situation sécuritaire entre MALINDE et le chef-lieu du territoire.

Causes de Pauvreté :

- Selon les jeunes que nous avons consulté à MALINDE, la pauvreté est due à l'insuffisance de ressources matérielles et financières.
- A l'issue de cet entretien avec les jeunes du village de MALINDE, le facilitateur leur a demandé d'échanger avec nous sur leurs activités quotidiennes. (Cfr. page suivante).

Après avoir arrêté le tableau des activités quotidiennes, nous sommes passés au profil d'accès et de contrôle.

Tableau des activités quotidiennes

Heures	Activités (Garçons)
6 h 30'	- Réveil.
6 h 30'- 7 h ⁰⁰	- Se préparer pour le champ.
7 h ⁰⁰ - 7 h 45'	- Aller au champ.
7 h 45'- 14 h ⁰⁰	- Les activités champêtres.
14 h ⁰⁰ - 14 h 45'	- Retour à la maison.
14 h 45'-16 h 10'	- Vérification des nasses à la rivière.
16 h 10'- 17 h	- Retour à la maison.
10'	- Prendre bain du soir.
17 h 10'- 19 h ⁰⁰	- Promenade dans le quartier.
19 h ⁰⁰ - 19 h30'	- manger.
19 h30'-19 h45'	- Repos.
19 h45'-20 h 20'	- Causerie en famille.
20 h 20'-21 h ⁰⁰	- Dormir.
21 h ⁰⁰ -6 h 30'	

Ce que les jeunes ont donné c'est le timing estimés, mais le dimanche ils ont le programme spécial. Après la culte ils vont à la rivière pour vérifier les nasses. Signalons que les travaux champêtres restent considérés comme un devoir pour les jeunes filles. Les jeunes garçons s'occupent de la culture du riz et de palmier à huile.

Pour les jeunes scolarisés, ils sont obligés d'être au champ après le cours pour chercher à manger et se débrouillent pour l'habillement à partir de vente des produits agricoles car les parents ne sont pas à mesure de remplir certains besoins des enfants.

Après le champ, elle est à la recherche de l'eau et après elle prépare ses leçons . signalons que malgré la faim qu'elle a après cours, elle est sommée d'aller au champ pour aider les parents et chercher à manger.

La promenade des jeunes gens dans le quartier est conditionnée par la présence de la lune le soir.

Après ces quelques commentaires , ils ont tracé le profil d'accès et de contrôle.

Le profil d'accès et de contrôle.

Ressources	Accès			Conditions			contrôle		
	H	F	E	H	F	E	H	F	E
Champs de manioc..			X			X			
Champs de riz			X			X			
Palmier à huile	X		X	X			X		X
Pêche (avec nasse)			X			X			X
Artisanat.			X			X			X
Petit commerce.			X			X			X

D'après ce tableau nous avons trouvé que les garçons du village ont des nasses pour capturer les poissons et ils sont responsables de leurs captures. Certains ont des champs de palmier à huile soit hérités des parents qui sont morts et automatiquement ils sont devenus contrôleurs et gèrent leurs productions.

Pour les filles elles se débrouillent dans les petits commerces, elles vendent surtout la farine de manioc et l'huile de palme dans les différents marchés : Sebele, Simbi, KATANGA et BARAKA.

Pour les travaux champêtres les jeunes de MALINDE ont beaucoup des problèmes par exemple :

- Les outils aratoires sont insuffisants : ils sont obligés de s'échanger quelquefois ces outils pour bien mener les activités champêtres, les semences aussi sont insuffisants .
- Les champs de palmiers à huile sèchent à cause de l'ensablement des champs causé par l'inondation des eaux de MUTAMBALA.
- Insuffisance des matériels pour l'artisanat. (menuiserie, coupe couture, réparateurs de vélo,...).
- Taxes illicites pour les petits commerces.

Rapport quotidien du 09 décembre 2004

1. Emplacement : dans la chapelle de l'église catholique du village de MALINDE.
2. Durée de l'exercice : de 09 heures à 17 heures.
3. Participants : 4 personnes dont une femme et 3 vieillards parmi lesquels 1 veuf et une veuve (voir liste de présence annexe 1).
4. Facilitateurs : Mr. François Xavier KARANGWA, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA Mkeyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation a concerné 4 personnes vieillards vulnérables avec lesquelles nous avons partagé le thème du jour qui demeure la pauvreté, ses causes, ses conséquences, ses stratégies pour trouver des solutions adéquates.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI et animé par Mr ANZULUNI et complété tour à tour par les membres de l'équipe sus évoquée.
7. Le contexte au cours de ces consultations a visé essentiellement les problèmes spécifiques du village de MALINDE et plus particulièrement ceux exprimés par les parties prenantes qui nous ont amenés à lister avec eux les problèmes du milieu et les voies et moyens de trouver des solutions.
8. Problèmes linguistiques : les langues utilisées demeurent le Français, le swahili et le Kibembe pour faciliter l'implication de Focus group dans les consultations participatives
9. Matériels utilisés : tableau noir, craies, papiers, stylo et les troncs d'arbres utilisés comme bancs.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP

PERSONNES AGEES/VULNERABLES

Dans son mot d'introduction, le facilitateur Mr ANZULUNI Mileno, a porté à la connaissance du Focus-group composé des vieillards vulnérables que le travail de consultations participative en cours est un travail du gouvernement .

Commencé en 2001 avec le DSRP intérimaire dans les provinces qui étaient sous contrôle du gouvernement, ce dernier a sorti un document DSRP qu'il a discuté avec les partenaires internationaux.

Le pays unifié, le même gouvernement par le canal du ministère du plan a décidé l'organisation et la réalisation des consultations participatives à r-travers toutes les provinces du pays, les territoires et les villages en vue de sortir un DSRP final reflétant les réalités de la base, évitant de ce fait les erreurs du gouvernement qui ont précédé qui planifiaient les programmes visant le mieux-être de la population à l'insu de cette dernière.

Le facilitateur a encore informé aux participants que le DSRP en préparation pour la province du Sud-Kivu se déroule dans tous les territoires de la province et pour le territoire de FIZI les villages retenus sont MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et KATANGA : les autres coins du territoire ne pouvant être visités suite aux moyens limités ; et qu'après les consultations dans le territoire de FIZI un atelier territorial sera organisé auquel seront représentés au taux de 30 % les villages visités et consultés et 70 % les villages non consultés.

Situations du passé.	Situation actuelle.	Future.
* Corps robuste pour chercher de l'argent.	*Fatigué par le poids de l'âge.	*Encadrement socio-médicale pour les sans soutien.
*Nous avons des champs, des palmiers à huiles, des plantations de café et le manioc	*Champs inondés par la rivière Mukela entraînant des sables sur le lit de la rivière MUTAMBALA	*Prendre des mesures interdisant le creusage d'or dans la rivière Mukela en vue de réhabiliter

*D'autres élevaient des vaches, poules, canards, cochons, chèvres, etc.	*Les vaches ont été saisies par les Banyamulenge qui en étaient bergers dans les hauts plateaux. - Les chèvres, poules, les canards ont été pillés pendant la période de guerre.	*Octroi des crédits rotatifs pour élevage
*D'autres étaient commerçants	*Tout a été pillé par les hommes en uniforme.	*Réinstaurer la sécurité (gouvernement) Mesures d'accompagnement pour les travaux de champs.

Ensuite le facilitateur leur a posé la question sur la situation du passé, la situation actuelle et leur souhait pour le futur constituant ainsi une interview semi – structurée :
Après ces échanges nous sommes passés à l'arrangement par préférence pour les causes énumérées que voici :

1. Trop d'enfants
2. Faiblesse du corps due à l'âge et aux maladies.
3. Manque de terres arables suite à l'inondation.
4. Pillage et vols d'élevage et des biens par les Banyamulenge et les militaires.

Problème/Causes	G1	G2	G3	G4	Total.	Rang.
Trop d'enfants	1	2	1	1	5	D
Faiblesse de corps due aux maladies	2	1	3	2	8	C
Manque de terres arables du à l'inondation	4	3	4	4	15	A
Pillage et vols d'élevage et des biens.	3	4	2	3	12	B

D'après cet arrangement nous avons trouvé que c'est le manque de terres arables et l'insécurité qui sont à la base de la pauvreté.

Pour clore la journée, le Focus group a tracé la matrice de planification (annexe 2).

VIII. DIFFICULTES RENCONTREES

Parmi les difficultés rencontrées figurent :

- Le moyen de transport pour nous amener à FIZI –Centre a fait défaut.
- Le logement dû à la destruction des maisons par la guerre.
- Les suspensions dues à la situation qui prévaut au Nord-Kivu
- Tracasseries militaires.
- La famine dans le milieu.
- Maladies (malaria,...)

IX. RECOMMANDATIONS

Selon toutes les parties prenantes avec lesquelles nous avons partagé les consultations participatives à MALINDE, elles émettent les souhaits suivants :

- La paie de salaire des enseignants, les infirmiers en vue d'alléger la charge des parents déjà vulnérables due à la prime et aux frais de soins médicaux alloués à ces derniers.
- Paiement de solde des militaires pour mettre fin à l'insécurité et au rançonnement de la population.
- Cantonnement des militaires au niveau de BARAKA et de FIZI et non dans le village de MALINDE et de KATANGA en laissant à la police son travail de sécuriser la population et de leurs biens.
- Remplacer l'argent de l'ANR/MALINDE en faveur d'une nouvelle unité, car l'argent actuel en poste rançonne la population.
- La réhabilitation des routes de desserte agricole pour rétablir la communication entre villages et grands centres en vue de l'évacuation des produits agricoles des villageois.
- La construction des centres de santé en leur dotant des médicaments essentiels pour soins de leurs familles ; car les malades sont improductifs lorsqu'ils ne sont pas traités.
- Drainer les eaux de la plaine agricole de Kenya II inondée par la rivière MUTAMBALA, unique terre fertile dans ce milieu.

- Sensibiliser les hommes pour qu'ils s'impliquent dans les travaux champêtres.
- Disponibiliser les intrants agricoles et de pêche .
- Installer des moulins en vue d'alléger la tâche des femmes.

X. CONCLUSION

Le village de MALINDE est au bout de sa disparition due à la famine causée particulièrement par l'inondation de la plaine de Kenya, de l'ivresse publique et nationale des hommes qui devraient constituer la main d'œuvre et au nombre impressionnant d'enfants déscolarisés.

En ce qui concerne l'ivresse sus évoquée, il faudrait que l'autorité politico-administrative, coutumière prennent leurs responsabilités respectives en vue de réglementer la consommation des boissons alcooliques.

VILLAGE : MALINDE**FOCUS GROUP VULNERABLES : KIZA HERI , BANDA MASUMBUKO, ELISA NASANGO, AMISSI KINYONYI.****Le 09 décembre 2004**

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteur de blocage.
1. Les terres de culture sont insuffisantes	Inondation.	- famine, rareté des produits vivriers.	- les terres de culture sont suffisantes.	- Disponibiliser les terres pour la culture	- labourer et semer les champs - Mesure d'accompagnement pour les cultivateurs	- Société civile - Gouvernement - ONGD,ONGI, Agences des N.U.	- Nombre des champs cultivés, diversités des produits agricoles au marché.	- Insécurité , Mauvaise gouvernance
2. Les produits de champs sont pillés.	- Militaires	- Famine et misère.	- Les produits de champs ne sont pas pillés.	- Punition à l'endroit des pillards et voleurs.	- Prendre des mesures de punir les voleurs et pillards.	- Gouvernement - Autorités locales, société civile.	- Libre circulation des personnes et de leurs biens - Nombre des champs non pillés ou volés.	-Mauvaise gouvernance.
3. La plupart des habitants de MALINDE sont malades.	- Malnutrition - Difficulté de se faire soigner.	- Baisse de la production agricole.	- La plupart des habitants de MALINDE ne sont pas malades.	- Accessibilité aux soins médicaux. - Education nutritionnelle.	- Plaidoyer pour les centres de Santé. - Disponibiliser les infirmiers et les médicaments.	- Comité de Santé (Cosa), Gouvernement, ONGD, ONGI, Population.	- Réduction de maladies et majeur partie de la population en bonne santé.	-Mauvaise gouvernance - Faiblesse du Syndicat de médecins
4. Les familles ont beaucoup d'enfants	- Ignorance	- Chef de ménage surchargé	- les familles n'ont pas beaucoup d'enfants.	- Planning familial.	- Sensibiliser la population autour du planning familial. - Application du	- ONG, ONGI, Société civile, Gouvernement.	- Diminution des naissances dans les familles.	- Mauvaise volonté de la population (coutume négative)

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteur de blocage.
					planning familial			- faiblesse du gouvernant.

VILLAGE MALINDE Le 06 décembre 2004

PARIES PRENANTES : - MATESO BILALI, ABEDI MANENO, LOKWAMTE NUNGA, JEANNE TABALELWA , MACHUMBE JEANOT, TABU TAMOMA, SOFIA MWANUE, MIALAMO BULIMWENGU.

MATRICE DE PLANIFICATION

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteur de blocage.
1. Les champs sont inondés.	- Débordement de la rivière MUTAMBALA.	- Destruction des champs.	- Les champs sont irrigués	- Drainage des caniveaux.	Drainage des eaux de la rivière.	Gouvernement, ONGD, ONGI, Population.	- Inexistence des inondations.	-Mauvaise gouvernance, mauvaise volonté des ONGD, ONGI
2. MALINDE est insécurisé.	- La guerre Militaires	- Champs déracinés, maisons détruites, pillages, maisons occupées par les militaires.	- MALINDE est sécurisé.	- Réinstaurer la sécurité.	- Sensibiliser la population sur ses droits, élections libres et transparentes.	Gouvernement	- Libre circulation des personnes et de leurs biens.	-Mauvaise gouvernance - Guerre.
3. Les cultivateurs n'ont pas de semences.	- Les champs sont pillés.	- Espace cultivé limité avec faible production.	- Les cultivateurs ont de semences.	- Existence de semences.		Gouvernement, ONGD, ONGI, Syndicat des agriculteurs.	- Nombre des champs labourés et cultivateurs bénéficiaires.	-Mauvaise gouvernance - Guerre.
4. Les cultivateurs n'ont pas d'engins agricoles.	- Mauvaise gouvernance.	- Diminution de la production.	Les cultivateurs ont d'engins agricoles.	-Disponibiliser la traction bovine.	- Plaidoyer pour les cultivateurs.	Gouvernement, ONGD, ONGI, Syndicat des agriculteurs.	- Nombre des champs labourés par les bœufs.	-Mauvaise gouvernance - Guerre.

VILLAGE MALINDE

PARTIES PRENANTES : MWENEBATU WABEBWA, FAILA MAHONGA, TABWE ESUBE, TCHALA SALUMU.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités à réaliser	Responsabilité	Indicateurs	Facteur de blocage.
1. Les déplacés et réfugiés sont dépourvus de moyens de subsistance.	- La guerre.	- Accroissements des consommateurs.	- Les déplacés et réfugiés sont dépourvus de moyens de subsistance.	Stabiliser les rapatriés.	- Construire des maisons, labourer, élever et pêcher.	- Population, Gouvernement, ONGD, ONGI, Société civile.	- Nombres de nouvelles maisons construites, des quantités de récoltes.	- Guerre - Insécurité, Mauvaise gouvernance.
2. Les militaires sont faiblement rémunérés.	- Mauvaise gouvernance.	- Tracasseries accompagnées de viols, vols et pillages.	Les militaires sont rémunérés.	- Disponibiliser le salaire pour les militaires.	-Plaidoyer pour le salaire des militaires auprès du gouvernement	Gouvernement, Population, ONGD, ONGI, Société civile.	- Nombre des militaires salariés.	- Mauvaise gouvernance. - faiblesse des plaidoyers.
3. Les maisons sont détruites.	- La guerre	- Concentration des personnes dans une maison.	- Les maisons sont construites.	- Disponibiliser des nouvelles maisons pour la population.	- Construire des nouvelles maisons pour la population ou bien les accompagner pour la construction.	- Population, Gouvernement, ONGD, ONGI, Société civile.	- Nombre des maisons construites pour les rapatriés et la population.	- Mauvaise gouvernance. - Guerre. - Mauvaise volonté des bienfaiteurs.
4. La population a faim.	- Les champs ont été détruits. - la plaine agricole de Kenya est inondée.	-Maladies accompagnées de morts précoces, mort infertile, population incapable de vaquer aux activités champêtres.	- la population a de la nourriture suffisante.	- Disponibiliser de la nourriture pour la population affamée.	- Redynamiser les activités agricoles de pêche et élevage - Mesure d'accompagnement des agriculteurs, améliorer le lit de la rivière MUTAMBALA	Population, Gouvernement - ONG, ONGI	- Accessibilité aux deux repas/Jour - Diminution de la malnutrition - Réhabilitation	- Mauvaise gouvernance. - Guerre. - Mauvaise volonté des bienfaiteurs.

RAPPORT FINAL DU 5ème VILLAGE KATANGA

I. INTROCUCTION ET ENONCEE DE THEME DE RECHERCHE.

Dans le cadre de produire le Document de Stratégies de Réduction de la pauvreté, le gouvernement de transition de la RDC par le canal de du ministère du plan nous donne mandat de conduire les consultations participatives auprès des communautés de base à travers le territoire de FIZI et plus particulièrement dans les cinq villages retenus pour ces travaux. Suite aux difficultés de transport d'atteindre FIZI-Centre, le village KATANGA a remplacé ce dernier.

En ce qui concerne le territoire de FIZI, nous avons tour à tour explicité le souci du gouvernement de consulter la base pour la planification de différents programmes devant être exécutés au bénéfice de la population, avons parlé du DSRP 2001 et du DSRP en cours dont la suite demeure l'atelier territorial de FIZI au cours duquel, avec les parties prenantes de ces territoires consultés dont le chiffre recommandé par la haute hiérarchie est de 50 parties, nous allons encore une fois échanger avec eux pour relever les données qui ne nous ont pas été communiquées au cours des consultations mais aussi valider l'ensemble d'éléments collectés pour en faire le DSRP territorial.

Le village de KATANGA est limité au nord par la rivière Abwa, au Sud par la rivière MUTAMBALA, à l'ouest par la forêt de Tusukyu et Asongolo et à l'Est par le lac Tanganyika. Signalons que ce village est à vocation agricole, mais ses potentialités sont limitées par l'inondation de la plaine de Kenya II endommageant les champs de différentes cultures du milieu, principalement le caféier, le palmier à huile, le manioc et le riz.

Quant à ce qui concerne les thèmes de recherche, les consultations participatives dans le village de KATANGA se sont intéressées aux :

1. Concepts locaux de bien-être, de vulnérabilité et de pauvreté.
2. Perceptions sur les causes de la pauvreté/vulnérabilité.
3. Gagne pain et stratégies de survie.

4. quels sont les problèmes que les pauvres considèrent comme les plus importants qui leur donnent des soucis dans leurs vies. Comment ceux-ci ont changé ; leurs projets d'avenir et leur planification au niveau communautaire.
5. Dimension genre de la pauvreté.

II. BUT ET OBJECTIF DE LA RECHERCHE.

a. But : Le but de la recherche est de collecter les avis des habitants du village KATANGA sur leur état de pauvreté, les déterminants de la pauvreté ainsi que sur les solutions à mettre en œuvre pour diminuer la pauvreté.

b. Les objectifs : Les objectifs de nos recherches visent à :

- Comprendre les déterminants de la pauvreté ;
- Connaître les problèmes les plus importants de la pauvreté ;
- Envisager les actions susceptibles de réduire la pauvreté ;
- Déterminer les indicateurs et les facteurs de blocage éventuel.

III. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Lors de nos recherches pour atteindre ces objectifs précités, les outils de MARP suivants ont utilisés :

- Coupe transversale ;
- Interview semi – structurés ;
- Calendrier saisonnier ;
- Arrangement par préférence
- Matrice d'analyse du genre ;
- Matrice de planification.

IV. CONTENU DE LA DISCUSSION

1. La coupe transversale de KATANGA a révélé ce qui suit :

- Des puits d'eau (Bornes fontaines) nouvellement construites par TEAR FUND.
- Des sites de reboisement (église CEPAC).

- Trois forêts à l'Ouest du village à savoir forêt de Tusukye, Asogolo et Atabanga.
- Une grande plaine agricole de Kenya inondée par les eaux de la rivière MUTAMBALA.
- Plusieurs maisons détruites.
- Plusieurs maisons nouvellement construites par TEAR FUND (105 maisons).
- Un pont réhabilité par ACTED.
- Présence de plusieurs églises.
- Une carrière de moellons au nord du village.
- Deux terrains de football.
- Un grand centre nutritionnel de supplémentation.
- Etc.

2. La matrice de planification soulève les problèmes de pillage des champs par les hommes en uniforme, inondation de la plaine agricole de Kenya II, destruction des champs et maisons par les hommes en uniforme , l'impraticabilité des routes de desserte agricole, l'insuffisance des capitaux pour les petits commerces, l'insuffisance des intrants agricoles, l'inaccessibilité aux soins médicaux par la population, la déscolarisation des enfants, diminution des terres arables, l'inexistence de sport et loisirs,...

Selon cette paisible population de KATANGA, tous ces problèmes ne peuvent être résolus que lorsque les conditions sécuritaires sont réunies et cela exige une bonne gouvernance.

3. Nous avons tracé la matrice de planification d'analyse genre à partir des tableaux de profil d'activités quotidiennes suivi du calendrier saisonnier avec le profil d'activités et d'emploi du temps et le profil d'accès et de contrôle. D'après ces outils, les femmes de KATANGA s'occupent principalement des travaux de champs et du petit commerce et cela durant toute l'année. Cependant à part la production du manioc qui est parfois

gérée conjointement avec le mari, les autres revenus sont sous contrôle du mari.

VI. LES POINTS D'INTERPRETATION ESSENTIEL :

Tout au long de nos consultations dans ce village de KATANGA nous avons trouvé que ces habitants s'occupent essentiellement de l'agriculture, la pêche et du petit commerce. Le facteur essentiel qui limite les efforts de réduction de la pauvreté c'est l'insécurité causée par les militaires.

De ce fait, ils pensent que l'avènement d'un gouvernement responsable issu des élections libres et démocratiques pourrait constituer la pierre angulaire de la réduction de la pauvreté.

VII. CITATIONS ESSENTIELLES

- Plusieurs maisons ont été détruites pendant les guerres de 1996 et 1998.
- Les champs sont systématiquement pillés par les hommes en uniforme
- L'octroi des micro-crédits pourrait constituer un atout majeur dans la réduction de la pauvreté.
- Le drainage et l'irrigation de la rivière MUTAMBALA.
- Disponibiliser pour nous la traction bovine comme nous l'avions avant la guerre.
- La discrimination de la fille pour la scolarisation.

Rapport quotidien du 10 décembre 2004

1. Emplacement : les consultations de ce 10 / 12 / 2004 se sont déroulées dans une salle de l'Institut Technique Agricole (ITA) UMO LUBENGA de KATANGA.
2. Durée de l'exercice : de 8 h 30' à 17 heures.
3. Participants : 8 personnes dont 4 femmes et 4 hommes (voir liste de présence en annexe1).
4. Facilitateurs : Mr. François Xavier KARANGWA, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA Mkeyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation a été axée sur le grand thème pauvreté, ses causes, ses conséquences et stratégies pour arriver à des solutions.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI et animé par Mr ANZULUNI et complété tour à tour par les membres de l'équipe.
7. Le contexte a été essentiellement axé sur la pauvreté profonde et notoire du village de KATANGA due à la guerre et ses conséquences mais aussi les inondations de la rivière MUTAMBALA à l'extrême Sud du village qui ont décimé de grandes étendues de champs. A cela s'ajoute le pillage des récoltes aux champs, le rançonnement de paisibles citoyens en cours de route soit se rendant au champ ou au marché, des centaines d'enfants déscolarisés et un nombre des filles soumises à des mariages forcés et précoces par les hommes en uniforme.
8. Problèmes linguistiques : la langue locale demeure maintenue pour faciliter à tous les participants locaux d'intervenir au cours des travaux.
9. Matériels utilisés : la craie, le tableau noir, papiers, stylo.

CONSULTATION AVEC LES PARTIES PRENANTES

INTRODUCTION

Prenant la parole le facilitateur Mr ANZULUNI a présenté ses remerciements aux parties prenantes participant aux travaux pour avoir répondu à notre invitation en dépit de leurs multiples occupations. Ensuite, l'orateur du jour a rappelé aux mêmes participants que la mission de l'équipe DSRP dans le territoire de FIZI et plus particulièrement dans le village de KATANGA est une mission du gouvernement de transition de la R.D.Congo à travers le ministère du plan et l'autorité provinciale de la province du Sud Kivu.

Aussi, le gouvernement de transition, pour éviter les erreurs du passé a préféré ne point planifier des programmes à caractère social et économique au niveau de Kinshasa.

C'est dans le but qu'il a organisé des descentes sur terrain des missions en cours en vue de consulter la population pour examiner la possibilité de diminuer la pauvreté. C'est dans ce cadre qu'à l'issue des consultations visant à recueillir vos opinions sur la pauvreté, ses causes, ses conséquences, les stratégies à mener pour parvenir à des solutions ; nous sortions avec votre concours un document qui sera dénommé « DSRP3 ou document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté pour le territoire de FIZI. Ce document sera validé au cours de l'atelier territorial prévu à cet effet.

De l'atelier territorial de FIZI, l'atelier provincial sera organisé avec la participation des délégués du territoire de FIZI, et enfin l'atelier national et final à Kinshasa où des délégués de la province du Sud Kivu participeront.

Après ce qui précède, nous sommes passés à tracer l'image du village de KATANGA (coupe transversale, annexe 2) en vue de nous rendre compte de ses potentialités, sans doute avec la participation active des parties prenantes. Ceci étant fait, la coupe transversale nous a révélé que dans le village KATANGA se trouve :

- des palmerais.
- des champs de manioc.

- des champs de maïs.
- des champs d'arachides.
- des bananerais.
- des champs de tomates.
- des champs de manguiers.
- des champs de riz.

dont une grande partie est inondée par la rivière MUTAMBALA.

Il existe aussi dans le village de KATANGA :

- Un marché important.
- Une forêt à l'ouest du Village.
- Des maisons démolies et/ou entrain d'être reconstruites par l'ONG internationale TEAR FUND.
- Un centre de santé avec une maternité.
- Des zones marécageuses.
- Des églises (Catholique, CEPAC et les églises de réveil).
- Trois écoles dont 2 primaires et une secondaire (Technique agricole).
- Des routes de desserte non aménagées.
- Reboisement (8^{ème} CEPAC).
- Un bureau du groupement en reconstruction.

A l'insu de cette énumération nous avons demandé aux participants de nous citer les signes et les causes de la pauvreté.

Les causes :

- Inondation de la plaine de Kenya II qui est fertile.
- Insécurité.
- L'agriculture n'est pas mécanisée.
- Insuffisance des semences.
- Multiplicité des taxes.
- Déboisement de la forêt à la recherche des terres arables.

Le signes

- Petits champs.
- Maisons en paille.
- Maisons détruites par la guerre.
- Insuffisance d'intrants agricoles.

Après avoir cité ces quelques causes avec les participants, nous avons recouru à l'arrangement par préférence sur les causes les plus importantes qui sont à la base de la pauvreté.

Problèmes ou causes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang.
1. Inondation de la plaine de Kenya II	5	6	6	6	23	A
2. Insécurité	6	4	4	5	19	B
3. L'agriculture n'est pas mécanisée.	4	5	5	4	18	C
4. Insuffisance des semences.	3	1	1	3	8	D
5. Multiplicité des taxes	2	2	2	2	8	E
6. Déboisement	1	3	3	1	8	E'

L'arrangement nous a révélé que la cause la plus importante de la pauvreté c'est l'inondation de la plaine Kenya II.

Ensuite, nous avons ensemble tracé la matrice de planification (voir annexe 3).

Commentaires :

Les problèmes les plus saillants dans le village de KATANGA sont :

- L'inondation des champs par la rivière MUTAMBALA détruisant les plantes.
- Le nombre impressionnant des maisons détruites en dépit de 105 maisons nouvellement construites par TEAR FUND.
- L'insécurité (par les hommes en uniforme).
- Des centaines d'enfants déscolarisés.

Rapport quotidien du 11 décembre 2004

1. Emplacement : les consultations se sont déroulées dans une salle de classe de l'Institut de Technique agricole (ITA) UMO – LUBENGA de KATANGA.
2. Durée de l'exercice : de 8 h 30' à 17 h 30'.
3. participants : 4 personnes (voir liste Annexe 1).
4. Facilitateurs : DJURUA Mwenebatu Giscard, François-Xavier Karangwa, Dr YUMA Mkeyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation a été axée sur le grand thème pauvreté, ses causes, ses conséquences et stratégies envisagées pour arriver à des solutions.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP///FIZI et animé par ANZULUNI Mileno, Dr YUMA et complété tour à tour par les autres membres de l'équipe.
7. Le contexte a été essentiellement axé sur la pauvreté profonde de la femme du village de KATANGA due à la guerre qui a comme conséquences vols, viols, pillage des récoltes et rançonnement de paisibles mamans en cours de route soit se rendant au champs ou au marché ainsi que leurs filles soumises à des mariages précoces et forcés par les hommes en uniforme.
8. Problèmes linguistiques : la langue locale (Kibembe) et Swahili demeurent maintenues pour permettre à toutes les femmes du Focus group d'intervenir au cours des travaux.
9. Matériels utilisés : craies, tableau noir, papiers et stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP FEMMES.

Prenant la parole, le facilitateur, complété tour à tour par les membres de l'équipe DSRP/FIZI, a au départ présenté ses remerciements au Focus group pour s'être disponibilisé et avoir répondu à notre invitation. Ensuite il leur a parlé du mandat nous accordé par le gouvernement, après sans doute la présentation de l'équipe DSRP/FIZI mais aussi de l'équipe de quatre femmes constituant le Focus- group du jour.

Il a brossé succinctement le DSRP 2001 qui avait concerné la partie du pays qui était sous contrôle du gouvernement pendant la rébellion ; ses efforts du DSRP 2001 qui ont amené les partenaires à réduire les dettes extérieures de la R.D.Congo de 20 % ; fond consigné à la Banque centrale de Kinshasa et destiné aux actions sociales.

Les bailleurs de fonds s'étant inspirés du DSRP 2001 pour l'ensemble du pays en vue d'examiner la possibilité de réduire la dette extérieure de la R.D.Congo de 90 %.

De ce qui précède l'orateur du jour a signalé aux participants que le gouvernement a décidé l'organisation des concentrations participatives en vue d'éviter les erreurs du passé qui consistaient à élaborer, planifier des programmes dans des bureaux climatisés de Kinshasa sans avoir consulté la population. C'est dans ce cadre que l'équipe du DSRP/FIZI est devant vous en vue d'échanger avec vous pour la recherche des voies et moyens de trouver les données fiables visant la réduction de la pauvreté a t-il ajouté.

Après cette brève introduction, le facilitateur a demandé aux participants de donner le tableau de leurs activités quotidiennes suivi par le calendrier saisonnier.

L'activité de 18 h 37', à 18 h 38' se justifie par l'insuffisance de la nourriture dans une famille nombreuse. Donc on mange rapidement sans être rassasié, ont-elles ajouté.

Après ce tableau des activités quotidiennes, nous sommes passés ensemble avec le Focus group au traçage de calendrier saisonnier de différentes activités champêtres.

[illegible]

Arachide	Labour	X											
	Semis		X	X				X	X	X			X
	Récolte					X	X					X	X
Maïs	Labour	X											
	Semis		X	X									
	Récolte					X	X						
Riz	Labour	X				X							
	Semis	X				X							
	Récolte							X			X	X	
Haricot	Labour	X											
	Semis		X					X	X				
	Récolte				X	X					X	X	

D'après ce tableau, nous trouvons que la femme de KATANGA est trop occupée par les activités champêtres pendant toute l'année. On peut récolter le manioc pendant toute l'année et le semis se fait souvent en Septembre. Signalons que pour une terre fertile on peut en récolter pendant trois ans sur un même champ.

L'arachide peut être semé et récolté pendant deux à trois fois par an. La culture du riz est pratiquée 2 fois par an : semi en septembre, récolte en mars. L'autre saison de semi en février et la récolte en juin et juillet.

Après ce calendriers saisonnier elles nous ont tracé le tableau de profil d'accès et de contrôle :

Ressources	Accès				Conditions				Contrôle de décision			
	Femmes	Hommes	Veuves	Enfants	F	H	V	E	F	H	V	E
Manioc	X		X		X		X		X		X	
Arachide	X		X		X		X		X		X	
Maïs			X		X		X		X		X	
Palmier à huile		X	X	X		X	X			X	X	
Haricot	X		X		X		X		X		X	

D'après ce tableau, l'homme de KATANGA s'occupe surtout de champs de palmiers à huile. Etant donné que ce village connaît les inondations, y a baisse de la production. Toute la récolte est destinée à la consommation.

Pour une femme veuve chef de ménage, elle contrôle seule sa production, même si elle est parfois aidée par les membres de sa famille. Selon les femmes auparavant les hommes de KATANGA étaient oisifs. Mais à force de participer à des séminaires d'encadrement, ils ont pris conscience d'aider leurs femmes dans les travaux champêtres.

Voici la matrice d'analyse genre que nous avons complétée ensemble en nous inspirant de tableaux tracés précédemment.

Matrice d'analyse genre.

	Travail	Temps	Accès aux ressources	Contrôle des ressources	Culture
Femmes	Champs de manioc.	12 mois	F	F	Autorisée par la coutume Bembe.
Hommes	Palmier à huile.	12 mois	H	H	Autorisée par la coutume Bembe.
Ménage	Champs de maïs.	6 mois	H	H	Autorisée par la coutume Bembe.
communauté	Labour et semi.	1 journée	H F	Ménage	Autorisée par la coutume Bembe.

La dynamique communautaire que cette population a optée de travailler collectivement dans un champ pour s'entraider tour à tour lors de semis et de labour.

Pour les veuves, souvent les récoltes sont déposées dans des coopératives, mais suite à la mauvaise volonté des dirigeants, elles sont détournées et utilisées à d'autres fins.

Signalons aussi que la femme Bembe travaille beaucoup tout au long de l'année pour les travaux champêtres, mais elle demeure exclue dans la prise des décisions sur la production et le revenu de différentes activités, excepté le manioc.

Rapport quotidien du 12 décembre 2004

1. Placement : les consultations de ce 12 / 12 / 2004 se sont déroulées dans une salle de l'Institut Technique Agricole (ITA) UMO LUBENGA de KATANGA.
2. Durée de l'exercice : de 8 h 30' à 17 h 30'
3. Participants : 4 personnes dont 2 filles et 2 garçons
i. (voir liste de présence en annexe1).
4. Facilitateurs : Mr. François Xavier KARANGWA, DJURUA Mwenebatu Giscard, Dr YUMA Mkeyo et ANZULUNI Mileno.
5. La consultation a été axée sur le grand thème pauvreté, ses causes, ses conséquences et stratégies pour arriver à des solutions.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI et animé par Mr ANZULUNI et complété tour à tour par les membres de l'équipe.
7. Le contexte a été essentiellement axé sur la pauvreté profonde et notoire de la jeunesse de KATANGA
2. et ses causes, ses conséquences et les stratégies à adopter en vue des solutions adéquates.
8. Problèmes linguistiques : la langue Swahili et Kibembe (langue locale) ont été tour à tour utilisées en vue d'impliquer les participants dans les échanges visant la réductions de la pauvreté.
9. Matériels utilisés dans l'exercice : tableau noir, craie, papier, stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP JEUNES (KATANGA le 12 décembre 2004)

Comme dans les introductions précédentes, le facilitateur a expliqué le DSRP aux participants en faisant allusion au DSRP 2001 qui a amené le gouvernement de transition à organiser le deuxième DSRP en cours. Aussi, il a rappelé aux parties prenantes qu'il a plu au gouvernement d'adopter la consultation de la base (la population) pour toute planification des programmes lui destiné. Ensuite, il leur a parlé du PPTE (Pays Pauvre très Endettés) qui a découlé de l'examen du DSRP intérimaire qui a servi à classer notre pays la R.D.Congo parmi les pays pauvres très endettés et qu'a occasionné la réduction de la dette extérieure de celui-ci de 20 %.

Après ces explications, le facilitateur du jour a parlé du mandat de l'équipe DSRP/FIZI lui accordé par le gouvernement en vue d'échanger avec la population du village de KATANGA pour sa contribution aux collectes des données visant l'élaboration du DSRP du territoire de FIZI qui a comme finalité l'adoption de ce DSRP à travers l'atelier territorial ; ensuite l'atelier provincial et national débouchant au DSRP final de la R.D. Congo.

Ce document finalisé servira à titre de référence pour l'élaboration de différents programmes que nous allons ressortir à l'issu du DSRP en cours ; a t-il dit.

Après cette petite introduction, le facilitateur a demandé à l'auditoire de lui présenter les signes révélateurs de la pauvreté dans leur village selon eux. Les signes suivants ont été relevés :

- Les parents qui n'ont pas la capacité de scolariser leurs enfants, les parents qui ont des faibles revenus.
- Inaccessibilités aux activités sportives.
- Les familles qui ont de petits champs.
- Les familles qui n'accèdent pas aux besoins primaire.
- Les familles qui ont des maisons en chaume.

Après que le Focus group ait donné les signes de pauvreté, le facilitateur avec participation de l'équipe DSRP//FIZI ont posé des questions aux participants sur les causes de la pauvreté que voici :

1. Les frais scolaires des enfants.
2. Absences des activités sportives et de loisir.
3. Insuffisance des champs cultivés.
4. insuffisance des intrants agricoles et de pêche.
5. Rareté des produits agricoles sur le marché et pour le petit commerce.
6. La population n'accède pas aux soins de santé.
7. Faible contribution des églises pour le développement du milieu.
8. ONG locales non opérationnelles.
9. Insuffisance des interventions des ONGI, agences des nations unies et du gouvernement.

Après avoir énumérées toutes ces causes, nous sommes passé ensemble avec le Focus group à l'arrangement par préférence pour déterminer la cause la plus importante de la pauvreté.

Problèmes/causes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang
1. La scolarité des enfants	5	1	5	7	18	E
2. Absence de sports et loisir	2	2	1	3	8	I
3. Insuffisance des champs cultivés	9	9	9	9	36	A
4. Insuffisance des intrants agricoles	7	7	8	4	26	B
5. Rareté des produits vivriers pour le commerce.	8	5	4	5	22	D
6. La population n'accède pas aux soins de santé.	4	6	2	6	18	F
7. Faible contribution des églises pour le développement.	3	8	8	2	16	G
8. Non fonctionnement des ONG locales	1	4	7	1	13	H
9. Faiblesse des ONG internationales	6	3	6	8	23	C

Nous avons trouvé que la cause la plus saillante de la pauvreté demeure l'insuffisance de terres arables suite à l'inondation de la plaine Kenya II.

La population s'est mise au travail, mais elle est découragée par la carence d'intrants agricoles. Ceci entraîne la faible production vivrière. Et comme la population n'accède pas aux soins de santé primaires la main d'œuvre locale souffre de diverses maladies qui auraient dues être évitées ou prévenues.

En égard de ce qui précède, avec la participation active des parties prenantes nous avons procédé à l'élaboration de la matrice de planification.

Rapport quotidien du 13 décembre 2004

1. Emplacement : les consultations avec le Focus group de ce 13 décembre 2004 se sont déroulées dans une classe de l'Institut Technique Agricole (ITA) UMO LUBENGA de KATANGA.
2. Durée de l'exercice : de 8 h 30' à 17 h 30'
3. Participants : 4 personnes dont 2 femmes et 2 hommes (voir liste en annexe 1).
4. Facilitateurs : DJURUA Mwenebatu Giscard, ANZULUNI Mileno, François-Xavier KARANGWA et Dr YUMA M'keyo.
5. Les consultations ont été axées sur le grand thème pauvreté ses causes, ses conséquences et les stratégies pour arriver à des solutions.
6. L'exercice a été initié par l'équipe DSRP/FIZI animé par Mr ANULUNI Mileno complété tour à tour par les autres membres.
7. Le contexte de consultation avec le Focus group vulnérable a été axé sur la vulnérabilité dans le village de KATANGA due à la destruction des champs dans la plaine de Kenya II par les eaux de la rivière MUTAMBALA.
8. Problèmes linguistiques : l'utilisation du Swahili et de la langue locale Bembe a été maintenue en vue de l'implication du group Focus vulnérable dans la recherche.
9. Matériels utilisés dans l'exercice : tableau noir, craie, papiers et stylo.

CONSULTATION AVEC LE FOCUS GROUP VULNERABLE
(KATANGA, le 13 décembre 2004)

Dans son introduction, le facilitateur a rappelé aux participants l'ancienne procédure de planification de programmes par l'ancien gouvernement Mobutiste qui préparait les programmes destinés à la base au niveau du gouvernement à Kinshasa, par le biais des anciens ministres du plan. Cette fois-ci, disait-il, le gouvernement donne mandat par le canal du ministère du plan de vous consulter en vue de contribuer à la rédaction de la planification de la pauvreté, en sigle DSRP.

Il leur a ensuite informé que les recherches en cours font suite au DSRP 2001 qui a été organisé et réalisé dans la partie du pays qui était sous contrôle du gouvernement, et cependant la rébellion à l'Est du pays.

Nous sommes désignés pour FIZI, a-t-il dit et 5 villages sont retenus pour ce territoire dont MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et KATANGA. Vous êtes les tous derniers à être consultés par notre équipe, a-t-il ajouté.

Il leur a aussi rappelé qu'ils représentaient toute la population du village de KATANGA, tout en leur signalant qu'après les consultations participatives du village de KATANGA, un atelier sera organisé au niveau du territoire de FIZI. Pour valider les travaux réalisés au niveau des villages précités et ensuite il leur a dit que tout le territoire de FIZI, sera représenté à l'atelier territorial en vue d'apporter en plus sur les données que nous aurons réunies avec vous au cours de nos échanges.

Après ce qui précède, l'orateur du jour a demandé aux participants de brosser l'historique du village de KATANGA.

Aperçu historique

Partant de l'historique du village de KATANGA les participants nous ont révélé que l'autorité coloniale belge a fait descendre la population de moyens plateaux jusqu'au village KATANGA et ce avant la guerre mondiale 1914 – 1918.

Le mot KATANGA dérive du mot Atanga a milandu, qui signifie un village des belliqueux. Toute la population s'est occupée surtout de l'agriculture de manioc, des arachides, de l'élevage des chèvres et de la pêche.

Et selon la population, elle appris l'arrivée du Roi Baudouin 1955.

1946-1947 : le port de la rivière MUTAMBALA a été construit ; avant cela, en 1940, il y a eu introduction de la culture de coton, et en 1946 – 1947 traçage de la route nationale 5 reliant FIZI à Bukavu. La culture de coton selon eux, a été à la base de l'épanouissement du village de KATANGA, avec l'apport des engins (tracteurs) qui labouraient les terres, les cultivateurs ont augmenté leur production de coton, et en 1956 ils ont accédé à l'achat des vélos, véhicules et des tôles pour leurs maisons.

A cette même époque, le centre commercial avait plus de 10 magasins appartenant aux asiatiques.

Vers 1957, la digue de la plaine de Kenya a été installée pour arrêter les eaux qui inondaient cette terre.

Après l'indépendance (1960) le coton n'était plus acheté, la population a fait les cultures de café et de palmier à huile.

En 1964-1965 : la guerre Muleliste eut lieu, ainsi la population se déplaça vers les hauts plateaux.

En 1966 : retour de la population dans le village et sa reconstruction.

En 1968 : la population a repris les activités commerciales ont été reprises. C'est ainsi qu'un habitant de KATANGA avait acheté son propre véhicule.

De 1968-1970 : il n'y avait pas de magasin dans le village de KATANGA, sauf quelques boutiques et Kiosques, car les asiatiques qui avaient fui pendant la rébellion ne sont plus rentrés.

Vers 1972, la digue a cédé et l'eau de la rivière MUTAMBALA a commencé à inonder les champs.

Vers 1975, la culture de palmier à huile prenait de l'ampleur parce que le café perdait sa valeur sur le marché international.

Avec la libéralisation de l'extraction des minerais, les orpailleurs se sont rués sur la rivière Mukela riche en or, affluent de la rivière MUTAMBALA. Ainsi toute la quantité de sable au la rivière Mukela charrait, est venue remplir le lit de la rivière MUTAMBALA en conséquence la superficie inondée avait aussi augmenté ; les champs de café, de palmiers à huile, de manioc, de riz...ont été complètement détruits.

Maintenant la population de KATANGA va chercher les terres arables sur les montagnes où il faut couper les arbres de la forêt et où la fertilité de sol est moindre par rapport à celle de sol de la plaine alluviale de Kenya II.

Pendant les deux guerres 1996 et 1998, le village de KATANGA a été complètement détruit, les maisons détruites sont nombreuses les récoltes sont pillées dans les champs par des bandes armées. C'est ainsi que la population de KATANGA est devenue très pauvre.

Après cet aperçu historique, les participants aux consultations participatives nous ont révélé quelques signes de la pauvreté dans le village de KATANGA.

Mais avant cela ils nous ont révélé que la pauvreté dans le village de KATANGA II. Quant aux signes de pauvreté, les parties prenantes ont cité ceux qui suit :

- celui qui n'a pas de moyen de déplacement (vélo, pirogue)
- celui qui n'a pas de champ (manioc, riz, palmier à huile, etc.)
- celui qui a une petite maison ou qui n'en a pas.

Ensuite les participants ont cité les causes de la pauvreté dans le village de KATANGA qu voici :

- L'insécurité (la guerre).
- L'inondation de la plaine de Kenya.
- Handicap physique.
- Veuve ou veuf sans soutien.

- Soulard qui prend à la fois du chanvre.
- Orphelin sans soutien.
- Manque d'enfants.

Après la présentation des causes de la pauvreté par le Focus group, nous sommes passés à l'arrangement des causes pour trouver celles qui influent plus sur la pauvreté à KATANGA.

Tableau d'arrangement par préférence :

Causes/Problèmes	G1	G2	G3	G4	Total	Rang.
1. Insécurité	6	7	7	7	27	A
2. Inondation de la plaine de Kenya II	7	6	6	6	25	B
3. Handicap physique.	4	5	2	5	16	C
4. Veuve ou veuf sans soutien.	5	3	4	2	14	D
5. Ivrogne qui prend la drogue.	3	1	5	1	10	F
5. Orphelins sans soutien.	1	2	3	3	9	G
6. Ménage sans enfants (Main d'œuvre)	2	4	1	4	12	E

L'arrangement par préférence montre que c'est l'insécurité, donc la guerre qui est la cause la plus importante de la pauvreté suivie de l'inondation de la plaine de Kenya II.

Après l'arrangement, ils ont tracé la matrice de planification (voir annexe 2)

VIII. DIFFICULTES RENCONTREES.

- Difficultés de transport dues à l'absence de moyens de déplacement organisés.
- Tracasseries par les hommes en uniforme.
- Port d'armes par des milices en tenue civile difficile à identifier.
- La suspicion due à la situation qui prévaut dans la province du Nord- Kivu.

- Difficultés liées au logement dues à la destruction massive des maisons pendant la guerre.
- Approvisionnement difficile en produits vivriers, conséquence de l'inondation des champs dans la plaine de Kenya II.

IX. RECOMMANDATIONS :

1. Que la digue de la plaine de Kenya soit réhabilitée en vue de protéger les champs contre les inondations de la rivière MUTAMBALA.
2. Que l'agriculture soit mécanisée comme elle fût à l'époque coloniale.
3. Que les routes de desserte agricoles soient réhabilitées.
4. Qu'on réhabilite l'unique centre de Santé existant, qu'on l'équipe mais aussi qu'on en construise d'autres.
5. Qu'on prenne des mesures salutaires pour l'extraction de l'or dans la rivière Mukela pour qu'elle n'entraîne pas l'ensablement du lit de la rivière MUTAMBALA.
6. Qu'on cesse de considérer la femme de KATANGA comme une esclave.

X. CONCLUSION

Le village de KATANGA est principalement à vocation agricole, ensuite s'ajoute la pêche, la chasse et le petit commerce ambulante ou dans les marchés.

La population du village de KATANGA est plus organisée que celle du village MALINDE où les gens s'adonnent aux boissons alcooliques du matin au soir.

Cette population a aussi une main d'œuvre importante et en bonne santé en dépit de quelques cas isolés. Que l'autorité politico-administrative, et coutumière renforcent son encadrement et encouragent ses aptitudes physiques.

Que la haute hiérarchie prenne à titre prioritaire la réhabilitation de la plaine de Kenya II mais aussi le rétablissement de la sécurité dans ce village en vue de permettre à la population de vaquer librement à ses occupations.

VILLAGE KATANGA

PARTIES PRENANTES : KAPITA KITUMBA, SIFA MMANYA, MULINDJA HERI, KASHINDI LUMEME, M'MOCA RIZIKI, DORCAS AUDILA, LUPANGU NYOMBO.

Problèmes.	Causes.	Conséquences	Objectifs.	Stratégies.	Activités.	Responsabilité	Indicateur.	Facteur de bocage.
1. La plaine agricole de Kenya est inondée.	- Débordement de la rivière MUTAMBALA.	- Baisse de la production - Cultiver dans les montagnes.	- La plaine agricole de K. est inondée.	- Planifier les mécanisme de lutte contre l'inondation. - Ramener la rivière MUTAMBALA dans son lit initial.	- Construire des digues. - Défendre aux orpailleurs de Mkeru de creuser les montagnes. - irrigation, drainage.	- Gouvernement, ONGD ,ONGI, Population.	- Stabilité de la rivière MUTAMBALA dans son lit. - Nombre de champs cultivé, dans la plaine de Kenya.	- Guerre, mauvaise gouvernance. - Mauvaise volonté des ONGD, ONGI.
2. Les champs sont pillés.	- Insécurité - militaires	- Baisse de la production. - Famine dans le village.	- Les champs ne sont pas pillés.	- Bonne gouvernance.	- Elections libres transpe- rentes et démocratiques. - Casernement des militaires.	- Gouvernement. - Autorités locales. - Société civile.	- Libre circulation de personnes et de leurs biens.	- Mauvaise gouvernance. - Guerre, échec des élections.
3. Les engins agricoles n'existent pas	- Insécurité - manque d'encadrement pour les culti - vateurs	- faible production. - espace arable limité.	- Les engrais agricoles existent.	- Disponibiliser la traction bovine	- Plaidoyer auprès du gouvernement et ONG pour les intrants agricoles.	- Syndicat agricole, ONGD,ONGI Société civile.	- Nombre de bœufs et champs cultivés par traction bovine.	- Mauvaise gouvernance. - Mauvaise volonté des bienfaiteurs. - Guerre.
4. Les semences sont insuffisantes	- Les champs ont été pillés.	- Faible production.	- Les semences sont suffisantes.	- Disponibiliser les semences	- Plaidoyer pour l'octroi de semences auprès des bienfaiteurs.	- Syndicat agricole, ONGD,ONGI Société civile.	- Nombre des cultivateurs bénéficiaires des semences.	- Mauvaise gouvernance. - Mauvaise volonté des bienfaiteurs. - Guerre.

Problèmes.	Causes.	Conséquences	Objectifs.	Stratégies.	Activités.	Responsabilité	Indicateur.	Facteur de bocage.
6. La forêt est déboisée.	- Cultiver les montagnes.	- Perturbations climatiques. - Risque d'érosion - Inondation de la plaine	- La forêt n'est pas déboisée.	- Maintenir la forêt.	- Reboiser les espaces déboisés. - Sensibiliser la population.	- ONGD, ONGI, Société civile, autorités locales gouvernement.	- Mise en application de mesures de lutte contre le déboisement.	- Mauvaise gouvernance. - Mauvaise volonté des bienfaiteurs. - Guerre.

FOCUS GROUP JEUNES : MCHUMBE MAYUTO, ISSA WA ETHO, MWALE WA MOSHI, CLAUDINE WAPUNGU.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage.
1. Les enfants non scolarisés.	- Guerre - Faible revenu des parents.	- Baisse du niveau de scolarité	- Les enfants sont scolarisés.	- Amélioration des conditions d'éducation	- Plaidoyer pour le salaire des enseignants - Réhabiliter les écoles.	- Comité des parents, ONGD, ONGI, population, Agences UN. - société civile	- Nombre des enseignants payés. - Nombre des enfants scolarisés.	- Mauvaise gouvernance. - Mauvaise volonté des bienfaiteurs.
2. Le Sport et loisirs n'existent pas.	- Guerre. - Non encadrement des sportifs.	- Santé fragile. - Oisiveté.	- Sport et les loisirs existent.	- Réhabiliter les terres arables.	- Plaidoyer l'équipement sportif et les terrains de jeu.	- Attente sportif, ONGD, ONGI, Gouvernement société civile.	- Nombre des sportifs et terrains de jeux réhabilités.	- Guerre - Mauvaise volonté des bienfaiteurs.
3. Les terres arables diminuent.	- Espaces arables très limités.	- Faible revenu Faible production.	- Les terres arables ne diminuent pas	- Disponibiliser les terres arables.	- Plaidoyer pour l'octroi des terres arables.	- Syndicat agricole, ONGD, ONGI, Gouvernement.	- Nombre des terres arables disponibles.	- Guerre - Mauvaise gouvernance mauvaise volonté des syndicats.
4. Les intrants de pêche sont insuffisants	- pillage des intrants de pêche par les hommes en uniforme.	- Faible revenu, faible capture des poissons.	- Les intrants de pêche sont suffisants.	- Disponibiliser les intrants de pêche.	- Plaidoyer pour l'octroi des intrants de pêche.	- Syndicat des pêcheurs, ONGD, ONGI, gouvernement.	- Nombre de pêcheurs bénéficiaires des intrants de pêche.	- Guerre - Mauvaise gouvernance mauvaise volonté des syndicats.
5. Les capitaux pour les petits commerces sont insuffisants.	- Faible revenu - Pillage, vol et viols.	- Faible revenu	- Les capitaux pour le petit commerce sont insuffisant.	- Disponibiliser des capitaux pour les petits commerces.	- Plaidoyer pour l'octroi des micro-crédits.	- ONGD, ONGI, Gouvernement, FEC.	- Nombre des commerçants bénéficiaires.	- Guerre - Mauvaise gouvernance - Mauvaise volonté de FEC.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage.
6. Les soins médicaux ne sont pas garantis.	- Centres de santé détruits par la guerre, les médecins et infirmiers ne sont pas payés.	- Inaccessibilité aux soins médicaux, - La mort infantile.	- Les soins médicaux sont garantis.	- Disponibiliser les médecins et Centre de santé compétents	- Plaidoyer pour la réhabilitation des centres de santé ainsi que leurs approvisionnements	Gouvernement, ONGD, ONGI, comité de santé (COSA). - Société civile.	- Accessibilité aux soins de santé sans contrainte. - Nombre de personnes bénéficiaires de soins primaires	- Guerre - Mauvaise gouvernance.

FOCUS GROUP VULNERABLES : MAWAZO ETO , NOLA KIZA, FAIDA AMISSI, LEA TOLOLE.

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage.
1. Nos maisons sont détruites	- la guerre.	- être sous logé par les frères - instabilité de domicile.	- les maisons sont construites.	- disponibiliser	- plaider pour la construction des nouvelles maisons.	- population, ONGD, ONGI, gouvernement société civile.	- nombre des maisons construites.	- mauvaise volonté des bienfaiteurs. - mauvaise gouvernance - mauvaise gouvernance.
2. Les routes de desserte agricoles sont impraticables.	- mauvaise gouvernance.	- rareté des produits agricoles. – faible revenu	- les routes de desserte agricoles sont réhabilitées.	- Planification sur la réhabilitation des routes de desserte agricole	- plaider pour réhabiliter les routes de desserte agricole. - construire des ponts	- population, ONGD, ONGI, gouvernement société civile.	- nombre de tronçons aménagés. - construction des ponts et caniveaux.	- mauvaise volonté des bienfaiteurs. - mauvaise gouvernance - mauvaise gouvernance.
3. Les engins de transport sont insuffisants.	- Routes impraticables.	- Baisse de la production. - rareté de produits agricoles.	- les engins de transport sont suffisants.	- disponibiliser les engins de transport.	- Vendre des produits vivriers pour avoir des capitaux consistants.	- population, ONGD, ONGI, gouvernement société civile.	- nombre des personnes bénéficiaires. - nombre des engins de transport.	- mauvaise volonté des bienfaiteurs. - mauvaise gouvernance - mauvaise gouvernance
4. Les boissons alcooliques et la drogue sont consommées abusivement.	- guerre. - oisiveté.	- Les ivrognes et les drogués ne font les travaux champêtres - Baisse de la production.	- Les boissons alcooliques et la drogue ne sont pas consommées abusivement.	- Planifier les mécanismes de lutte contre la consommation de la drogue et de la bière.	- prise de mesures de lutte contre la drogue et alcool. - sensibiliser la population.	- population, ONGD, ONGI, gouvernement société civile.	- Réduction de nombre des ivrognes et drogués.	- mauvaise volonté des bienfaiteurs. - mauvaise gouvernance - mauvaise gouvernance.
5. Les enfants	- guerre	- mendicité	- les enfants	- accompagne	- plaider pour	- population, ONGD,	- nombre des	- mauvaise volonté

Problèmes	Causes	Conséquences	Objectifs	Stratégies	Activités	Responsabilités	Indicateurs	Facteurs de blocage.
orphelins n'ont pas de soutien.	- mort précoce - mauvaise gouvernance.	- famine avec inaccessibilité aux besoins primaires.	orphelins ont de soutien.	ment des orphelins sans soutien.	l'orphelin - construire des centres pour encadrer les orphelins	ONGI, gouvernement société civile.	orphelins bénéficiaires - nombre d'orphelinats construits.	des bienfaiteurs. - mauvaise gouvernance

PROGRAMME DE L'ATELIER TERRITORIALE DE FIZI

Dimanche le 19 décembre 2004

8 h⁰⁰- 8 h 30' : Arrivée des participants

8 h 30'-9 h⁰⁰ : Arrivée de l'Administrateur du Territoire

9 h⁰⁰- 9 h10' : Mot de bienvenu par le superviseur

9h10'-9h 30' : Mot d'ouverture de l'atelier par l'Administrateur du Territoire

9h30'- 9h50' : Présentation des participants dans l'ordre ci-après :

- Equipe DSRP axe FIZI
- Administration
- Société civile
- Collectivité Secteur de LULENGE
- Collectivité Secteur de NGANDJA
- Collectivité Secteur de MUTAMBALA
- Collectivité Secteur de Tanganyika.

9 h 50'- 10 h 15' : Lecture du programme et explication des modalités pratiques par le facilitateur.

10 h 15'- 10 h 40' : Présentation des objectifs de l'atelier et brève présentation de DSRP par le superviseur.

10 h 40'- 12 h 05' : Présentation du rapport de cinq villages consultés aux participants par le rapporteur principal .

12 h 05'-12 20' : Pause.

12 h 20'- 12 h 40' : Formation de carrefours par le facilitateur.

12 h 40'- 113 h⁰⁰ : Explication de thèmes à traiter dans les carrefours par le facilitateur.

13 h⁰⁰- 13 h 20' : Les carrefours constitués entrent dans des salles pour se choisir le Président et deux rapporteurs et faire un procès verbal de leur élection.

13 h 20'- 14 h⁰⁰ : Début des travaux dans les carrefours.

14 h⁰⁰- 15 h⁰⁰ : Contacts avec le superviseur pour la collation.

15 h⁰⁰- 16 h 30' : Cocktail (FIN).

HORAIRE DES TRAVAUX DE L'ATELIER.

Heures	LUNDI	MARDI	MERCREDI
8 h ⁰⁰ - 10 h ⁰⁰	Travaux en carrefour.	Travaux en carrefour	Travaux en plénière.
10 h ⁰⁰ - 10 h 30'	Petit déjeuner .	Petit déjeuner.	Petit déjeuner.
10 h 30' - 13 h 30'	Travaux en carrefour.	Travaux en carrefour.	Travaux en plénière.
13 h 30' - 14 h 30'	Repas & repos.	Repas & repos.	Repas & repos.
14 h 30' - 17 h 30'	Travaux en carrefour.	Travaux en carrefour.	Travaux en plénière.
17 h 30' - 17 h 40'	-	-	Travaux en plénière.

**ALLOCUTION PRONONCEE LORS DE L'OUVERTURE DE L'ATELIER DE
CONSULTATIONS PARTICIPATIVES SUR LA PAUVRETE
DES COMMUNAUTES DE BASE EN TERRITOIRE DE FIZI, CE 19/12/2004.**

- Messieurs le Superviseur, Facilitateur, Rapporteur, Rabatteur du territoire de FIZI /DSRP.
- Distingués invités,
- Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi une joie réelle de participer à cette importante assise, aussi voudrais-je, de prime abord, remercier sincèrement les organisateurs pour m'y avoir associé et surtout les féliciter chaleureusement pour leur brillante idée de tirer la sonnette dès à présent sur l'importance de cet atelier qui réunit toutes les couches vives des secteurs de notre Territoire de FIZI.

Il m'est tout aussi agréable de saluer fraternellement tous les invités venus de différents coins de ce Territoire qui en dépit de leurs multiples occupations de préparer les fêtes, et autres, ils ont tout abandonné en vue de venir discuter ensemble pour la recherche de voies et moyens de combattre la pauvreté et s'impliquer dans cette réflexion, laquelle, j'espère, contribuera à dégager les avis et considérations de la population sur la pauvreté dans notre pays en général et dans le Territoire de FIZI en particulier :

- Messieurs le Superviseur, facilitateur, rapporteur, rabatteur du DSRP.
- Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Vous vous conviendrez avec moi que notre pays, la République Démocratique du Congo dispose d'énormes potentialités économiques notamment (minerais, forêts, eau, agriculture, élevages, pêche ...) et humaines mais se trouve parmi les pays les plus endettés du monde et sa population croupit dans une misère indescriptible. L'accès aux ressources financières et aux services de base tels que, Santé, Education, Eau potable, Transport... est difficile à la majorité de la population.

Les infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux...) sont dans un état de dégradation très avancée surtout dans notre Territoire de FIZI. C'est pourquoi, nous devons tous :

- Donner à l'équipe de DSRP nos avis et considérations.
- Nous impliquer activement dans le processus d'élaboration des documents de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP en sigle).
- Chercher aussi les causes, les conséquences et les stratégies pour afin remédier à ce fléau qui ronge le Territoire de FIZI.
- Messieurs le Superviseur, Facilitateur, Rapporteur, Rabatteur de l'équipe du DSRP.
- Distingués invités.

Nous sommes tous persuadés que les consultations participatives de base entreprises dans nos villages ou quartiers en Territoire de FIZI, porteront sans doute une issue fructueuse aux autres assises prévues au niveau Provincial ou national car, ces dernières sont préalablement intervenues au processus de la lutte contre la pauvreté dans notre pays où tous les Congolais doivent assumer pleinement leur responsabilité. Enfin à ces mots, je déclare ouvert l'atelier.

- Que vive la RDC,
- Que vive la Province du Sud-Kivu
- Que vive le Territoire de FIZI.

Je vous remercie.

Fait à FIZI, le 19 décembre 2004

POUR LE TERRITOIRE DE FIZI

MULENGE AYUE - KIBALO

L' administrateur de Territoire.-

EXPLICATION DU DSRP**ET PRESENTATION DE L'OBJECTIF DE L'ATELIER TERRITORIAL**

Par le superviseur

Dr YUMA B. M'KEYO

- Mr l'Administrateur du territoire.
- Mr les chefs des Secteurs.
- Mr les chefs des Groupements.
- Distingués invités et chers participants

Je voudrais d'abord rappeler les événements malheureux que notre pays a connus ces deux dernières décennies.

En effet, vous conviendrez avec moi que les différents programmes de développement réalisés dans les années 80 avec l'appui de la communauté internationale se sont soldés par des échecs parce qu'ils n'ont pas réduit la pauvreté, au contraire ils l'ont accentué. Cet échec s'explique en grande partie du fait que les programmes étaient élaborés dans les bureaux de Kinshasa sans la moindre implication des populations bénéficiaires de ces programmes.

Aussi, vous gardez encore dans vos mémoires les troubles politiques qui ont émaillé les années 1990, depuis l'échec de la Conférence Nationale Souveraine jusqu'aux différentes guerres d'agression étrangère, ont davantage plongé les populations congolaises en général et celles du territoire de FIZI en particulier dans la misère noire, dans la pauvreté sans nom.

Voilà pourquoi nous sommes ici avec vous pour tenter de décrire cette pauvreté au travers le Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté, DSRP en sigle. Celui-ci est un document élaboré à l'initiative de la R.D.Congo avec la participation de la société civile : ONGs, églises et le secteur privé. Ce document revêt un double aspect, d'abord il intègre les stratégies et les programmes de développement du pays en général et du territoire de FIZI en particulier, mais aussi il constitue un

document indispensable de négociation et de plaidoyers avec la communauté internationale.

Aujourd'hui, grâce au DSRP intérimaire effectué en 2001 dans le territoire jadis contrôlé par le Gouvernement, la RDC est classée parmi les Pays Pauvres Très Endettés, PPTE en sigle, ce qui a entraîné la réduction de la dette extérieure de l'ordre de 20 %.

En 2004 , le DSRP final est entrain d'être élaboré à travers tout le territoire national, c'est à dire que comme vous nous voyez ici en territoire de FIZI, une équipe comme la nôtre se trouve dans chaque territoire de la RDC pour les consultations participatives sur le processus DSRP. Après cet atelier territorial, un autre atelier provincial se tiendra à Bukavu et réunira les délégués provenant de chaque territoire que compose la province du Sud-Kivu afin de produire le DSRP provincial.

Et, au bout de la chaîne se tiendra l'atelier national à Kinshasa qui regroupera les délégués de chaque province de la R.D.C pour élaborer le DSRP final. Ceci devra donc nous interpeller pour que nous puissions produire un travail de qualité.

Comme on ne peut pas travailler dans chaque village constituant chaque territoire, 5 villages servent d'échantillon, pour FIZI ce sont les villages de MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE et KATANGA qui ont été choisis.

Je profite de cette occasion pour remercier les notables de ces villages pour leur accueil et leur collaboration. A ceux là qui proviennent des villages non consultés nous leur demandons d'apporter la vision et la perception de la pauvreté dans leurs communautés respectives ainsi que les mécanismes à mettre en œuvre pour réduire cet état de pauvreté. De cette manière nous produirons un document qui reflètera la pauvreté sur toute l'étendu du territoire de FIZI.

**PROCES VERBAUX D'ELECTIONS DES ANIMATEURS DES GROUPES
LORS DE L'ATELIER TERRITORIAL DE FIZI.**

**PROCÈS – VERBAL D'INSTALLATION
DU BUREAU PERMANENT DU PREMIER GROUPE**

L'an deux mille quatre, le 19^{ème} jour du mois de décembre, Nous, membres invités à l'atelier territorial /DSRP-FIZI désignés pour le premier groupe, avons procédé au vote des candidats et avons retenu les noms des personnes suivantes aux fonctions en regard de leurs noms ci-après :

1. TAMBWE MUTABILI B.H. : Président
2. Richard MIMAMO : 1^{er} rapporteur
3. Micheline MAUWA : 2^{ème} rapporteur.

En foi de quoi, dressons ce présent P.V au jour, mois et an que ci-dessus et jurons qu'il est sincère.

Les membres signataires

1. M^{lle} Micheline Mauwa :
2. Mr. Tambwe Mutabili B.H. :
3. Mr. Richard Mimamo :
4. M^{me} Suzana Sango :
5. Mr. Masumbuko Milingita :
6. Mr. Kamongo Busoka :
7. M^{me} Kasuku Kabisuba :

GROUPE II.

Procès - Verbal.

L'an deux mille et quatre le 19^{ème} jour du mois de décembre, Nous, SUNGULA LUTUMBO, M. EPANGELA JEAN ETALA OMARI, M'MBALONDJWA NYASSA,

WANGWA ABEDI et KIZA OMARI avons procédé à l'élection du Président, Rapporteur et Rapporteur adjoint suivant les critères ci-après :

Présidente : SUNGULA LUTUMBO

Critère :

- La femme quelquefois dans nos milieux coutumiers se méfie et n'arrive pas à se démener pour diriger un groupe quelconque.
- L'éducation pour la femme est très importante.
- Pour le système GENRE question d'égalité entre homme et femme.
- Une femme ne soit pas frappée pour une complexe d'infériorité dans la société

Les rapporteurs :

- Avoir une expérience de rapporter les réunions pendant l'exercice de leurs fonctions.
- Avoir une bonne écriture.
- Apte à manier la langue française.

1. PRESIDENTE : SUNGULA LUTUMBO.

2. RAPPORTEURS :

- Titulaire : M. EPANGELA JEAN
- Adjoint : ETALA OMARI.

En fois de quoi nous avons dressé ce présent P.V. au jour au mois et l'an dessus.

Fait à FIZI, ce 19 décembre 2004

SUNGULA LUTUMBO

La Présidente

+ Deux membres

- RIZIKI PONDAMALI
- BA ACANA ECA.

PROCES VERBAL DU GROUPE III

L'an deux mille quatre le dix-neuvième jour du mois de décembre, ont été élus membres du 3^{ème} groupe de l'Atelier territorial DSRP/FIZI les personnes ci-après :

1. Président : Mr. WAKILONGO Kabemba

Nous l'avons choisi à ce poste pour les raisons suivantes :

- a) Son expérience en matière de conduire les groupes de travail.
- b) Ses connaissances sur le secteur de MUTAMBALA.
- c) Sa sagesse.

2. Vice-Président : Mr. BITA- NONDO

- En tant que greffier du Tribunal principal de LULENGE-KABAMBARE et même SHABUNDA.
- Son esprit d'équité
- Expérience de rapportage.

3. Rapporteur : Mr. ITONGWA MBOBOCI pour son esprit d'équité (juge)

Comme membres et conseillers :

Mr WILONDJA Eshilome

Mme Maria OMARI

Mr KALENGA Balwete

Mr AKALA AMISI NGAMA.

Fait à BARAKA, le 19 / 12 / 2004.

Pour le Groupe III

WAKILONGO Kabemba

Le Président.

P.V D'ELECTION DU 4^{ème} CARREFOUR.

L'an deux mille et quatre, le dix-neuvième jour du mois de décembre, nous membres du quatrième carrefour, réunis en atelier territorial de DSRP/ FIZI, avons procédé à l'élection du Comité du dit Carrefour à mains levées.

Ont été élus :

- Mbeléelo wa Malungu : Président.
- Lolonga Pierre : 1^{er} Rapporteur.
- Mwassi Apita Frédéric : 2^{ème} Rapporteur.

Membres :

- Amangu Kiza Selemani
- Ikunda Matembele.
- Andjelani Muke.
- Bobilya Nondo.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal au jour, mois et an ci-dessus.

MBELEELO WAMALUNGU

Président.

PROCES- VERBAL DE FORMATION DU BUREAU DU 5^{ème} CARREFOUR DE L' ATELIER TERRITORIAL DSRP/FIZI.

L'an 2004, le 19^{ème} jour du mois de décembre nous membres du 5^{ème} carrefour de l'Atelier Territorial DSRP/FIZI venons de constituer le bureau de notre carrefour de la manière suivante :

1. Président : ALIMASI MAMBO WA NONDO
2. Rapporteur : ALENGA MIOCHU MIKELELWA
3. Rapporteuse adjointe : MWALE WA MOSHI LYLY.

4. Membres : - AYUWE MULENGE.
- SANGO BATENDJI.
- IVONIE KIPUCHA
- AKYAGYA MWENABATÙ

En foi de quoi nous avons dressé le présent P.V au jour, mois et an, que dessus.

Fait à BARAKA, le 19 / 12 / 2004

ALENGA MIOCHU MIKELELWA

Le rapporteur.

PROCES- VERBAL DE CONSTITUTION DU BUREAU DU 6^{ème} CARREFOUR

Nous membres du 6^{ème} carrefour venons d'élire notre bureau qui se constitue de manière suivante ; pour l'Atelier Territorial /DSRP-FIZI :

1. Mr LWABANYA W'EKYONCE, Superviseur avec sept voix sur sept (7/7).
2. Mr KYALUMBA LUKABA-IBANDA, 1^{er} Rapporteur avec sept voix sur sept.
3. Mr KISALA BUMBU SUMAILI, 2^{ème} Rapporteur, avec 7 voix sur 7.

En foi de quoi le présent procès-verbal est établi et signé par des membres ci-annexés.

Ainsi fait à BARAKA le 19 décembre 2004.

Membres :

1. Kubatu, M. Mwamba II.
2. Lwabanya M'Ekyonge.
3. Asukulu Nyamandjoku
4. ABA'UYA Jeannette
5. Mwami Kisala Bumbu Sumaili
6. Ngolo Senge Charles
7. Kyalumba Lukaba Ibanda

Mot de clôture de l'équipe DSRP/FIZI (le 22 décembre 2004)

Mr l'Administrateur du territoire de FIZI,

Messieurs les chefs des groupements,

Messieurs les membres du DSRP/FIZI et chers collègues,

Distingués participants,

Au terme des travaux de l'Atelier Territorial de FIZI visant la validation de consultation participative relative aux stratégies de Réduction de la Pauvreté et dont les points traités dans l'atelier se présentent comme suit :

1. Perceptions locales de la pauvreté, vulnérabilité et bien-être.
2. Moyens de substance.
3. Services sociaux et infrastructures.
4. paix et gouvernance.
5. Visions pour la réduction de la pauvreté.
6. Stratégies pour la réduction de la pauvreté.

Le travail qui vient de s'achever est le produit de consultation participative directe avec la base.

Ainsi, nos remerciements s'adressent aux personnes groupe que nous avons rencontrées au cours de nos consultations participatives dans les sites de MBOKO, LWEBA, BARAKA, MALINDE, KATANGA et les participants à l'Atelier Territorial qui s'achève.

Nous présentons également nos remerciements aux autorités tant locales que territoriales partout où nous sommes passés aux personnes et prise de paix qui nous ont aidé de près ou de loin dans la réalisation de ce travail.

Nos remerciements s'adressent particulièrement aux ONGs locales GEADES et ASEF de MBOKO,

A l'Institut LWEBA de LWEBA,

A l'Institut Mwenge wa Taifa de BARAKA,

A la chapelle catholique de MALINDE,

A l'Institut Technique Agricole de KATANGA, qui nous ont fourni un bon cadre de travail.

Aux chefs de localité de LWEBEBA,

A l'Antenne SOCOODEFI de BARAKA,

Aux notables et le chef de localité de MALINDE,

Aux chefs de localité de KATANGA qui nous ont logé lors de nos travaux de terrain.

Nous ne pouvons pas boucler cette page sans remercier particulièrement Mr l'Administrateur de FIZI qui n'a pas ménagé son effort pour rendre agréable et réalisable notre travail dans son territoire. Et surtout le fait de s'être impliqué personnellement dans les travaux en carrefour et en plénière, donc durant toute la durée de l'Atelier Territorial.

Les participants aux travaux qui prennent fin ont été mandatés par les groupes et entités ci-après :

Administration : Mulingo Ame K.

- Confession religieuse : Mlombani Lusambya

- ONG locales : Kyalumba Lukaba Ibanda.

- Collectivité –secteur de LULENGE. BITA –NONDO

- Collectivité –secteur de NGANDJA. MBELEELO WAMALUNGU

- Collectivité –secteur de MUTAMBALA. WAKILONGO Kabemba.

- Collectivité –secteur de Tanganyika PONGOLO SENGE.

Après échanges fructueux sur les travaux en carrefour débattus en plénière et après avoir accepté les travaux réalisés dans les 5 villages, les participants à l'atelier ont validé l'ensemble de ces travaux.

Nous réitérons, encore une fois nos remerciements.

Fait à BARAKA, le 22 décembre 2004

Pour l'équipe DSRP

D^r YUMA B. M' KEYO

Superviseur.